

1995



RAPPORT ANNUEL



BANQUE EUROPEENNE D'INVESTISSEMENT

L'institution financière de l'Union européenne

LA MISSION DE LA BANQUE EUROPÉENNE D'INVESTISSEMENT

La BEI a pour mission de favoriser la réalisation des objectifs de l'Union européenne en accordant des financements à long terme en faveur d'investissements viables.

- **La BEI est au service de l'Union**

La BEI a été créée par le Traité de Rome. Ses actionnaires sont les Etats membres, dont les Ministres des finances constituent son Conseil des gouverneurs.

- **La Banque offre des services à valeur ajoutée**

- Grâce à son évaluation et à son suivi des projets et programmes d'investissement :

Pour recevoir son appui, les projets et programmes doivent être viables dans quatre domaines essentiels: économique, technique, environnemental et financier. Chaque projet d'investissement est soigneusement évalué et suivi jusqu'à son achèvement.

- Grâce à son financement :

Par ses opérations de prêt et sa capacité à attirer d'autres concours financiers, la Banque permet d'élargir les possibilités de financement. Par ses emprunts, elle favorise le développement des marchés financiers à travers l'Union.

- **La BEI offre des conditions de premier ordre**

La solidité financière de la Banque vient de la force et de l'engagement de ses actionnaires, de son indépendance professionnelle et de ses réussites passées. Elle autorise les meilleures conditions d'emprunt, dont la BEI fait profiter les destinataires de ses prêts.

- **La BEI associe d'autres partenaires à son action**

Les orientations suivies par la Banque sont définies en étroite collaboration avec les Etats membres et les autres institutions de l'Union européenne. En outre, la BEI coopère étroitement avec le monde des affaires et le secteur bancaire, ainsi qu'avec les grandes organisations internationales présentes dans son domaine.

- **La BEI attire un personnel qualifié et multiculturel
provenant de tous les Etats membres**

La BEI est motivée par sa participation directe à la construction de l'Europe.



Banque européenne d'investissement
100, Bd Konrad Adenauer
L-2950 Luxembourg
Tél. : 43 79 1, Fax : 43 77 04
H320 Vidéoconférence 43 93 67

Bureaux extérieurs

Département Italie
Via Sardegna, 38 - I - 00187 Rome
Tél. : 47191, Fax : 42 87 34 38
H320 Vidéoconférence 48 90 55 26

Bureau d'Athènes
12, avenue Amalias
GR - 10557 Athènes
Tél. : 32 20 773, Fax : 32 20 776

Bureau de Lisbonne
Avenida da Liberdade
144-156, 8º - P - 1250 Lisbonne
Tél. : 342 89 89, Fax : 347 04 87

Bureau de Londres
68, Pall Mall - Londres SW1Y 5ES
Tél. : 0171 343 12 00, Fax : 0171 930 99 29

Bureau de Madrid
Calle Ortega y Gasset, 29
E - 28006 Madrid
Tél. : 431 13 40, Fax : 431 13 83

Bureau de représentation à Bruxelles
Rue de la Loi 227 - B - 1040 Bruxelles
Tél. : 230 98 90, Fax : 230 58 27
H320 Vidéoconférence 280 11 40

CHIFFRES CLÉS

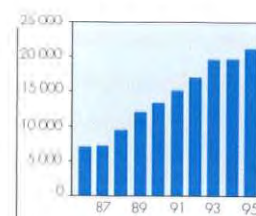
(en millions d'écus)

1995

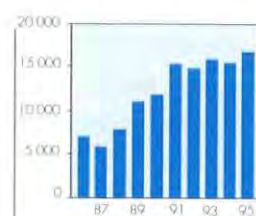
1994

| | | |
|--|--------------------|--------------------|
| Contrats signés | 21 408 | 19 928 |
| Sur ressources propres | 21 160 | 19 661 |
| Sur d'autres ressources | 248 | 267 |
| Dans l'Union européenne | 18 603 | 17 682 |
| Dont prêts | 18 603 | 17 656 |
| Dont garanties | - | 26 |
| A l'extérieur de l'Union européenne | 2 805 | 2 246 |
| Afrique, Caraïbes, Pacifique | 430 | 462 |
| Afrique du Sud | 45 | - |
| Méditerranée | 1 038 | 607 |
| Europe centrale et orientale | 1 005 | 957 |
| Amérique latine, Asie | 288 | 220 |
| Prêts approuvés durant l'année | 25 664 | 22 819 |
| Dans l'Union européenne | 23 071 | 20 335 |
| A l'extérieur de l'Union européenne | 2 593 | 2 484 |
| Versements effectués | 16 881 | 15 539 |
| Sur ressources propres | 16 749 | 15 435 |
| Sur d'autres ressources | 132 | 104 |
| Ressources collectées | 12 395 | 14 148 |
| En monnaies communautaires | 10 774 | 10 994 |
| En monnaies non communautaires | 1 622 | 3 154 |
| Encours | | |
| Prêts sur ressources propres | 114 696 | 106 087 |
| Garanties | 331 | 361 |
| Financements sur d'autres ressources | | |
| (Section spéciale) | 3 492 | 3 783 |
| Emprunts à long, moyen et court terme | 87 079 | 83 673 |
| Capital souscrit au 31.12. | 62 013 | 57 600 |
| Dont versé et à verser | 4 652 | 4 321 |
| Réserves et résultats de l'exercice | 12 302 | 10 135 |
| Total du bilan | 108 825 | 102 753 |
| <i>Effectifs de la Banque</i> | <i>897</i> | <i>859</i> |

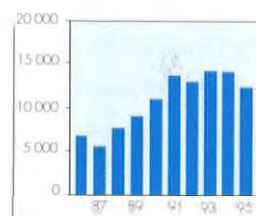
Prêts signés



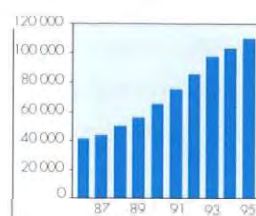
Versements



Ressources



Bilan





RAPPORT ANNUEL 1995

ISBN 92-827-6304-8
Rédaction achevée le 1er avril 1996

TABLE DES MATIÈRES



Dans les pays nordiques, comme dans l'ensemble de l'Union, la BEI soutient la réalisation de réseaux de communications efficaces.

| | Pages |
|---|-------|
| La mission de la BEI | |
| Message du Président | 5 |
| La BEI, l'institution financière de l'Union européenne | 7 |
| 1995 : Vue d'ensemble | 7 |
| La BEI au service des objectifs de l'Union européenne | 10 |
| Les financements dans l'Union européenne | 19 |
| Présentation par objectif de politique communautaire | 23 |
| Présentation des financements par pays | 33 |
| Les financements à l'extérieur de l'Union européenne | 45 |
| Afrique, Caraïbes, Pacifique | 45 |
| Pays méditerranéens | 49 |
| Pays d'Europe centrale et orientale | 51 |
| Pays d'Amérique latine et d'Asie | 54 |
| Les ressources empruntées | 55 |
| Les opérations d'emprunt sur les marchés financiers | 55 |
| Gestion des liquidités | 62 |
| Les organes de décision et le fonctionnement de la BEI | 63 |
| Les organes de décision | 63 |
| Le fonctionnement et la structure des services | 67 |
| Les résultats de l'exercice et les comptes annuels | 73 |
| Bilan et états financiers | 76 |
| Rapport des réviseurs comptables externes | 91 |
| Déclaration du Comité de vérification | 92 |
| Annexes | |
| L'environnement économique | 93 |
| Liste des projets financés | 95 |
| Tableaux statistiques | 106 |
| Notes au lecteur | 121 |

MESSAGE DU PRÉSIDENT



Dans un contexte de faible croissance, la Banque européenne d'investissement a, en 1995, puissamment contribué à la réalisation des objectifs prioritaires de l'Union européenne. Ses prêts, totalisant 21,5 milliards d'écus, reflètent les préoccupations premières de l'Union et de ses Etats membres; ils sont, en particulier, consacrés au développement des infrastructures et à la création d'activités nouvelles dans les secteurs de l'industrie ou des services en soutien à l'activité économique.

Ainsi, les quelque 200 grands projets et programmes d'investissements au financement desquels la Banque a participé dans l'Union cette année ont contribué à environ 5% de la formation brute de capital fixe dans les "Quinze" et bien plus encore dans les régions moins développées de l'Union. En effet, plus des deux tiers de ces financements ont bénéficié aux zones confrontées à des difficultés structurelles de développement ou de conversion industrielle, ce qui témoigne une fois encore de l'attachement porté par la Banque à l'expansion économique et à l'intégration des régions de l'Union. Dans la conduite de cette action, nous maintenons notre coopération continue avec la Commission européenne, afin de réaliser la meilleure synergie entre nos prêts et les subventions d'origine budgétaire.

Le même esprit de coopération marque nos activités à l'extérieur de l'Union européenne, où la BEI contribue, par ses financements à long terme, aux politiques d'aide et de coopération de l'Union envers un nombre croissant de pays tiers. Avec plus de 2,8 milliards d'écus dans une soixantaine d'entre eux, la Banque a, cette année encore, favorisé les conditions d'un développement durable de leurs économies. Dans ces pays, l'essentiel de nos prêts a été dirigé vers des projets de communication avec l'Union, d'amélioration des conditions de vie des populations concernées et, enfin, de partenariat entre opérateurs de l'Union et de ces pays.

Pour atteindre ces résultats la Banque a développé son action autour de quatre axes.

Elle s'est, en premier lieu, attachée à l'identification d'investissements utiles, correspondant à une demande économique réelle. C'est ainsi que les secteurs les plus concernés par nos financements sont ceux des infrastructures de communication et d'énergie qui structurent l'espace européen, de la protection de l'environnement, notamment en sites urbains où vivent deux Européens sur trois, et de l'industrie dont la compétitivité est un facteur essentiel de notre futur. Les opérations de la Banque, dans ces secteurs sont guidées par une double éthique : favoriser à long terme, non seulement l'intégration européenne, mais aussi la croissance et l'emploi en Europe.

La BEI a, d'autre part, assumé avec succès la réalisation des priorités spécifiques de l'Union qui relèvent de sa compétence. Elle s'est particulièrement investie dans le financement des PME et des réseaux transeuropéens (RTE), deux domaines cruciaux pour la création d'emplois et la répartition équilibrée des investissements dans l'Union. Dans le cadre de son "Guichet Spécial RTE", la Banque est à présent engagée dans le financement de dix-sept des vingt-quatre réseaux qualifiés de prioritaires par le Conseil européen et l'instruction de tous les autres projets. En outre, la BEI a, par ses financements, appuyé de nouveaux objectifs spécifiques de l'Union. Dans les Etats membres, on relèvera l'appui donné par la Banque non seulement à l'initiative de Paix et de réconciliation en Irlande, notamment par ses prêts globaux en faveur des PME, mais aussi à la reconstruction des régions de Madère et du Piémont affectées par des catastrophes naturelles; en dehors de l'Union, la BEI soutient également le processus de Paix au Proche-Orient et le programme de reconstruction et de développement de l'Afrique du Sud.

Parallèlement, nous avons intensifié notre partenariat avec la collectivité bancaire européenne. Celui-ci concerne tout d'abord la mise en commun de nos expertises pour des financements conjoints ou intermédiés, ainsi que l'apport de garanties à des grands projets, permettant d'offrir la ressource la plus adaptée aux besoins des promoteurs. Mais la coopération entre la BEI et les banques trouve sa pleine expression dans la mise en œuvre de nos prêts globaux en faveur des petits ou moyens investissements des entreprises et des collectivités locales. Plus de 12 000 réalisations de PME et 2 000 infrastructures d'utilité collective, principalement de protection de l'environnement, ont ainsi été cofinancées par la BEI et des banques européennes au cours de la seule année 1995.

Au premier rang mondial des emprunteurs non-souverains, la BEI a, en 1995, continué de faire évoluer ses techniques d'emprunt sur les marchés afin de diversifier sa collecte et d'être plus indépendante des fluctuations de taux; elle se ménage ainsi une plus grande flexibilité d'adaptation aux opportunités d'emprunt, en termes de monnaie, de produits

et de syndication. Ce faisant, la Banque a poursuivi son action en faveur de l'intégration des marchés des capitaux de l'Union; en témoigne le précédent qu'elle a créé en faveur de la future monnaie unique, dans la ligne des conclusions du Conseil européen de Madrid (décembre 1995), en garantissant aux souscripteurs de ses nouveaux emprunts la conversion d'un écu pour un euro.

La réussite de la BEI au service de l'intégration européenne s'appuie sur sa solidité financière, le soutien des ses instances dirigeantes et le savoir-faire de ses équipes pluridisciplinaires composées d'un personnel venu de tous les

pays de l'Union. Je lui exprime ma reconnaissance pour sa vigilance, sa motivation et son engagement qui sont les meilleurs gages de la contribution de la BEI pour relever les défis de l'Europe de demain.



A large, stylized handwritten signature in black ink, which appears to read 'Brian Unwin'.

Sir Brian Unwin

Président de la Banque et de son Conseil d'administration

LA BEI, L'INSTITUTION FINANCIÈRE DE L'UNION EUROPÉENNE



Institution financière de l'Union européenne, la Banque européenne d'investissement a pour mission de contribuer à l'intégration, au développement équilibré et à la cohésion économique et sociale des pays membres. ♦ A cette fin, elle emprunte sur les marchés d'importants volumes de fonds qu'elle oriente, aux meilleures conditions, vers le financement d'investissements conformes aux objectifs de l'Union. ♦ En dehors de l'Union, la BEI met en œuvre les volets financiers des accords conclus dans le cadre des politiques européennes d'aide et de coopération au développement.

1995 : VUE D'ENSEMBLE

En 1995, dans un environnement économique toujours difficile, la BEI a signé des contrats de financement pour un **montant total de 21,4 milliards d'écus⁽¹⁾** (19,9 milliards en 1994). En accroissant son niveau d'activité de quelque 7,5%, la BEI a confirmé sa capacité à financer des investissements répondant aux objectifs prioritaires de l'Union.

- **Les contrats signés** se répartissent entre 18,6 milliards pour des projets dans l'Union européenne (+5,2%) et 2,8 milliards pour des projets en dehors de l'Union (+24,9%).

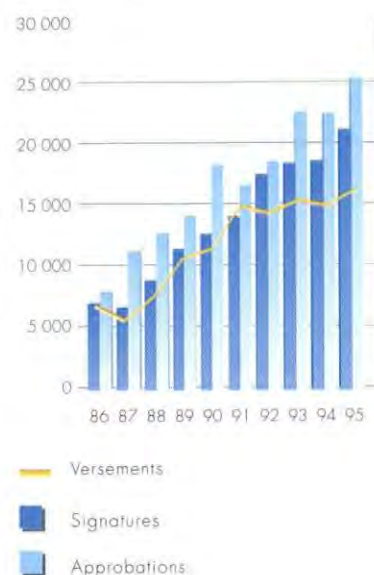
- Durant l'exercice, le grand nombre de projets d'investissement évalués par la BEI a abouti à **l'approbation d'autorisations d'engagements** totalisant 25,7 milliards (22,8 milliards en 1994) dont 23,1 milliards pour des projets dans les pays membres de l'Union.

- **Les décaissements** en faveur d'investissements s'élèvent à 16,9 milliards (15,5 milliards en 1994) dont 15,8 milliards dans les pays membres.

- **Le montant des emprunts** sur les marchés des capitaux a, compte tenu d'importantes disponibilités, dues notamment à un volume élevé de remboursements de prêts, atteint 12,4 milliards (14,1 milliards en 1994). Les monnaies communautaires constituent, après échanges, plus de 86% des ressources collectées, dont près de la moitié en Lire italienne et en Deutsche Mark.

- En fin d'exercice 1995, **l'encours des prêts** sur ressources propres était de 114,7 milliards, soit 185% du capital souscrit (106,1 milliards fin 1994); **l'encours total des emprunts** s'élevait à 87,1 milliards (83,7 milliards fin 1994). **Le bilan** s'établissait à 108,8 milliards (102,8 milliards en 1994).

**Versements, contrats signés et
projets approuvés (1986 - 1995)**



(1) Sauf indications contraires, les données de ce rapport sont exprimées en écus, arrondies au million.

Tableau 1 : Montant des contrats signés en 1995, de 1991 à 1995 et de 1986 à 1995
Répartition selon l'origine des ressources et la localisation

| | 1995 | | 1991 - 1995 | | 1986 - 1995 | |
|--|---------------|--------------|---------------|--------------|----------------|--------------|
| | montant | % | montant | % | montant | % |
| Union européenne | 18 603 | 86,9 | 84 626 | 90,6 | 131 550 | 91,9 |
| dont prêts | 18 603 | 86,9 | 84 475 | 90,5 | 131 161 | 91,6 |
| dont garanties | | | 151 | 0,2 | 389 | 0,3 |
| Extérieur de l'Union européenne | 2 805 | 13,1 | 8 751 | 9,4 | 11 659 | 8,1 |
| dont ressources propres | 2 557 | 11,9 | 7 889 | 8,4 | 10 135 | 7,1 |
| dont capitaux à risques | 248 | 1,2 | 862 | 0,9 | 1 525 | 1,1 |
| Total | 21 408 | 100,0 | 93 377 | 100,0 | 143 209 | 100,0 |

DANS L'UNION EUROPÉENNE
SOUTIEN CONTINU
À L'INVESTISSEMENT

Des prêts ont été accordés dans l'ensemble des quinze pays membres pour un montant de 18 603 millions (17 682 millions en 1994). Durant l'année, la BEI a ainsi contribué à la réalisation d'une large gamme d'investissements d'un coût total de 53 milliards, représentant plus de 4% de la formation brute de capital fixe réalisée dans l'Union. ♦ De substantiels volumes de prêts ont été enregistrés en Autriche, en Suède et en Finlande, dès la première année de leur adhésion, confirmant l'intense effort de préparation réalisé par la Banque. ♦ Un accroissement sensible de l'activité est à noter en Allemagne, en Irlande, au Portugal, en Italie ainsi qu'au Luxembourg. Dans les autres pays, l'activité a été soit stationnaire, soit en légère baisse. ♦ Enfin, la BEI a financé divers projets d'intérêt européen notamment en Norvège, en Islande et au Maroc.

PRIORITÉ CONFIRMÉE AU
DÉVELOPPEMENT RÉGIONAL :
12,1 MILLIARDS EN 1995

Les financements d'investissements contribuant au développement régional et au renforcement de la cohésion économique et sociale de l'Union représentent plus des deux tiers des concours de l'exercice. ♦ Ces investissements, financés par prêts individuels ou au travers de prêts globaux, sont concentrés dans les zones d'action des Fonds structurels communautaires, principalement dans les pays de la cohésion et dans les régions orientales d'Allemagne. ♦ Depuis la mise en œuvre de la réforme des Fonds structurels en 1989 et en synergie avec les subventions communautaires, la BEI a accordé des concours s'élevant à plus de 71 milliards pour faciliter la réalisation d'un volume d'investissement d'environ 212 milliards dans les zones de développement régional.

ENGAGEMENT SOUTENU
DANS LA RÉALISATION DE
RÉSEAUX TRANSEUROPEENS :
7,3 MILLIARDS EN 1995

La BEI a poursuivi ses financements pour la mise en place de réseaux cohérents et efficaces, essentiels aux échanges intra-communautaires. ♦ Au cours de l'année, la BEI, qui a adapté ses conditions de prêt aux spécificités de tels investissements, a accordé 7,3 milliards pour des réseaux de transports (terrestres, maritimes et aériens, 5 256 millions) ou de télécommunications (885 millions) ainsi que pour des systèmes de transfert d'énergie (gazoducs et lignes à haute tension, 1 171 millions). ♦ Depuis 1991, elle a consacré à ces projets quelque 32 milliards, soit près de 40% du total de ses concours, s'affirmant ainsi comme la principale source bancaire de financement de grands projets dans une majorité de pays membres de l'Union. ♦ La BEI est directement impliquée dans l'effort entrepris pour doter l'Europe des infrastructures du prochain millénaire. C'est en particulier le cas des réseaux transeuropéens et plus spécialement de ceux définis comme prioritaires par le Conseil européen d'Essen, en faveur desquels elle avait approuvé, fin 1995, des engagements de prêts s'élevant à 7,6 milliards.

ATTENTION CONSTANTE
À LA PROTECTION DE
L'ENVIRONNEMENT :
6 MILLIARDS EN 1995

Attentive à l'impact environnemental de tous les projets qu'elle finance, la BEI maintient un haut niveau d'intervention pour des investissements concourant directement à la réduction des pollutions ou à l'amélioration de la qualité de vie, notamment urbaine. ♦ La BEI a ainsi consacré près de 22 milliards au cours des cinq dernières années en faveur de plusieurs milliers d'investissements pour la gestion des eaux et des déchets, d'ampleur parfois régionale et souvent locale, de même qu'à la réduction des pollutions principalement atmosphériques dues aux processus industriels ou à la production d'énergie. ♦ Elle a simultanément poursuivi ses concours en faveur de l'amélioration du cadre de vie en milieu urbain en finançant le renforcement des moyens de transport public collectif et des travaux d'aménagements dans plusieurs villes.

Pour conforter la reprise des économies, la BEI soutient, de façon constante, l'adaptation des entreprises à la concurrence internationale et aux mutations technologiques. ♦ En 1995, elle a financé, à hauteur de 3 milliards, près de 12 000 PME et mis en œuvre, en faveur de 4 400 d'entre elles, le mécanisme de bonification d'intérêt communautaire créé pour favoriser l'emploi. ♦ Par ailleurs, des entreprises de plus grande dimension de l'industrie et des services ont bénéficié de prêts s'élevant à 1,6 milliard.

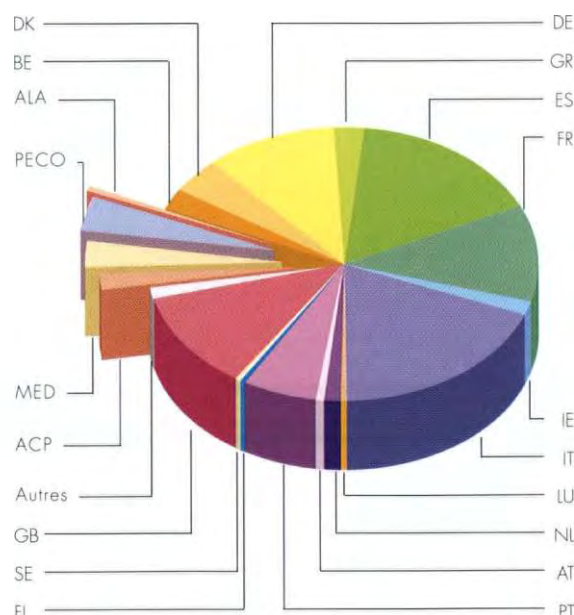
APPUI AUX ENTREPRISES ET AUX PME
POUR LA COMPÉTITIVITÉ ET L'EMPLOI :
4,6 MILLIARDS EN 1995

Les financements accordés dans le cadre des politiques européennes de coopération et d'aide au développement atteignent 2,8 milliards dans plus de soixante pays partenaires. ♦ Ils favorisent un développement durable des pays bénéficiaires et appuient les efforts de paix et de stabilité en cours dans plusieurs régions du globe, notamment au Proche-Orient et en Afrique du Sud. ♦ En Europe centrale et orientale, les prêts participent au processus de rapprochement progressif et de préparation à l'intégration de ces pays. ♦ En Méditerranée, ils s'inscrivent dans une perspective de partenariat euro-méditerranéen. ♦ En Afrique, dans les Caraïbes et dans le Pacifique, les financements visent à renforcer les infrastructures essentielles et à développer le tissu industriel. ♦ Enfin, dans un nombre croissant de pays d'Amérique latine et d'Asie, la BEI cofinance des projets d'intérêt mutuel visant le rapprochement de ces pays et de l'Union européenne.

EN DEHORS DE L'UNION
2,8 MILLIARDS POUR CONTRIBUER AU
DÉVELOPPEMENT ET À LA PAIX

Tableau 2 : Montant et répartition géographique des contrats signés

| | | (millions d'écus) | |
|---------------|------|-------------------------------------|------------|
| 1995 : 21 408 | | 1994 : 19 928 | |
| montant | % | montant | % |
| 665 | 3,6 | Belgique (BE) | 615 3,5 |
| 825 | 4,4 | Danemark (DK) | 850 4,8 |
| 2 715 | 14,6 | Allemagne (DE) | 2 408 13,6 |
| 525 | 2,8 | Grèce (GR) | 535 3,0 |
| 2 818 | 15,1 | Espagne (ES) | 3 012 17,0 |
| 2 207 | 11,9 | France (FR) | 2 477 14,0 |
| 327 | 1,8 | Irlande (IE) | 291 1,6 |
| 3 435 | 18,5 | Italie (IT) | 3 100 17,5 |
| 79 | 0,4 | Luxembourg (LU) | 5 - |
| 319 | 1,7 | Pays-Bas (NL) | 400 2,3 |
| 242 | 1,3 | Autriche (AT) | 90 0,5 |
| 1 232 | 6,6 | Portugal (PT) | 1 110 6,3 |
| 179 | 1,0 | Finlande (FI) | 60 0,3 |
| 273 | 1,5 | Suède (SE) | 15 0,1 |
| 2 244 | 12,1 | Royaume-Uni (GB) | 2 455 13,9 |
| 519 | 2,8 | Autres ⁽¹⁾ | 261 1,5 |
| 18 603 | 100 | Union européenne | 17 682 100 |
| 430 | 15,3 | Afrique, Caraïbes, Pacifique (ACP) | 462 20,6 |
| 45 | 1,6 | Afrique du Sud (RSA) | |
| 1 038 | 37,0 | Méditerranée (MED) | 607 27,0 |
| 1 005 | 35,8 | Europe centrale et orientale (PECO) | 957 42,6 |
| 288 | 10,3 | Amérique latine - Asie (ALA) | 220 9,8 |
| 2 805 | 100 | A l'extérieur de l'Union européenne | 2 246 100 |



(1) Projets d'intérêt européen situés en dehors du territoire des Etats membres
(note 5d page 122)

La BEI ... au service des objectifs de l'Union européenne

L'année 1995 a été marquée par l'adhésion de l'Autriche, de la Finlande et de la Suède à l'Union européenne et à la Banque européenne d'investissement. Le démarrage soutenu des opérations dans ces pays a été facilité par les contacts établis antérieurement dans le cadre de l'accord sur l'Espace économique européen (EEE). ♦ L'environnement macro-économique de l'exercice est demeuré instable et parfois difficile, marqué, au début de l'année, par une période de turbulences monétaires, puis un ralentissement progressif de la croissance, en dépit de la tendance générale à la baisse des taux d'intérêt. ♦ L'adoption par le Conseil européen de Madrid, les 15 et 16 décembre 1995, du scénario pour l'introduction de la monnaie unique, l'euro, et du début, le 1er janvier 1999, de la troisième phase de l'Union économique et monétaire pose le cadre de référence des politiques économiques et financières de l'Union et de ses Etats membres pour les années à venir. ♦ Au terme d'une année durant laquelle la BEI a été un partenaire actif d'évolutions porteuses d'espoirs de paix et de développement, le cadre est désormais tracé pour le renouvellement des engagements de l'Union à l'égard de l'Europe centrale et orientale, de la Méditerranée comme de l'Afrique.

EN 1995,
LA BEI A ACCRU
SON VOLUME DE FINANCEMENT...

Par le volume de ses activités et sa mission spécifique, la BEI est un partenaire essentiel de la construction européenne. A ce titre, elle est toujours plus impliquée par la préparation et l'exécution de nombre de décisions portant sur les politiques communautaires.

En témoignent les relations de travail et de coopération avec les autres institutions et instances dirigeantes de l'Union. Ces relations se sont approfondies, amenant le Président à prendre part à des sessions du Conseil des Ministres, pour présenter et défendre les positions de la BEI, notamment celles traitant du financement des réseaux transeuropéens ou des garanties communautaires pour les opérations à l'extérieur de l'Union.

D'une façon plus générale, le Président et ses collègues du Comité de Direction ont participé à de nombreuses réunions d'information, de coordination ou de programmation avec des représentants de la Commission européenne et du Parlement européen, notamment de celles de ses commissions les plus directement concernées par les activités de la BEI. Ces divers contacts, comme ceux menés bilatéralement avec les autorités des pays membres, permettent à la Banque de répondre au mieux à sa mission au service de l'Union.

Acteur engagé des relations économiques et financières internationales, la Banque a par-

ticipé à plusieurs conférences ministérielles, telles le Sommet économique sur le Proche-Orient et l'Afrique du Nord (Amman), la Conférence Euro-Méditerranéenne (Barcelone), la Conférence sur l'Environnement en Europe (Sofia), ainsi qu'aux assemblées annuelles des principales institutions financières internationales dont la Banque mondiale et la Banque européenne pour la reconstruction et le développement.

♦
Durant l'année écoulée, la BEI a su promouvoir un volume accru d'investissements sains et durables tout en portant une attention particulière à la qualité des projets financés. Elle a rapidement réagi à la conjonction de facteurs divers, élargissement de l'Union, développement des mandats à l'extérieur, évolution à la baisse des taux d'intérêt. Elle a su s'adapter à cet environnement, en réorganisant ses structures et en adaptant son offre et ses conditions de prêts pour accroître son efficacité opérationnelle.

Les évolutions intervenues en 1995 devraient se poursuivre sur le moyen terme avec, à un horizon déjà proche, les changements liés à l'introduction de la monnaie unique et à de nouveaux élargissements. Dans cette perspective et dans un environnement qui impose de porter une attention particulière à la croissance et à l'emploi, la BEI continuera d'œuvrer pour un développement équilibré de l'Union européenne.

ET PARTICIPE ACTIVEMENT
AU PROCESSUS DE DECISION
DE L'UNION

Les 15 et 16 décembre 1995, le Conseil européen réuni à Madrid a adopté le scénario pour l'introduction de la monnaie unique, l'euro, et confirmé que la troisième phase de l'Union économique et monétaire commencera le 1er janvier 1999. Il a rappelé l'importance d'un haut degré de convergence entre les économies, condition préalable de la réussite de l'Union économique et monétaire. Le Conseil reprenait alors des analyses développées par la Commission européenne, soulignant que "tous les progrès dans le processus de convergence en vue de l'Union monétaire contribuent dès à présent à atténuer les conséquences des fluctuations monétaires et à mettre en place un cadre macro-économique assaini, favorable à la croissance et à la création d'emplois".

Le Parlement européen, dans sa résolution sur l'Union économique et monétaire du 30 novembre 1995, s'était, quant à lui, félicité des initiatives visant à renforcer la convergence et la stabilité au sein de l'Union économique et monétaire par une compatibilité accrue entre les politiques budgétaire et monétaire des Etats membres en vue de l'adoption de la monnaie unique. En même temps, il demandait un renforcement des mesures d'aides structurelles, afin de prévenir une aggravation des disparités régionales suite à l'introduction de la monnaie unique.

La BEI, comme tous les acteurs économiques, sera profondément impliquée par le passage à la troisième phase de l'Union économique et monétaire avec les conséquences et les adaptations qui en résulteront.

Dans son action permanente pour soutenir un développement équilibré des différentes régions de l'Union, la BEI va en particulier se trouver confrontée à de nouveaux et multiples défis. Elle devra développer son action dans ses différents pays membres, sans distinction liée à leur appartenance monétaire. Elle devra aussi prendre en compte les légiti-
mes aspirations des pays ayant vocation à

rejoindre l'Union, en facilitant l'intégration de leurs économies, poursuivant ainsi l'action qu'elle mène depuis plusieurs années.

Par ailleurs, il résultera de l'Union économique et monétaire un champ beaucoup plus ouvert aux activités bancaires et l'émergence de nouvelles pratiques. La BEI s'adaptera aisément à cette nouvelle dimension, compte tenu de son expérience, tant dans ses activités de prêts en Europe, son espace géographique naturel, que par ses activités d'emprunts menées à l'échelle planétaire.

Au cours des années, la BEI n'a cessé de promouvoir l'usage de l'écu. Elle fut notamment le principal émetteur sur les marchés internationaux et un des fondateurs du système de compensation multilatéral. La relative désaffection pour des émissions internationales en écu a bien évidemment concerné la BEI. Compte tenu des remboursements de ses prêts en écu, aux dates prévues, comme de façon anticipée en raison de la baisse des taux, mais aussi du maintien de ses programmes de papier commercial et de notes en écu, la BEI a disposé d'un important volume de liquidités. Elle a ainsi pu répondre à des demandes soutenues de décaissement dans cette monnaie, plaçant l'écu au 3ème rang (11,8% du total) des monnaies versées.

Dans ces conditions, la BEI a limité sa collecte en écu à 400 millions contre 300 millions en 1994. Fin 1995, l'encours des emprunts de la BEI en écu approchait les 9 milliards, soit plus de 10% du total du portefeuille.

La BEI mettra bien évidemment cette expérience de la pratique comme de la promotion de la monnaie européenne, au service de l'euro; en témoigne le lancement, début mars 1996, d'un emprunt en écu (500 millions), introduisant, pour la première fois, la parité de remboursement d'un euro pour un écu et offrant de ce fait une grande visibilité aux investisseurs.

IMPLIQUÉE PAR LE PASSAGE
À LA TROISIÈME PHASE
DE L'UNION ÉCONOMIQUE
ET MONÉTAIRE EN 1999...

LA BEI TIRERA PARTI DE
SON EXPÉRIENCE FINANCIÈRE
À L'ÉCHELLE EUROPÉENNE...

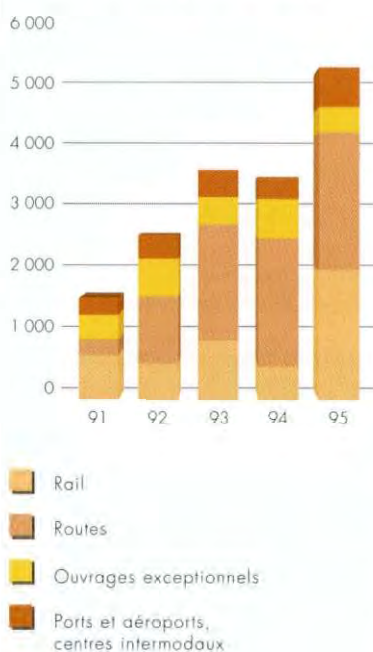
ET DE SON UTILISATION CONSTANTE
D'UNE UNITÉ DE COMPTE UNIQUE

- | | |
|------|---|
| 1958 | L'unité de compte de la BEI : 0,88867088 gramme d'or fin |
| 1974 | L'unité de compte est définie par un panier de neuf monnaies L'euro, devise composite, est utilisée pour des emprunts |
| 1979 | L'unité de compte devient l'écu |
| 1995 | Conseil de Madrid : la mon- naie unique s'appellera l'euro avec la parité 1 écu = 1 euro |

LA BEI ET LES RÉSEAUX TRANSEUROPEENS

- ♦ Décembre 1992 :
Facilité d'Edimbourg
7 milliards de prêts additionnels
pour une centaine de projets;
- ♦ Décembre 1993 :
Livre blanc sur "La croissance,
la compétitivité et l'emploi";
- ♦ Décembre 1994 :
Identification des RTE prioritaires
"Guichet spécial RTE"
- ♦ Décembre 1995 :
Treize financements accordés
Onze projets approuvés ou
à l'étude

**Financements de RTE
de transports
(1991 - 1995 : 17 milliards)**



Première source bancaire de financement de projets d'infrastructure dans une majorité d'Etats membres, la BEI a accordé, entre 1991 et fin 1995, quelque 23 milliards de prêts pour des infrastructures de transport (voir page 27) et de transfert d'énergie (voir page 32) d'intérêt communautaire auxquels on peut ajouter 9 milliards pour des réseaux de télécommunications, ce qui représente au total quelque 40% des financements dans l'Union au cours de cette période.

La volonté de favoriser l'intégration de l'Union par l'identification et la réalisation accélérée des réseaux transeuropéens (RTE), dont quatorze du secteur des transports et dix du secteur de l'énergie, a investi la BEI d'un rôle grandissant.

Fin 1995, soit un an après l'identification des 24 RTE prioritaires par le Conseil européen d'Essen, tous ces réseaux ont été examinés par les services de la BEI et treize d'entre eux ont fait l'objet de décisions de financements.

S'agissant des **projets hautement prioritaires**, la BEI avait accordé début avril 1996, 4,8 milliards d'écus de prêts (sur 5,8 milliards d'engagement de financement) pour neuf des quatorze projets de transport et 520 millions d'écus (sur 1,8 milliard d'engagement de décision de financement) pour cinq des dix projets dans le secteur de l'énergie.

Les investissements financés concernent, pour les transports, le lien fixe sur l'Öresund, entre le Danemark et la Suède; en Finlande le corridor ferroviaire et routier Turku - Helsinki - Saint-Petersbourg ainsi que la section ferroviaire Malmö - Göteborg, éléments du "Triangle nordique"; les section française et belge du TGV PBKAL (Paris - Bruxelles - Cologne - Amsterdam - Londres); la partie italienne de l'axe ferroviaire du Brenner; le corridor ferroviaire irlandais Cork - Dublin - Belfast, les liaisons maritimes du corridor mixte Irlande - Grande-Bretagne - Benelux; les liaisons autoroutières Portugal - Espagne, Athènes - Corinthe et Katarini - Klidi en Grèce, ainsi que l'aéroport international de Milan-Malpensa. Dans le secteur de l'énergie, les interventions de la BEI concernent, entre autres, les interconnexions gazières et électriques Portugal - Espagne, ainsi que les gazoducs Maghreb - Europe et Russie - Europe.

En complément à cette action en faveur des projets hautement prioritaires, la BEI a poursuivi et amplifié son soutien à la réalisation d'une large gamme de projets RTE dans tous les pays d'Europe dont le rôle en termes d'intégration européenne et de création d'emplois est tout aussi déterminant. Les financements s'élèvent, entre 1993 et 1995, à 11,5 milliards (voir carte page 26).

Les facilités offertes par le "guichet spécial RTE", instauré en décembre 1994 et caractérisé notamment par des possibilités de financement sur de très longues périodes et des différés de remboursement du capital étendus (voir rapport annuel 1994 page 12), ont déjà été utilisées pour les TGV belge (PBKAL) et Méditerranée, le lien fixe de l'Öresund et sont en cours d'application pour le financement du TAV Rome - Naples et de la liaison Londres - Tunnel sous la Manche.

Prolongeant son action vers les pays d'Europe centrale et orientale afin de renforcer, dans une perspective d'adhésion, les liens organiques entre ces pays et l'Union, la BEI accorde une attention particulière au financement des principaux corridors routiers et ferroviaires. Il s'agit des axes ferroviaires Berlin - Varsovie et Berlin - Prague - Vienne ou encore Trieste - Ljubljana - Budapest et des systèmes de gestion du trafic aérien intéressant l'ensemble de la zone. Depuis 1993, les grands réseaux de communication et d'énergie de cette partie de l'Europe ont bénéficié de prêts de plus d'un milliard d'écus.

Les réseaux transeuropéens apportent une contribution essentielle au renforcement des activités économiques, à la création d'emplois et à une meilleure intégration de l'Union. Le Conseil européen de Madrid a pris acte des progrès intervenus dans ce domaine. Il a invité, d'une part, le Conseil des Ministres et le Parlement européen à parachever rapidement le nécessaire cadre réglementaire et, d'autre part, les Etats membres à accorder la plus haute priorité à la réalisation des RTE prioritaires.

Enfin, il a demandé au Conseil des ministres des finances d'arrêter les décisions nécessaires pour faciliter le financement des réseaux européens.

Dans la logique des décisions du Conseil européen d'Essen (décembre 1994), la BEI s'est fortement impliquée dans le financement des réseaux européens d'infrastructures et en particulier de ceux retenus comme prioritaires (voir encadré page 12, carte page 26 et liste des projets page 95). Fin 1995, l'ensemble de ces réseaux avaient fait l'objet d'engagements de la Banque ou de mises à l'étude par ses services; neuf des quatorze réseaux prioritaires de transport et quatre des dix en matière d'énergie avaient fait l'objet de prêts.

D'une façon plus générale, la BEI a amplifié le soutien qu'elle apporte de longue date au financement des infrastructures européennes de communication et de transport d'énergie. En accordant quelque 7,3 milliards de prêts

en 1995, elle a ainsi contribué à environ 21 milliards d'investissements

Tirant profit de son expérience en matière de financement d'infrastructures, la BEI a en outre amplement mis en œuvre des modalités spécifiques offertes par le "guichet spécial". Caractérisées par des possibilités de financement sur de très longues périodes et des différés de remboursements étendus, ces facilités s'appliquent déjà à différents investissements; elles pourront aussi concerner des projets en liaison avec les pays partenaires d'Europe centrale et orientale ou du Bassin méditerranéen, ou présentant un caractère transeuropéen dans le domaine de l'environnement (voir Rapport 1994 page 12).

Par ailleurs, la coopération et la synergie avec le FEI (Fonds européen d'investissement), opérationnel depuis juin 1994, ont été développées. Doté d'un capital de 2 milliards d'écus, souscrit par la BEI (40%), l'Union européenne (30%) et quelque 80 banques des quinze pays de l'Union, le FEI aura en dix-huit mois approuvé quelque 1,3 milliard d'écus au travers de 27 garanties pour des projets de RTE dans les domaines des transports, des transferts d'énergie et des télécommunications intéressant dix pays de l'Union (voir aussi le Rapport annuel du FEI).

Au travers de sa participation au FEI, comme par ses contributions à des études de faisabilité de divers grands projets, la BEI s'attache à apporter davantage qu'un finan-

DEPUIS DES DÉCENNIES
LA BEI APPUIE LA RÉALISATION
DES GRANDES
INFRASTRUCTURES EUROPÉENNES...

ELLE EST AINSI PRÉSENTE
SUR TOUS LES CHANTIERS DE
RÉSEAUX TRANSEUROPEENS

Depuis l'origine du projet, la BEI est pleinement engagée dans le financement de la construction du lien fixe sous la Manche et elle demeure un des principaux bailleurs de fonds du projet. ♦ Parallèlement à son engagement direct, la BEI avait conclu un accord de crédit de 1,1 milliard d'écus pour le compte et sous la garantie de banques. La suspension, en septembre 1995, par le promoteur du paiement des intérêts a, entre autres effets, fait jouer la garantie et amené le remboursement anticipé de ce crédit. ♦ Depuis lors, la BEI participe activement, en tant que membre du "Steering Group" formé par les principales banques créditrices, aux négociations en cours visant à restructurer et à assainir la situation financière de l'opérateur. ♦ L'objectif de la BEI demeure inchangé : permettre à cette infrastructure essentielle de remplir pleinement son rôle au service de l'intégration européenne.

LA BEI
ET LE LIEN FIXE TRANSMANCHE

cement solide au meilleur coût. Par la qualité de ses évaluations de projets, menées par ses propres équipes sous le triple aspect technique, économique et financier, elle joue un rôle de catalyseur de financement, pour fédérer d'autres capitaux, tant publics que privés, ainsi que des subventions natio-

nales ou communautaires. Afin de contribuer à la réflexion sur ces questions, la BEI a organisé, en mai 1995, un Forum centré sur le rôle du secteur privé et sur le nécessaire partenariat avec le secteur public (voir ci-dessous).

LE FINANCEMENT D'INVESTISSEMENTS DANS LES RÉGIONS MOINS DÉVELOPPÉES DEMEURE AU CENTRE DE L'ACTION DE LA BEI

La nécessité de maintenir durablement un haut degré de convergence entre les économies des Etats membres a été réaffirmée par le Conseil européen. Cette convergence doit aller de pair avec une attention particulière portée au renforcement de la cohésion économique et sociale de l'Union. La lutte contre le chômage et en faveur de l'égalité des chances a ainsi été confirmée comme une tâche prioritaire.

A cet égard, le développement des différentes régions et la résorption des écarts entre les plus riches et les plus défavorisées ne peuvent résulter, en période de faible croissance, que de politiques volontaristes orientant les investissements tant publics que privés vers les zones en retard. Le soutien à l'investissement dans ces régions constitue le souci permanent et la mission première de la BEI qui y consacre plus des deux tiers de ses financements. Cette action est menée en

étroite synergie avec les Fonds structurels, principalement le FEDER (Fonds européen de développement régional) et le Fonds de cohésion en Grèce, en Irlande, en Espagne et au Portugal.

Les estimations faites lors de la programmation de la deuxième phase des actions structurelles communautaires (1994 - 1999) soulignent l'impact attendu des interventions cumulées de la BEI et des Fonds structurels. Cet impact est particulièrement sensible dans les pays de la cohésion, compte tenu de la concentration du doublement des subventions à finalité structurelle, entre 1992 et 1999.

Dans ces pays et dans les autres zones objectif 1, les subventions du FEDER et du Fonds de cohésion pourraient représenter près de la moitié des dépenses publiques indiquées par les Etats dans les cadres com-

1er Forum BEI

"Mise en place d'infrastructures
et rôle du secteur privé"
Amsterdam, mai 1995

Partenaire privilégié des institutions financières publiques et privées actives dans le financement des grands réseaux d'infrastructures, la BEI a consacré le Forum-BEI 95 au rôle du secteur privé. Les contraintes budgétaires et la recherche d'une meilleure efficacité dans la définition, la réalisation et la gestion des infrastructures imposent, en effet, une redéfinition des rôles respectifs des secteurs public et privé en particulier pour ce qui concerne les réseaux de transport.

Les travaux, réunissant quelque 200 responsables politiques et décideurs économiques ou financiers, ont porté sur les conditions à réunir pour assurer un partenariat fructueux public/privé lors du financement ainsi qu'un partage des risques et de la gestion des contraintes pouvant survenir lors de la planification et de la réalisation des grands projets européens.

2ème Forum BEI

"La Méditerranée :
un espace pour le partenariat"
Madrid, octobre 1996

Les conclusions de ce premier Forum-BEI ont porté sur le rôle prépondérant que le secteur public devra continuer à jouer, notamment dans le secteur des transports pour prendre en compte la divergence entre l'utilité sociale et la rentabilité financière caractéristique de nombre de ces projets. Elles ont aussi souligné la nécessité pour les autorités nationales et européennes de mettre en place des cadres réglementaires clairs et stables.

Les actes de ce Forum sont disponibles sur demande adressée à la BEI.

munautaires d'appui; cette part est sensiblement plus élevée pour les infrastructures de transport ou d'environnement (jusqu'à 80-85%), secteurs où l'action de la BEI est traditionnellement importante (6,3 milliards en 1994 et 1995). Par ailleurs, la relative diminution des interventions des Fonds structurels dans les autres régions aidées a conduit la BEI à y accentuer ses efforts; quelque 43% de ses financements en faveur du développement régional sont désormais concentrés dans les zones dites 2 et 5b, (36% en moyenne de 1989 à 1993).

Par ailleurs, la Banque participe au programme spécial soutenant l'initiative de paix et de réconciliation en Irlande du nord et dans les six comtés frontaliers d'Irlande. Cette initiative conjointe de l'Union euro-

péenne et des gouvernements concernés associe de nombreuses banques des deux pays. Elle prévoit l'octroi à ces banques de prêts globaux de la BEI destinés à soutenir des investissements, en particulier des PME. Afin de créer un environnement favorable, des bonifications d'intérêt seront accordées sur des ressources budgétaires de l'Union et des Etats membres concernés.

Attentive aux difficultés pouvant résulter de catastrophes naturelles, la BEI a contribué aux efforts de reconstruction à Madère, après le cyclone d'octobre 1993. Une approche identique a prévalu pour le Piémont, la BEI s'associant au programme d'urgence de la Commission, après les inondations de 1994.

Le Conseil européen de Cannes (juin 1995) a souligné le "rôle déterminant des petites et moyennes entreprises (PME) dans la création d'emplois et plus généralement comme facteur de stabilité sociale et de dynamisme économique". De fait, les deux tiers de l'emploi européen total sont assurés par des entreprises de moins de 250 salariés, part en constant accroissement, les grandes entreprises tendant à réduire leurs effectifs. Le renforcement de la compétitivité des PME est donc un des moyens les plus appropriés de lutte contre le chômage.

Dans ce contexte, la BEI s'est attachée à amplifier l'action qu'elle mène depuis plus de 25 ans en collaboration étroite avec le système bancaire au travers de ses prêts globaux. Elle a ainsi adapté ses critères d'éligibilité en étendant ses possibilités d'intervention aux PME actives dans le

commerce de détail et dans les services aux particuliers.

La BEI a, aussi, durant l'année, mis en œuvre, en totalité, le mécanisme de prêts bonifiés aux PME créatrices d'emplois. Des prêts d'un milliard d'écus ont ainsi soutenu le développement de 4 400 entreprises et appuyé la création de quelque 45 000 emplois dans les quinze pays de l'Union (voir page 31). Cette action spécifique s'est inscrite dans un mouvement de plus grande ampleur, caractérisé par une forte reprise de la demande de financement qui s'est traduite par l'octroi, durant l'exercice, de crédits en faveur de quelque 12 000 PME et la conclusion d'un nombre élevé de prêts globaux, d'un montant total de 3,4 milliards, dont les décaissements s'étendront largement sur l'exercice 1996.

Un des objectifs confirmé de l'Union européenne est de parvenir à une croissance économique durable respectueuse de l'environnement. L'intégration des considérations environnementales dans les différentes politiques communautaires apparaît désormais comme un facteur de compétitivité et de création d'emplois.

L'importance qu'y accordent les acteurs économiques se reflète dans l'accroissement de leurs investissements à finalité environnementale tant dans l'industrie et l'énergie, que pour des aménagements d'utilité collective. La Banque s'est associée à cet effort, ainsi qu'en témoigne la progression de son activité au travers de ses prêts individuels, comme de ses prêts globaux.

FAVORISER LA RÉCONCILIATION
DANS L'ÎLE D'IRLANDE

UN SOUTIEN ACTIF
EN FAVEUR DES PME
DANS TOUS LES PAYS DE L'UNION

CROISSANCE DURABLE
ET RESPECT DE L'ENVIRONNEMENT :
UN MÊME OBJECTIF

DES INITIATIVES DÉPASSANT LES FRONTIÈRES DE L'UNION

Ce souci permanent de prendre en considération l'impact sur l'environnement et sur le cadre de vie marque également l'action que mène la BEI en dehors de l'Union pour soutenir le développement durable. C'est pourquoi, à côté de son action de financement, la BEI prend une part active dans nombre de programmes et initiatives au niveau régional ou international. Dans le Bassin méditerranéen, elle participe, depuis 1988, avec la Banque mondiale, la Commission européenne et des organismes spécialisés des Nations-Unies, au "Programme d'assistance technique pour l'environnement dans la

Méditerranée" (METAP), dont la troisième phase démarrera en 1996.

C'est aussi le cas en Europe pour d'autres initiatives dont la BEI est partenaire : le "Baltic Sea Joint Comprehensive Action Programme" sous les auspices de la Commission d'Helsinki, ou des études pour l'assainissement des bassins de l'Elbe, de l'Oder et du Danube, ou encore du programme "Environnement pour l'Europe" décidé par la conférence pan-européenne des Ministres de l'environnement en octobre 1995 à Sofia (voir page 44).

1995 : APPROFONDISSEMENT DES POLITIQUES D'AIDE ET DE COOPÉRATION...

En 1995, les relations entre l'Union européenne et l'ensemble des pays partenaires ont connu d'importants développements dus à une volonté réciproque d'approfondissement, aussi bien qu'à la proximité de négociations relatives aux nombreux accords renouvelables en 1996.

L'intérêt manifesté par un nombre croissant de pays de nouer des relations d'association avec l'Union, voire d'adhésion pour plusieurs d'entre eux, souligne combien l'Union européenne est considérée à travers le monde comme un pôle de stabilité politique ou de puissance économique.

L'accroissement de l'activité de la BEI dans les pays d'Europe centrale et orientale, ces deux dernières années, en est également un reflet significatif. Cet accroissement pourrait connaître de nouveaux développements qui, tout en étant des marques de confiance envers l'aptitude de la Banque à intervenir efficacement dans ces pays, sont également porteurs de risques, compte tenu de la fragilité politique et économique de nombre d'entre eux. La répartition de la prise en charge des risques sur les prêts à l'extérieur de l'Union est ainsi indissociable d'une poursuite de l'extension des interventions de la BEI dans un nombre croissant de pays (voir Etats financiers page 83).



DANS LES PAYS D'EUROPE CENTRALE ET ORIENTALE EN VUE DE LEUR ADHÉSION

Les relations avec les **pays d'Europe centrale et orientale** ont été au centre des réflexions, fin 1994, du Conseil européen d'Essen. Celui-ci précisait qu'après l'adhésion des trois nouveaux Etats membres, l'Union européenne devrait lancer un programme visant à préparer "l'adhésion de tous les pays européens avec lesquels elle a conclu des accords européens".

Après ceux conclus avec la Pologne et la Hongrie, en 1994, des accords européens sont entrés en vigueur en 1995 avec la Bulgarie, la République tchèque, la Roumanie et la Slovaquie. Des accords européens ont été signés, en 1995, avec l'Estonie, la Lettonie et la Lituanie; un projet d'accord a été

paraphé avec la Slovaquie. Ils visent à établir des relations étroites sur les plans politique et économique et ont vocation à aider ces pays à préparer leur adhésion. Début 1996, neuf pays d'Europe centrale et orientale avaient manifesté formellement leur souhait d'adhérer à l'Union européenne.

Les chefs d'Etat et de gouvernement, réunis à Madrid, ont souligné que l'élargissement, qualifié de nécessité politique et de chance historique, "offrira, non seulement aux Etats candidats, mais également aux membres actuels de l'Union, des perspectives nouvelles de croissance économique et de bien-être général".

Ils ont aussi invité la Commission européenne à préparer les avis sur les demandes formelles d'adhésion présentées, afin de mettre le Conseil en mesure de prendre, après la conclusion de la Conférence intergouvernementale, les décisions nécessaires au lancement des négociations d'adhésion.

Dans l'immédiat, le soutien apporté à ces pays, visant en particulier à préparer leurs économies au marché unique, constitue un des piliers de la stratégie de pré-adhésion mise en œuvre conjointement par la BEI, les différents programmes communautaires, notamment PHARE, la Banque Mondiale et la BERD, dont la BEI est actionnaire. En 1996, la BERD a engagé la procédure visant à augmenter son capital.

Le Conseil européen de Madrid a souligné l'efficacité et la nécessité de cette action concertée en déclarant que le programme PHARE ainsi que "la poursuite des activités de la BEI, permettront une augmentation globale de l'effort pour la préparation de l'adhésion".

En 1995, la BEI a poursuivi l'engagement du mandat en cours avec les PECO, désormais réalisé au deux tiers, et dont le renouvellement devrait intervenir en 1996. Elle a soutenu, entre autres, des projets s'inscrivant dans la continuité des réseaux transeuropéens, et notamment ceux desservant les corridors routiers et ferroviaires définis lors de la Conférence pan-européenne des transports, tenue en Crète en mars 1994.



Pour les **pays du Bassin méditerranéen**, 1995 devrait rester comme une année marquée par le véritable engagement de l'euro-partenariat et par la mise en œuvre des actions de soutien au processus de paix au Proche-Orient. La déclaration de Barcelone, approuvée lors de la première conférence euro-méditerranéenne, organisée par l'Union européenne en novembre 1995, contient, outre des aspects politiques centrés sur le dialogue entre sociétés, un important programme de partenariat économique et financier devant servir de base à l'instauration progressive d'une vaste zone de libre-échange d'ici 2010.

Concernant le volet de coopération financière, la déclaration rappelle "que la réalisation d'une zone de libre-échange et le succès du partenariat euro-méditerranéen reposent sur un accroissement substantiel de l'assistance financière qui doit favoriser avant tout un développement endogène et durable ainsi que la mobilisation des acteurs économiques locaux". Elle constate aussi "que le Conseil européen de Cannes est convenu de prévoir pour cette assistance financière des crédits d'un montant de 4 685 millions d'écus pour la période 1995 - 1999, sous forme de fonds budgétaires communautaires disponibles. A cela s'ajoutera, après décision de ses instances, l'intervention de la BEI sous forme de prêts d'un

montant accru, ainsi que les contributions financières bilatérales des Etats membres".

C'est donc dans un cadre nouveau et élargi que s'intégrera la coopération financière dans lequel les actuels protocoles financiers bilatéraux feront place à une approche globalisée s'inspirant du volet de coopération horizontale déjà mis en œuvre par la BEI.

"L'accord cadre de soutien", signé le 27 octobre 1995 entre la Banque et l'Autorité palestinienne, illustre la volonté de la BEI de participer pleinement aux efforts de l'Union européenne et de la communauté internationale pour assurer l'approfondissement du processus de paix et le développement économique de la zone.

Le mandat de la BEI prévoit la possibilité d'accorder un montant de prêts de 250 millions d'ici 1998. La signature de premiers contrats de financements est intervenue le 30 octobre 1995.

Ce soutien au processus de paix s'inscrit dans un cadre régional, caractérisé, en 1995, par des prêts en Jordanie et pour la reconstruction du Liban ainsi que pour des investissements de coopération régionale, notamment dans le secteur industriel associant des opérateurs israéliens et égyptiens.

DANS LES PAYS MÉDITERRANÉENS,
ABOUTIR

À UN VÉRITABLE EURO-PARTENARIAT...

ET FAVORISER LE PROCESSUS DE PAIX
AU PROCHE-ORIENT

En Turquie, la BEI a repris ses opérations en faveur de projets d'ampleur régionale, dans le cadre du volet de coopération horizontale de la Politique Méditerranéenne Rénovée. L'approbation, en décembre 1995, par le Parlement européen de l'accord d'union douanière ouvre de nouvelles perspectives pour les relations entre ce pays et l'Union.

Dans les républiques de l'ex-Yougoslavie, dès la signature des accords de Dayton et de Paris, l'Union a marqué sa résolution de soutenir les efforts de reconstruction de cette région. La BEI participera le moment venu au financement principalement des infrastructures de base.



CONSOLIDATION DE L'ACTIVITÉ DANS LES PAYS ACP

En Afrique, dans les Caraïbes et dans le Pacifique, l'action de la Banque sera définie, les prochaines années, par le protocole financier de la Convention révisée de Lomé IV. Signée à Maurice le 4 novembre 1995, elle couvre la période 1996 - 2000.

Le Conseil des gouverneurs a, le 31 octobre 1995, autorisé la BEI à accorder des prêts sur ses ressources propres jusqu'à concur-

rence de 1 693 millions d'écus pour le financement de projets et programmes au profit des 70 pays signataires de la Convention. En outre, la Banque gèrera des capitaux à risques sur ressources budgétaires du Fonds européen de développement (FED) d'un montant total d'environ un milliard ainsi que les 370 millions destinés à subventionner certains prêts accordés sur ressources propres.



DÉBUT DES OPÉRATIONS EN AFRIQUE DU SUD

Sur le continent africain, la mise en œuvre de l'action de soutien à l'engagement de **l'Afrique du Sud** dans une voie démocratique constitue un événement porteur d'espoir de stabilité et de développement. Elle a été concrétisée par la signature, en septembre 1995, d'un accord cadre. Celui-ci prévoit,

conformément à l'autorisation du Conseil des gouverneurs de la BEI du 19 juin 1995, une enveloppe financière de 300 millions à répartir sur les deux premières années d'intervention de la Banque en faveur de projets s'inscrivant dans le Programme sud-africain de reconstruction et de développement.



ACCROISSEMENT DES PRÊTS EN AMÉRIQUE LATINE ET EN ASIE

En **Amérique latine et en Asie**, les 750 millions prévus au titre du mandat entré en vigueur en 1993 et venu à échéance fin février 1996, ont pu être engagés, démontrant ainsi la dynamique et la qualité des relations multilatérales. Les investissements portent sur des projets d'intérêt mutuel et

associent, pour un certain nombre d'entre eux, des opérateurs des pays membres.

Les nombreux accords, signés en 1995, marquent l'engagement de la Banque pour la valorisation des ressources et potentialités des pays concernés.

LES FINANCEMENTS DANS L'UNION EUROPEENNE



Financements accordés : L'activité de financement dans les pays de l'Union européenne s'établit à 17 782 millions (16 624 millions en 1994). Elle comprend, d'une part, les 190 projets financés sur des **prêts individuels signés** (13 428 millions) durant l'année et, d'autre part, les 13 801 **crédits accordés sur des prêts globaux** (4 354 millions) signés durant l'année ou les années précédentes. ♦ Cette présentation plus opérationnelle de l'activité est différente de celle résultant de la présentation des **contrats de prêts signés** (18 603 millions en 1995 contre 17 682 millions en 1994) qui prend en compte à la fois les prêts individuels (13 428 millions) et les contrats de prêts globaux conclus durant l'année (5 175 millions) et destinés à être engagés sur plusieurs exercices.

L'année 1995 a été caractérisée par une nouvelle progression en faveur des infrastructures de transport, une nette reprise des financements pour la gestion des effluents liquides et solides, une stabilisation des concours pour le secteur de l'énergie et une baisse de ceux pour les télécommunications.

Les secteurs de l'industrie et des services ont enregistré une hausse sensible due à la reprise des financements en faveur des PME, bénéficiant pour partie des effets de la mise en place du mécanisme de bonification d'intérêt en faveur des PME créatrices d'emplois.

Les infrastructures, prises dans leur ensemble, représentent les trois quarts des financements de l'année, part quasi inchangée depuis 1992.

Depuis cette date, les interventions de la BEI en faveur des **infrastructures de transport** enregistrent un accroissement continu, passant de 4 553 millions en 1992 à 6 442 millions en 1995. Elles portent tout d'abord sur les projets de réseaux transeuropéens prioritaires (RTE) : neuf d'entre eux ont bénéficié de financements pour 1 604 millions, puis sur des réseaux routiers et autoroutiers, des chemins de fer, des transports urbains ainsi que des infrastructures portuaires et aéroportuaires.

Les financements en faveur des **télécommunications**, de l'ordre de 2 milliards depuis 1992 ont diminué de moitié en 1995 pour atteindre environ 1 milliard.

Les interventions en faveur de la **gestion des eaux et des déchets** totalisent 2 236 millions, dont 953 millions de crédits sur prêts globaux en faveur de 1 557 équipements de petite ou moyenne dimension, réalisés le plus souvent, de même que de nombreuses infrastructures diverses (518 millions), par des collectivités locales.

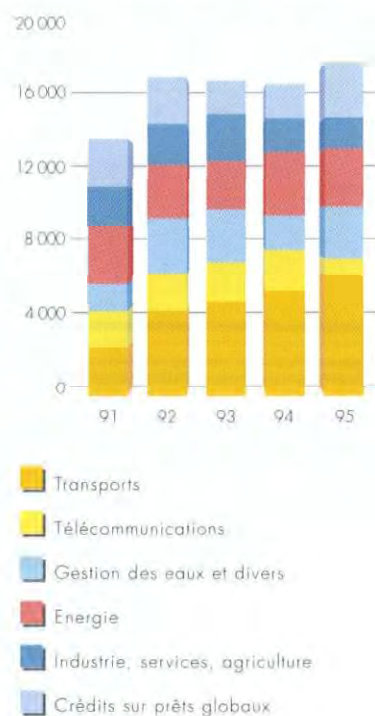
Dans le secteur de l'**énergie**, les financements se sont établis à 3 083 millions (3 384 millions en 1994 mais 2 576 millions en 1993), d'une part pour la production d'hydrocarbures (583 millions) et d'électricité (1 274 millions) -notamment au moyen de centrales hydroélectriques ou à cycle combiné fonctionnant au gaz naturel- et d'autre part pour le transport/distribution d'électricité (223 millions) et de gaz naturel (1 003 millions). Les projets de RTE prioritaires d'interconnexion des réseaux électriques et gaziers entre l'Espagne et le Portugal ont bénéficié de 522 millions.

Dans l'**industrie et les services**, le total des financements s'élève à 4 617 millions, dont les deux tiers (2 955 millions) sous forme de crédits sur prêts globaux. Au total, 11 766 crédits ont été accordés, essentiellement pour des PME du secteur de l'industrie (6 619 crédits pour 2 237 millions), des services (5 054 crédits pour 709 millions) et, dans une part moindre, de l'agriculture (93 crédits pour 10 millions). Les prêts individuels, quant à eux, s'élèvent à 1 662 millions, essentiellement en faveur de l'industrie automobile, de la chimie, de la pétrochimie, ainsi que des services.

FINANCEMENTS DANS L'UE
EN 1995 :

| | |
|---------------------|-----------------|
| PRÊTS INDIVIDUELS : | 13 428 MILLIONS |
| CRÉDITS SUR PRÊTS | |
| GLOBAUX : | 4 354 MILLIONS |
| TOTAL : | 17 782 MILLIONS |

Répartition par secteur
des financements :
81 179 millions de 1991 à 1995



LES PRÊTS GLOBAUX DANS LES PAYS MEMBRES

En 1995, la BEI a conclu des prêts globaux pour un montant en très forte hausse : 5,2 milliards contre 3,6 milliards en 1994.

C'est en 1968, que la BEI a créé les prêts globaux. Il s'agit d'un mécanisme de financement indirect décentralisé, destiné à soutenir des investissements de petite ou moyenne dimension, qu'il ne lui est pas possible pour des raisons d'efficacité et de gestion de financer par prêts individuels. Les prêts globaux s'apparentent à des lignes de crédit consenties à des intermédiaires financiers partenaires de la BEI, actifs au niveau national ou régional, voire local, et de ce fait proches des réalités économiques. Ces moyens financiers peuvent être utilisés, en fonction des besoins sur un ou plusieurs exercices, par les intermédiaires qui assument la sélection des projets, en collaboration avec la BEI et conformément à ses critères, et qui assurent la gestion du prêt et du risque lié à celui-ci. Le montant minimum du crédit finançable doit atteindre 20 000 écus pour un investissement de 40 000 écus : les plafonds correspondants étant de 12,5 millions et 25 millions.

De 1991 à 1995, plus de 130 institutions financières ou banques commerciales des quinze pays de l'Union ont bénéficié de prêts globaux de la BEI dont le montant s'est élevé à 19,6 milliards, celui des crédits affectés atteignant 16,2 milliards. Durant l'année 1995, 13 801 investissements de petite ou moyenne dimension ont été financés pour un montant de 4 354 millions, en progression de 58% par rapport à 1994.

Evolution du nombre et du montant des crédits sur prêts globaux en cours (1991 - 1995)



Les prêts globaux ont vu progressivement s'élargir leur champ d'application afin de s'adapter à l'évolution des besoins des entreprises et à la diversification des politiques communautaires ou nationales. Ils concernent :

- les PME de l'industrie, de l'agriculture et des services, y compris celles relevant du commerce de détail et des services aux particuliers; au cours des cinq dernières années, 40 000 PME ont bénéficié de 11 milliards d'écus sur prêts globaux. Parmi celles-ci, quelque 4 400 entreprises ont été financées dans le cadre du mécanisme comportant des bonifications d'intérêt en faveur des PME créatrices d'emplois (voir page 31);
- les petites infrastructures, contribuant aux objectifs communautaires.

Depuis 1979, le mécanisme des PME a été étendu aux investissements réalisés par des collectivités locales pour le développement d'infrastructures d'utilité publique situées dans des zones de développement régional. Ces interventions ont été élargies, en 1980, aux investissements permettant de réduire la consommation de pétrole par une utilisation plus rationnelle de l'énergie et, en 1986, à ceux contribuant à la protection de l'environnement.

De 1991 à 1995, plus de 5 milliards d'écus ont été accordés pour 3 400 installations d'adduction d'eau potable ou d'évacuation des eaux usées, pour des centres communaux ou départementaux de traitement des déchets ménagers, pour quelque 1 800 aménagements de routes d'intérêt local ou régional, dont certaines facilitent le raccordement aux réseaux communautaires, et pour de petites infrastructures portuaires et aéroportuaires ainsi que pour des aménagements de voirie urbaine. En outre, 320 petites unités de production d'électricité et des réseaux de distribution de gaz naturel ont également été financés.

La BEI, dont la mission est de financer à long terme des investissements, contribue à l'ensemble des effets structurels et conjoncturels associés à ceux-ci.

Il est particulièrement difficile de quantifier l'impact des investissements financés, dans tous les pays de l'Union et dans l'ensemble des secteurs, sur l'activité économique et sur l'emploi.

Le soutien à la création d'emplois des investissements financés est difficile à évaluer avec précision. Il convient d'abord de prendre en compte les 45 000 emplois escomptés des PME bénéficiant du milliard de prêts bonifiés (voir page 31). On peut également mentionner les emplois induits par le financement des projets d'infrastructures qui bénéficient des trois quarts de l'activité de la BEI, ainsi que ceux stabilisés, voire créés directement ou indirectement, au travers des projets dans l'industrie et les services.

Les financements pour des projets dans l'Union européenne ont contribué à soutenir, pour 35% en moyenne de leur coût total, des investissements dont le coût global peut être estimé à quelque 53 milliards d'écus sur base des données fournies par les bénéficiaires. Ces investissements correspondent à environ 4% de l'investissement global des quinze pays de l'Union, mesuré par la formation brute de capital fixe (FBCF). Ce montant se répartit entre : 21 milliards pour les infrastructures de communication, 10 milliards pour celles de l'environnement, 10 milliards pour l'énergie et 12 milliards pour le secteur productif.

De 1991 à 1995, le total des investissements à la réalisation desquels la Banque a contribué, peut être estimé à 262 milliards, soit près de 5% de la FBCF communautaire. Ces investissements représentent une part significative des FBCF nationales, notamment dans les pays totalement ou largement éligibles à l'objectif 1 : 20% au Portugal et de l'ordre de 11% en Grèce, en Espagne et en Irlande.

EFFETS SUR L'ACTIVITÉ ÉCONOMIQUE

Tableau 3 : Financements en 1995 : répartition par secteur et entre prêts individuels et crédits sur prêts globaux en cours

| | Total | Prêts individuels | Crédits sur prêts globaux | Infrastructure | | | | | Industrie Services Agriculture |
|-----------------------|---------------|-------------------|---------------------------|----------------|-------------------|----------------------------|--------------|--|--------------------------------|
| | | | | Transport | Télécommunication | Gestion des eaux et divers | Energie | | |
| Belgique | 765 | 506 | 259 | 414 | — | 95 | 34 | | 222 |
| Danemark | 847 | 782 | 64 | 473 | 46 | — | 84 | | 244 |
| Allemagne | 2 571 | 1 268 | 1 303 | 231 | — | 939 | 626 | | 776 |
| Grèce | 336 | 269 | 66 | 181 | 53 | 40 | 36 | | 26 |
| Espagne | 2 893 | 2 652 | 241 | 1 221 | 539 | 519 | 315 | | 299 |
| France | 2 098 | 1 178 | 921 | 832 | — | 335 | 4 | | 926 |
| Irlande | 165 | 133 | 32 | 83 | — | 31 | — | | 52 |
| Italie | 3 249 | 2 271 | 978 | 940 | 247 | 74 | 625 | | 1 362 |
| Luxembourg | 81 | 79 | 2 | — | — | — | — | | 81 |
| Pays-Bas | 456 | 319 | 137 | 312 | — | 7 | — | | 137 |
| Autriche | 215 | 199 | 16 | 107 | — | 39 | — | | 69 |
| Portugal | 1 253 | 1 193 | 60 | 994 | — | 72 | 134 | | 53 |
| Finlande | 174 | 163 | 11 | 149 | — | — | — | | 25 |
| Suède | 240 | 225 | 15 | 76 | — | 39 | 111 | | 15 |
| Royaume-Uni | 1 919 | 1 670 | 249 | 389 | — | 563 | 636 | | 330 |
| Autres ⁽¹⁾ | 519 | 519 | — | 40 | — | — | 479 | | — |
| Total | 17 782 | 13 428 | 4 354 | 6 442 | 885 | 2 754 | 3 083 | | 4 617 |
| % | 100,0 | 75,5 | 24,5 | 36,2 | 5,0 | 15,5 | 17,3 | | 26,0 |

(1) Voir note 1 tableau 2, page 9.



Depuis une vingtaine d'années, la BEI a fait de la protection de l'environnement une constante de son activité. Les prêts soutenant cet objectif ont connu un accroissement régulier et représentent désormais plus du tiers de ses financements dans l'Union européenne. La démarche de la BEI (voir pages 28 et 29) met en œuvre une double stratégie : le financement de projets d'investissement axés directement sur la protection de l'environnement (22 milliards de 1991 à 1995) et le contrôle systématique de l'impact environnemental de tout projet mis à l'étude.

Sur base de son expérience, la BEI a procédé à une réflexion afin de mieux répondre aux exigences multiples résultant des attentes des citoyens, de l'insertion croissante de la protection de l'environnement dans les politiques européennes et des orientations du "Cinquième programme d'action" élaboré par la Commission européenne. Les résultats, synthétisés dans le document **"La BEI et l'environnement"** approuvé par les instances dirigeantes, feront l'objet d'une large diffusion.

La BEI a pour objectif de soutenir prioritairement les projets visant à :

- ♦ la protection des ressources aquatiques et le traitement des eaux usées,
- ♦ l'introduction de procédés respectueux de l'environnement dans le traitement des déchets solides ou toxiques,
- ♦ la réduction de la pollution atmosphérique, notamment en provenance de centrales thermiques et de complexes industriels,
- ♦ l'amélioration du cadre de vie, en particulier par la promotion des transports collectifs urbains et suburbains,
- ♦ l'introduction de nouveaux procédés dans le domaine industriel.

Afin de renforcer son efficacité en matière d'environnement, la BEI a créé une fonction centrale au sein de sa nouvelle direction des Projets. Peter Carter y est chargé d'un rôle de coordination et de conseil sur les questions de politique générale.

Par ailleurs, la Banque entretient et intensifie une étroite collaboration avec la Commission, notamment les directions en charge de l'environnement et des transports, l'Agence européenne pour l'environnement et les autres institutions financières internationales. Des contacts réguliers avec des ONG œuvrant dans ce domaine sont également développés.

Comme par le passé, tout octroi de prêt de la BEI reste subordonné aux résultats d'une évaluation environnementale conduite sous la responsabilité collective des membres de l'équipe d'instruction, particulièrement sensibilisés à ces questions.

Dans tous les secteurs, ces analyses veillent notamment à :

- ♦ l'identification des risques potentiels pour l'environnement,
- ♦ l'analyse des coûts et des avantages économiques et financiers des investissements relatifs à l'environnement,
- ♦ l'examen des projets à la lumière de la législation actuelle et prévisible,
- ♦ l'évaluation de la conception du projet et des technologies utilisées en vue de la vérification de leur capacité à respecter les normes légales.

Parallèlement à son activité dans les pays de l'Union, la BEI contribue à la solution des graves problèmes environnementaux qui se posent à sa périphérie, en Europe centrale et orientale notamment, où un effort particulier est mis en œuvre dans le cadre du programme d'action institué en 1993 et précisé lors de la conférence des Ministres de l'environnement de Sofia (voir page 16). La Banque prend également une part active aux actions internationales en Méditerranée, en particulier à travers le METAP (voir page 16) et en Baltique (voir encadré page 44).

Présentation par objectif de politique communautaire

Institution financière de l'Union européenne, la BEI a pour mission de financer des investissements devant contribuer au moins à un des objectifs correspondant aux politiques et décisions communautaires spécifiques décidées au cours des années. Nombre de projets répondant simultanément à plusieurs objectifs, la présentation des financements constitue donc des éclairages successifs de l'activité et les données chiffrées de ce chapitre, notamment des tableaux, ne peuvent faire l'objet de cumul.

Contribuer au développement équilibré de l'Union, en s'attachant à financer des projets de qualité tout en respectant les règles d'une gestion bancaire rigoureuse, constitue la vocation de la BEI, dont l'action s'est constamment adaptée à l'évolution des politiques communautaires. La spécificité de la BEI par rapport aux autres institutions financières est de soutenir des investissements concourant à un objectif communautaire. "L'éligibilité", c'est-à-dire la possibilité pour un projet de bénéficier d'un prêt de la BEI, impose que l'investissement envisagé contribue au **développement régional** ou présente un **intérêt commun** (article 198 E du Traité CE).

Le développement régional

Afin de soutenir la cohésion économique et sociale, la BEI attache une priorité permanente aux financements des investissements dans les régions en retard de développement -zones objectif 1 de l'action des Fonds

structurels communautaires-, de conversion industrielle ou agricole - zones objectifs 2 et 5b, et arctiques -zones objectif 6. Elle y consacre environ les deux tiers de ses financements en liaison, le plus souvent, avec les interventions des Fonds communautaires.

L'intérêt commun

La notion d'intérêt commun correspond à la prise en compte d'objectifs résultant de politiques communautaires par le financement d'investissements :

- ♦ contribuant, tels les réseaux transeuropéens de communication, au développement rapide des échanges entre pays membres et avec l'extérieur;
- ♦ concourant à la réduction de la dépendance énergétique;
- ♦ répondant au souci de protéger l'environnement;
- ♦ renforçant la compétitivité de l'industrie européenne, dont celle des PME.

LES OBJECTIFS COMMUNAUTAIRES : UNE SPÉCIFICITÉ DE LA BEI

Tableau 4 : Répartition par objectif de politique communautaire des financements (1995) ⁽¹⁾
(prêts individuels et crédits sur prêts globaux en cours)

| | Développement régional | Infrastructures européennes de communication | Environnement et cadre de vie | Objectifs énergétiques | Compétitivité internationale | Petites et moyennes entreprises |
|-----------------------|------------------------|--|-------------------------------|------------------------|------------------------------|---------------------------------|
| Belgique | 249 | 395 | 95 | 34 | — | 222 |
| Danemark | 304 | 519 | 315 | 264 | — | 64 |
| Allemagne | 1 786 | 402 | 1 378 | 630 | 4 | 467 |
| Grèce | 336 | 140 | 115 | 36 | — | 24 |
| Espagne | 2 697 | 1 630 | 982 | 529 | — | 181 |
| France | 1 440 | 649 | 568 | 42 | 231 | 576 |
| Irlande | 165 | 60 | 31 | — | — | 32 |
| Italie | 2 459 | 1 197 | 813 | 814 | 264 | 842 |
| Luxembourg | 79 | — | 79 | 79 | — | 2 |
| Pays-Bas | 24 | 312 | 33 | 7 | — | 136 |
| Autriche | 64 | 107 | 39 | — | 53 | 16 |
| Portugal | 1 253 | 576 | 394 | 133 | 7 | 43 |
| Finlande | 24 | 149 | 133 | — | — | 10 |
| Suède | 5 | 76 | 39 | 111 | — | 15 |
| Royaume-Uni | 1 259 | 341 | 1 031 | 277 | 9 | 249 |
| Autres ⁽²⁾ | — | 40 | — | 479 | — | — |
| Total | 12 144 | 6 592 | 6 044 | 3 433 | 570 | 2 881 |

(1) Certains financements répondant à plusieurs objectifs, les montants des différentes rubriques ne sont pas cumulables.

(2) Voir note 1 tableau 2, page 9.

DÉVELOPPEMENT RÉGIONAL



Les financements, par prêts individuels et crédits sur prêts globaux, pour des investissements contribuant au développement régional de

l'Union européenne, atteignent, en 1995, 12 144 millions contre 12 035 millions en 1994. Ils représentent 68% de l'activité totale, ce qui correspond au niveau moyen depuis le début de la réforme des Fonds structurels en 1989.

Ces financements ont soutenu la réalisation d'investissements localisés dans les quinze pays de l'Union dont le coût total est de l'ordre de 35 milliards.

En 1995, la BEI a poursuivi ses efforts pour renforcer la priorité donnée au financement de projets situés dans les zones d'actions structurelles. Un montant total de 11 330 millions, soit plus des neuf dixièmes des concours en faveur du développement régional, a concerné des investissements localisés dans ces zones. En outre, des projets de réseaux, essentiellement de télécommunication à caractère national, ont bénéficié de 814 millions de prêts.

La synergie avec les actions des Fonds structurels a continué de se développer. Les cofinancements ont représenté en effet 39% de l'activité de prêt dans les régions concernées, contre 31% en 1994 et 25% en moyenne sur la période 1989 - 1993.

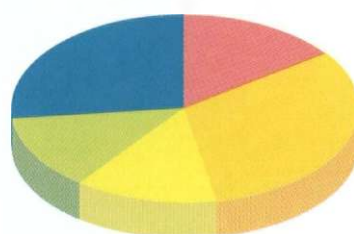
Dans les régions en retard de développement (objectif 1), les financements ont atteint 5 881 millions (5 748 millions en 1994), soit 33% de l'activité totale dans l'Union et 48% de celle en faveur du développement régional, chiffres identiques à ceux de 1994. Ces financements intéressent pour moitié des infrastructures de communication et pour 20% les secteurs productifs.

Les financements dans les pays de la cohésion (Portugal, Espagne, Grèce et Irlande) s'élèvent à 4 648 millions (4 746 millions en 1994), soit 26% de l'activité totale et 38% de celle en faveur du développement régional.

Ces pays, dont le PNB par habitant est inférieur à 90% de la moyenne de l'Union et qui appliquent un programme de convergence économique, bénéficient d'une concentration particulière des interventions communautaires. Le doublement, de 1992 à 1999, des subventions des Fonds structurels dans ces pays, associé à un fort endettement public, a pu se traduire par un report dans le temps du recours aux prêts de la BEI, les demandes de financement se précisant à mesure que les possibilités d'obtenir des subventions se réduisent ou s'épuisent.

L'effet mécanique des dépréciations des monnaies de plusieurs de ces pays par rapport à l'écu conduit par ailleurs à nuancer l'appréciation des évolutions de l'activité. En effet, au cours des trois dernières années, les

Développement régional
1991 - 1995 :
56 607 millions



- Energie
- Transports
- Postes et télécommunications
- Environnement et autres
- Industrie, agriculture, services

Tableau 5 : Développement régional : répartition par secteur (1995)

(millions d'écus)

| | Total | | Prêts individuels | Crédits sur prêts globaux | |
|------------------------------|---------------|--------------|-------------------|---------------------------|--------------|
| | montant | % | montant | montant | nombre |
| Energie | 2 009 | 16,5 | 1 949 | 60 | 44 |
| Transports | 4 385 | 36,1 | 4 305 | 80 | 198 |
| Postes et télécommunications | 885 | 7,3 | 885 | — | — |
| Eau, assainissement | 1 229 | 10,1 | 698 | 531 | 1 026 |
| Autres infrastructures | 385 | 3,2 | 268 | 117 | 82 |
| Industrie, agriculture | 2 534 | 20,9 | 1 034 | 1 499 | 3 929 |
| Services | 718 | 5,9 | 288 | 430 | 3 165 |
| Total | 12 144 | 100,0 | 9 427 | 2 717 | 8 444 |

concours en monnaies nationales ont eu tendance à augmenter ou à se stabiliser, alors que ceux correspondant en écus enregistraient une stabilisation ou une baisse.

Par ailleurs, la BEI a examiné, pour le compte du Fonds de cohésion, en vertu de l'accord cadre conclu avec la Commission européenne en 1995, l'intérêt économique et la viabilité technique de 25 projets, principalement en Grèce et en Espagne.

La BEI gère en outre, pour le compte des pays de l'AELE et de la Communauté et sans participer dans la prise de décision, le mécanisme d'assistance financière mis en place pour soutenir le développement structurel en Grèce, dans l'île d'Irlande, au Portugal et dans les régions défavorisées d'Espagne. Ce mécanisme, créé dans le cadre de l'accord sur l'Espace économique européen (EEE), a permis d'assortir de bonifications d'intérêt huit prêts de la BEI pour des projets en Grèce et en Espagne, totalisant 302 millions. Un montant de 68 millions en faveur de six projets dans ces mêmes pays a été octroyé sous forme de subventions sur des ressources de ce mécanisme.

Dans les **zones industrielles** affectées par le déclin (objectif 2) et dans les zones de **reconversion rurale** (objectif 5b), les financements ont progressé de 12% par rapport à 1994 et atteignent 5 449 millions.

L'examen de la répartition sectorielle dans ces zones fait apparaître la prépondérance des financements aux secteurs productifs (2 006 millions, soit 37%), largement impu-

table aux petites et moyennes entreprises (1 406 millions). Une part importante (28%) concerne le secteur des transports, le solde se répartissant entre les projets d'énergie et ceux de gestion des eaux.

Depuis la mise en œuvre, en 1989, de la réforme des Fonds structurels les financements d'intérêt régional ont atteint un montant de plus de 71 milliards, contribuant à la réalisation de projets représentant un investissement total estimé à 212 milliards. Sur l'ensemble de la période, les financements concernent des projets de transport et de télécommunication (42%), des projets énergétiques (15%), des projets d'environnement (13%). La part élevée des concours pour des infrastructures de base correspond à la nécessité de remédier au moindre niveau d'équipement des régions en retard de développement. Les projets industriels bénéficient de 30% du total, dont près de la moitié en faveur des PME.

De nombreux projets localisés dans des zones de développement régional soutiennent aussi la réalisation d'infrastructures de communication d'intérêt européen ou de projets répondant à des objectifs énergétiques ou de protection de l'environnement.

L'accent mis sur le développement équilibré des différentes régions, souci permanent et première mission de la BEI, s'est ainsi effectué en harmonie avec l'action menée en faveur des autres politiques communautaires, dans un souci de renforcement de la cohésion économique et sociale de l'Union européenne.

Répartition des financements selon les zones des Fonds structurels 1989 - 1995

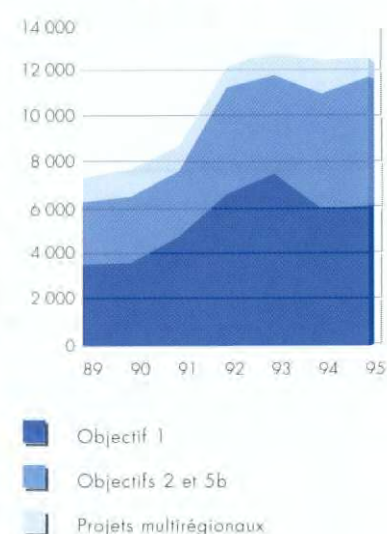


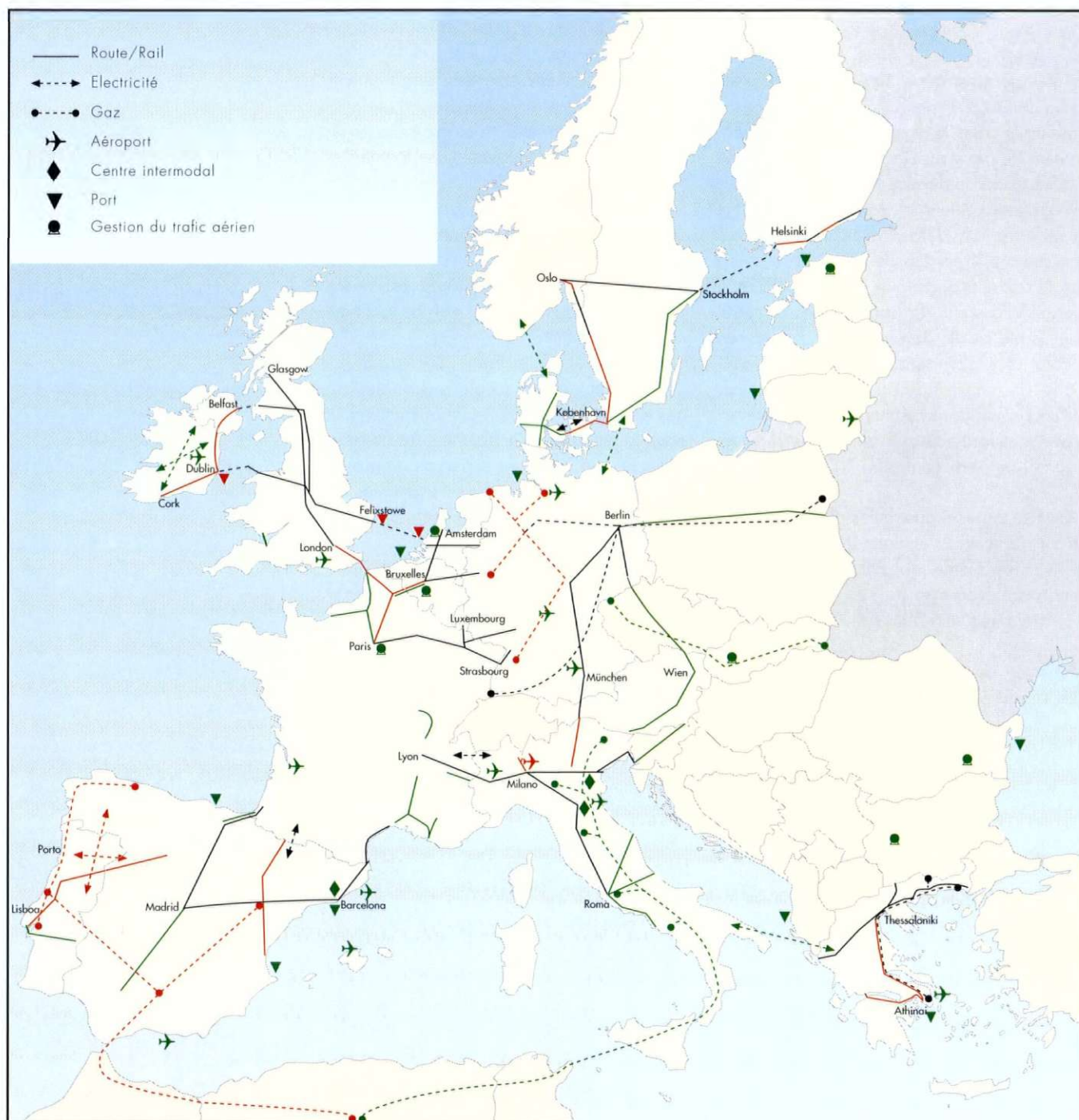
Tableau 6 : Financements dans les zones d'action des Fonds structurels

| | (millions d'écus) | | |
|--|-------------------|--------|--------|
| | 1989 - 1993 | 1994 | 1995 |
| Financements en faveur du développement régional | 70 008 | 12 035 | 12 143 |
| <i>soit, en pourcentage :</i> | | | |
| zones objectif 1 | 53% | 48% | 48% |
| zones objectifs 2 et 5b | 36% | 40% | 45% |
| projets concernant plusieurs régions | 8% | 12% | 7% |

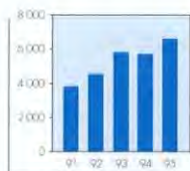
LES RESEAUX EUROPÉENS DE TRANSPORT ET D'ÉNERGIE 1993 – FIN MARS 1996

Cette carte présente les interventions de la BEI en faveur des réseaux transeuropéens identifiés, lors du Conseil européen d'Essen, en raison de leur capacité à structurer l'espace européen, desservir ses régions et assurer les liaisons avec les pays limitrophes partenaires. Les couleurs suivantes indiquent :

| | |
|-------|--|
| noir | le tracé des réseaux transeuropéens prioritaires (RTE) |
| rouge | les parties de ces RTE ayant fait l'objet d'engagements de financement |
| vert | les autres infrastructures et réseaux d'intérêt européen financés |



INFRASTRUCTURES EUROPÉENNES DE COMMUNICATION



Le bon fonctionnement d'un marché intérieur européen qui couvre désormais quinze pays, nécessite, plus que jamais, de disposer de ré-

seaux cohérents de transport et de télécommunications rayonnant sur l'ensemble de l'Europe. En facilitant la libre circulation des personnes, des biens et de l'information, les grandes infrastructures de communication et de transfert d'énergie, facteurs déterminant de développement régional et d'aménagement du territoire, participent directement à l'intégration européenne et à l'achèvement du marché unique.

Le Conseil européen d'Essen (décembre 1994) a retenu les quatorze projets hautement prioritaires dans le domaine des transports, proposés par le groupe de haut niveau auquel la BEI a participé activement. Fin 1995, la BEI avait accordé 4 563 millions en faveur de neuf de ces RTE. Tous les autres projets ont été approuvés, mis à l'examen par la Banque ou font l'objet d'études (voir encadré page 12 et carte page 26).

En 1995, les financements d'infrastructures européennes de communication ont connu un sensible accroissement; ils totalisent 6 592 millions contre 5 698 millions en 1994. Ceux en faveur des **transports** se sont élevés à 5 494 millions. Ils concernent en priorité des axes routiers et ferroviaires (4 658 millions), s'inscrivant le plus souvent dans les schémas directeurs européens : liens fixes à travers le Storebaelt et l'Öresund, trains à grande vitesse et lignes classiques, nombreuses liaisons autoroutières.

Dans le domaine des transports aériens, des prêts ont soutenu la réalisation d'infrastructures aéroportuaires (extension des aéroports de Bordeaux, Dublin, Francfort), d'équipements améliorant les conditions de trafic et de sécurité, ainsi que le renouvellement partiel de flottes en France et au Royaume-Uni.

Les concours, en accroissement, pour les investissements de transports maritimes, concernent l'agrandissement du port de commerce d'Athènes-Le Pirée et la construction de terminaux pour navires porte-conteneurs à Rotterdam et à Bremerhaven. Afin d'améliorer la liaison maritime Irlande, Royaume-Uni, Benelux, la Banque a financé l'achat de deux cargos rouliers.

Dans le domaine des **postes et télécommunications**, après plusieurs années de forte activité, les prêts enregistrent une baisse (1 098 millions contre 2 155 millions en 1994). Ils portent sur la poursuite des programmes de renforcement des capacités téléphoniques tant intérieures qu'internationales mettant en œuvre les technologies les plus modernes et sur un projet de modernisation des infrastructures de distribution de courrier s'inscrivant dans un contexte plus vaste de restructuration des services postaux dans l'ensemble de l'Union, qui entraînera une amélioration substantielle de la performance économique globale.



Au cours des cinq dernières années, les prêts dans le domaine des infrastructures européennes de communication ont atteint près de 27 milliards (15% de croissance annuelle). Ils ont concerné les transports : réseaux routiers et autoroutiers (7 milliards), chemins de fer à grande vitesse et réseaux classiques (5 milliards), ouvrages exceptionnels comme le Tunnel sous la Manche, les liens fixes à travers le Storebaelt et l'Öresund (2 milliards), infrastructures aéroportuaires et renouvellement des flottes (2 milliards), transports maritimes (1 milliard). Ils portent ensuite sur les postes et télécommunications pour l'extension de réseaux classiques, l'introduction de la numérisation et des fibres optiques, la téléphonie mobile et les liaisons satellitaires. Le coût total des investissements soutenus par ces financements peut être estimé à quelque 88 milliards.

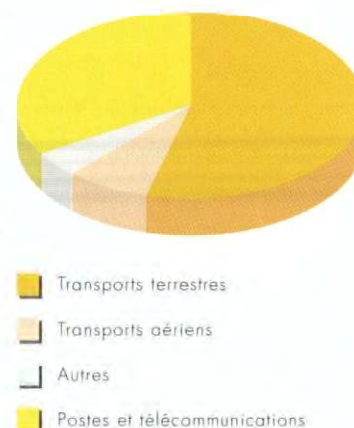
Tableau 7 : Infrastructures européennes de communication (1995)

(millions d'écus)

| | |
|---------------------------|--------------|
| Transports | 5 494 |
| Ouvrages exceptionnels | 400 |
| Chemins de fer | 2 045 |
| Routes et autoroutes | 2 213 |
| Transports aériens | 467 |
| Transports maritimes | 368 |
| Télécommunications | 1 098 |
| Réseaux et centraux | 832 |
| Téléphonie mobile | 53 |
| Postes | 213 |
| Total (*) | 6 592 |

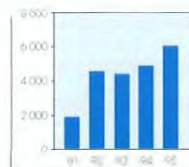
(*) dont 56 millions de crédits sur prêts globaux

Infrastructures européennes de communication 1991 - 1995 : 26 886 millions



- Transports terrestres
- Transports aériens
- Autres
- Postes et télécommunications

PROTECTION DE L'ENVIRONNEMENT



L'accroissement et la diversification continue des investissements de protection de l'environnement, résultent de la mise en application de normes communautaires et nationales ainsi que du développement de programmes concernant la qualité de l'air et de l'eau, le rejet d'effluents dans l'atmosphère et la meilleure gestion des déchets domestiques ou industriels.

Ces actions spécifiques complètent une approche systématique de la Banque consistant à vérifier le respect des réglementations nationales et européennes en matière d'environnement pour tous les projets en faveur desquels sont demandés des prêts.

En 1995, la BEI a franchi une nouvelle étape en accordant, en faveur de la protection de l'environnement, 6 044 millions, soit plus du tiers de l'activité totale. Ce montant représente une nette progression par rapport aux trois années précédentes où les financements étaient de l'ordre de 4,5 milliards.

Ces projets, localisés dans les quinze pays de l'Union, correspondent à un montant d'investissements de quelque 18 milliards. Ils ont été financés d'une part sous forme de prêts individuels (4 900 millions) et d'autre part sous forme de crédits sur prêts globaux (1 144 millions).

Une part importante des financements (71 %) concerne des projets localisés dans les zones les moins favorisées.

Environ 20% portent sur des équipements dans des centrales thermiques et des raffineries qui contribuent également, par des économies d'énergie, à la réduction de la dépendance énergétique de l'Union européenne.

Les concours couvrent une large gamme d'activités, avec, en premier lieu, la gestion des eaux et, pour un montant comparable, l'amélioration des transports en milieu urbain et suburbain.

Les projets visant à l'amélioration de l'approvisionnement en **eau potable** et à la collecte et au **traitement des eaux usées** ont fait l'objet de financements totalisant 2 022 millions.

Ils font souvent partie d'importants programmes réalisés sur plusieurs années (au Royaume-Uni, en Allemagne, en Espagne, en Belgique) et notamment dans les nouveaux pays membres à Stockholm, Göteborg et Vienne, s'inscrivant ainsi dans le contexte plus général de l'assainissement de la Mer Baltique ou du Danube.

Ils concernent également un nombre croissant d'ouvrages de plus petite dimension réalisés par des collectivités locales. Ainsi, en 1995, près de 1 500 petits réseaux de collecte et stations de traitement des eaux usées ont été financés, essentiellement en Allemagne, en France et en Belgique. L'installation d'équipements, destinés au traitement des rejets d'effluents liquides dans l'industrie a été facilitée dans des fabriques de papier recyclé, en Italie et sur plusieurs sites de production de produits chimiques, en France.

Des prêts ont été également accordés pour des activités d'**incinération de déchets** d'origine domestique ou industrielle, avec le plus souvent production de chaleur destinée à alimenter les réseaux de chauffage urbain, en France à Nantes et Cergy-Pontoise, en Espagne, à Madrid et Majorque, près de Nîmègue, aux Pays-Bas, à Aarhus au

Tableau 8 : Environnement et cadre de vie (1995)

(millions d'écus)

| | Total | Prêts individuels | Crédits sur prêts globaux |
|---|--------------|-------------------|---------------------------|
| Environnement | 3 972 | 2 991 | 981 |
| Protection et gestion des eaux | 2 022 | 1 161 | 861 |
| Gestion des déchets | 257 | 217 | 41 |
| Lutte contre la pollution atmosphérique | 1 441 | 1 412 | 29 |
| Autres actions | 251 | 201 | 50 |
| Aménagements urbains | 2 072 | 1 909 | 163 |
| Transports urbains et suburbains | 1 769 | 1 769 | — |
| Autres actions | 303 | 140 | 163 |
| Total | 6 044 | 4 900 | 1 144 |

Danemark et en Allemagne dans le Land de Rhénanie du Nord-Westphalie.

Les prêts destinés à lutter contre la **pollution atmosphérique** sont en constante progression depuis cinq ans, passant de 383 millions, en 1991, à 1 092 millions en 1994 pour atteindre 1 441 millions, en 1995.

D'importants concours ont été consentis dans le secteur industriel (633 millions), principalement afin de réduire les émissions polluantes dans des raffineries à Cadix, Tenerife, Huelva, en Espagne, à Kalundborg, au Danemark, ainsi qu'à Milazzo et Falconara, en Italie. Ils visent aussi à améliorer la qualité des produits mis sur le marché, comme c'est le cas d'un nouveau moteur automobile moins polluant construit dans le nord de la France.

Dans le secteur énergétique proprement dit, 808 millions ont été prêtés en faveur d'équipements de désulfuration de centrales thermiques au charbon, Drax au Royaume-Uni, au lignite, "Schwarze Pumpe" dans la partie orientale de l'Allemagne, ou pour la conversion au gaz naturel de centrales obsolètes à Dresde, Potsdam et Dessau.

Les financements destinés à améliorer le **cadre de vie urbain** enregistrent un fort accroissement en 1995, ce pour la deuxième année consécutive. Ils représentent, avec un montant de 2 072 millions, le tiers des concours en faveur de la protection de l'environnement.

Il s'agit essentiellement de projets destinés à améliorer les transports collectifs, contribuant au désengorgement des centres des villes, et notamment l'extension de lignes de métro à Valencia et Bilbao, Athènes et

Lisbonne, ou de tramways, à Rostock; la construction de lignes de chemin de fer de banlieue dans les principales villes espagnoles, dans les agglomérations de Copenhague et de Porto, autour d'Helsinki, dans le Yorkshire et les Midlands, et devant améliorer la desserte de Naples; l'aménagement de voiries et d'aires de stationnement dans l'agglomération lyonnaise.

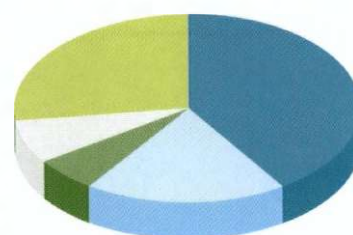
Enfin, la BEI a également financé des travaux de reboisement en Irlande et en Espagne comportant notamment des aménagements de chemins forestiers ou le développement de mesures de lutte contre les incendies de forêts.

Depuis 1991, les projets de protection de l'environnement ont bénéficié de financements s'élevant à près de 22 milliards. Deux axes principaux peuvent être distingués : la gestion des ressources en eau et l'amélioration du cadre de vie urbain.

De grands programmes d'assainissement des eaux usées et de protection des sols contre l'érosion et les inondations ont bénéficié de 8 851 millions : par exemple, en Italie dans le bassin du Pô, du Tibre, de l'Arno, dans la lagune de Venise et plus généralement sur la côte adriatique, au Royaume-Uni dans l'ensemble des comtés, en Allemagne en particulier dans les régions orientales.

Dans le domaine des aménagements urbains (5 849 millions), les financements ont porté, pour leur plus grande part, sur l'amélioration des transports collectifs dans une quinzaine de grandes villes.

Protection de l'environnement
1991 - 1995 :
21 683 millions

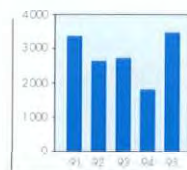


| | |
|---|----------------------|
| ■ | Eau |
| ■ | Air |
| ■ | Déchets |
| ■ | Divers |
| ■ | Aménagements urbains |

Récemment créée au sein de la Banque, l'Unité d'évaluation des opérations (voir page 70) participe activement aux efforts déployés en matière de protection de l'environnement. Pour certains types d'investissements, elle mène des examens ex-post des résultats obtenus durant l'exploitation des projets. Une première étude, réalisée en 1995, a porté sur l'analyse d'installations de traitement des eaux usées situées dans plusieurs pays de l'Union européenne.

DES ÉVALUATIONS EX-POST

OBJECTIFS INDUSTRIELS



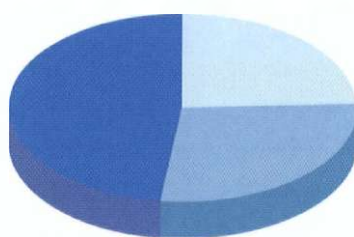
L'année 1995 marque une reprise des prêts individuels, pour des projets favorisant un renforcement de la compétitivité internationale

de l'industrie communautaire, et des crédits en faveur de PME, affectés sur des prêts globaux signés cette année ou au cours des années précédentes.

Afin de mieux répondre aux demandes, la BEI a décidé, en juillet 1995, d'étendre ses critères d'éligibilité d'une part aux investissements dans les services et la distribution, à travers le mécanisme des prêts globaux, et d'autre part au financement ex-ante de la recherche-développement.

En 1995, les concours, dans leur ensemble, se sont élevés à 3 450 millions, doublant par rapport à 1994, année d'activité particulièrement basse (1 791 millions).

Objectifs industriels 1991 - 1995 :
13 459 millions



- Compétitivité des grandes entreprises
- PME hors zones assistées
- PME zones assistées

Les **prêts individuels** (540 millions) concernent pour une large part l'industrie automobile (370 millions) : nouvelle usine de montage de véhicules automobiles à Melfi (Basilicate) ainsi que la poursuite de la construction d'usines participant à son système d'approvisionnement intégré; unités de production, dans le nord de la France, de moteurs automobiles, communs à deux firmes, et d'un nouveau modèle de boîte de vitesse automatique; construction dans une usine de Steyr, en Autriche d'un nouveau type de moteur.

Les autres prêts intéressent les secteurs de la chimie et des matières plastiques, du bois, de la céramique, des textiles et des composants électriques. De plus, des petites entreprises localisées en Italie ont bénéficié de 29 millions pour des projets développant des technologies avancées.

Les investissements productifs des **petites et moyennes entreprises** ont fait l'objet, en 1995, de financements sur prêts globaux, s'élevant à 2 881 millions pour 11 736 crédits (1 693 millions pour 6 776 crédits en 1994), en augmentation de 70% par rapport à l'année précédente. Les petites et

moyennes entreprises implantées dans les zones de développement régional ont bénéficié de 7 086 crédits pour 1 912 millions et celles localisées hors de ces zones de 4 650 crédits, totalisant 969 millions.

Cet accroissement des interventions reflète en partie l'intérêt manifesté pour la mise en place du mécanisme de bonification pour les PME créatrices d'emplois.

On peut ajouter que des crédits ont en outre été accordés pour des investissements de PME souvent de plus grande dimension destinés à améliorer l'environnement ou à favoriser une utilisation rationnelle de l'énergie (52 millions).

Un rapide examen des 11 736 PME financées en 1995, dont près de 10 000 emploient moins de 250 personnes, fait ressortir l'importance des plus petites d'entre elles : celles employant moins de 50 personnes ont bénéficié de 2 457 millions de crédits, soit 85% du total.

De 1991 à 1995, 39 022 PME ont été financées pour un montant de 10 067 millions d'écus; 82% de leur nombre ont un effectif inférieur à 50 emplois, seulement 3% emploient plus de 250 personnes, souvent dans des secteurs à forte intensité de main-d'œuvre.

Tableau 9 : Objectifs industriels (1995)

(millions d'écus)

| | |
|--|--------------|
| Grandes entreprises | 569 |
| Compétitivité internationale et intégration européenne | 569 |
| Petites et moyennes entreprises | 2 881 |
| zones assistées | 1 912 |
| hors zones assistées | 969 |
| Total | 3 450 |

Les PME employant moins de 50 personnes ont fait l'objet de 56% du montant des crédits octroyés, ce qui souligne bien le carac-

tere très ciblé des prêts globaux vers des entreprises de petite dimension.



Une extension du mécanisme financier d'Edimbourg aux petites et moyennes entreprises créatrices d'emplois a été décidée au Conseil européen de Copenhague de juin 1993. Après examen par le Parlement européen des modalités, le Conseil des ministres a chargé, en avril 1994, la BEI de son administration. En juin 1994, en coopération avec la Commission européenne, la Banque a mis en place ce mécanisme de soutien aux PME créatrices d'emplois.

Cette mesure spécifique, complémentaire des mesures arrêtées au niveau national, avait pour objet de contribuer à une relance des investissements des petites et moyennes entreprises, lesquelles constituent un élément essentiel de l'appareil productif dans tous les pays de l'Union européenne et dont la contribution à la création d'emplois est déterminante.

Ce mécanisme prévoyait des prêts globaux de la BEI, d'un montant total d'un milliard, bonifiés sur les ressources du budget de l'Union européenne. Les PME créant des emplois pouvaient ainsi bénéficier de crédits, d'un montant maximum de 30 000 écus par emploi créé, assortis d'une bonification d'intérêt de 2% pendant 5 ans.

La période initialement prévue jusqu'au 31 juillet 1995 a été prolongée jusqu'en décembre 1995 pour permettre aux nouveaux Etats membres, Autriche, Suède, Finlande, de profiter de la facilité offerte.

Fin 1995, le montant d'un milliard était totalement engagé. Quelque 4 400 entreprises, localisées dans les quinze Etats membres, ont soumis des demandes d'affectations destinées à soutenir la création d'environ 45 000 emplois

ENGAGEMENT TOTAL DU MÉCANISME DE PRÊTS BONIFIÉS POUR LES PME

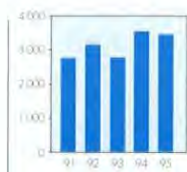


Tableau 10 : Investissements de petites et moyennes entreprises
Crédits accordés sur des prêts globaux en cours

(millions d'écus)

| | 1995 | | | | 1991 - 1995 | | | | | |
|--------------|---------------|--------------|---------------|------------|---------------|---------------|--------------------------|--------------|--------------------|--------------|
| | Total | | PME bonifiées | | Total | | Effectif des entreprises | | | |
| | | | | | | | emplois < 50 | | 50 < emplois < 250 | |
| | nombre | montant | nombre | montant | nombre | montant | nombre | montant | nombre | montant |
| Belgique | 430 | 222 | 140 | 33 | 1 285 | 818 | 1 009 | 499 | 243 | 250 |
| Danemark | 249 | 64 | 39 | 13 | 1 171 | 264 | 881 | 123 | 265 | 96 |
| Allemagne | 1 119 | 467 | 1 094 | 254 | 2 213 | 1 408 | 1 425 | 609 | 569 | 450 |
| Grèce | 19 | 24 | 13 | 17 | 140 | 152 | 73 | 69 | 34 | 31 |
| Espagne | 1 136 | 181 | 1 035 | 128 | 2 741 | 651 | 2 382 | 440 | 317 | 180 |
| France | 6 180 | 576 | 826 | 126 | 21 720 | 1 987 | 18 725 | 1 448 | 2 644 | 424 |
| Irlande | 141 | 32 | 13 | 8 | 388 | 98 | 365 | 71 | 20 | 21 |
| Italie | 1 147 | 842 | 321 | 144 | 6 909 | 3 654 | 5 256 | 1 828 | 1 325 | 1 236 |
| Luxembourg | 3 | 2 | 3 | 1 | 3 | 2 | 1 | 1 | 2 | 2 |
| Autriche | 33 | 16 | 19 | 10 | 33 | 16 | 9 | 1 | 16 | 11 |
| Pays-Bas | 273 | 136 | 65 | 29 | 737 | 376 | 472 | 143 | 228 | 182 |
| Portugal | 122 | 43 | 8 | 5 | 637 | 251 | 359 | 112 | 193 | 75 |
| Finlande | 45 | 10 | 31 | 8 | 45 | 10 | 31 | 4 | 14 | 7 |
| Suède | 47 | 15 | 48 | 10 | 47 | 15 | 37 | 9 | 9 | 5 |
| Royaume-Uni | 792 | 249 | 695 | 198 | 953 | 364 | 914 | 309 | 26 | 10 |
| Total | 11 736 | 2 881 | 4 350 | 983 | 39 022 | 10 067 | 31 939 | 5 664 | 5 905 | 2 978 |
| % | — | — | — | — | 100,0 | 100,0 | 81,8 | 56,3 | 15,1 | 29,6 |

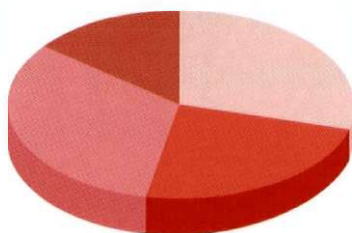
OBJECTIFS ÉNERGÉTIQUES



Les financements d'investissements répondant aux objectifs communautaires dans le domaine de l'énergie se stabilisent à un niveau légèrement inférieur à celui de 1994 : 3 433 millions contre 3 526 millions.

Les concours pour une **utilisation et une gestion plus rationnelle** de l'énergie s'élèvent à 1 502 millions, soit 44% du total.

**Objectifs énergétiques
1991 - 1995 :
15 621 millions**



- Ressources internes
- Diversification des importations
- Gestion et utilisation rationnelle dans l'énergie
- dans l'industrie

Dans le secteur de l'énergie proprement dit (990 millions), ils portent sur la construction de centrales à gaz à cycle combiné, de centrales de production de chaleur et d'électricité, d'incinérateurs brûlant des déchets domestiques. Les financements concernent également l'extension de réseaux de transport et de distribution d'électricité en Espagne, en Grèce et au Royaume-Uni, de chauffage urbain en Italie, ainsi que l'interconnexion des réseaux suédois et allemand à travers la Baltique et la poursuite de la conversion des réseaux gaziers de Sachsen-Anhalt et de la zone de Leipzig.

Dans le secteur industriel, les financements soutiennent des travaux de rationalisation dans des raffineries au Danemark, en Espagne et en Italie, dans une aciérie au Luxembourg, dans des papeteries et dans diverses petites entreprises industrielles.

La BEI a poursuivi son soutien au développement des **ressources internes** (1 037 millions) en finançant la valorisation du potentiel hydroélectrique : en Grèce, la construction d'une centrale dans le nord de l'Épire, en Italie, des travaux de remise en état et la construction d'une nouvelle centrale dans le Piémont, en Suède, la modernisation de cinq centrales et la construction d'une nouvelle unité dans le nord du pays et, en Norvège, le remplacement de conduites forcées améliorant le fonctionnement et le niveau de sécurité d'unités existantes.

Elle a également accordé de nouveaux prêts pour l'exploitation de gisements d'hydrocarbures en Italie, sur terre et en Mer Adriatique, ainsi que dans les secteurs britannique et norvégien de la Mer du Nord, où elle a participé à la remise en état et à l'extension du champ d'Ekofisk.

Par ailleurs, la construction, en remplacement d'unités obsolètes polluantes, d'une centrale thermique au lignite, a bénéficié d'un financement. Cet investissement contribue à valoriser les réserves de lignite disponibles dans la région de Lausitz, abritant le principal gisement de la partie orientale de l'Allemagne.

Enfin, 894 millions contribuent à l'amélioration de la **diversification de l'approvisionnement** énergétique de l'Union européenne.

Ces projets intéressent des réseaux de gazoducs dont certains sont des RTE prioritaires (voir carte page 26) : tout d'abord, en Espagne, construction du gazoduc Maghreb - Europe, dont la partie marocaine a également bénéficié d'un financement, et raccordement au réseau portugais; en Italie, doublement de la conduite acheminant le gaz algérien à travers la Tunisie et le détroit de Messine; en Allemagne, renforcement de l'approvisionnement de Berlin avec du gaz provenant de Russie.

Au total, de 1991 à 1995, les prêts pour des réseaux de transport et de distribution de gaz naturel, ainsi que pour des lignes électriques à haute et moyenne tension ont atteint 5,8 milliards.

Tableau 11 : Objectifs énergétiques (1995)

| | (millions d'écus) |
|---|-------------------|
| Ressources internes | 1 037 |
| Hydrocarbures | 583 |
| Combustibles solides | 213 |
| Hydroélectricité | 241 |
| Diversification des importations | 894 |
| Gaz naturel | 894 |
| Gestion et utilisation rationnelle (*) | 1 502 |
| production combinée d'électricité/chaleur et réseaux de chaleur | 426 |
| Centrales à gaz à cycle combiné | 34 |
| Transport et distribution d'électricité | 223 |
| Conversion de réseaux gaziers | 132 |
| Sources renouvelables | 175 |
| Economies d'énergie dans l'industrie | 513 |
| Total | 3 433 |

(*) dont 113 millions d'écus de crédits sur prêts globaux

Présentation des financements par pays

Les financements présentés ci-après correspondent aux prêts individuels (liste page 95) et aux crédits sur prêts globaux en cours (tableaux H, I, J page 110 et suivantes) accordés durant l'exercice. Leur répartition par pays, secteurs et objectifs figurent dans les tableaux 3 et 4 (pages 21 et 23).

* Les projets faisant partie des RTE prioritaires identifiés au Conseil d'Essen de décembre 1994 sont signalés par un astérisque

Les prêts individuels en Belgique portent pour les quatre cinquièmes (395 millions) sur des investissements dans le secteur des **transports**, améliorant les relations entre pays de l'Union.

La première phase de la réalisation du réseau nord-européen de trains à grande vitesse, section reliant Bruxelles au réseau français * et, au-delà, au tunnel sous la Manche, a ainsi bénéficié d'un prêt de 230 millions. Par ailleurs, la BEI a soutenu le financement d'une section de l'autoroute A8 reliant Bruxelles à Lille et à Liège, d'une liaison entre les autoroutes E25 et E40, ainsi que le renforcement des installations du centre opérationnel d'Eurocontrol chargé du contrôle aérien européen. En outre, 20 millions de crédits sur prêts globaux soutiendront des travaux sur les réseaux routiers régionaux.

Les prêts en faveur des **infrastructures de communication** (519 millions) représentent près des deux tiers des interventions au Danemark.

Dans le domaine des transports (473 millions), la BEI participe au financement de deux ouvrages exceptionnels : la construction de liens fixes d'une part à travers l'Øresund entre Copenhague et Malmö, en Suède * et d'autre part, sur le Storebaelt. Elle poursuit par ailleurs ses concours aux programmes d'électrification des chemins de fer et de modernisation des télécommunications, dans le Sjælland et à Bornholm.

Dans le secteur de l'**énergie**, les prêts, d'un montant de 34 millions, concernent l'achèvement de la construction de deux centrales énergétiques alimentées au gaz naturel à Drogenbos, près de Bruxelles et à Seraing, près de Liège.

La poursuite du programme régional de **gestion des eaux** en Flandres bénéficie d'un prêt de 78 millions. Assurant la collecte et le traitement des eaux usées, il contribue à réduire la charge polluante déversée en Mer du nord; en outre, 17 millions, sur prêts globaux, permettront le financement de réseaux locaux d'adduction et d'assainissement.

Dans l'**industrie**, 222 millions de crédits sur prêts globaux soutiennent 430 investissements de petite ou moyenne dimension.

Dans le secteur de l'**énergie**, les prêts, d'un montant total de 84 millions, concernent la construction de centrales combinées de production de chaleur et d'électricité, au gaz naturel, à Silkeborg et Viborg ou brûlant des déchets solides, à Aarhus.

Ces projets contribuent à la protection de l'environnement tout comme la raffinerie de Kalundborg, qui a bénéficié d'un prêt de 180 millions pour sa modernisation.

Enfin, quelque 250 petites et moyennes entreprises industrielles ont fait l'objet de crédits sur prêts globaux (64 millions).

BELGIQUE

Prêts signés : 665,3 millions

1994 : 615,3 millions

Prêts individuels : 506,2 millions

Prêts globaux : 159,1 millions

Crédits sur prêts globaux : 259,3 millions



DANEMARK

Prêts signés : 824,9 millions

1994 : 849,7 millions

Prêts individuels : 782,4 millions

Prêts globaux : 42,5 millions

Crédits sur prêts globaux : 64,2 millions

ALLEMAGNE

Prêts signés : 2 715,0 millions

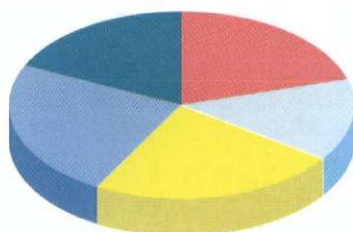
1994 : 2 407,9 millions

Prêts individuels : 1 268,3 millions

Prêts globaux : 1 446,7 millions

Crédits sur prêts globaux : 1 303,1 millions

Financements dans les Länder orientaux 1990 - 1995 :
5 262 millions



Les financements en Allemagne portent pour une large part sur des investissements dans les Länder orientaux. Considérés globalement pour l'ensemble du pays, ils concernent principalement des infrastructures de gestion des eaux et des déchets (939 millions), de production et de transport d'énergie (626 millions) et des projets dans l'industrie et les services (776 millions).

Dans la **partie occidentale** du territoire, la BEI a apporté son concours à l'extension du terminal porte-conteneurs du port de Bremerhaven et à celle de l'aéroport de Francfort (170 millions).

Des projets de gestion des déchets liquides et solides ont été financés dans le nord de la Rhénanie et pour la ville de Konstanz. Par ailleurs, 220 petits équipements d'assainissement des eaux usées ont bénéficié de 468 millions de crédits sur prêts globaux.

Dans les secteurs productifs (310 millions), un prêt individuel a été accordé pour une usine de production de pneumatiques à Breuberg (Hessen) et 931 petites et moyennes entreprises ont bénéficié de crédits s'élevant à 305 millions.

Dans les **Länder orientaux**, les financements s'élèvent à 771 millions de prêts individuels et à 488 millions de crédits sur prêts globaux. Ils concernent pour une large part des *infrastructures de base* contribuant presque toutes à l'amélioration de l'environnement.

Les prêts, dans le secteur de l'énergie (579 millions), sont en majeure partie en relation avec le développement de l'approvisionnement en gaz naturel : conversion du réseau de transport et de distribution à Berlin, à Leipzig et en Sachsen-Anhalt; construction et modernisation de centrales combinées chaleur/électricité à Berlin, Potsdam, Dresde et Dessau.

Ils portent aussi sur le renforcement de la distribution d'électricité dans la région de

Leipzig et sur la construction de la centrale thermique au lignite pour remplacer des unités obsolètes et polluantes de "Schwarze Pumpe", dans la région de Lausitz, au cœur du principal gisement de lignite.

Dans le domaine de la collecte et du traitement des eaux usées, la BEI a financé des installations à Wittenberg (Sachsen-Anhalt), Eisenach, Saalfeld (Thüringen) ainsi que, sur prêts globaux, dans quelque 80 localités (352 millions).

L'amélioration des transports en commun de Rostock (Mecklemburg) et de petits aménagements urbains ont par ailleurs bénéficié de 77 millions.

Dans les *secteurs productifs*, la BEI a accordé 465 millions, dont 161 millions en faveur de 190 petites et moyennes entreprises. Les prêts individuels portent notamment sur la modernisation d'une usine de câbles ainsi que sur des centres logistiques de vente par correspondance et de distribution de courrier, projet intéressant d'autres régions du pays.

Les financements accordés depuis 1990 dans les Länder orientaux s'élèvent à 5 262 millions dont 3 713 millions de prêts individuels et 1 549 millions de crédits sur divers prêts globaux. Plus de la moitié du total a contribué à la réalisation d'infrastructures de base indispensables pour le développement des activités économiques ainsi que pour l'amélioration de l'environnement et des conditions de vie des populations : modernisation des réseaux de télécommunication (1 012 millions), extension du système de transport/distribution du gaz naturel et construction ou modernisation de centrales (1 066 millions), installations de collecte et de traitement des eaux usées (715 millions dont les deux tiers pour 170 petites infrastructures locales). Les trois quarts de ces concours sont concentrés en Sachsen, Sachsen-Anhalt et Thüringen.

En Grèce, pays entièrement éligible aux interventions des Fonds structurels au titre de l'objectif 1 ainsi que du Fonds de cohésion, la plupart des projets financés ont bénéficié de subventions communautaires s'inscrivant dans les objectifs du second cadre communautaire d'appui (1994 - 1999). A ce titre, un important prêt cadre (210 millions) de la BEI permettra le financement de projets d'infrastructures de petite dimension dans les domaines des transports, de l'approvisionnement en eau et de l'assainissement ainsi que du développement urbain et de la modernisation d'infrastructures touristiques. Ce prêt poursuit l'action entreprise au travers de deux prêts globaux accordés précédemment et complète une intervention budgétaire des Fonds structurels.

En 1995, les prêts individuels pour des projets de **transport** (181 millions) portent sur l'extension du métro d'Athènes, des aménagements autoroutiers sur les itinéraires Athènes-Corinthe et Katerini-Klidi * (axe Patras-Athènes-Thessalonique), l'extension d'un terminal pour navires porte-conteneurs dans le port d'Athènes - Le Pirée. Dans les **télécommunications** (53 millions), la BEI a

poursuivi le financement de la mise en place de réseaux de téléphonie mobile.

Quelque 1 300 très petits aménagements de voirie, d'assainissement et autres travaux d'infrastructure ont, en outre, fait l'objet de crédits s'élevant à 40 millions.

Dans le domaine de **l'énergie**, des prêts (36 millions) ont été accordés pour la construction d'une petite centrale hydroélectrique en Epire et le renforcement du réseau de transport/distribution d'électricité comprenant notamment des câbles assurant les interconnexions avec des îles de la Mer Egée.

Enfin, 20 petites et moyennes entreprises de **l'industrie et des services** ont bénéficié de crédits sur prêts globaux pour un montant de 26 millions.

Dans le cadre du mécanisme financier de l'EEE, des subventions ont été consenties pour plusieurs projets : le port du Pirée, financé par la BEI, la restauration de quatre monastères situés sur le Mont Athos et la centrale hydroélectrique de Tsivlos.

GRÈCE

Prêts signés : 525,2 millions
1994 : 53,5 millions
Prêts individuels : 269,4 millions
Prêts globaux : 255,8 millions
Crédits sur prêts globaux : 66,4 millions



Comme les années précédentes, les projets financés en Espagne sont très largement concentrés dans les zones éligibles à l'action des Fonds structurels. Ils sont surtout localisés dans les zones objectif 1 (éligibles aux subventions communautaires et notamment du Fonds de cohésion) avec des financements s'élevant à 1 377 millions, ceux dans les zones 2 et 5b atteignant 759 millions.

Les infrastructures bénéficient de 86% des interventions de la BEI : 1 221 millions pour les transports, 539 millions pour les télécommunications, 390 millions pour l'eau, 314 millions pour l'énergie et 166 millions pour des aménagements forestiers et des infrastructures diverses.

Dans les **transports**, les prêts concernent en premier lieu des réseaux autoroutiers (821 millions) sur l'ensemble du territoire et no-

tamment sur l'axe Lisbonne-Valladolid *, ainsi qu'au Pays basque, en Galice, en Catalogne. La modernisation du réseau ferré de banlieue des neuf plus grandes villes du pays et l'extension des métros de Valencia et de Bilbao ont été soutenues à hauteur de 372 millions. Des concours d'un montant de 28 millions permettront la poursuite de la modernisation des aéroports de Palma de Majorque, Barcelone et Malaga.

La BEI a poursuivi le cofinancement de l'amélioration du **réseau téléphonique** (539 millions).

Une attention accrue a été portée aux projets portant sur le traitement des **déchets urbains** solides et liquides avec la construction d'incinérateurs à Majorque et à Madrid ainsi que sur l'extension des réseaux de collecte et de traitement des **eaux usées** en

ESPAGNE

Prêts signés : 2 818 millions
1994 : 3 011 millions
Prêts individuels : 2 652 millions
Prêts globaux : 166 millions
Crédits sur prêts globaux : 241 millions

ESPAGNE (suite)

Catalogne, en Andalousie et dans la province de Valencia (294 millions).

Divers autres projets ont été financés : des aménagements d'aires industrielles, de la voirie, de l'assainissement en Aragon, des opérations de reboisement et des équipements de lutte contre les feux de forêts en Andalousie et 68 aménagements de petite et moyenne dimension (59 millions sur prêts globaux)



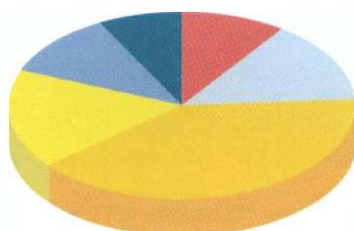
Des projets d'infrastructure en Galice et en Estrémadure, de reboisement en Andalousie, des prêts globaux en faveur de la protection de l'environnement et des aménagements ferroviaires ont bénéficié de bonifications d'intérêt tandis que des travaux de rénovation urbaine à Gandia et Vigo ainsi qu'un réseau de surveillance environnementale des côtes faisaient l'objet de subventions.

Dans le secteur de l'énergie, un prêt (224 millions) a été accordé pour le financement de la partie espagnole Tarifa-Cordoba-frontière portugaise du gazoduc Maghreb-Europe * destiné à alimenter l'Espagne et le Portugal en gaz naturel algérien. Ce prêt complète celui signé en faveur de la section traversant le Maroc (voir page 49). En outre, la BEI a soutenu la poursuite de la distribution d'électricité en Catalogne et en Navarre ainsi que l'interconnexion du réseau de transport d'électricité avec le Portugal *.

Enfin, dans l'industrie, la BEI a financé des équipements d'hydrodésulfuration dans des raffineries à Tenerife, Cadix et Huelva, tandis que 1 136 crédits (181 millions) étaient accordés en faveur de petites et moyennes entreprises.

ESPAGNE : 10 ANS D'ACTIVITÉ

Répartition sectorielle :
1986 - 1995



Depuis l'adhésion de l'Espagne en 1986, 3 000 milliards de pesetas, soit environ 20 milliards d'euros, ont été accordés pour soutenir des investissements totalisant environ 8 500 milliards de pesetas (60 milliards d'euros). Les quatre cinquièmes de ces financements portent sur des projets localisés dans les zones bénéficiant des interventions des fonds structurels communautaires, du Fonds de cohésion et du Mécanisme financier de l'Espace économique européen (EEE).

Les concours dans l'industrie et les services ont porté sur d'importants projets de construction aéronautique et surtout automobile, le plus souvent réalisés en coopération avec des entreprises d'autres pays européens. Ils ont facilité la modernisation et la transformation de nombreuses raffineries pour la production de produits légers et leur mise en conformité aux normes environnementales; enfin, ils ont soutenu les investissements d'entreprises de plus petite dimension soit directement (usines de matériel de télécommunication, d'appareils électroménagers, de produits pharmaceutiques, de papier), soit par l'intermédiaire de prêts globaux. Dans ce cadre, près de 5 000 petites et moyennes entreprises ont été financées principalement dans les secteurs des produits alimentaires, des ouvrages en métaux et mécanique, mais aussi du tourisme et des services aux entreprises.

Ces importants investissements dans les secteurs productifs ont été soutenus par la modernisation des infrastructures de base, notamment par le financement de nombreux projets dans le domaine des transports, dont la liaison à grande vitesse Madrid - Séville et les transports collectifs de Madrid, Barcelone, Valence et Bilbao, ainsi que des installations portuaires et le renouvellement de flottes aériennes. La BEI a également participé au financement de la modernisation et de l'extension des télécommunications y compris par satellites, au développement des réseaux d'approvisionnement en gaz et à ceux de transport/distribution d'électricité. Enfin, l'approvisionnement en eau potable, la collecte et le traitement des eaux usées ont fait l'objet de prêts à travers le pays et dans les îles.

Les financements accordés en France concernent pour plus des deux tiers des zones de développement régional (1 440 millions), essentiellement les zones 2 et 5b des Fonds structurels. Ils concernent principalement le secteur des **transports**, contribuant tant aux dessertes régionales qu'aux grandes liaisons d'intérêt communautaire : 833 millions dont 160 millions de crédits sur prêts globaux.

Dans le domaine ferroviaire, la BEI a cofinancé le prolongement de la ligne grande vitesse Paris - Lyon - Valence, d'une part vers Marseille et d'autre part vers Nîmes et, à plus long terme, l'Espagne (149 millions).

La BEI a, par ailleurs, contribué à la poursuite de diverses sections d'itinéraires autoroutiers européens. Plusieurs sont localisés dans la zone alpine : doublement du tunnel de Chamoise (A40), autoroute de la Maurienne (A43) reliant le tunnel du Fréjus au réseau autoroutier national et nouvelle section de l'A51 entre Grenoble et Aix-en-Provence. Elle a également poursuivi ses financements pour la réalisation de l'A39 entre Dôle et Bourg-en-Bresse et, dans la partie nord du pays, des sections l'Isle Adam - Amiens - Boulogne de l'A16 et Le Havre - Yvetot - Saint-Saens de l'A29.

La BEI a aussi accordé des prêts pour des travaux d'amélioration sur le réseau routier de la Guadeloupe et la liaison entre les Hautes-Pyrénées et l'Espagne, tandis que quelque 150 petits aménagements routiers étaient financés sur prêts globaux. L'extension de l'aéroport de Bordeaux et le renouvellement partiel de la flotte de desserte aérienne intérieure ont également été financés.

La BEI a poursuivi son soutien à l'amélioration de l'**environnement et du cadre de vie urbain** (335 millions). Elle a ainsi financé

l'amélioration de la circulation et du stationnement dans l'agglomération lyonnaise, le traitement des eaux usées de Belfort et des déchets solides urbains de Nantes et de Cergy-Pontoise, ainsi que plus de 1 000 petits investissements d'approvisionnement en eau potable et de collecte ou de traitement des eaux usées.

Dans l'**industrie et les services**, des prêts individuels (346 millions) ont été accordés pour des investissements dans l'automobile, production de moteurs en commun pour deux firmes et mise au point d'une nouvelle boîte automatique dans des usines du Pas-de-Calais, dans l'aéronautique, modernisation des procédés de fabrication de moteurs, ainsi que pour la modernisation de sites de fabrication de spécialités pharmaceutiques. Une part importante de ces concours porte sur des équipements contribuant à la protection de l'environnement. En outre, 6 183 investissements de petite ou moyenne dimension, dont la moitié dans le secteur des services, ont bénéficié de 581 millions de crédits sur prêts globaux.

Durant les cinq dernières années, les infrastructures de transport ont bénéficié de plus de 5 milliards d'écus. Certains projets sont d'ampleur européenne, comme le Tunnel sous la Manche et le réseau autoroutier s'y raccordant, les autoroutes alpines, les lignes de TGV Nord et Méditerranée. D'autres ont une importance régionale, voire locale, comme la construction de tramways pour les villes de Nantes, Saint-Etienne ou Strasbourg et de très nombreux aménagements ponctuels. C'est ainsi que plus de 1 100 investissements de petite dimension, réalisés par les collectivités locales ont été financés. Ils concernent des travaux routiers, de voirie urbaine, mais aussi de petites installations portuaires et aéroportuaires.

FRANCE

Prêts signés : 2 206,7 millions

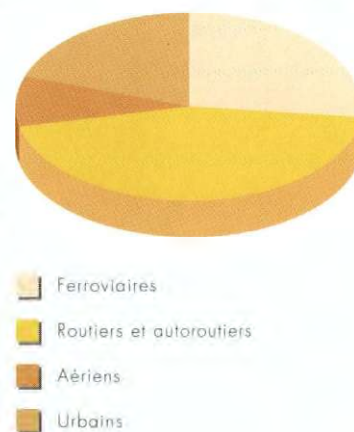
1994 : 2 477,4 millions

Prêts individuels : 1 177,8 millions

Prêts globaux : 1 028,9 millions

Crédits sur prêts globaux : 920,6 millions

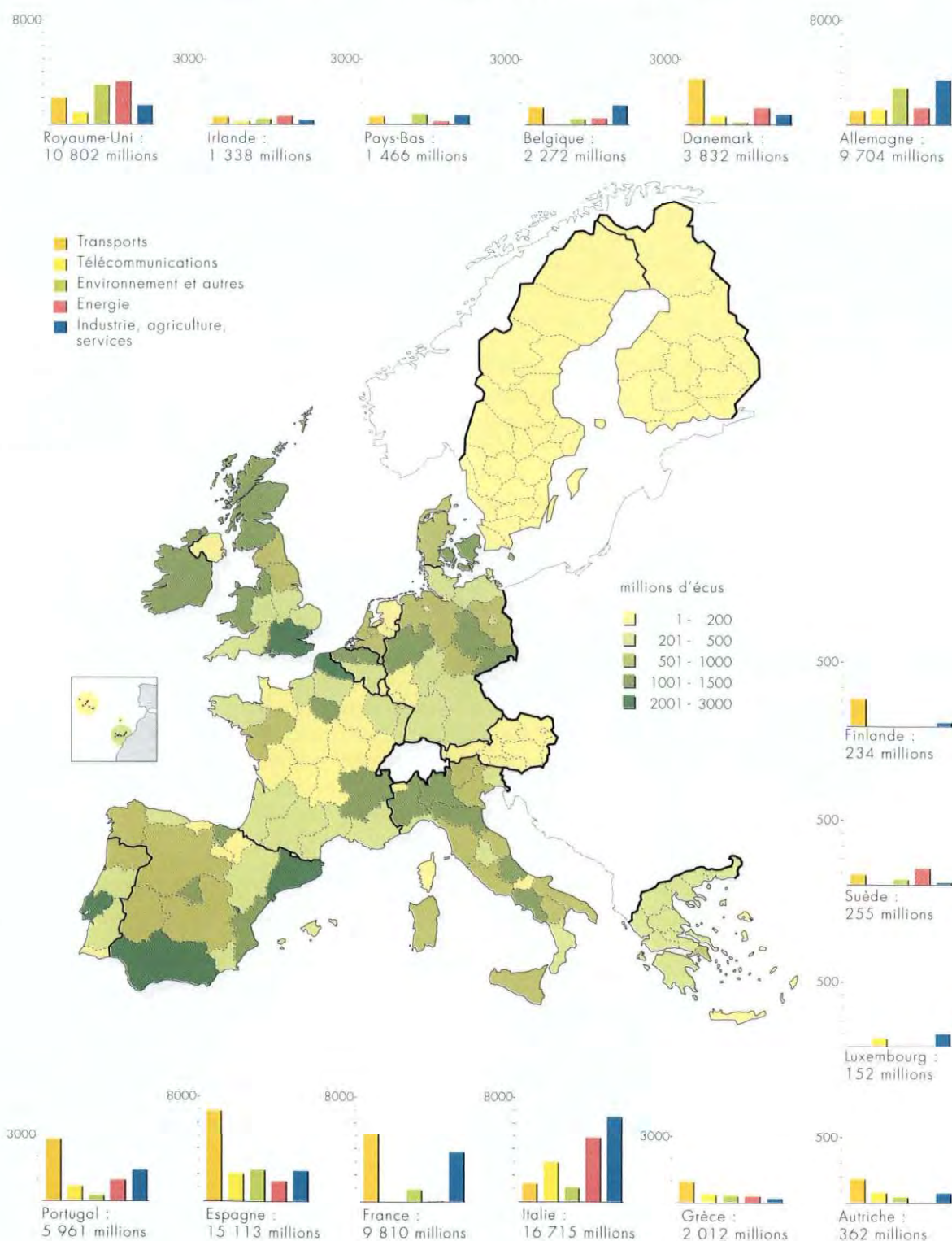
France : secteur des transports
1991 - 1995 : 5 138 millions



FINANCEMENTS DANS L'UNION EUROPÉENNE

1991 - 1995

Répartition régionale des financements et représentation graphique de la répartition sectorielle des interventions dans chaque pays (tableau H page 110)



Les concours en Irlande, pays entièrement éligible à l'action des Fonds structurels au titre de l'objectif 1, portent en majeure partie sur l'amélioration des infrastructures de transport (83 millions).

La BEL a poursuivi son soutien à l'aménagement du réseau routier national, à la modernisation du matériel roulant sur la ligne de chemins de fer Dublin-Belfast * reliant les deux principales villes du sud et du nord de l'île et contribuant à leur rapprochement, ainsi qu'à la modernisation de l'aéroport de Dublin. Les autres concours portent sur une nouvelle phase du programme de reboise-

ment (31 millions) de même que sur la modernisation et l'extension de plusieurs instituts de formation technique supérieure (20 millions). Enfin, 141 petites et moyennes entreprises ont bénéficié de 32 millions sur prêts globaux.

Cette action en faveur des PME pourra se poursuivre durant les prochaines années grâce à la signature, pendant l'année 1995, d'un montant de prêts globaux particulièrement important : 194 millions. Ils sont plus précisément destinés à répondre à la demande des petites entreprises de l'industrie et du tourisme.

En Italie, les financements en faveur du développement régional se sont élevés à 2 459 millions, représentant 76% de l'activité. Dans les régions éligibles à l'objectif 1 des Fonds structurels, ils se montent à 1 060 millions, dont 959 millions de prêts individuels. Dans celles éligibles aux objectifs 2 et 5b, ils ont atteint 1 127 millions. S'ajoutent à cela des projets de réseaux principalement de télécommunication, couvrant l'ensemble du pays.

Les concours pour des infrastructures s'élèvent à 1 887 millions et constituent les quatre cinquièmes du total des prêts individuels.

Le secteur des **communications** en représente la part la plus importante avec 1 187 millions : 940 millions pour les transports et 247 millions en faveur du développement des réseaux interurbains de télécommunications et des capacités de commutation.

En ce qui concerne les transports, les prêts, en forte reprise, portent en premier lieu sur des réseaux prioritaires, ou sur des compléments directs de ces projets, modernisation de l'axe ferroviaire du Brenner *, autoroute des lacs améliorant l'accès à l'aéroport international de Malpensa *. Ils ont aussi soutenu la modernisation des chemins de fer en Campanie et dans les Abruzzes et l'extension du centre d'échanges intermodaux de Bologne.

Dans le secteur de **l'énergie**, les prêts (568 millions) couvrent une large gamme d'investissements : exploitation de gisements d'hydrocarbures, réseaux de transport/distribution de gaz naturel et en particulier doublement du gazoduc acheminant le gaz algérien, développement du potentiel hydro-électrique en Piémont et en Lombardie, réseaux de chauffage urbain. Quelque 40 petits ouvrages, essentiellement de distribution de gaz naturel, ont par ailleurs bénéficié de 56 millions de crédits.

Des **aménagements urbains** à Ferrare et des ouvrages de collecte et de traitement des **eaux usées** en Campanie et en Lombardie ont également bénéficié de concours, ainsi que des interventions en faveur du patrimoine artistique et culturel. On peut noter que les améliorations du réseau ferré en Campanie contribueront notablement à une meilleure desserte de l'agglomération napolitaine.

Les prêts individuels à **l'industrie et aux services** (457 millions) portent sur des investissements dans la chimie et la pétrochimie, les fibres optiques, l'électroménager, le papier, l'industrie du bois et du verre, le textile et, enfin, les produits alimentaires avec la reconstruction d'une fabrique de confiserie à Alba endommagée par les inondations de 1994 dans le Piémont.

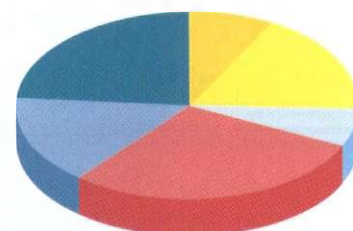
IRLANDE

Prêts signés : 327,3 millions
1994 : 291,1 millions
Prêts individuels : 133,4 millions
Prêts globaux : 193,9 millions
Crédits sur prêts globaux : 32,1 millions

ITALIE

Prêts signés : 3 434,9 millions
1994 : 3 099,5 millions
Prêts individuels : 2 271,0 millions
Prêts globaux : 1 163,9 millions
Crédits sur prêts globaux : 978,1 millions

Italie : 1991 - 1995
16 714 millions



- Transport
- Télécommunication
- Eau et divers
- Energie
- Industrie, services
- PME

ITALIE (suite)

En outre, 906 millions de crédits sur prêts globaux ont soutenu 1 169 petites et moyennes entreprises.

De 1991 à 1995, la BEI a accordé quelque 17 milliards de financements en Italie. Envi-

ron 40% d'entre eux ont soutenu de nombreux investissements dans les différents secteurs de l'industrie et des services. Les projets de transport et surtout de télécommunication ont bénéficié de 32% du total et ceux du secteur de l'énergie de 28%.

LUXEMBOURG

Prêt signé : 78,8 millions

1994 : 5 millions

Prêt individuel : 78,8 millions

Crédits sur prêts globaux : 2,1 millions

Un prêt de 79 millions a été signé pour la construction, sur le site sidérurgique de Esch-Belval, d'un four à arc électrique produisant, à partir de ferrailles, des produits longs, avec une meilleure efficacité énergé-

tique et une réduction des émissions. En outre, 2 millions de crédits ont été affectés en faveur de petites entreprises créatrices d'emplois des secteurs de la mécanique et des composants automobiles.

PAYS-BAS

Prêts signés : 318,9 millions

1994 : 399,5 millions

Prêts individuels : 318,9 millions

Crédits sur prêts globaux : 136,8 millions

Les prêts individuels signés portent pour la quasi totalité sur le financement d'infrastructures de **transport** d'intérêt européen (312 millions).

La construction d'un nouveau terminal pour conteneurs dans le port de Rotterdam et l'achat de super cargos rouliers assurant la liaison Hull-Rotterdam*, élément de la liaison Irlande - Royaume-Uni - Benelux ont bénéficié de 192 millions.

Les autres prêts portent sur l'extension des installations de contrôle à l'aéroport de Schiphol-Amsterdam, qui permettra une gestion plus fluide et plus sûre du trafic aé-

rien particulièrement intense, et sur le percement d'un nouveau tunnel autoroutier sous le Noordzeekanaal. Ce projet contribuera à la réduction des embouteillages à Amsterdam et renforcera la capacité des liaisons routières entre le nord des Pays-Bas et le réseau européen d'autoroutes.

La BEI a également financé la construction d'une usine d'incinération de **déchets ménagers** près de Nimègue, dans le Gelderland.

Enfin, 276 petites et moyennes entreprises de **l'industrie** et des services ont bénéficié de 137 millions de crédits sur prêts globaux.



AUTRICHE

Prêts signés : 241,9 millions

1994 : 89,5 millions

Prêts individuels : 199,2 millions

Prêts globaux : 42,7 millions

Crédits sur prêts globaux : 16,2 millions

En 1995, la BEI est intervenue pour la première année en Autriche en tant que pays membre de l'Union européenne. Ses financements ont concerné l'aménagement de la **ligne ferroviaire** principale reliant Vienne à Tarvisio, à la frontière italienne, (107 millions) et des travaux d'assainissement des **eaux usées** de l'agglomération viennoise (39 millions) afin de réduire les effluents se déversant dans le Danube.

Dans le secteur de **l'industrie**, un prêt de 53 millions soutiendra la construction d'un nouveau moteur automobile dans une usine d'automobiles à Steyr, zone bénéficiant d'aides au développement régional.

En outre, 33 investissements de petite ou moyenne dimension dans l'industrie et les services ont bénéficié de 16 millions de crédits sur prêts globaux.

Au Portugal, pays entièrement éligible aux interventions des Fonds structurels communautaires au titre de l'objectif 1 et à celles du Fonds de cohésion, les financements de la Banque concernent presque exclusivement le renforcement des infrastructures et en premier lieu les **transports**. Ceux-ci s'élèvent à 993 millions et représentent 81% du total. Ils contribuent non seulement au développement régional, mais favorisent également les échanges avec les autres pays de l'Union européenne. La BEI a ainsi financé l'amélioration de nombreux tronçons de routes nationales ou régionales, dont diverses sections de l'axe Valladolid - Lisbonne *.

Plusieurs prêts concernent l'agglomération de Lisbonne : construction d'une ligne ferroviaire de banlieue entre la rive nord et la rive sud de l'estuaire du Tage, second pont sur le Tage, en amont de la ville, aménagements urbains en vue de la préparation du site de l'exposition mondiale de 1998, poursuite de l'extension du métro. Cette nouvelle ligne, qui fera la liaison avec le site de l'exposition, comporte la mise en place à Cais do Sodré d'une gare permettant aux voyageurs de passer aisément d'un mode de transport (train, métro, bus) à un autre. La modernisation de la ligne ferroviaire du Douro et des aménagements de voies

PORTUGAL

Prêts signés : 1 231,6 millions
 1994 : 1 109,7 millions
 Prêts individuels : 1 193,3 millions
 Prêts globaux : 38,3 millions
 Crédits sur prêts globaux : 59,6 millions

Les prêts accordés au Portugal depuis son adhésion s'élèvent à 1 600 milliards d'escudos (9 milliards d'euros). Ils ont soutenu des investissements d'un montant de quelque 4 000 milliards d'escudos (22 milliards d'euros) représentant une part élevée de l'investissement total réalisé dans le pays, de l'ordre de 20% de la FBCF, au cours des cinq dernières années. Les projets financés depuis 1989 ont, pour moitié d'entre eux, bénéficié de subventions des fonds structurels communautaires, ainsi que, ces dernières années, du Fonds de cohésion et du Mécanisme financier de l'Espace économique européen.

Environ les trois quarts des concours portent sur le renforcement des infrastructures de base essentielles pour le développement du pays. Au premier rang figure le financement des réseaux autoroutiers et routiers tant sur les axes prioritaires desservant Lisbonne et Porto et assurant les liaisons vers l'Espagne puis la France, que sur l'ensemble du réseau national ou secondaire. Les liaisons principales du réseau ferré ont également été financées à plusieurs reprises.

L'agglomération de Lisbonne concentre près du tiers des concours en raison de son développement économique et urbain rapide. La BEI y finance l'extension du métro, la construction d'un second pont sur le Tage, des rocade autoroutières et soutient un important programme d'aménagement de la zone en amont du fleuve qui accueillera l'Exposition de 1998.

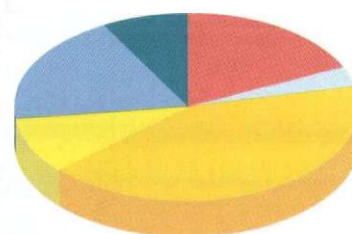
Par ailleurs, des concours divers ont contribué à améliorer les équipements portuaires et aéroportuaires, assurant notamment les liaisons avec l'archipel des Açores et Madère, ainsi que les réseaux de télécommunications.

Dans le domaine de l'énergie, les prêts ont concerné la production, le transport et la distribution d'électricité ainsi que l'introduction du gaz naturel dans plusieurs régions.

Dans l'industrie et les services, la BEI a cofinancé d'importants projets du secteur automobile et la mise en valeur d'une mine de cuivre, ainsi que de nombreuses entreprises de petite ou moyenne dimension. Celles-ci sont souvent liées aux ressources forestières pour la production de bois, de liège ou de papier, portent sur des produits de grande consommation ou visent à doter le pays d'équipements hôteliers dans la capitale, sur la côte d'Algarve et le long des autoroutes. Les PME représentent la majeure partie des 2 260 entreprises financées.

PORTUGAL : 10 ANS D'ACTIVITÉ

Répartition sectorielle :
1986 - 1995



PORTUGAL (suite)

urbaines à Porto, ont également bénéficié de financements.

La BEI a, par ailleurs, participé à l'effort de la reconstruction, sur l'île de Madère, des infrastructures et habitations endommagées par le cyclone d'octobre 1993, en accordant un prêt de 21 millions qui a bénéficié de bonifications d'intérêt sur ressources du budget communautaire.

Dans le secteur de l'énergie (121 millions) les concours portent sur la mise en place, en

liaison avec le gazoduc Maghreb - Europe, de réseaux de transport et de distribution de gaz naturel dans la partie occidentale * ainsi que dans le centre et le sud. De petits projets énergétiques ont fait par ailleurs l'objet de 13 millions de crédits

Dans l'industrie et les services, un prêt individuel de 7 millions soutiendra la construction d'hôtels le long du réseau autoroutier, et 123 PME ont bénéficié de 46 millions de crédits.

FINLANDE

Prêts signés : 179,1 millions

1994 : 60,2 millions

Prêts individuels : 163,5 millions

Prêts globaux : 15,7 millions

Crédits sur prêts globaux : 10,5 millions

Au cours de la première année d'appartenance de la Finlande à l'Union européenne, les financements d'infrastructures (149 millions) ont concerné deux projets faisant partie du triangle nordique : l'amélioration des sections de l'autoroute E18 reliant Stavanger, en Norvège, à Saint-Petersbourg, en Russie, via Oslo, Stockholm et Helsinki *, et la modernisation de tronçons de l'axe ferroviaire sud, Turku - Helsinki - frontière russe *.

Dans l'industrie, les concours (25 millions) concernent le financement d'investissements pour la protection de l'environnement et les économies d'énergie dans une aciérie à Imatra, dans le sud-est du pays, ainsi que 46 projets de petite dimension financés sur prêts globaux.

SUÈDE

Prêts signés : 273,1 millions

1994 : 15,3 millions

Prêts individuels : 225,4 millions

Prêts globaux : 47,7 millions

Crédits sur prêts globaux : 14,8 millions

Les projets financés en Suède, nouvel Etat membre, intéressent en totalité des infrastructures.

Dans le secteur de l'énergie (111 millions), la BEI a financé, d'une part, la poursuite de l'installation, à travers la Baltique, d'un câble permettant des échanges d'électricité avec l'Allemagne et, d'autre part, la valorisation du potentiel hydroélectrique par la construction d'une nouvelle centrale et la modernisation de cinq autres dans le nord du pays.

Dans le domaine des transports (76 millions), la partie suédoise du projet de cons-

truction du lien fixe entre le Danemark et la Suède à travers l'Öresund *, a bénéficié d'un prêt de 69 millions. La Banque a également contribué à la modernisation d'une partie de la ligne de chemins de fer desservant la côte est.

Enfin, 39 millions ont été accordés pour les stations de traitement des eaux usées de Stockholm et de Göteborg.

Les prêts globaux signés en 1995 ont donné lieu à 48 premiers crédits en faveur d'initiatives de petite ou moyenne dimension (15 millions).

Les prêts individuels au Royaume-Uni concernent pour la quasi-totalité des infrastructures dans les domaines de l'énergie, de la gestion des eaux et des transports (1 589 millions).

Dans le secteur de l'énergie (636 millions), des prêts portent d'une part, sur la mise en valeur de gisements d'hydrocarbures dans le secteur britannique de la Mer du Nord, et d'autre part, sur la production, le transport et la distribution d'électricité. Dans le cadre de mesures destinées à réduire les émissions polluantes, la BEI a également financé l'installation d'équipements de désulfuration dans la centrale électrique au charbon de Drax, la plus grande d'Europe.

Des concours s'élevant à 564 millions financeront des travaux d'approvisionnement et d'assainissement des eaux usées dans le North-East, le North-West, l'East Anglia, l'Essex et le Pays de Galles.

Au total quelque 2,4 milliards d'écus ont été accordés, au cours des cinq dernières années, en faveur de nombreux investissements : réseaux d'adduction, d'eau potable, aménagements de collecte et de traitement

des eaux usées, ouvrages de protection du littoral et d'amélioration de la qualité des eaux de baignade.

Dans le secteur des transports (389 millions), les prêts ont concerné la construction d'une ligne de métro léger entre Wolverhampton et Birmingham, la poursuite de la construction du second pont autoroutier sur l'estuaire de la Severn, l'amélioration du réseau de transport routier et ferroviaire dans le North-West et la modernisation de sections du réseau ferroviaire dans le West-Yorkshire. Ils ont également porté sur la poursuite de la modernisation de la flotte aérienne et sur l'acquisition de cargos rouliers assurant la liaison Hull - Rotterdam *.

Les concours à l'industrie (330 millions) ont pris la forme, d'une part, de prêts individuels pour des ateliers de maintenance d'avions à l'aéroport de Cardiff, des unités de production de systèmes optiques avancés et la fabrication de systèmes électroniques en Ecosse, et d'autre part, de crédits sur prêts globaux en faveur de 794 investissements dans des entreprises de petite ou moyenne dimension.

ROYAUME-UNI

Prêts signés : 2 243,9 millions

1994 : 2 454,7 millions

Prêts individuels : 1 670,4 millions

Prêts globaux : 573,5 millions

Crédits sur prêts globaux : 248,8 millions



En dehors du territoire des Etats membres, la BEI a accordé, au titre de l'article 18, des prêts dans deux pays de l'AELE.

En Norvège 289 millions ont été prêtés pour la remise en état et l'extension du complexe pétrolier et gazier Ekofisk, dont la mise en exploitation avait été financée par la Banque dès 1974 en raison de son intérêt pour l'approvisionnement en énergie de l'Union européenne, et pour le remplacement de conduites forcées dans des centrales hydro-électriques.

En Islande, l'amélioration d'infrastructures routières, en particulier autour de Reykjavik et de son aéroport, point de contact du pays avec l'Union européenne, a bénéficié d'un prêt de 40 millions.

En outre, la BEI a poursuivi le financement du gazoduc Maghreb - Europe *, acheminant le gaz naturel algérien vers l'Espagne à travers le Maroc et le détroit de Gibraltar (190 millions). Ce projet a également bénéficié d'une intervention pour le financement de sa partie espagnole.

ZONE BALTIQUE :
UNE ACTION CONVERGENTE
POUR L'ENVIRONNEMENT...



La zone Baltique revêt une importance croissante pour l'Union européenne et ses pays partenaires. En dehors de la Russie, tous les pays riverains sont soit membres de l'Union (Allemagne, Danemark, Suède, Finlande), soit signataires d'accords européens (Pologne, Lituanie, Lettonie, Estonie). Les investissements, financés par la Banque dans cette zone, répondent principalement aux priorités suivantes :

- arrêter voire renverser la dégradation de l'environnement de la mer Baltique et des régions industrialisées limitrophes,
- soutenir dans ces pays, comme dans l'ensemble des pays d'Europe centrale et orientale, le respect des normes environnementales communautaires, notamment dans la perspective de leur adhésion,
- renforcer les communications intérieures comme avec le reste de l'Union.

Compte tenu de leur ampleur, les problèmes environnementaux doivent être considérés au niveau régional. C'est pourquoi, depuis 1992, la BEI participe activement au "Baltic Sea Joint Comprehensive Action Programme". Dans ce contexte, elle a approuvé le financement des installations de traitement des eaux usées à Varsovie et à Stockholm ainsi que dans de nombreuses villes et régions du nord de l'Allemagne, notamment à Greifswald, Schwerin, Kiel et Lübeck. Antérieurement, la BEI avait, en coopération avec la Commission européenne, supervisé l'exécution d'études définissant des programmes d'investissement pour le bassin de l'Elbe et pour celui de l'Oder qui couvre près du tiers de la Pologne ainsi que certaines régions d'Allemagne et de la République tchèque.

En outre, des prêts globaux destinés spécifiquement à financer des mesures de protection de l'environnement ont déjà été mis en place en Suède, en Finlande, en Pologne et en Lettonie. A cela s'ajoutent la remise en état du réseau de chauffage urbain à Pärnu en Estonie et les mesures de protection de l'environnement dans le complexe sidérurgique d'Imatra situé sur la Baltique dans le sud-est de la Finlande.

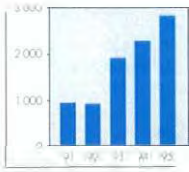
Une part importante des actions au titre de la coopération trans-frontalière dans les Etats baltes et la région côtière de la Pologne, démarrées en 1994, soutiendra les efforts de protection de l'environnement; en synergie avec le programme LIFE II (1996 - 1999) qui vise à renforcer les structures chargées de l'application de la politique de l'environnement et à réduire les diverses formes de pollution. En outre, dans les régions du pourtour de la mer Baltique éligibles à l'intervention des fonds structurels, des contributions de l'ordre de 5 300 millions sont programmées pour la période 1994 - 1999.

Les grands projets développés actuellement par les autorités de la région intéressent le développement portuaire, les télécommunications, le réseau d'électricité de la Baltique, les grands axes routiers transversaux tels la Via Baltica et la Via Hanseatica, ainsi que des sections de chemin de fer et d'autoroute.

D'ores et déjà, la Banque a soutenu des projets répondant à ces orientations, notamment, en Lituanie, l'extension et la modernisation de l'aéroport de Vilnius et du port de Kleipeda, et, en Estonie, le terminal portuaire de Muga. On peut ajouter plusieurs projets visant à faciliter les échanges d'énergie électrique par câble sous-marin à travers la Baltique, à améliorer la sécurité du trafic aérien dans la zone, ainsi que des interventions sur plusieurs parties des réseaux routiers et ferroviaires en Pologne et en Finlande, le long de la côte, prolongeant le "Triangle nordique".

... ET LES INFRASTRUCTURES
DE COMMUNICATION

LES FINANCEMENTS À L'EXTÉRIEUR DE L'UNION EUROPÉENNE



D'un montant total de 2 805 millions, les financements à l'extérieur de l'Union européenne portent sur 2 557 millions de prêts sur ressources propres et sur 248 millions d'opérations de capitaux à risques sur des ressources budgétaires communautaires ou des Etats membres. ♦ En Afrique, dans les Caraïbes et le Pacifique, les financements atteignent 430 millions (462 millions en 1994), dont 225 millions de capitaux à risques, sur ressources du Fonds européen de développement (FED). ♦ De premiers prêts ont en outre marqué le début des interventions en Afrique du Sud (45 millions). ♦ Dans les pays du Bassin méditerranéen, les concours s'élèvent à 1 038 millions (607 millions en 1994) dont 23 millions de capitaux à risques. ♦ Dans les pays d'Europe centrale et orientale, les prêts de la BEI totalisent 1 005 millions. ♦ Enfin, des prêts d'un montant total de 288 millions ont été accordés en Amérique latine et en Asie. ♦ La plupart des projets d'investissements financés ont fait l'objet de cofinancements avec des institutions financières bilatérales des pays membres, la Commission européenne, la Banque mondiale et d'autres institutions d'aide au développement; avec la BERD s'est intensifiée une coopération étroite visant à coordonner les activités de financement dans les pays d'Europe centrale et orientale.

En 1995, de premières opérations ont été soutenues en **Afrique du Sud** pour faciliter la transition démocratique et contribuer au financement du Programme de reconstruction et de développement. Des prêts globaux sur ressources propres, d'un montant total de

45 millions, ont été conclus pour financer des projets d'infrastructures de petite dimension, principalement pour la gestion des eaux (30 millions), et des investissements de petite ou moyenne dimension dans les secteurs productifs (15 millions).

Dans les **Etats ACP et PTOM**, l'exercice 1995 a été marqué par une consolidation de l'activité. Des contrats de financement ont été signés dans 29 pays ACP et pour la première fois en Haïti, ainsi que dans un PTOM, dans le cadre de la quatrième Convention de Lomé (205 millions de prêts sur ressources propres assortis de bonifications d'intérêt et 194 millions de capitaux à risques) et de la troisième (31 millions de capitaux à risques).

Dans la plupart des pays, les projets ont bénéficié de concours sur capitaux à risques, soit exclusivement dans 19 pays (178 millions), soit en combinaison avec des prêts sur ressources propres dans cinq pays (138 millions). Dans six pays, des projets ont été uniquement financés sur ressources propres (114 millions).

Sur le plan sectoriel, les infrastructures économiques de base bénéficient de plus du tiers des financements (291 millions). Les concours en faveur de l'énergie, production et transport d'électricité, exploitation d'hydrocarbures, se montent à 108 millions. Les projets d'adduction d'eau potable et d'assainissement des eaux usées totalisent 105 millions et ceux pour les infrastructures de communication 78 millions.

Les concours en faveur de l'industrie, l'agriculture, la pêche et les services se répartissent entre 68 millions financés par prêts individuels et 71 millions accordés sous forme de prêts globaux. Ceux-ci sont mis en œuvre avec des banques de développement nationales ou régionales et destinés au financement de petites et moyennes entreprises. Celles-ci ont fait l'objet, en 1995, de 38 crédits (23 millions).

AFRIQUE, CARAÏBES,
PACIFIQUE

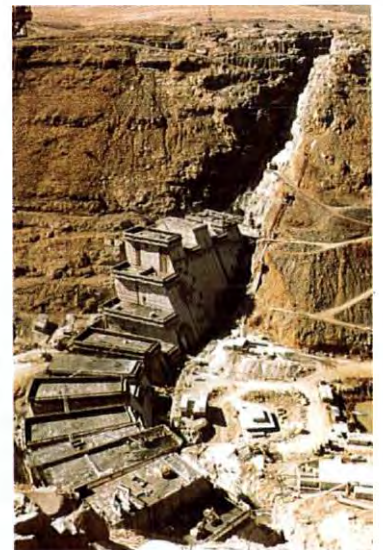


Tableau 12 : Conventions, protocoles financiers et décisions en vigueur ou négociés au 27 mars 1996

(millions d'écus)

| | | | Sur ressources budgétaires | | | |
|---|---|--------------------------------|---|--|--|--------|
| | Type d'accord | Période d'application expirant | Prêts sur ressources propres de la BEI ⁽¹⁾ | Opérations sur capitaux à risques ⁽²⁾ | Aides non remboursables ⁽³⁾ | Total |
| Etats ACP - PTOM | | | | | | |
| ACP PTOM | - 1er protocole financier | | | | | |
| | Convention de Lomé IV | 1996 | 1 200 | 825 | 9 975 ⁽⁴⁾ | 12 000 |
| ACP PTOM | Décision du Conseil | 1996 | 25 | 25 | 115 ⁽⁴⁾ | 165 |
| | - 2ème protocole financier | | | | | |
| ACP PTOM | Convention de Lomé IV | 2000 | 1 658 | 1 000 | 11 967 ⁽⁴⁾ | 14 625 |
| | Décision du Conseil | 2000 | 35 | 30 | 135 ⁽⁴⁾ | 200 |
| Afrique du Sud | Décision du Conseil | 1997 | 300 | — | — | 300 |
| Bassin méditerranéen ⁽⁵⁾ | | | | | | |
| Turquie | Action spéciale de coopération financière non encore en vigueur | 2000 | 750 | — | — | — |
| Algérie | 4ème protocole financier | 1996 | 280 | 18 | 52 | 350 |
| Maroc | " | " | 220 | 25 | 193 | 438 |
| Tunisie | " | " | 168 | 15 | 101 | 284 |
| Egypte | " | " | 310 | 16 | 242 | 568 |
| Jordanie | " | " | 80 | 2 | 44 | 126 |
| Liban | 4ème protocole financier | 1996 | 45 | 2 | 22 | 69 |
| Syrie | 3ème protocole financier | 1996 | 110 | 2 | 34 | 146 |
| " | 4ème protocole financier | 1996 | 115 | 2 | 41 | 158 |
| Israël | 4ème protocole financier | 1996 | 82 | — | — | 82 |
| Gaza et Cisjordanie ⁽⁶⁾ | Décision du Conseil | 1998 | 250 | — | 250 | 500 |
| Malte | 4ème protocole financier | 1998 | 30 | 2 | 13 | 45 |
| Chypre | 4ème protocole financier | 1998 | 50 | 2 | 22 | 74 |
| Volet horizontal Hors protocole | Décision du Conseil | 1996 | 1 800 | 25 | 205 ⁽⁷⁾ | 2 030 |
| Pays d'Europe centrale et orientale | | | | | | |
| Hongrie, Pologne, Rép. slovaque, Rép. tchèque, Bulgarie, Roumanie, Estonie, Lettonie, Lituanie, Albanie | Décision du Conseil | 1996 | 3 000 | — | — | 3 000 |
| Slovénie | Protocole financier | 1997 | 150 | — | 20 ⁽⁸⁾ | 170 |
| Pays d'Amérique latine et d'Asie | Décision du Conseil ⁽⁹⁾ | 1996 | 750 | — | — | 750 |

(1) Prêts bénéficiant de bonifications d'intérêt sur les ressources du Fonds européen de développement pour les projets dans les Etats ACP et les PTOM et sur celles du budget communautaire pour les projets dans certains pays du bassin méditerranéen. Les montants nécessaires pour les bonifications d'intérêt sont imputés sur les aides non remboursables.

(2) Accordées et gérées par la BEI.

(3) Accordées et gérées par la Commission européenne.

(4) Y compris les montants destinés aux bonifications d'intérêt sur prêts de la BEI.

(5) Les montants disponibles au titre des protocoles financiers précédents pourront

être utilisés simultanément, qu'il s'agisse de la totalité des dotations prévues ou de reliquats.

(6) Le montant des prêts sur ressources propres sera imputé sur celui du volet Hors protocole.

(7) Dont environ 100 millions de bonifications d'intérêt pour des prêts de la BEI dans le secteur de l'environnement.

(8) Uniquement pour les bonifications d'intérêt pour les prêts de la BEI en faveur des projets de transport d'intérêt commun.

(9) Renouvellement en cours de négociation.

De 1991 à 1995, les montants prévus par le premier protocole de la Convention de Lomé IV ont été largement engagés : 878 millions sur les 1 225 millions prévus sur ressources propres et 686 millions sur les 850 prévus sur capitaux à risques.

Les prêts concernent les infrastructures de base nécessaires au développement économique : systèmes d'adduction d'eau potable et de collecte et traitement des eaux usées (184 millions), équipements de production et de transport/distribution d'électricité, ainsi que développement de ressources

pétrolières (505 millions), infrastructures de communication, notamment lignes de chemins de fer et aéroports (178 millions).

Le secteur industriel a bénéficié d'importants concours : 306 millions de prêts individuels pour des projets de mise en valeur des ressources minières, de transformation de produits alimentaires, de tanneries, mais aussi de construction d'hôtels et 14 millions de crédits en faveur de quelque 430 petites entreprises au travers de prêts globaux conclus avec des instituts financiers locaux.

En AFRIQUE, les financements ont concerné dix-huit pays pour un montant de 312 millions (138 millions sur ressources propres et 174 millions de capitaux à risques).

En 1995, dans les pays ACP, signataires de la **Convention de Lomé**, on peut noter la poursuite d'une activité soutenue en Afrique australe, le développement des financements en Afrique occidentale et la reprise en Afrique centrale où la BEI n'était pas intervenue depuis plusieurs années.

Les financements en **Afrique australe** se sont élevés à 125 millions, dont 31 millions sur capitaux à risques. Ils portent sur des projets de gestion des eaux au **Botswana** et à l'**Île Maurice**, sur la réhabilitation d'une centrale hydroélectrique au **Zimbabwe**, sur la modernisation du réseau téléphonique en **Namibie**, et sur des aménagements portuaires à Port-Louis (Maurice). Plusieurs projets des secteurs productifs ont également fait l'objet de concours : traitement de noix de cajou au **Mozambique** et ferme-élevage de crevettes à **Madagascar**, tannerie en Namibie et filature de coton en **Zambie**, où des prêts globaux ont également été conclus, de même qu'au **Swaziland**.

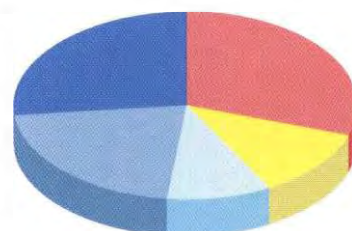
En **Afrique occidentale**, les concours atteignent 114 millions, dont 78 millions sur capitaux à risques. Deux projets régionaux ont été signés associant deux pays voisins; ils

concernent la réhabilitation de la ligne de chemins de fer entre Abidjan, en **Côte d'Ivoire**, et Kaya, au **Burkina Faso**, ainsi que l'interconnexion électrique entre ces deux pays (26 millions au total). Par ailleurs, des prêts ont été accordés, toujours en Côte d'Ivoire, pour le développement de gisements d'hydrocarbures ainsi que pour la modernisation d'unités de fabrication de cacao et de matières plastiques. Des financements ont été accordés pour des aménagements hydroélectriques en **Guinée**, la modernisation du réseau d'alimentation en eau de Dakar et de plusieurs aéroports au **Sénégal**, le renforcement des télécommunications au Burkina Faso. Un prêt global a été accordé au **Ghana**.

En **Afrique orientale**, tous les concours (46 millions) ont été accordés sur capitaux à risques. La BEI a soutenu la modernisation des infrastructures aéroportuaires en **Ethiopie** (21 millions) et la réhabilitation d'hôtels situés dans des réserves d'animaux en **Tanzanie**. Deux prêts globaux ont été consentis en **Ouganda** et en **Tanzanie**.

En **Afrique centrale** (27 millions sur ressources propres et sur capitaux à risques), l'extension du réseau d'électricité de Douala, au **Cameroun**, a fait l'objet de concours ainsi qu'une fabrique de colle. La BEI est également intervenue à **São Tomé e Príncipe** pour la réhabilitation des installations de production et distribution d'électricité.

ACP : 1991 - 1995
1 763 millions



Dans les **CARAÏBES** (61 millions dont 28 millions sur capitaux à risques), les concours ont surtout bénéficié à la gestion des ressources en eau et des déchets aux **Bahamas**, à **Antigua**, à **Grenade** et en **Guyana**, ainsi qu'aux transports, avec l'extension d'un aéroport à **Saint-Kitts-et-Nevis** et l'agrandissement de la zone portuaire de Montego Bay à la **Jamaïque**. Des prêts globaux ont été signés en Guyana, en **République dominicaine** et à **Haiti**. Une ferme aquacole a bénéficié d'un financement au **Surinam**.

Dans le **PACIFIQUE** (54 millions dont 21 millions de capitaux à risques), un projet de mise en exploitation d'une mine d'or sur l'île de Lihir en **Papouasie Nouvelle Guinée** a fait l'objet de concours s'élevant à 46 millions dont 25 millions sur ressources propres. A **Fidji**, la BEI a financé la modernisation du réseau téléphonique et une étude de faisabilité d'un aménagement portuaire.

Enfin, dans les **PTOM**, deux prêts globaux (2,5 millions) permettront le financement de petites et moyennes entreprises dans les **Antilles néerlandaises**.

Tableau 13 : Financements à l'extérieur de l'Union européenne (1995)

(millions d'écus)

| | Total | Ressources propres | Capitaux à risques | Prêts individuels | | | | Prêts globaux |
|-------------------------------------|--------------|--------------------|--------------------|-------------------|----------------------------------|------------------|----------------------------------|---------------|
| | | | | Energie | Transports Télécommunications | Gestion des eaux | Industrie, Agriculture, Services | |
| Afrique, Caraïbes, Pacifique | 430 | 205 | 225 | 108 | 78 | 105 | 68 | 71 |
| Afrique | 312 | 138 | 174 | 108 | 68 | 71 | 21 | 44 |
| Caraïbes | 61 | 33 | 28 | — | 2 | 34 | 1 | 25 |
| Pacifique | 54 | 33 | 21 | — | 8 | — | 46 | — |
| PTOM | 3 | 1 | 2 | — | — | — | — | 3 |
| Afrique du Sud | 45 | 45 | — | — | — | — | — | 45 |
| Méditerranée | 1 038 | 1 015 | 23 | 149 | 210 | 258 | 296 | 125 |
| <i>dont hors protocole : 718</i> | | | | | | | | |
| Egypte | 220 | 296 | 290 | 6 | — | — | 296 | — |
| Maroc | 165 | 245 | 245 | — | 165 | 40 | — | 40 |
| Algérie | 100 | 100 | 100 | — | 100 | — | — | — |
| Turquie | 94 | 94 | 94 | — | 14 | 80 | — | — |
| Tunisie | 55 | 73 | 65 | 8 | 15 | 35 | — | 23 |
| Liban | 10 | 73 | 70 | 3 | — | 10 | 60 | 3 |
| Israël | 10 | 68 | 68 | — | — | 35 | — | 33 |
| Jordanie | 13 | 38 | 38 | — | 20 | 18 | — | — |
| Gaza | 26 | 26 | 20 | 6 | — | — | — | 26 |
| Malte | 15 | 15 | 15 | — | — | 15 | — | — |
| Chypre | 10 | 10 | 10 | — | — | 10 | — | — |
| Europe centrale et orientale | 1 005 | 1 005 | — | 290 | 400 | — | — | 315 |
| République tchèque | 260 | 260 | — | 200 | 60 | — | — | — |
| Hongrie | 200 | 200 | — | — | 50 | — | — | 150 |
| Roumanie | 175 | 175 | — | 60 | 115 | — | — | — |
| Pologne | 140 | 140 | — | — | 40 | — | — | 100 |
| République slovaque | 80 | 80 | — | 30 | — | — | — | 50 |
| Bulgarie | 60 | 60 | — | — | 60 | — | — | — |
| Albanie | 34 | 34 | — | — | 29 | — | — | 5 |
| Slovénie | 32 | 32 | — | — | 32 | — | — | — |
| Lituanie | 19 | 19 | — | — | 14 | — | — | 5 |
| Estonie | 5 | 5 | — | — | — | — | — | 5 |
| Amérique latine, Asie | 288 | 288 | — | 143 | 52 | 93 | — | — |
| Argentine | 76 | 76 | — | — | — | 76 | — | — |
| Chine | 55 | 55 | — | 55 | — | — | — | — |
| Indonésie | 46 | 46 | — | 46 | — | — | — | — |
| Pérou | 27 | 27 | — | — | 27 | — | — | — |
| Philippines | 25 | 25 | — | — | 25 | — | — | — |
| Pakistan | 24 | 24 | — | 24 | — | — | — | — |
| Thaïlande | 18 | 18 | — | 18 | — | — | — | — |
| Paraguay | 17 | 17 | — | — | — | 17 | — | — |
| Total | 2 805 | 2 557 | 248 | 689 | 740 | 456 | 364 | 556 |

Les prêts dans les **pays riverains de la Méditerranée** ont atteint 1 038 millions, dont 23 millions sur ressources budgétaires. Les prêts relèvent pour plus des deux tiers du volet horizontal Hors protocole (718 millions), pour des projets de coopération régionale et de protection de l'environnement, et pour 320 millions des protocoles en cours. Ces concours sont localisés dans onze pays. Ils concernent le renforcement des infrastructures à raison de 617 millions : transport (210 millions), gestion des ressources en eau, approvisionnement, assainissement et irrigation (258 millions), production, transport et distribution d'énergie (149 millions). Ils portent également sur trois projets des secteurs productifs (296 millions) et, au travers de 125 millions de prêts globaux, sur des investissements de petite dimension réalisés par des collectivités locales et des entreprises du secteur privé.

Compte tenu des engagements réalisés les années précédentes, les montants de la quatrième génération de protocoles financiers (1 380 millions) conclus, pour la période 1992 - 1996, avec les pays du Maghreb, du Machrek et Israël (voir tableau 12 page 46), sont, globalement, utilisés aux trois quarts ; les enveloppes prévues au titre des protocoles

les financiers avec le Maroc, la Tunisie, le Liban, la Jordanie et Israël sont utilisées en quasi totalité. Par ailleurs, les moyens au titre de la coopération financière dite "horizontale" (1 825 millions) étaient, fin 1995, utilisés à hauteur de 79%.

Avec 570 millions prêtés dans l'industrie durant les cinq dernières années, la BEI a contribué activement à l'essor économique des pays du Bassin méditerranéen. Le développement du secteur privé, notamment par un partenariat entre entrepreneurs locaux et européens, permettant l'apport de capitaux et surtout le transfert de savoir faire et de technologies, a été une des priorités de l'action de la BEI. Cela a concerné les investissements de grande envergure - financement d'usines de compresseurs pour réfrigérateurs, d'une imprimerie, d'usines de transformation d'aluminium ou d'acier, d'une raffinerie - et des concours pour l'aménagement de zones industrielles modernes. En outre, dans la quasi-totalité des pays du Bassin méditerranéen, des prêts globaux à des banques commerciales ou de développement locales ont soutenu le financement de centaines de petits investissements productifs de PME de l'industrie et du tourisme.

Maroc

Au Maroc, les concours, 245 millions, portent en majeure partie sur la construction de sections d'autoroutes, reliant la capitale Rabat à Fès et à Tanger, ce qui permettra une amélioration sensible des échanges entre le Maroc et l'Union européenne. La mise en place d'un nouveau réseau d'irrigation dans la plaine de Marrakech a également été financée. Deux prêts globaux aideront au financement, d'une part, de travaux routiers de moindre dimension réalisés par des collectivités locales, et, d'autre part, de petites et moyennes entreprises des secteurs productifs ; en 1995, quelque 40 entreprises ont bénéficié de crédits sur prêts globaux totalisant 8 millions.

Algérie

Un prêt de 100 millions a été accordé en Algérie, sur le volet Hors protocole, pour l'extension du complexe gazier de Rhourde Nouss, au sud d'Hassi Messaoud, en vue d'accroître et d'améliorer les performances des installations existantes. Le gaz produit alimente le gazoduc Maghreb - Espagne, réseau prioritaire d'énergie, financé à hauteur de 414 millions en 1995.

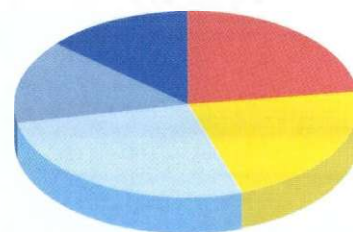
Tunisie

Les prêts en Tunisie (73 millions) concernent essentiellement le développement de l'agglomération de Tunis : amélioration de la voirie de la capitale, réhabilitation des ports de commerce de la Goulette-Radès et de

PAYS MEDITERRANÉENS

OCTOBRE 1996
2^{ème} FORUM BEI :
LA MÉDITERRANÉE
UN ESPACE POUR LE
PARTENARIAT

Méditerranée : 1991 - 1995
2 887 millions



- Energie
- Communications
- Gestion des eaux
- Industrie
- Prêts globaux

Bizerte, approvisionnement de la ville et de la centrale de Radès en gaz naturel à partir du gazoduc transméditerranéen Maghreb - Italie. Un prêt global a en outre été accordé pour des investissements contribuant à la protection de l'environnement dans des entreprises des secteurs productifs.

Egypte

En 1995, l'ensemble des financements en Egypte (296 millions, dont 6 millions sur capitaux à risques) portent sur des investissements industriels. Le principal d'entre eux, (220 millions sur le volet Hors protocole), consiste en la construction d'une raffinerie implantée dans la zone du port d'Alexandrie. Cette raffinerie assurera, à partir de ressources pétrolières égyptiennes, la fourniture de distillats de haute qualité aux marchés égyptien, israélien et du Proche-Orient. Le soutien apporté à ce projet, réalisé en co-entreprise égypto-israélienne, est caractéristique de la volonté de consolider le processus de paix en cours au Proche-Orient. Deux autres prêts contribuent à la modernisation d'une usine d'aluminium en Haute-Egypte et à l'achèvement des installations d'une fabrique de compresseurs pour réfrigérateurs, à proximité du Caire.

Liban

La BEI a poursuivi son aide à la reconstruction du Liban en accordant des prêts pour la remise en état des réseaux d'adduction d'eau potable ainsi que de collecte et de traitement des eaux usées dans le nord du pays (60 millions), mais aussi pour la reconstruction et la modernisation des installations de contrôle aérien (10 millions). Un prêt global de 3 millions sur capitaux à risques permettra le financement de petites et moyennes entreprises de l'industrie et des services.

Israël

En Israël, les prêts (68 millions) se répartissent entre 35 millions pour la construction, dans la partie ouest de Jérusalem, d'une station d'épuration biologique des eaux usées

et son raccordement au réseau d'assainissement et un prêt global de 33 millions pour le financement d'investissements de petite taille de l'industrie, du tourisme et des services.

Jordanie

Les concours en Jordanie (38 millions) concernent, d'une part, la modernisation des systèmes d'adduction d'eau ainsi que de collecte et de traitement des eaux usées dans le nord du pays et, d'autre part, le renforcement et l'extension du réseau de distribution d'électricité dans l'agglomération d'Amman. Les prêts globaux en cours ont donné lieu à 36 affectations de crédits en faveur de petites entreprises (10 millions).

Gaza-Cisjordanie

Dans le cadre de l'initiative menée par l'Union européenne à l'appui du processus de paix et de développement économique du Proche-Orient, la BEI a signé en octobre 1995 "l'Accord cadre de soutien" entre la Banque et l'Autorité palestinienne. Deux prêts globaux d'un montant total de 26 millions (dont 6 millions sur capitaux à risques) ont été signés fin 1995 pour le financement de nouveaux investissements dans les secteurs de l'industrie, de l'agro-industrie, du tourisme et des services. Ces financements s'inscrivent dans le cadre du montant de 250 millions d'écus décidé par le Conseil des gouverneurs en novembre 1994.

Malte

Un prêt de 15 millions, accordé Hors protocole, permettra la mise en conformité de l'archipel maltais avec les directives communautaires concernant les eaux usées et leur rejet en Méditerranée. Les travaux porteront sur la construction de deux stations d'épuration dans les îles de Malte et de Gozo.

Chypre

A Chypre, un prêt de 10 millions porte sur l'extension des installations d'assainissement de la ville de Limassol. Par ailleurs, seize crédits sur prêts globaux ont porté sur 4 millions.



Turquie

En Turquie, les prêts (94 millions), accordés dans le cadre du volet de coopération horizontale de la Politique Méditerranéenne Renouvelée, concernent des projets présentant un intérêt régional et environnemental. Deux d'entre eux contribuent à la gestion des eaux (80 millions), avec l'amélioration de la collecte et du traitement des eaux usées des villes d'Ankara et d'Antalya; un troisième

porte sur l'interconnexion des réseaux d'électricité de la Turquie et de la Syrie par la construction d'une ligne de transfert entre le barrage Atatürk, dans le sud de la Turquie, et Alep, dans le nord de la Syrie (14 millions). Ce projet fait partie d'un projet plus vaste, visant à mettre en place un réseau interconnecté sur tout le pourtour de la Méditerranée.

Les prêts en **Europe centrale et orientale**, d'un montant total de 1 005 millions, ont concerné dix pays dont, pour la première fois, l'Albanie.

Ces prêts s'inscrivent, pour 973 millions, dans le cadre de la décision du Conseil des gouverneurs de mai 1994, permettant à la BEI d'intervenir dans ces pays à concurrence d'un montant de 3 milliards, avec garantie communautaire, tandis que 32 millions ont été engagés en Slovanie au titre du protocole financier entré en vigueur en 1993.

Ils portent à raison d'un peu plus des deux tiers (690 millions) sur le renforcement des infrastructures de base nécessaires à la mise à niveau du développement économique de ces pays : transports (270 millions), télé-

communications (130 millions) et énergie (290 millions).

Plusieurs de ces investissements constituent le prolongement direct de réseaux trans-européens. C'est notamment le cas en Pologne, de la ligne de chemins de fer sur l'axe Berlin - Varsovie - Minsk - Moscou, de sections de routes en Albanie et, en République slovaque, de la conduite approvisionnant le réseau européen en gaz russe.

Par ailleurs, des prêts globaux ont été accordés dans six pays (315 millions) pour le financement d'entreprises du secteur public et privé, ainsi que pour des projets favorisant la protection de l'environnement et les économies d'énergie.

République tchèque

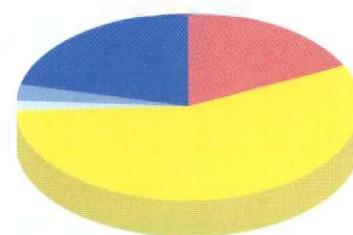
En République tchèque, les prêts (260 millions) ont concerné les secteurs de l'énergie (200 millions) et des transports (60 millions). La BEI contribue à un important programme visant à doter d'installations de lutte contre la pollution atmosphérique six des plus importantes centrales au lignite du pays, localisées à proximité des gisements en Bohême du nord. Dans le secteur des transports, l'amélioration du réseau de routes principales constitue une priorité pour le développement de l'économie.

Hongrie

Les prêts en Hongrie (200 millions) portent sur la poursuite de la modernisation et de l'extension du réseau téléphonique ainsi que sur un important prêt global (150 millions). Ce prêt, consenti à un groupe d'intermédiaires financiers, aidera au financement d'entreprises des secteurs productifs, d'équipements favorisant la protection de l'environnement et les économies d'énergie ainsi que d'infrastructures réalisées par les secteurs public et privé. Il contribuera à améliorer la compétitivité des entreprises hongroises et la qualité des infrastructures. De plus, onze crédits (24 millions) ont été affectés, notamment dans le secteur du tourisme et des produits alimentaires.

PAYS D'EUROPE CENTRALE ET ORIENTALE

PECO : 1991 - 1995
3 449 millions



- Énergie
- Communications
- Gestion des eaux
- Industrie
- Prêts globaux

Roumanie

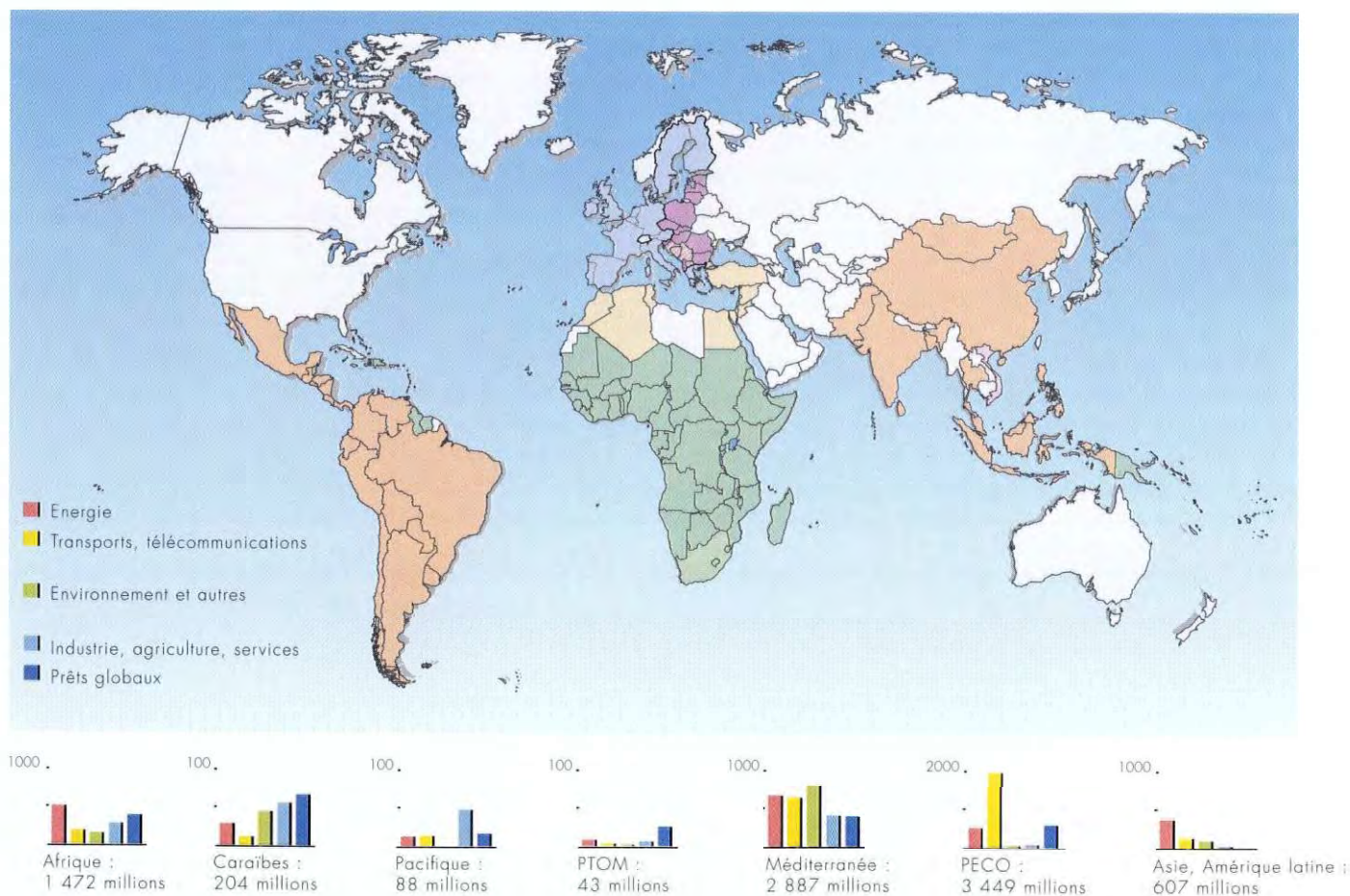
En Roumanie, les prêts s'élèvent à 175 millions. Ils contribuent à la modernisation des réseaux de télécommunications (80 millions), de transport et distribution d'électricité et à des travaux de réhabilitation de la centrale de production combinée de chaleur et d'électricité de Bucarest-sud. Ils portent également sur la remise en état et l'extension du port de Constanta, partiellement détruit par une tempête.

Pologne

En Pologne, la BEI a accordé des prêts d'un montant total de 140 millions. Ils concernent d'une part, la modernisation de la ligne de chemin de fer Varsovie - Terespol (40 millions), faisant partie de l'axe transeuropéen Berlin - Varsovie - Minsk - Moscou. D'autre part, un prêt global a été conclu avec un groupe d'intermédiaires financiers sélectionnés pour le financement d'entreprises des secteurs productifs, de projets favorisant la protection de l'environnement et les économies d'énergie ou de projets d'infrastructures réalisés par des entreprises des secteurs public et privé. Enfin, 15 millions ont été consentis sur des prêts globaux.

FINANCEMENTS À L'EXTÉRIEUR DE L'UNION EUROPÉENNE 1991 - 1995

Indication des zones d'intervention et représentation graphique de la répartition sectorielle des financements



République slovaque

Outre un prêt pour la modernisation et l'extension du réseau de gazoducs assurant le transit du gaz russe destiné à l'approvisionnement de l'Europe occidentale (30 millions), la BEI a accordé un prêt global (50 millions) pour le financement d'entreprises de l'industrie et des services, ainsi que d'équipements visant la protection de l'environnement et des économies d'énergie. En 1995, 8 millions ont été accordés sous forme de crédit sur prêts globaux.

Bulgarie

En Bulgarie, la BEI a poursuivi ses interventions en faveur de l'amélioration des réseaux de transport indispensables au développement de l'économie. En 1995, un projet de remise en état et de reconstruction de quelque 900 km de routes principales a ainsi fait l'objet d'un prêt de 60 millions.

Albanie

En 1995, la BEI est intervenue pour la première fois en Albanie. Les financements ont concerné le secteur des transports (29 millions) avec l'aménagement de sections de routes faisant partie du corridor routier d'intérêt européen reliant le port de Durrës, sur l'Adriatique, au port de Varna, sur la Mer Noire, et la construction d'un terminal transbordeur dans le port de Durrës. En outre, un prêt global de 5 millions contribuera à financer des projets dans l'industrie et les services ainsi que des équipements pour la protection de l'environnement et les économies d'énergie.

Slovénie

En Slovénie, où le renforcement des infrastructures de transport est la priorité assignée par le protocole financier en cours, un prêt de 32 millions a été accordé pour la poursuite de la construction de l'autoroute entre Ljubljana et Celje, améliorant les communications entre l'est et l'ouest du pays.

Lituanie

La construction d'un terminal pour conteneurs dans le port de Klaipėda, sur la mer Baltique, a bénéficié d'un prêt de 14 millions, tandis qu'un prêt global de 5 millions était accordé en faveur d'entreprises de petites et moyennes dimensions et d'équipements visant à réaliser des économies d'énergie et à protéger l'environnement.

Estonie

En Estonie, un prêt global (5 millions) contribuera au financement d'entreprises de l'industrie et des services ainsi qu'à des investissements visant à protéger l'environnement et à réaliser des économies d'énergie. Sur des prêts globaux en cours, deux entreprises ont bénéficié de 2 millions de crédits.



PAYS D'AMÉRIQUE LATINE ET D'ASIE

Des projets localisés dans huit pays d'**Amérique latine et d'Asie**, signataires d'accords de coopération avec l'Union européenne, ont bénéficié de prêts d'un montant total de 288 millions. Ces interventions ont été effectuées dans le cadre de l'autorisation du Conseil des gouverneurs,

de février 1993, pour le financement d'investissements présentant un intérêt mutuel pour le pays concerné et l'Union ou associant des partenaires européens, dans la limite d'un plafond de 750 millions pour une période de trois ans. Fin 1995, les concours ont atteint 607 millions.



AMÉRIQUE LATINE

Trois pays d'Amérique latine ont bénéficié de prêts de la BEI (120 millions) pour l'assainissement des eaux et la gestion des déchets (93 millions) ainsi que pour des infrastructures routières (27 millions).

Argentine

En Argentine, la BEI a accordé des prêts d'un montant total de 76 millions, destinés à améliorer l'environnement dans l'agglomération de Buenos Aires : nouvelles installations de collecte et de traitement des eaux usées et des déchets dangereux.

Pérou

Au Pérou, 27 millions viendront soutenir les travaux de réhabilitation de la partie septentrionale de la Route Panaméricaine, axe essentiel pour l'économie du pays.

Paraguay

Au Paraguay, l'extension du réseau de collecte des eaux usées d'Asunción, la capitale du pays, a bénéficié d'un prêt de 17 millions.

ASIE

En Asie, les concours de la BEI (168 millions) se sont répartis entre cinq pays. Ils ont concerné les secteurs de l'énergie (143 millions) et des transports (25 millions).

Chine

L'accord cadre signé avec la Chine, le 6 décembre 1995, souligne l'importance spécifique de la coopération dans les domaines de l'énergie et de la protection de l'environnement. Il a été suivi de la signature par la BEI d'un prêt de 55 millions pour le financement de l'exploitation du gisement sous-marin de pétrole et de gaz de Ping-Hu, le transport des hydrocarbures jusqu'à la côte et la distribution de gaz naturel à Pudong, ville satellite de Shanghai.

Indonésie

En Indonésie, la construction d'un gazoduc reliant les îles de Sumatra et de Batan ainsi que le centre et le sud de Sumatra a bénéficié d'un prêt de 46 millions.

Philippines

Aux Philippines, la BEI a contribué à la modernisation et à l'extension de l'aéroport de Davao, sur l'île de Mindanao, par un concours de 25 millions.

Pakistan

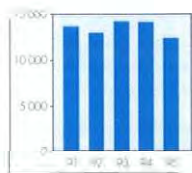
Au Pakistan, un prêt de 24 millions a été accordé pour l'étude, la construction et la mise en service d'un complexe hydroélectrique, sur le fleuve Indus, dans le nord-est du pays. Ce projet s'inscrit dans le cadre du programme d'accroissement de la production d'électricité.

Thaïlande

En Thaïlande, la BEI est intervenue à nouveau, par un prêt de 18 millions, en faveur de la construction du gazoduc reliant un gisement dans le Golfe de Thaïlande au réseau existant.



LES RESSOURCES EMPRUNTÉES



L'ensemble des fonds empruntés à long et moyen terme sur les marchés atteint 12 429 millions contre 14 156 millions en 1994. ♦ La BEI a répondu aux demandes de décaissements sur prêts par une présence active sur les différents marchés, un recours accru aux émissions à taux variable et des opérations d'échanges. ♦ La collecte des ressources s'établit ainsi, après échanges, à 12 395 millions dont 7 058 millions à

taux fixe et 5 337 millions à taux variable. ♦ Les monnaies communautaires représentent plus des quatre cinquièmes du total collecté.

Les marchés des capitaux se sont présentés relativement favorablement pour la BEI en 1995. En effet, un ralentissement de la croissance économique, des pressions inflationnistes modérées et le renforcement de la valeur de l'USD sur le marché des changes au cours du deuxième semestre ont rendu les marchés financiers réceptifs. Par ailleurs, une demande insatisfaite des investisseurs, en particulier pour des titres provenant d'émetteurs d'une notation AAA, qui n'a fait que s'accroître à partir du troisième trimestre, a rendu les émissions de la BEI particulièrement attractives. Notamment le marché international, sur lequel la BEI effectue l'essentiel de sa collecte, a vu le montant total des émissions augmenter sensiblement.

Le montant total emprunté par la BEI a atteint 12 429 millions lui conservant la première place parmi les grands émetteurs internationaux. Toutefois, ce montant est en retrait de 12,2% par rapport à celui de 1994 (14 156 millions). Cette diminution s'explique par des excédents financiers positifs et des remboursements par anticipation de prêts que n'ont pas compensés des remboursements par anticipation d'emprunts.

Afin de disposer de ressources adaptées à ses besoins, la BEI a procédé à des échanges (voir tableau 15, page 59) et le **montant des ressources collectées, s'établit à 12 395 millions** contre 14 148 millions en 1994. L'essentiel de la collecte de la BEI continue, comme par le passé, à s'effectuer à taux fixe (7 058 millions contre 10 636 millions en 1994). La part du taux variable, en forte augmentation par rapport à l'année précédente, représente plus de 40% du total recueilli (5 337 millions contre 3 512 millions en 1994); une fraction importante de cette

collecte a été effectuée en quatre monnaies (ITL, ESP, PTE, GRD).

La presque totalité des fonds recueillis a été destinée aux versements sur prêts. Le montant des émissions destinées au financement des remboursements par anticipation d'emprunts a fortement décru par rapport à l'année précédente : 478 millions contre 1 997 millions l'année précédente; d'importants flux financiers dans certaines monnaies ont permis à la BEI d'utiliser sa trésorerie (615 millions).

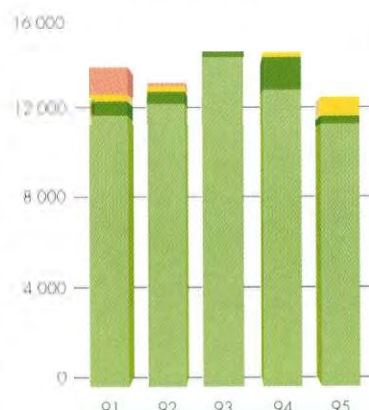
La répartition des monnaies empruntées confirme, comme les années précédentes, la prééminence des monnaies communautaires (9 712 millions en 1995 contre 10 107 millions l'année précédente) représentant, après échanges, plus de 86% du total. Cela tient compte de la fraction non négligeable des emprunts libellés dans les monnaies extérieures à l'Union européenne échangés contre des monnaies de l'Union. La BEI a émis en écu et dans onze des monnaies de l'Union. La collecte en ITL et en DEM a été la plus forte : 27% et 19,3%. Celle du FRF a été réduite. Parmi les monnaies non communautaires, la part du JPY a augmenté, alors que celle de l'USD diminuait.

La Banque a réalisé 68 opérations en 1995 correspondant à 60 émissions publiques et 8 placements privés (73 transactions en 1994 se décomposant en 59 emprunts publics et 14 opérations privées).

La durée moyenne des fonds collectés a été de sept ans, avec toutefois, des disparités importantes en fonction des monnaies : quatre ans pour l'USD, mais dix-huit ans pour la GBP.

LES OPÉRATIONS D'EMPRUNT SUR LES MARCHÉS FINANCIERS

Répartition des ressources collectées de 1991 à 1995



Opérations à long et moyen terme

- Emprunts publics
- Emprunts privés
- Notes à moyen terme

Opérations à court terme

- Papier commercial

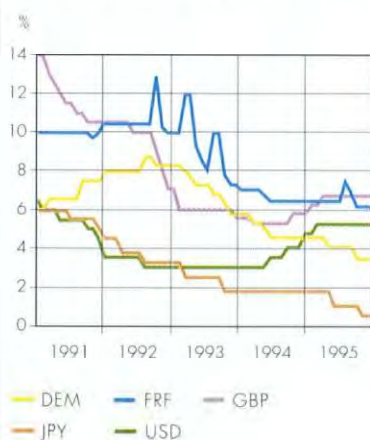
L'ÉVOLUTION DES MARCHÉS DES CAPITAUX

1995 fut dans l'ensemble une année très favorable aux marchés obligataires des principaux pays de l'OCDE, malgré les turbulences qui ont affecté les marchés au cours du premier semestre de l'année. Les rendements obligataires ont baissé de manière sensible tandis que le volume d'émission sur les marchés primaires continuait de progresser.

La bonne orientation des marchés obligataires résulte essentiellement du ralentissement de l'activité économique, de la réduction des pressions inflationnistes et de la volonté de nombreux pays d'assainir leur situation budgétaire. Les banques centrales ont ainsi pu assouplir leur politique monétaire, entraînant une baisse sensible des taux d'intérêt à court terme et l'accentuation de la pente de la courbe des taux sur les principaux marchés. Durant 1995, les rendements obligataires ont chuté de plus de 150 points de base et les marchés d'actions ont été globalement orientés à la hausse.

Durant le second semestre, la baisse des taux d'intérêt et la diminution des tensions sur les marchés des changes après les tumultes du début d'année, ont conduit de nombreux investisseurs à augmenter leur positions sur les marchés dits périphériques (ou à haut rendement) conduisant à une réduction sensible des différentiels de rendement obligataires entre les marchés centraux et ces marchés périphériques.

Taux d'intérêt officiel des principales monnaies



En dépit d'un environnement favorable, le volume des obligations émises sur les marchés internationaux n'a augmenté que de 5% par rapport à 1994, pour atteindre la contre-valeur de quelque 470 milliards d'USD. Cette faible progression est due en partie au rétrécissement des écarts sur les opérations d'échange qui a réduit considérablement les possibilités d'arbitrage. Le marché obligataire a en outre été exposé à une forte concurrence de la part du marché du crédit bancaire. De fait, les marges sur le marché international du crédit bancaire sont tombées en 1995 aux niveaux les plus bas qu'elles aient jamais atteints, en raison de la très grande liquidité du système bancaire, et le volume des ressources collectées dans le cadre d'emprunts bancaires internationaux a fait un bond de plus de 30% en 1995.

L'USD (avec 35%), le JPY et le DEM ont représenté 75% du volume total des marchés, affirmant leur prépondérance pour les émissions obligataires internationales. Le volume des nouvelles émissions en DEM et en CHF a augmenté, tandis que les émissions en GBP ont diminué.

La structure des emprunteurs sur les marchés obligataires internationaux est demeurée pratiquement inchangée par rapport à l'année précédente. Les banques et les institutions financières forment toujours le premier groupe d'emprunteurs, avec le tiers du montant émis, suivi de près par les sociétés industrielles et commerciales. Les organismes supranationaux ont représenté 8% du montant total des émissions, et les emprunteurs souverains et locaux le reste. La chute des rendements obligataires a suscité un regain d'intérêt pour les produits dits "à haut rendement" tels que des euro-obligations d'emprunteurs moins cotés ou des euro-obligations émises dans des compartiments émergents de monnaies à fort rendement (SAR, CZK et dollar de Taïwan).

Le nombre d'émissions obligataires "mondiales" est passé de 80 en 1994 à 124 en 1995, libellées essentiellement en USD. Le montant total collecté par le biais d'émissions obligataires "mondiales" a représenté plus de 10% du montant total collecté sur le marché obligataire international. Toutefois, certaines émissions ne sont pas véritablement "mondiales", c'est-à-dire aisément négociables 24 heures sur 24 sur toute la surface du globe. La taille moyenne de ces émissions a ainsi baissé de façon persistante depuis le lancement des premières émissions mondiales. Le montant des émissions à taux variable a diminué par rapport à 1994, tandis que l'on a pu observer une reprise des titres adossés à des actifs et des émissions bimonétaires.

Afin de pouvoir collecter un montant approprié de ressources, la BEI a poursuivi une politique tendant à lui assurer une liquidité importante de sa trésorerie, tout en minimisant son coût de collecte.

Tout d'abord, elle a assuré l'approvisionnement des principales monnaies utilisées pour les déboursments de ses prêts par le lancement d'émissions importantes et par une présence constante sur les marchés de capitaux. Cette politique lui a permis de constituer le long de la courbe des taux des émissions importantes constituant des emprunts de référence offrant aux investisseurs un instrument complémentaire aux emprunts d'Etat. On peut illustrer cette politique par l'exemple du DEM pour lequel des émissions de référence à cinq, sept et dix ans ont permis à la BEI d'affirmer sa présence comme un des plus grands emprunteurs. C'est également le cas pour la GBP où aux durées moyennes et courtes de la courbe s'est ajoutée une durée longue de 22 ans particulièrement recherchée par les investisseurs britanniques. En PTE c'est par l'adjonction de tranches fongibles successives à un emprunt existant que s'est constituée une souche importante offrant une liquidité comparable à celle de l'Etat portugais.

Pour améliorer le coût de ses ressources la BEI a recherché à diversifier sa collecte. Diverses techniques lui ont permis de limiter son risque aux variations de taux d'intérêt; elle a su se ménager ainsi une plus grande flexibilité d'adaptation des offres des marchés financiers face aux demandes de décaissements sur prêts.

Cette diversification de la collecte s'est d'abord réalisée au niveau des monnaies et des zones de placement. La BEI a cherché à intervenir sur les marchés des nouveaux pays membres de l'Union européenne; ce fut le cas du FIM, avec un premier placement privé auprès d'investisseurs finnois. Par ailleurs, aux monnaies non communautaires habituelles empruntées par la BEI (USD, JPY et CHF) s'est ajouté le AUD que la BEI n'avait pas emprunté depuis longtemps. Enfin l'autorisation qui lui a été donnée, en novembre 1995, par son Conseil d'admini-

nistration d'émettre dans des monnaies des pays autres que ceux de l'OCDE devrait permettre à la BEI de conclure des emprunts dans des monnaies telles le dollar de Hong Kong ou le rand sud africain.

La diversification s'est également portée au niveau des produits. Tout d'abord, des émissions structurées ont été lancées lorsque les conditions du marché le permettaient. Ce fut le cas d'emprunts à coupons à escalier ("step-up coupons") émis en FRF et en ESP, de l'emprunt à coupon zéro en PTE ou des emprunts bimonétaires en JPY remboursables en USD, en AUD ou en DEM ("dual currency issues"). La BEI a de même conclu des programmes de notes à moyen terme lui permettant, dans le cadre d'une documentation préétablie, d'émettre des montants plus faibles, à des conditions plus favorables que les émissions classiques; en 1995 de tels programmes ont été conclus ou étaient en cours de préparation en ITL, BEF et ESP.

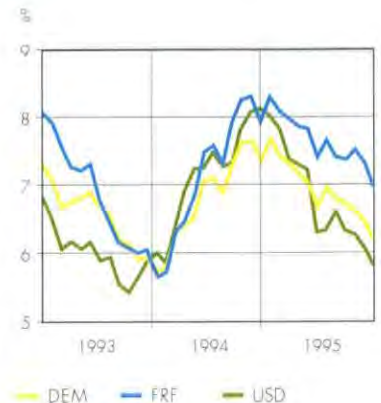
Une diversification des méthodes de syndication a été également recherchée. Ce fut le cas en particulier du mécanisme de recherche de prix ("price discovery system") instituant une consultation préalable des investisseurs pour mener à bien des émissions de grande taille qui nécessitent une très forte participation de la communauté financière. Ceci permet d'obtenir des conditions intéressantes, même lorsque les marchés sont proches de la saturation.

Cette méthode a été utilisée à deux reprises pour le lancement d'émissions en DEM et le sera à nouveau, pour l'ensemble des devises, en fonction des conditions du marché.

La nécessité d'une collecte toujours plus importante, particulièrement dans des monnaies dans lesquelles la BEI représente une part substantielle du marché, a impliqué un recours aux opérations d'échanges de taux et ou de devises. Le montant total notionnel des opérations a atteint 3,5 milliards contre 4,3 milliards en 1994. Une fraction notable des échanges, ayant pour support un appel de la BEI aux marchés, a été conclue pour obtenir des fonds à taux variable (3 156 millions contre 3 498 millions en 1994).

Taux de rendement brut des obligations d'Etat à 10 ans

Pour faciliter les comparaisons, tous les rendements sont exprimés sur une base annuelle





Toutefois la BEI ne s'est pas départie d'une politique prudente en renforçant le contrôle des risques sur les produits dérivés. Elle a également assoupli sa politique en matière de contrats d'échanges qui peuvent désormais porter sur des opérations entre monnaies de l'Union. Les lignes de crédit ont été augmentées et des instruments à finalité spécifique ("special purpose vehicles") vont être acceptés comme contreparties.

La BEI a poursuivi une politique de couverture visant à se prémunir contre le risque de taux d'intérêt. Le total des opérations de couverture a porté en 1995 sur un montant notionnel de 3 121 millions couvrant 47% du total de la collecte à taux fixe. Comme par le passé, cette couverture s'est faite, soit par la conclusion au moment de l'émission avec la banque chef de file de contrats de détermination d'intérêts différée, soit par un mécanisme interne de couverture à travers l'acquisition par la BEI d'un portefeuille d'obligations revendues en fonction des né-

cessités de décaissements, la couverture par la conclusion d'opérations d'échanges de taux ne représentant qu'une fraction minime. Afin de rendre plus efficace cette couverture, une gestion actif/passif est menée afin de globaliser à terme la couverture.

La BEI a également poursuivi sa politique mise en place en 1994, consistant à dissocier le moment de la collecte des fonds de celui de leurs décaissements. Dans le cadre d'objectifs exprimés en terme de coûts au-dessous du Libor, bien en-dessous de ceux qu'elle peut obtenir par voie d'émissions classiques et différents selon la durée et les monnaies, la BEI a conclu des emprunts toutes les fois que les coûts correspondaient à ses objectifs, quitte à en échanger le produit net contre du taux variable si besoin était. L'ensemble de telles opérations, qui a porté en 1995 sur 1 500 millions avec un coût en dessous de l'objectif proposé, a été réalisé principalement par l'intermédiaire d'opérations structurées déjà mentionnées.

MONNAIES COMMUNAUTAIRES

Présentation des monnaies collectées après échanges

Lire italienne : 3 343 millions Ecu
7 200 milliards ITL

Première monnaie communautaire collectée, l'ITL enregistre une progression de 47 % par rapport à 1994. La BEI demeure le principal emprunteur sur le marché de l'eurolire, bien qu'une fraction importante des emprunts ait

été placée auprès des investisseurs italiens particuliers ou investisseurs institutionnels, pour lesquels les émissions de la BEI constituent un complément et une diversification aux emprunts de l'Etat italien. La collecte s'est faite par l'intermédiaire de quatorze émissions publiques, individuelles ou conclues dans le cadre d'un programme d'émissions ("debt issuance programme") d'un montant de 3 000 milliards ITL, lancé avec succès pendant l'année.

Tableau 14 : Evolution des ressources collectées

| | (millions d'écus) | | | | | |
|--|-------------------|---------------|---------------|---------------|---------------|---------------|
| | 1991 | 1992 | 1993 | 1994 | 1995 | TOTAL |
| Opérations à long et à moyen terme (après échanges) | 12 540 | 12 862 | 14 224 | 14 148 | 12 395 | 66 169 |
| Emprunts publics | 11 615 | 12 103 | 14 080 | 12 728 | 11 251 | 61 778 |
| Emprunts privés | 576 | 536 | 144 | 1 369 | 315 | 2 940 |
| Notes à moyen terme | 349 | 222 | — | 50 | 829 | 1 451 |
| Opérations à court terme | 1 133 | 112 | — | — | — | 1 245 |
| - Papier commercial | 1 133 | 112 | — | — | — | 1 245 |
| Total | 13 672 | 12 974 | 14 224 | 14 148 | 12 395 | 67 413 |

Deutsche Mark : 2 397 millions Ecu
4 500 millions DEM

Comme l'année précédente, le DEM constitue la monnaie la plus utilisée pour les versements sur prêts, essentiellement à taux fixe.

Trois émissions de référence à des durées de cinq, sept et dix ans, ont constitué l'essentiel de la collecte. Le mécanisme de recherche de prix, utilisé par deux fois, a permis d'obtenir des conditions meilleures que les autres grands emprunteurs internationaux.

Tableau 15 : Ressources collectées en 1995

| | Avant échanges | | Echanges | Après échanges | |
|----------------------------------|----------------|-------|-----------------------|----------------|-------|
| | Montant | % | Montant | Montant | % |
| OPERATIONS A LONG ET MOYEN TERME | | | | | |
| Emprunts à taux fixe | 9 102,6 | 73,2 | - 2 873,7 | 6 228,9 | 50,3 |
| Union européenne | 6 425,5 | 51,7 | - 1 534,7 | 4 890,8 | 39,5 |
| DEM | 2 396,6 | 19,3 | — | 2 396,6 | 19,3 |
| GBP | 876,3 | 7,1 | - 120,5 | 755,8 | 6,1 |
| ESP | 820,2 | 6,6 | - 450,6 | 369,6 | 3,0 |
| PTE | 152,4 | 1,2 | 153,0 | 305,4 | 2,5 |
| ITL | 951,7 | 7,7 | - 654,5 | 297,2 | 2,4 |
| FRF | 342,2 | 2,8 | - 114,1 | 228,1 | 1,8 |
| ECU | 400,0 | 3,2 | - 200,0 | 200,0 | 1,6 |
| LUF | 323,6 | 2,6 | - 130,2 | 193,3 | 1,6 |
| NLG | 144,8 | 1,2 | — | 144,8 | 1,2 |
| FIM | 17,8 | 0,1 | - 17,8 | — | — |
| Pays tiers | 2 677,1 | 21,5 | - 1 339,0 | 1 338,1 | 10,8 |
| JPY | 1 534,0 | 12,3 | - 763,1 | 770,9 | 6,2 |
| CHF | 598,2 | 4,8 | - 274,8 | 323,3 | 2,6 |
| USD | 406,5 | 3,3 | - 162,6 | 243,9 | 2,0 |
| CAD | 81,1 | 0,7 | - 81,1 | — | — |
| AUD | 57,3 | 0,5 | - 57,3 | — | — |
| Emprunts à taux variable | 2 497,0 | 20,1 | 2 840,5 | 5 337,5 | 43,1 |
| Union européenne | 2 457,6 | 19,8 | 2 596,2 | 5 053,8 | 40,8 |
| ITL | 1 697,1 | 13,7 | 654,5 | 2 351,7 | 19,0 |
| ESP | — | — | 1 204,5 | 1 204,5 | 9,7 |
| PTE | 611,0 | 4,9 | 87,9 | 698,9 | 5,6 |
| GBP | — | — | 240,4 | 240,4 | 1,9 |
| ECU | — | — | 200,0 | 200,0 | 1,6 |
| GRD | 149,4 | 1,2 | — | 149,4 | 1,2 |
| FRF | — | — | 114,1 | 114,1 | 0,9 |
| SEK | — | — | 77,1 | 77,1 | 0,6 |
| FIM | — | — | 17,8 | 17,8 | 0,1 |
| Pays tiers | 89,4 | 0,3 | 244,3 | 283,7 | 2,3 |
| USD | 39,4 | 0,3 | 244,3 | 283,7 | 2,3 |
| Notes à moyen terme | 829,0 | 6,7 | — | 829,0 | 6,7 |
| ITL | 694,4 | 5,6 | — | 694,4 | 5,6 |
| IEP | 134,7 | 1,1 | — | 134,7 | 1,1 |
| TOTAL | 12 428,6 | 100,0 | - 33,2 ⁽¹⁾ | 12 395,4 | 100,0 |

(1) Ajustements d'échange

Evolution par rapport à l'écu
d'un dollar et de 100 yen



Peseta espagnole : 1 574 millions Ecu
258 milliards ESP, dont 123 milliards ESP
obtenus par échanges (754 millions Ecu)

La demande importante de décaissements en ESP a nécessité une collecte très active, qui a été réalisée sur le marché "matador" des emprunts réservés aux émetteurs étrangers, ou par l'intermédiaire d'échanges de devises et éventuellement de taux. Outre cette présence importante sur le marché "matador", où elle représente plus de la moitié du total des emprunts émis, la BEI a diversifié sa collecte en allongeant la durée des emprunts et en concluant des opérations structurées. Malgré des montants importants à collecter sur un marché étroit, la BEI a réduit les écarts de ses emprunts à l'émission par rapport aux rendements des titres de l'Etat espagnol.

Escudo portugais : 1 004 millions Ecu
197 milliards PTE, dont 47 milliards PTE ob-
tenus par échange (241 millions Ecu)

La collecte de PTE a poursuivi sa progression pour l'essentiel en taux variable pour répon-
dre à la demande des investisseurs et des
clients de la BEI. Du fait du montant relative-
ment limité pouvant être souscrit pour cha-
que opération, la BEI a créé des émissions
de référence par l'adjonction de tranches
fongibles à un emprunt initial; ainsi une
émission d'un montant de 60 milliards PTE
fut créée, qui constitue l'un des plus impor-
tants emprunts après ceux du gouvernement
portugais. Par ailleurs, sur le marché de la
"caravela", la BEI a lancé la plus forte émis-
sion jusqu'à ce jour, qui fit l'objet d'une pré-
sentation préalable auprès des investisseurs
à Lisbonne.

Livre sterling : 996 millions Ecu
800 millions GBP, dont 100 millions GBP
obtenus par échange (120 millions Ecu)

La stratégie de la BEI en GBP a été d'offrir au
marché un complément aux investissements
en "Gilts" par l'émission d'emprunts de
même durée, ce qui lui a permis d'atteindre,
tant sur le marché primaire que sur le secon-
daire, des écarts par rapport aux emprunts
d'Etat bien plus favorables que les autres
émetteurs ayant la même notation. Une
émission d'une durée très longue de 22 ans,
qui n'avait pas été envisagée par d'autres
émetteurs, a été lancée par la BEI et bien ac-
cueillie par les investisseurs britanniques.

Ecu : 400 millions

La collecte est en légère augmentation par
rapport à l'année précédente (300 millions)
et s'est effectuée en une seule opération.
L'existence de flux financiers positifs impor-
tants dans cette monnaie n'a pas rendu né-
cessaire pour la BEI des appels au marché.

Franc français : 342 millions Ecu
2 250 millions FRF

Une demande de versements plus faible que
l'année précédente et d'importants rem-
boursements anticipés sur prêts expliquent
la diminution de la collecte en FRF, matérialisée par deux émissions publiques sur le
marché de l'eurofranc, dont une sous forme
d'opération structurée.

Florin : 145 millions Ecu
300 millions NLG

Sur le marché néerlandais une seule émis-
sion a été lancée.

Tableau 16 : Répartition par monnaie des ressources collectées

(millions d'écus)

| | ITL | DEM | ESP | PTE | GBP | ECU | FRF | LUF | GRD | NLG | IEP | SEK | FIM | BEF | DKK | ATS | JPY | USD | CHF | Total |
|-------------|-------|-------|-------|-------|-------|-----|-------|-----|-----|-----|-----|-----|-----|-----|-----|-----|-----|-------|-----|--------|
| 1995 | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | |
| montant | 3 343 | 2 397 | 1 574 | 1 004 | 996 | 400 | 342 | 193 | 149 | 145 | 135 | 77 | 18 | — | — | — | 771 | 528 | 323 | 12 395 |
| % | 27,0 | 19,3 | 12,7 | 8,1 | 8,0 | 3,2 | 2,8 | 1,6 | 1,2 | 1,2 | 1,1 | 0,6 | 0,1 | — | — | — | 6,2 | 4,3 | 2,6 | 100,0 |
| 1994 | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | |
| montant | 2 560 | 2 051 | 948 | 584 | 1 518 | 300 | 1 153 | 201 | 36 | 661 | 177 | — | — | 752 | 53 | 59 | 580 | 1 659 | 856 | 14 148 |
| % | 18,1 | 14,5 | 6,7 | 4,1 | 10,7 | 2,1 | 8,1 | 1,4 | 0,3 | 4,7 | 1,2 | — | — | 5,3 | 0,4 | 0,4 | 4,1 | 11,7 | 6,0 | 100,0 |

Franc luxembourgeois : 193 millions Ecu
7 500 millions LUF

Sur le marché luxembourgeois, aux 7 500 millions LUF collectés à des fins de versements se sont ajoutés 5 000 millions LUF échangés contre des SEK et ESP.

Drachme : 149 millions Ecu
45 milliards GRD

Une première émission à taux flottant et plafond a été émise sur le marché du "Marathon" pendant le premier trimestre d'un montant de 20 milliards GRD; elle a été portée à 45 milliards GRD.

Yen : 771 millions Ecu
93 milliards JPY

La BEI a fait appel au marché des capitaux en JPY, lorsque les conditions étaient particulièrement avantageuses. La première émission, destinée aux investisseurs institutionnels japonais, a financé le remboursement par anticipation d'emprunts. Quatre placements privés ont été utilisés pour des échanges de devises ou conservés en JPY pour les besoins d'une gestion actif/passif. En outre, pour la première fois depuis neuf ans, la Banque s'est présentée, en octobre, sur le marché "samurai", avec une émission bimonétaire (100 milliards JPY) en deux tranches destinée aux investisseurs privés japonais dont le produit a intégralement été échangé.

Dollar des Etats-Unis : 528 millions Ecu
660 millions USD, dont 108 millions USD obtenus par échange (82 millions Ecu)

La demande de versements en USD étant limitée et les possibilités d'arbitrage médiocres, l'activité d'émission en USD a

Livre irlandaise : 135 millions Ecu
110 millions IEP

Cinq opérations ont été faites dans le cadre d'un programme d'émissions ("debt issuance programme") permettant à la BEI d'émettre des montants de faible importance lui apportant toute flexibilité quant aux décaissements sur prêts.

Mark finlandais : 18 millions Ecu
100 millions FIM

Suite à sa présentation à la communauté financière finlandaise, à la fin du premier semestre, la BEI a émis en fin d'année un emprunt privé placé auprès des investisseurs institutionnels.

été beaucoup plus faible que les années précédentes. La collecte s'est faite par deux émissions publiques et par des placements privés. Un complément a été obtenu par voie d'échanges.

Franc suisse : 323 millions Ecu
500 millions CHF, dont 425 millions CHF obtenus par échange (265 millions Ecu)

Quatre opérations ont été lancées, utilisées pour des décaissements sur prêts, le financement de remboursements par anticipation d'emprunts et la conclusion d'opérations d'échanges.

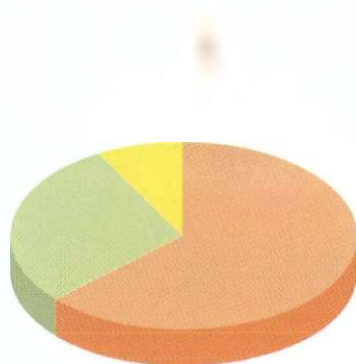
Dollar canadien, Dollar australien :

La collecte en CAD (150 millions soit 81 millions Ecu) et en AUD (100 millions soit 57 millions Ecu) a été utilisée pour des échanges.



MONNAIES NON COMMUNAUTAIRES

GESTION DES LIQUIDITÉS



■ Trésorerie opérationnelle
■ Portefeuille d'investissement
■ Portefeuille de couverture

Au 31 décembre 1995, les liquidités totales s'élevaient à quelque 8 292 millions d'écus; elles étaient réparties sur vingt monnaies dont l'écu et pouvaient s'analyser comme suit :

- **La trésorerie opérationnelle** représente la majeure partie des liquidités (5 252 millions). Elle est composée majoritairement d'une trésorerie monétaire à court terme et d'un portefeuille obligataire opérationnel.

La trésorerie opérationnelle à court terme est essentiellement constituée de produits d'emprunts et d'excédents de flux financiers. Devant être en mesure de couvrir les décaissements futurs, elle représentait 3,7 fois le montant mensuel moyen des décaissements à la fin de 1995.

La trésorerie opérationnelle à court terme est composée d'instruments liquides présentant

des échéances courtes. Fin 1995, la majorité de cette trésorerie était placée dans des produits de première qualité et le reste investi en instruments monétaires mobilisables.

- **Le portefeuille d'investissement** représente la seconde ligne de liquidités (2 374 millions). Il est constitué d'obligations émises par des Etats de l'OCDE et des institutions publiques de premier ordre.

- **Le portefeuille de couverture** (665 millions) est destiné à couvrir par l'achat d'obligations tout ou partie de certaines nouvelles émissions d'obligations lancées par la Banque. Cet instrument permet de conserver en trésorerie le produit d'émissions lancées pour tirer parti de conditions conjoncturelles particulièrement favorables du marché, indépendamment des besoins de versement.

RÉSULTAT DE LA GESTION DES LIQUIDITÉS

Après l'extrême volatilité de 1994, les marchés obligataires et monétaires ont enregistré, en 1995, une baisse sensible des rendements offerts.

Dans ce contexte, la gestion des liquidités a permis de dégager un résultat de 593 millions, soit un rendement comptable global de 7,8% contre, respectivement, 200 millions et 2,8% en 1994.

Les placements réalisés en **trésorerie opérationnelle à court terme** ont dégagé 318 millions d'intérêts pour des capitaux moyens s'élevant à 5 243 millions.

La conversion, le 1er janvier 1995, du portefeuille d'obligations en **portefeuille d'investissement** a été suivie d'une restructuration qui a permis de raccourcir les échéances finales des titres et d'améliorer encore la qualité de leurs émetteurs. A cet égard, plus de 98% du total du portefeuille d'investissement sont constitués par des titres garantis par des Etats membres de l'Union européenne ou émis par des établissements cotés AAA.

Le rendement du portefeuille d'investissement s'est établi à environ 11,5%, en 1995, compte tenu d'une plus-value de 90 millions réalisée lors de la restructuration. La durée moyenne a été ramenée de 5,4 années, fin 1994, à 3,8 années, au 31 décembre 1995. Enfin, la valeur de marché du portefeuille, au 31 décembre 1995, s'élève à 2 495 millions contre une valeur comptable de 2 374 millions.

| | | (en millions d'écus) | |
|--|-----------------|----------------------|---------|
| | | 1995 | 1994 |
| Total de la gestion des liquidités | Revenu total | 593 | 200 |
| | Capitaux moyens | 7 593 | 7 078 |
| | Rendement moyen | 7,8% | 2,8% |
| dont trésorerie opérationnelle à court terme | Revenu total | 318 | 259 |
| | Capitaux moyens | 5 243 | 4 586 |
| | Rendement moyen | 6,1% | 5,6% |
| | Duration | 29 jours | |
| dont portefeuille d'investissement (a) | Revenu total | 268 | - 81 |
| | Capitaux moyens | 2 324 | 2 485 |
| | Rendement moyen | 11,5% | - 3,3% |
| | Duration | 3,8 ans | 5,4 ans |

(a) Les chiffres de 1994 correspondent à l'ancien portefeuille obligataire qui a été transformé au 1er janvier 1995 en portefeuille d'investissement.

LES ORGANES DE DÉCISION ET LE FONCTIONNEMENT DE LA BEI

Le Conseil des gouverneurs réunit les ministres désignés par chacun des Etats membres, généralement ceux en charge des Finances. Ils représentent les Etats membres en tant qu'actionnaires de la Banque. Depuis janvier 1995, avec l'entrée en vigueur du Traité d'adhésion des Républiques d'Autriche et de Finlande et du Royaume de Suède à l'Union européenne, le Conseil des gouverneurs est élargi à 15 membres.

Le Conseil des gouverneurs établit les directives générales relatives à la politique de crédit, approuve le bilan, le compte de profits et pertes ainsi que le rapport annuel, décide des augmentations de capital, nomme

les membres du Conseil d'administration, du Comité de direction et du Comité de vérification.

M. Gerrit ZALM a assuré la présidence du Conseil des gouverneurs jusqu'à sa séance annuelle de juin 1995. Selon le système de rotation annuelle, M. Andreas STARIBACHER, gouverneur pour l'Autriche, lui a succédé.

M. Andreas STARIBACHER ayant été remplacé par M. Viktor KLIMA en tant que gouverneur pour l'Autriche, celui-ci lui a succédé dans les fonctions de Président du Conseil des gouverneurs à dater du 3 janvier 1996.

CONSEIL
DES GOUVERNEURS

Le Conseil d'administration assure la conformité de la gestion de la Banque avec les dispositions du Traité et des Statuts, et avec les directives générales fixées par le Conseil des gouverneurs. Il a compétence exclusive pour décider des prêts, des garanties et des emprunts. Ses membres sont nommés par le Conseil des gouverneurs pour une période de cinq ans (renouvelable) sur désignation des Etats membres et sont responsables uniquement devant la Banque. Depuis le 1er janvier 1995, suite à l'adhésion des Républiques d'Autriche et de Finlande et du Royaume de Suède à l'Union européenne, le Conseil d'administration, en vertu de l'article 11 paragraphe 2 modifié des Statuts, est composé de 25 administrateurs et 13 suppléants, dont respectivement 24 et 12 sont désignés par les Etats membres; un administrateur et un suppléant sont désignés par la Commission européenne.

Le Conseil des gouverneurs a donc complété la composition du Conseil d'administration en nommant administrateurs MM. Veikko KANTOLA, Leif PAGROTSKY et Thomas WIESER; M. Herbert LUST a été nommé administrateur suppléant.

Depuis la publication du dernier rapport annuel, MM. Luigi ARCUTI, Richard BRANTNER, Mario DRAGHI, Winfried HECK, Philippe JURGENSEN et Yves MERSCH administrateurs, ont été remplacés respectivement par MM. Rainer MASERA, Gert VOGT, Vittorio GRILLI, Gerd SAUPE, Antoine POUILLIEU et Gaston REINESCH; M. Gerhardt RAMBOW a succédé à M. Rudolf MORAWITZ, décédé le 22 mai 1995, auquel il a été rendu hommage dans le Rapport annuel 1994. M. Francesco GIAVAZZI, suppléant, a été remplacé par M. Vittorio GRILLI, celui-ci, devenu administrateur, a été remplacé par M. Giuseppe MARESCA.

MM. Leif PAGROTSKY, administrateur, et Giancarlo DEL BUFALO, suppléant, appelés à d'autres fonctions, ont démissionné; leurs remplaçants n'étaient pas encore désignés au 1er avril 1996.

Le Conseil d'administration remercie les collègues qui ont quitté leurs fonctions pour leur contribution à ses travaux.

CONSEIL
D'ADMINISTRATION

CONSEIL DES GOUVERNEURS

Situation au 1er avril 1996

Président

Viktor KLIMA (Autriche)

Andreas STARIBACHER (Autriche)
jusqu'en janvier 1996

Gerrit ZALM (Pays-Bas)
jusqu'en juin 1995

BELGIQUE

Philippe MAYSTADT, Ministre des Finances

DANEMARK

Mogens LYKKETOFT, Finansminister

ALLEMAGNE

Theo WAIGEL, Bundesminister der Finanzen

GRÈCE

Yannis PAPANTONIOU, Ministre de l'Économie nationale

ESPAGNE

Pedro SOLBES MIRA, Ministro de Economía y Hacienda

FRANCE

Jean ARTHUIS, Ministre de l'Économie et des Finances

Alain MADELIN, Ministre de l'Économie et des Finances, *jusqu'en août 1995*

Edmond ALPHANDÉRY, Ministre de l'Économie, *jusqu'en mai 1995*

IRLANDE

Ruairi QUINN, Minister for Finance

ITALIE

Lamberto DINI, Primo Ministro, Ministro del Tesoro

LUXEMBOURG

Jean-Claude JUNCKER, Premier Ministre, Ministre d'Etat, Ministre des Finances

Jacques SANTER, Premier Ministre, Ministre d'État, Ministre du Trésor, *jusqu'en janvier 1995*

PAYS-BAS

Gerrit ZALM, Minister van Financiën

AUTRICHE

Viktor KLIMA, Bundesminister für Finanzen

Andreas STARIBACHER, Bundesminister für Finanzen, *jusqu'en janvier 1996*

Ferdinand LACINA, Bundesminister für Finanzen, *jusqu'en mars 1995*

PORTUGAL

António SOUSA FRANCO, Ministro das Finanças

Eduardo CATROGA, Ministro das Finanças, *jusqu'en octobre 1995*

FINLANDE

Arja ALHO, Ministeri, Valtiovarainministeri

Iiro VIINANEN, Valtiovarainministeri, *jusqu'en mai 1995*

SUEDE

Erik ÅSBRINK, Finansminister

Göran PERSSON, Finansminister, *jusqu'en mars 1996*

ROYAUME-UNI

Kenneth CLARKE, Chancellor of the Exchequer

COMITÉ DE VÉRIFICATION

Situation au 1er avril 1996

Président

Juan Carlos PÉREZ LOZANO, Interventor delegado, Agencia Española de Cooperación Internacional (AECI), Ministerio de Asuntos exteriores, Madrid

Albert HANSEN, Secrétaire général du Conseil du gouvernement, Luxembourg, *jusqu'en juin 1995*

Membres

Ciriaco de VICENTE MARTIN, Presidente de la Sección de Fiscalización del Tribunal de Cuentas, Madrid, *jusqu'en juin 1995*

Michael J. SOMERS, Chief Executive, National Treasury Management Agency, Dublin

Albert HANSEN, Secrétaire général du Conseil du gouvernement, Luxembourg

CONSEIL D'ADMINISTRATION

Situation au 1er avril 1996

Président

Sir Brian UNWIN

Vice-Présidents

Wolfgang ROTH

Panagiotis-Loukas GENNIMATAS

Massimo PONZELLINI

Luis MARTÍ

Ariane OBOLENSKY

Rudolf de KORTE

Claes de NEERGAARD

M. Corneille BRÜCK a exercé les fonctions de Vice-Président jusqu'au 1er juillet 1995.

Il a été nommé Vice-Président honoraire.

Administrateurs

Isabel CORREIA BARATA

Sinbad COLERIDGE

Geoffrey DART

Jos DE VRIES

Federico FERRER DELSO

Vittorio GRILLI

Veikko KANTOLA

Rainer MASERA

Francis MAYER

Paul MCINTYRE

Miguel MUÑOZ DE LAS CUEVAS

Noel Thomas O'GORMAN

Petros P. PAPAGEORGIOU

Vincenzo PONTOLILLO

Antoine POUILLIEUX

Gerhardt RAMBOW

Giovanni RAVASIO

Gaston REINESCH

Emmanuel RODOCANACHI

Gerd SAUPE

Lars TYBJERG

Jan M.G. VANORMELINGEN

Gert VOGT

Thomas WIESER

Subdirectora-Geral do Tesouro, Direcção-Geral do Tesouro, Ministério das Finanças, Lisbonne

Chief Executive, Structured Finance Division, Barclays de Zoete Wedd Ltd., Londres

Head of Regional Development Division, Department of Trade and Industry, Londres

Plaatsvervangend Directeur, Directie Buitenlandse Financiële Betrekkingen, Ministerie van Financiën, La Haye

Subdirector General de Financiación Exterior, Dirección General del Tesoro y Política Financiera, Ministerio de Economía y Hacienda, Madrid

Dirigente Generale, Direzione Generale del Tesoro, Ministero del Tesoro, Rome

Conseiller de Cabinet, Ministère des Finances, Helsinki

Direttore generale dell'Istituto Mobiliare Italiano, Rome

Chef du Service des Affaires Internationales, Direction du Trésor, Ministère de l'Économie, Paris

Under Secretary, Head of European Union Group (Overseas Finance), HM Treasury, Londres

Presidente del Instituto de Crédito Oficial, Madrid

Second Secretary, Finance Division, Department of Finance, Dublin

Professeur Associé, Département de l'Économie, Université de Pirée, Pirée

Direttore Centrale, Banca d'Italia, Rome

Directeur Général de la Caisse Française de Développement, Paris.

Ministerialdirektor, Bundesministerium für Wirtschaft, Bonn

Directeur Général des Affaires Économiques et Financières, Commission européenne, Bruxelles

Administrateur général, Ministère des Finances, Luxembourg

Président Directeur-Général, Crédit National, Paris

Ministerialdirigent, Bundesministerium der Finanzen, Bonn

Directeur, The Mortgage Bank of Denmark, Copenhagen

Ere-Directeur-generaal van de Administratie der Thesaurie, Ministère des Finances, Bruxelles

Sprecher des Vorstands der Kreditanstalt für Wiederaufbau, Frankfurt

Gruppenleiter für Wirtschaftspolitik, EU-Angelegenheiten und Internationale Finanzinstitutionen, Bundesministerium für Finanzen, Vienne

...

Suppléants

Jean-Pierre ARNOLDI

Susan Jane CAMPER

Pierre DUQUESNE

Eberhard KURTH

Eneko LANDABURU ILLARRAMENDI

Giuseppe MARESCA

Herbert LUST

Pedro Antonio MERINO GARCÍA

Per Bremer RASMUSSEN

Pierre RICHARD

Konrad SOMMER

Philip WYNN OWEN

Auditeur Général, Administration de la Trésorerie, Ministère des Finances, Bruxelles

Chief Manager, Reserves Management, Foreign Exchange Division, Bank of England, Londres

Sous-Directeur des Affaires Multilatérales, Direction du Trésor, Ministère de l'Économie, Paris

Ministerialdirektor, Bundesministerium für Wirtschaftliche Zusammenarbeit und Entwicklung, Bonn

Directeur Général de la Politique Régionale et de la Cohésion, Commission européenne, Bruxelles

Dirigente superiore, Direzione generale del Tesoro, Ministero del Tesoro, Rome

Direktor, Abteilung für Internationale Finanzinstitutionen, Bundesministerium für Finanzen, Vienne

Subdirector General del Tesoro y Política Financiera, Ministerio de Economía y Hacienda, Madrid

Kontorchef, Ministère des Finances, Copenhagen

Président-Directeur Général du Crédit Local de France, Paris

Ministerialrat, Bundesministerium der Finanzen, Bonn

Head of the Treasury's Transport Policy Division, Londres

...

COMITÉ DE DIRECTION

Le Comité de direction est l'organe exécutif collégial de la Banque. Sous l'autorité du Président et sous le contrôle du Conseil d'administration, il assure la gestion des affaires courantes de la BEI. Toutes les décisions importantes sont prises collectivement; la responsabilité principale de supervision des différentes activités est actuellement répartie entre ses membres comme indiqué ci-dessous. Le Comité de direction prépare et assure l'exécution des décisions du Conseil d'administration. Le Président, ou à son défaut l'un des sept Vice-Présidents, préside les séances du Conseil d'administration. Les membres du Comité de direction sont responsables uniquement devant la Banque; ils sont nommés par le Conseil des gouverneurs, sur proposition du Conseil d'administration, pour une période de 6 ans. Suite à l'adhésion des nouveaux pays membres, le Conseil des gouverneurs a décidé de porter de sept à huit les membres du Comité de direction.

Le Conseil des gouverneurs a nommé Vice-Présidents, à partir du 1er juillet 1995, M. Rudolf de KORTE, précédemment membre du Parlement néerlandais et, à partir du 1er septembre 1995, M. Claes de NEERGAARD, ancien administrateur à la Banque européenne pour la Reconstruction et le Développement.

M. Rudolf de KORTE remplace M. Corneille BRÜCK, Vice-Président de la BEI, auquel le Conseil des gouverneurs a conféré le titre de Vice-Président honoraire pour l'œuvre qu'il a accomplie au service de la Banque. M. Claes de NEERGAARD occupe le nouveau poste de Vice-Président créé suite à l'adhésion des nouveaux pays membres.

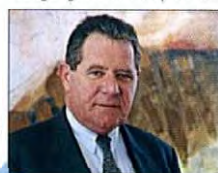
La direction collégiale de la Banque et les responsabilités de supervision de ses membres

Sir Brian UNWIN
Président de la Banque et de
son Conseil d'administration



- Organisation et gestion
- Suivi et évaluation des opérations
- Gouverneur de la BERD
- Président du Conseil de surveillance du FEI
- Financements au Royaume-Uni

Wolfgang ROTH Vice-président



- Information et Communication
- Vice-gouverneur de la BERD
- Financements en Allemagne et en Europe centrale et orientale

Panagiotis-Loukas GENNIMATAS Vice-président



- Développement régional
- Evaluation des projets
- Financements au Danemark, en Grèce et Irlande, en Albanie, à Chypre, Malte, en Turquie et dans les pays de l'ex-Yugoslavie

Massimo PONZELINI Vice-président



- Etudes économiques et financières
- Crédit et administration des financements
- Fonds européen d'investissement
- Activité en faveur des PME
- Financements en Italie

Claes de NEERGAARD
Vice-président

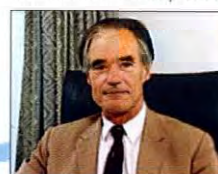
- Réseaux trans-européens
- Contrôle financier, Comptabilité
- Liaison avec la NIB et la BAD
- Financements en Autriche, Suède et Finlande, en Islande et Norvège, dans les pays ACP

- Budget, Contrôle externe et interne
- Technologies de l'information
- Liaison avec la BIAD
- Financements en Espagne, au Portugal et en Amérique latine

Luis MARTÍ Vice-président



Rudolf de KORTE Vice-président



- Protection de l'environnement
- Affaires juridiques
- Liaison avec BASD
- Financements en Belgique, au Luxembourg et aux Pays-Bas, en Asie et en Afrique du Sud

Ariane OBOLENSKY Vice-président



- Politiques d'emprunt et de trésorerie
- Marchés des capitaux
- Financements en France, au Maghreb, au Machrek, en Israël, à Gaza et en Cisjordanie

Les trois membres du Comité de vérification sont nommés par le Conseil des gouverneurs pour une période de trois ans renouvelable. Organe indépendant, relevant directement du Conseil des gouverneurs, le Comité de vérification vérifie la régularité des opérations et des livres de la Banque. Le Conseil des gouverneurs prend acte du rapport du Comité de vérification et de ses conclusions avant d'approuver le Rapport annuel, établi par le Conseil d'administration.

Le 19 juin 1995, le Conseil des gouverneurs a reconduit le mandat de M. Albert HANSEN pour une nouvelle période de trois ans et a nommé M. Juan Carlos PEREZ LOZANO, Inspecteur général de l'Agence espagnole de coopération internationale (AECI), pour achever le mandat de M. Ciriaco de VICENTE MARTIN, démissionnaire. Selon le système de rotation annuelle, M. PEREZ LOZANO a également repris la Présidence du Comité de vérification exercée par M. HANSEN, jusqu'en juin 1995.

Lors de sa séance annuelle de juin 1995, le Conseil des gouverneurs a décidé, à l'unanimité, de renforcer le rôle du Comité d'audit et de contrôle, pour mieux l'adapter aux évolutions récentes des pratiques de vérification. En particulier, le Comité de vérification est désormais chargé de désigner, après consultation du Comité de direction, les réviseurs externes de la Banque, qui désormais rendent compte directement au Co-

mité de vérification lequel arrête leur programme annuel de travail. Par ailleurs, le Comité de vérification a décidé de procéder à une nouvelle adjudication du contrat des réviseurs comptables de la Banque.

En 1995, le Comité de vérification a poursuivi le développement de ses tâches habituelles de vérification des livres et comptes de la Banque, en s'appuyant sur le travail dont il avait chargé les réviseurs externes, Price Waterhouse. Dans le cadre de ses investigations, il a examiné divers rapports élaborés par l'Audit interne de la Banque. En outre, il a effectué un certain nombre de visites de différents projets financés par la Banque, tant dans l'Union européenne (Danemark, Grèce, Irlande) qu'à l'extérieur de l'Union (Égypte, Hongrie). Les projets visités n'ayant pas tous été financés à l'aide des seules ressources propres de la Banque mais leur réalisation impliquant aussi des ressources du budget communautaire, les visites se sont déroulées conjointement avec des représentants de la Cour des comptes européenne et de la Commission, selon les modalités établies dans l'Accord tripartite de 1992 conclu entre ces trois institutions, tacitement renouvelé en novembre 1995 pour une nouvelle période de trois ans. Par ailleurs, dans le cadre du renforcement de son rôle, le Comité de vérification a soumis au Conseil des gouverneurs un rapport sur les orientations et les conclusions de ses travaux réalisés au cours de l'exercice.

Depuis la publication du dernier rapport annuel, d'importantes restructurations ont eu lieu, pour certaines déjà commencées en 1994. Elles devront permettre à la Banque d'accomplir efficacement les importantes tâches supplémentaires qui lui ont été confiées et de répondre à ses responsabilités croissantes dans un environnement de plus en plus complexe. Ces adaptations de structure ont été conduites avec flexibilité; dans les redéploiements internes, il a été tenu compte de l'objectif de valoriser les compétences et le savoir-faire individuels. Les mouvements concernant le cadre de direction sont mentionnés ci-après.

Au "Secrétariat général", à l'issue d'une éminente carrière, Thomas OURSIN, secrétaire général, partira à la retraite le 31 juillet 1996; il sera remplacé par Francis CARPENTER, directeur du département "Crédit et administration des financements", directions "Financements dans l'Union européenne". Joachim MÜLLER-BORLE, directeur du bureau de représentation à Bruxelles, partira à la retraite le 30 juin 1996. Le département autonome "Ressources humaines" est dirigé par Gerlando GENUARDI en remplacement de Ronald STURGES, parti à la retraite.

COMITÉ DE VÉRIFICATION



LE FONCTIONNEMENT DE LA BEI

STRUCTURE DES SERVICES

(Situation au 1er avril 1996)

Secrétaire Général
Thomas OURSIN



Directeurs

Affaires Générales
Martin CURWEN

Coordination

Ferdinand SASSEN
Jenny QUILLIEN
Hugo WOESTMANN
Theoharry GRAMMATIKOS

Joachim MÜLLER-BORLE

Secrétariat
Planification, budget, Management information system
Bureau de représentation à Bruxelles

Départements autonomes

Ressources Humaines
Gerlando GENUARDI

Administration du personnel
Politique du personnel
Recrutement

Zacharias ZACHARIADIS
...
Jörg-Alexander UEBBING

Technologie de l'Information
Rémy JACOB

Etudes et développements
Systèmes et exploitation

Albert BRANDT
Ernest FOUSSE

Services Administratifs
Alessandro MORBILLI

Services intérieurs
Traduction

Adriaan ZILVOLD

* * *

Audit interne

Jean-Claude CARREAU

Directions des Financements dans l'Union européenne

Coordination
André DUNAND

Ralph BAST

Direction 1
Directeur général
Pitt TREUMANN



Italie, (Rome)
Caroline REID

Infrastructure
Energie et environnement
Industrie
Instituts de crédit

Angelo MICHETTI
Michael O'HALLORAN
Laurent DE MAUTORT
Bruno LAGO

Belgique, France, Luxembourg, Pays-Bas
Alain BELLAVOINE

France - Infrastructure
France - Entreprises
Belgique, Luxembourg, Pays-Bas

Jacques DIOT
Isabel LOPES DIAS
...

Allemagne, Autriche
Emmanuel MARAVIC

Allemagne (Länder du nord)
Allemagne (Länder du sud), Autriche

Henk DELSING
Joachim LINK

Direction 2
Directeur général
Michel DELEAU



Espagne, Portugal
Armin ROSE

Espagne - Secteur public
Espagne - Secteur privé
Bureau de Madrid
Portugal
Bureau de Lisbonne

Francisco DOMINGUEZ
Jos VAN KAAM
Fernando DE LA FUENTE
Filipe CARTAXO
Ian PACE

Irlande, Royaume-Uni, Mer du Nord
Thomas HACKETT

UK, Mer du Nord : infrastructure, industrie, banques
Bureau de Londres
UK, Mer du Nord : transport, énergie
Irlande

Andreas VERYKIOS
Guy BAIRD
Thomas BARRETT
Richard POWER

Grèce, Finlande, Danemark, Suède
Ernest LAMERS

Grèce, Finlande
Bureau d'Athènes
Danemark, Suède

Antonio PUGLIESE
Arghyo YARMENITOU
Paul DONNERUP

* * *

Crédit et Administration des Financements
Francis CARPENTER

Secteur public (DK, DE, ES, IT, AT, SE)
Secteur public (BE, GR, FR, IE, LU, NL, PT, FI, GB)
Secteur privé (DK, DE, ES, IT, AT, SE)
Secteur privé (BE, GR, FR, IE, LU, NL, PT, FI, GB)
Institutions financières

Agostino FONTANA
Brian FEWKES
José Manuel MORI
John Anthony HOLLOWAY
Dominique de CRAYENCOUR

Direction des Financements à l'extérieur de l'Union européenne

Directeur général
Fridolin WEBER-KREBS



Afrique, Caraïbes, Pacifique
Jean-Louis BIANCARELLI

Asie et Amérique Latine

Patrick THOMAS

Afrique Occidentale et Sahélienne
Afrique Centrale et Orientale
Afrique Australe et Océan Indien
Caraïbes et Pacifique

Stephen MCCARTHY
Tassilo HENDUS
Jacqueline NOËL
Justin LOASBY
Claudio CORTESE

Méditerranée/METAP
Rex SPELLER

Maghreb, Turquie
Machreck, Moyen-Orient, Malte, Chypre

Daniel OTTOLENGHI
Christian CAREAGA
Alain SEVE
Patrick WALSH

Europe Centrale et Orientale
Terence BROWN

Pologne, Hongrie, Estonie, Lettonie, Lituanie,
Ex-Yougoslavie, Slovaquie
Rép. Tchèque, Slovaquie, Bulgarie, Roumanie, Albanie

Walter CERNOIA
Guido BRUCH
Christopher KNOWLES

Coordination et Contrôle
Manfred KNETSCH

Coordination
Contrôle : pays du bassin méditerranéen, d'Europe
Centrale et Orientale, d'Asie et d'Amérique latine
Contrôle : pays ACP et institutions financières

Marc BECKER
Michel HATTERER

Guy BERMAN

Direction des Finances

Directeur général

René KARSENTI



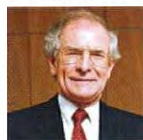
Directeurs

| | | |
|--|---|---|
| | Coordination Contrôle des risques | Henri-Pierre SAUNIER Georg HUBER |
| Marchés des Capitaux Ulrich DAMM Directeur général adjoint Jean-Claude BRESSON, Directeur adjoint | Grèce, France, Italie, Portugal ECU, Espagne, Irlande, Royaume-Uni, Australie, Canada, Etats-Unis, Sud-est asiatique Allemagne, Autriche, Suisse, Europe Centrale et Orientale Belgique, Danemark, Luxembourg, Pays-Bas, Finlande, Suède, Norvège, Japon | Carlo SARTORELLI Jean-Claude BRESSON Carlos GUILLE Barbara STEUER Joseph VOGTEN |
| Trésorerie Luc WINAND | Gestion du portefeuille Gestion des liquidités Gestion actif/passif opérationnelle | ... Francis ZEGHERS ... |
| Prévisions et soutien opérationnel Eberhard UHLMANN | Prévisions / Flux liés aux prêts Suivi des comptes bancaires, transferts et messagerie | ... Erling CRONQVIST |
| Contrôle financier / Comptabilité François ROUSSEL | Comptabilité générale Contrôle du traitement financier et comptable des opérations | Luis BOTELLA MORALES Charles ANIZET |

Direction des Projets

Directeur général

Herbert CHRISTIE



| | | |
|---|--|--|
| | Coordination | Patrice GERAUD |
| Infrastructure I Peter BOND | Transport (sauf aérien) et infrastructures diverses | Andrew ALLEN Jean-Pierre DAUBET Luis LÓPEZ RODRÍGUEZ Philippe OSTENC Mateu TURRO |
| Infrastructure II Luigi GENAZZINI | Adduction d'eau, assainissement et traitement des eaux usées, déchets solides, agriculture, forêts, pêche | Henri BETTELHEIM José FRADE Peder PEDERSEN Barend STOFKOPER |
| Energie / Mines Günter WESTERMANN | Electricité, mines, métallurgie | Juan ALARIO GASULLA Angelo BOIOLI Heiko GEBHARDT Jean-Jacques MERTENS René VAN ZONNEVELD |
| Industrie I Hemming JØRGENSEN | Pétrole et gaz, industrie chimique, industrie lourde | Constantin CHRISTOFIDIS Carillo ROVERE Stephen WRIGHT |
| Industrie II Horst FEUERSTEIN | Secteur aérien, télécommunications, industrie légère et alimentaire | Richard DEELEY Jacques GIRARD Patrick MULHERN Pedro OCHOA |

Direction des Etudes économiques et de l'Information

Economiste en chef

Alfred STEINHERR



| | | |
|--|--|--|
| | Coordination | Pier Luigi GILIBERT |
| | Etudes économiques et financières | Daphné VENTURAS |
| | Documentation et bibliothèque | ... |
| | Relations avec les médias Politiques de communication | Marie-Odile KLEIBER Adam McDONAUGH ... |
| Information et communication Henry MARTY-GAUQUIE | | |

Direction des Affaires juridiques

Directeur général

Bruno EYNARD



| | | |
|---|---|---|
| Opérations Konstantin ANDREOPOULOS | Italie Irlande, Royaume-Uni France Belgique, Danemark, Grèce, Finlande, Luxembourg, Pays-Bas, Suède Allemagne, Autriche Espagne, Portugal | Marco PADOVAN Patrick Hugh CHAMBERLAIN f.f. Marc DUFRESNE Robert WAGENER |
| Politiques générales Giannangelo MARCHEGANI | Questions bancaires, financières et internes Questions institutionnelles et de droit communautaire | Hans-Jürgen SEELEGER Alfonso QUEREJETA Roderick DUNNETT Pauline KOSKELO |

Unité d'Evaluation des opérations

Jean-Jacques SCHUL, Conseiller spécial du Président



Bernard BELIER
Peter HELGER



Les directions "**Financements dans l'Union européenne**" ont procédé à des aménagements des responsabilités géographiques pour répondre aux besoins opérationnels liés notamment à l'adhésion des nouveaux pays membres. Le directeur général Pitt TREUMANN a pris en charge la "direction 1" et Michel DELEAU, auparavant directeur général de la direction "Financements à l'extérieur de l'Union", est devenu directeur général de la "direction 2". Emmanuel MARAVIC a été nommé directeur du département "Allemagne, Autriche".

A la direction "**Financements à l'extérieur de l'Union européenne**", Fridolin WEBER-KREBS, auparavant directeur du département "Danemark, Allemagne, Autriche, Suède", direction "Financements dans l'Union européenne", a été nommé directeur général.

La direction "**Finances**" a fait l'objet d'une importante restructuration pour parvenir à un rééquilibrage des responsabilités, à un renforcement du contrôle et de la gestion des risques ainsi qu'à une synergie renforcée avec les autres directions. La direction comprend maintenant les quatre départements suivants : "Marchés des Capitaux", dirigé par Ulrich DAMM et qui a été nommé directeur général adjoint, "Prévisions et solution opérationnel", à la direction duquel a été nommé Eberhard UHLMANN, ainsi que "Trésorerie", dirigée par Luc WINAND et "Contrôle financier/Comptabilité", dirigée par François ROUSSEL, département qui a été restructuré dans le cadre du renforcement du contrôle à l'intérieur de la direction financière.

Une autre importante adaptation a été concrétisée par le regroupement, au sein d'une nouvelle direction "**Projets**", des services économiques et techniques, issus des anciennes directions "Etudes économiques et financières" et "Conseillers techniques", travaillant désormais en étroite coopération

dans leurs disciplines respectives pour valoriser les compétences multidisciplinaires. La nouvelle direction contribue à l'analyse des projets et à leur suivi sur le plan technique, environnemental et économique. Herbert CHRISTIE, auparavant directeur général de la direction "Etudes économiques et financières" est devenu directeur général de cette direction. Les cinq départements sectoriels qui la composent sont dirigés par Peter BOND, Luigi GENAZZINI, Günter WESTERMANN, Hemming JØRGENSEN et Horst FEUERSTEIN. J.-Garry HAYTER, directeur du département "Industrie manufacturière, électronique et télécommunications" à la direction "Conseillers techniques" est parti à la retraite.

Une direction "**Etudes économiques et information**" a été créée afin d'associer étroitement réflexion stratégique et communication. Cette direction est dirigée par Alfred STEINHERR, économiste en chef, précédemment directeur de département au sein de la direction des Etudes économiques et financières. Henry MARTY-GAUQUIE a été nommé directeur du département "Information et communication", en remplacement de Karl Georg SCHMIDT, parti à la retraite.

Une unité "**Evaluation des opérations**", directement rattachée au Président, a également été mise en place pour analyser, à des fins opérationnelles, l'impact des investissements financés et évaluer, dans le cadre de l'accomplissement de sa mission, la contribution de la Banque à la réalisation des politiques de l'Union européenne. Cette unité est placée sous la responsabilité de Jean-Jacques SCHUL, conseiller spécial du Président, auparavant directeur général de la direction "Conseillers techniques".

♦
La Banque rend un hommage ému à la mémoire de Roger ADAMS, directeur de cette unité, décédé prématurément début 1996.



Effectif

Fin 1995, l'effectif de la Banque s'élevait à 897 personnes. Les recrutements intervenus cette année ont en priorité concerné les ressortissants des trois pays ayant adhéré à l'Union européenne. Ils ont, comme l'année passée, permis de poursuivre l'adaptation des ressources aux besoins liés à l'intensification des activités et à l'accroissement des responsabilités de la Banque. Un tiers des nouveaux cadres recrutés sont des femmes.

Gestion

La Banque a entrepris, en 1995, une évaluation des postes du personnel qui fait suite à l'évaluation des tâches de la structure de direction de la Banque réalisée l'année précédente. L'objectif de cet exercice était d'examiner le niveau des postes en mesurant pour chacun d'eux son degré d'autonomie et de responsabilités dans un contexte en rapide évolution, marqué par un élargissement des tâches et un accroissement de leur complexité. L'évaluation a été réalisée avec l'aide d'un consultant extérieur et en association, depuis le début des travaux, avec les représentants du personnel.

La Banque a, par ailleurs, mis en place les adaptations de son système d'appréciation et de rémunération au mérite, étudiées en 1994 avec les Représentants du personnel. Simultanément, dans le cadre du programme d'action en faveur de l'égalité des chances entre hommes et femmes (voir ci-dessous), elle a adapté certains aspects de sa réglementation interne pour une plus grande flexibilité de l'horaire de travail et a notamment élargi les possibilités de congés parentaux.

Représentation du personnel

Une nouvelle Convention a été signée en 1995 entre les Représentants du personnel et la Banque. Cette Convention, qui constitue le cadre global des relations entre l'administration et le personnel, met la Banque dans le domaine des relations sociales au niveau des systèmes les plus avancés en la matière dans les Etats membres.

Les négociations se sont déroulées dans un esprit d'ouverture et avec une bonne volonté de coopération. Elles ont permis d'introduire une plus grande flexibilité et une plus grande transparence en matière d'information, notamment par la création systématique de comités paritaires pour les activités financées conjointement entre la Banque et son personnel ainsi que le développement de groupes de travail pour l'examen des autres dossiers.

Egalité des chances

Le Comité paritaire pour l'égalité des chances entre les hommes et les femmes (COPEC), composé de représentants de l'administration et de représentants du personnel, a pour objectif de veiller à la mise en œuvre de la politique de l'égalité des chances au niveau des carrières, de la formation et des infrastructures sociales. Il a publié cette année son premier rapport annuel qui décrit essentiellement les résultats atteints et fournit des statistiques propres à ses domaines d'action.

Le COPEC travaille dans le cadre d'un programme d'action multiannuel qui a été établi en 1994. Son premier rapport d'activité fait apparaître que les recommandations du COPEC ont été suivies dans différents domaines permettant l'adoption d'un ensemble de dispositions visant à développer l'environnement et les conditions de travail à l'instar des évolutions en cours sur le plan social dans les Etats membres. Le COPEC a contribué à une plus grande sensibilisation des directions aux problèmes d'égalité des chances. Le Comité de direction a d'ailleurs souligné l'aide précieuse apportée par le COPEC dans le processus de prise de décision dans des domaines de sa compétence. La représentation des femmes occupant des postes de direction reste toutefois encore faible et les efforts pour assurer un meilleur équilibre seront poursuivis.

Pour favoriser concrètement les conditions d'égalité des chances dans le travail de son personnel, la Banque a ouvert en janvier 1995 sa propre crèche, accessible également à des enfants dont les parents tra-

RESSOURCES HUMAINES

Evolution des effectifs et de l'activité de la Banque (1960 - 1995)



| | Effectifs | Cadres | Support administratif |
|------|-----------|--------|-----------------------|
| 1992 | 785 | 424 | 361 |
| 1993 | 810 | 445 | 365 |
| 1994 | 859 | 473 | 386 |
| 1995 | 897 | 498 | 399 |

vaillent dans les autres institutions communautaires. Cette étape nouvelle dans la politique sociale de la Banque a rencontré une réelle attente et au 1er janvier 1996, 50 enfants fréquentaient déjà la crèche.

Formation

La Banque a poursuivi sa politique de formation visant à renforcer les compétences individuelles. Un accent particulier a été mis sur la formation professionnelle continue en liaison avec les nouvelles techniques d'analyse financière, les nouvelles technologies etc... afin de maintenir le niveau élevé des connaissances du personnel. Les efforts en matière de formation linguistique, informatique et professionnelle ont été consolidés. En moyenne, chaque membre du personnel a consacré quelque 6,5 jours à sa formation.



D'autre part, la Banque a étendu ses possibilités de formation post universitaire à plein temps en offrant à des membres du personnel déjà diplômés l'opportunité d'acquérir de nouvelles compétences.

Information et transparence

Dans la ligne des objectifs de transparence sur les activités des institutions de l'Union tracés par le Traité de Maastricht, la BEI a élargi la portée de sa politique de communication, notamment par le développement de média électroniques, et intensifié sa coopération avec les autres institutions de l'Union, en particulier la Commission, pour la préparation de brochures destinées au public le plus large.

La Banque a, en outre, contribué à la réflexion et au débat sur les questions européennes en organisant son premier "Forum BEI" (voir page 14) et participé à la formation de l'opinion en étant présente sur plusieurs foires et expositions internationales.

En outre, la Banque a décerné son "Prix BEI" en 1995 à MM. Andreas LÖFFLER et Peter NIPPEL pour des études doctorales consacrées au "The Capital Asset Pricing Model as an Equilibrium Model" et à "Die Struktur von Kreditverträgen aus theoretischer Sicht". Comme chaque année, la Banque a accordé des bourses à des étudiants de 3ème cycle de l'Institut européen de Florence et des Instituts d'économie et de statistique de l'Université de Copenhague.

Enfin, la Banque a pleinement participé aux manifestations de l'"Année européenne de la Culture" dont la responsabilité était, en 1995, confiée à son pays hôte, le Luxembourg. Elle a notamment organisé une exposition consacrée à l'œuvre de Sir Denys Lasdun, architecte britannique de son siège et de son extension inaugurée le 10 mai 1995, et accordé son soutien à l'orchestre "Les Solistes européens". Par ailleurs, la Banque a offert ses espaces à plusieurs artistes luxembourgeois de renommée internationale pour la présentation de leurs œuvres et consenti un prêt longue durée de sa collection de tapisseries flamandes des XVIème et XVIIème siècles au Château de Vianden, haut lieu de l'Histoire luxembourgeoise.

♦

Le Conseil d'administration exprime ses remerciements au personnel de la Banque pour l'importance et la qualité du travail qu'il a accompli avec compétence et dévouement au cours de l'année et l'encourage à poursuivre dans cette voie.

Luxembourg, le 26 mars 1996

*Le Président
du Conseil d'administration*

Sir Brian Unwin

LES RÉSULTATS DE L'EXERCICE

Le résultat de l'exercice 1995 s'élève à 1 216,5 millions contre 969,7 millions en 1994, soit une progression de 25 %. Ce résultat tient compte d'une dotation de 125 millions correspondant à la création de provisions spécifiques et d'une dotation de 50 millions, affectée au fonds pour risques bancaires généraux. Ces provisions reflètent la prudence observée par la Banque dans sa politique financière.

Le montant des intérêts et commissions sur prêts perçus, en 1995, a atteint 7 795 millions contre 7 334 millions, en 1994, alors que les intérêts et charges sur emprunts se sont élevés à 6 715 millions (6 293 millions en 1994).

Les revenus au titre des intérêts et commissions sur placements passent de 421 millions, en 1994, à 480 millions en 1995, soit une progression de 14 %.

Durant l'exercice, une restructuration du portefeuille d'investissement, représentant 2,4 milliards, au 31 décembre 1995, a généré une plus-value immédiate de plus de 90 millions. La moins-value de 240 millions,

enregistrée au 31 décembre 1994 sur le portefeuille d'investissement, représentait principalement le résultat négatif apparaissant dans le compte de profits et pertes sous la rubrique "Résultat provenant d'opérations financières". Comme mentionné l'an dernier, ce montant devait être progressivement récupéré; celui-ci s'élève à quelque 17 millions, en plus des 90 millions susmentionnés, correspondant à l'amortissement, en 1995, de la différence entre le prix d'entrée et la valeur de remboursement de chacun des titres composant le nouveau portefeuille d'investissement.

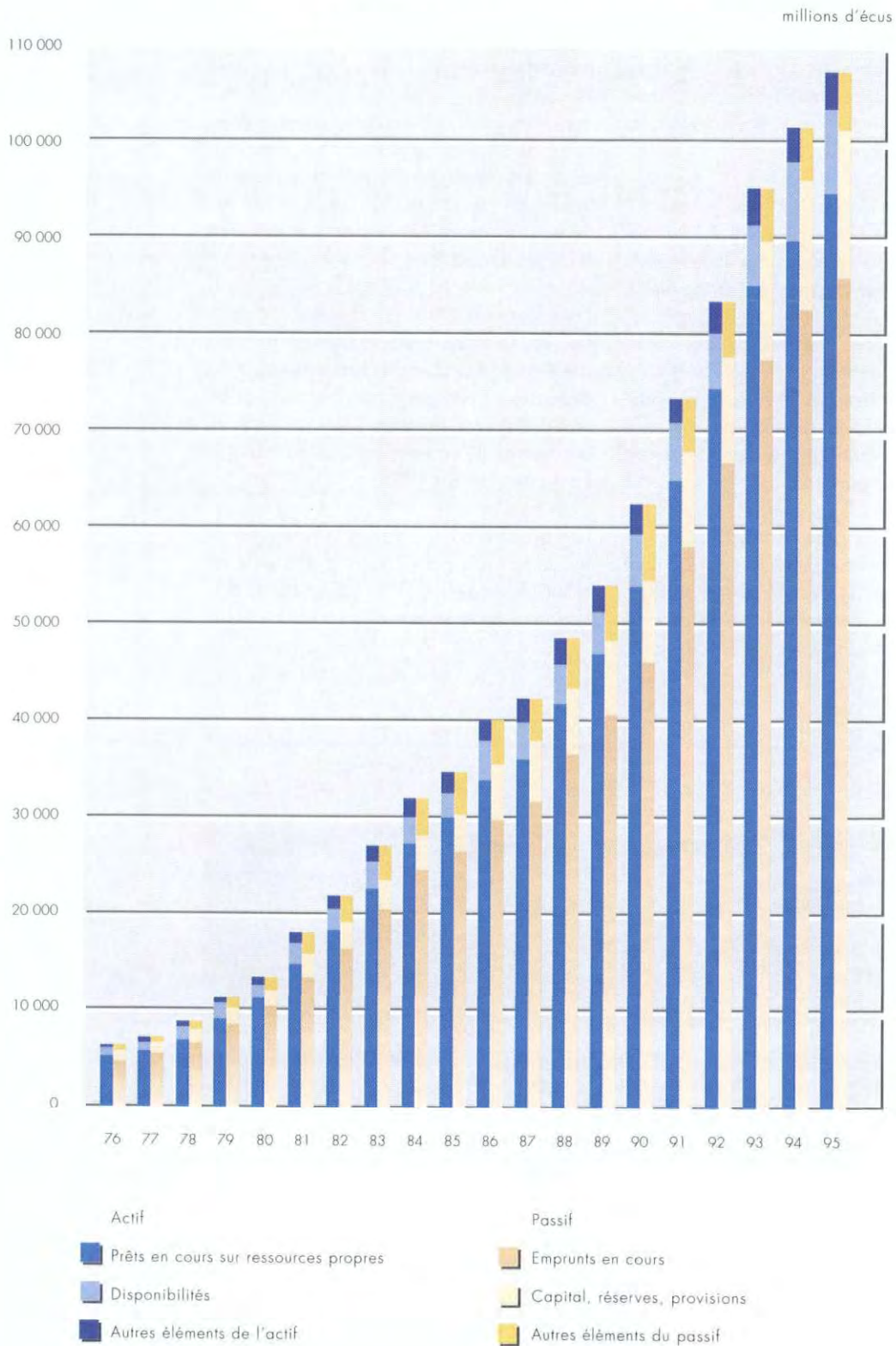
Enfin, les différences de change, l'imputation de l'annuité d'amortissement sur frais d'émission et primes de remboursement, les dépenses et charges administratives et les amortissements sur immeubles et matériel, ont représenté un montant total de 248 millions pour l'année 1995.

Le Conseil d'administration a recommandé au Conseil des gouverneurs d'affecter le résultat de l'exercice (1 216,5 millions) à la réserve supplémentaire.



Le conseil d'administration de la BEI (voir page 65) dont les séances sont présidées par le Président (au centre), ou à défaut, par un des vice-présidents du Comité de Direction. À gauche du Président, Thomas Oursin, Secrétaire général.

EVOLUTION DU BILAN DE LA BANQUE



| | Pages |
|---|---------|
| - Les comptes annuels | |
| - Bilan au 31.12.1995 | 76 |
| - Situation de la section spéciale | 78 |
| - Comptes et profits et pertes | 80 |
| - Tableau des flux de trésorerie | 81 |
| - Etat résumé des prêts et garanties | 82 |
| - Etat résumé des dettes représentées par un titre | 86 |
| - Etat des souscriptions au capital | 86 |
| - Notes sur les états financiers | 87 |
| - Rapport des réviseurs comptables externes | 91 |
| - Déclaration du Comité de vérification | 92 |
| - L'environnement économique | 93 |
| - Liste des projets financés dans l'Union européenne | 95 |
| - Liste des financements à l'extérieur de l'Union européenne | 102 |
| - Annexe statistique | |
| - Activités générales | 106 |
| - Activités dans l'Union européenne | 107 |
| - Activités à l'extérieur de l'Union européenne | 117 |
| - Activités d'emprunt | 119 |
| - Notes au lecteur | 121 |

BILAN AU 31 DÉCEMBRE 1995

En écus — voir les notes sur les états financiers

| ACTIF | 31.12.1995 | 31.12.1994 |
|--|------------------------|------------------------|
| 1. Caisse, avoirs auprès des banques centrales et des offices de chèques postaux | 26 807 130 | 37 497 709 |
| 2. Effets publics admissibles au refinancement auprès des banques centrales (Note B) | 2 257 430 092 | 1 038 722 088 |
| 3. Créances sur les établissements de crédit | | |
| a) à vue | 218 145 514 | 72 846 206 |
| b) autres créances (Note C) | 3 792 859 024 | 4 668 108 879 |
| c) prêts : encours total | 42 190 441 135 | 38 491 533 270 |
| moins partie non décaissée | <u>6 112 849 242</u> | <u>5 433 688 101</u> |
| | 36 077 591 893 | 33 057 845 169 |
| | <u>40 088 596 431</u> | <u>37 798 800 254</u> |
| 4. Créances sur la clientèle | | |
| prêts : encours total | 72 446 367 515 | 67 523 772 600 |
| moins partie non décaissée | <u>12 432 195 744</u> | <u>9 577 948 246</u> |
| | 60 014 171 771 | 57 945 824 354 |
| provisions spécifiques (Note A.3) | <u>- 125 000 000</u> | |
| | <u>59 889 171 771</u> | |
| 5. Obligations et autres titres à revenu fixe (Note B) | | |
| a) des émetteurs publics | 1 587 923 120 | 1 577 826 247 |
| b) d'autres émetteurs | <u>409 072 971</u> | <u>429 564 006</u> |
| | 1 996 996 091 | 2 007 390 253 |
| 6. Actions et autres titres à revenu variable (Note D) | 90 000 000 | 72 000 000 |
| 7. Participations (Note D) | 80 000 000 | 40 000 000 |
| 8. Actifs incorporels | | |
| frais d'émission et primes de remboursement à amortir | 353 697 601 | 392 966 694 |
| 9. Actifs corporels (Note E) | 87 127 162 | 87 297 087 |
| 10. Autres actifs | | |
| a) créances sur les Etats membres pour ajustement du capital (Note F) | 2 888 806 | 0 |
| b) à recevoir en compte de réserves et de provision (Note L) | 465 889 494 | 0 |
| c) à recevoir au titre de bonifications d'intérêt versées d'avance dans le cadre du SME (Note G) | 49 721 890 | 66 669 022 |
| d) débiteurs divers (Note H) | <u>120 441 626</u> | <u>322 353 544</u> |
| | 638 941 816 | 389 022 566 |
| 11. Capital souscrit, appelé mais non versé | 503 225 006 | 400 000 000 |
| 12. Comptes de régularisation | <u>2 687 596 164</u> | <u>2 543 662 198</u> |
| | <u>108 699 589 264</u> | <u>102 753 183 203</u> |

PASSIF

31.12.1995

31.12.1994

| | | | |
|--|----------------|------------------------|-----------------|
| 1. Dettes envers des établissements de crédit | | | |
| a) vue | 0 | 44 056 561 | |
| b) à terme ou à préavis (Note I) | 36 609 404 | 23 639 951 | |
| | | 36 609 404 | 67 696 512 |
| 2. Dettes représentées par un titre | | | |
| a) bons et obligations en circulation | 83 626 500 656 | 79 770 795 645 | |
| b) autres | 3 452 264 448 | 3 902 329 561 | |
| | | 87 078 765 104 | 83 673 125 206 |
| 3. Autres passifs | | | |
| a) dettes envers les Etats membres pour ajustement du capital (Note F) | 0 | 1 777 408 | |
| b) bonifications d'intérêt reçues d'avance (Note G) | 261 558 884 | 292 088 377 | |
| c) créiteurs divers (Note H) | 638 697 558 | 581 191 614 | |
| d) divers (Note H) | 106 429 092 | 28 884 555 | |
| | | 1 006 685 534 | 903 941 954 |
| 4. Comptes de régularisation | | 3 478 198 527 | 3 414 234 869 |
| 5. Provisions pour risques et charges | | | |
| fonds de pension du personnel (Note J) | | 269 405 172 | 238 328 790 |
| 6. Fonds pour risques bancaires généraux (Note K) | | 450 000 000 | 350 000 000 |
| 7. Capital | | | |
| souscrit | 62 013 000 000 | 57 600 000 000 | |
| non appelé | 57 361 014 839 | 53 279 061 724 | |
| | | 4 651 985 161 | 4 320 938 276 |
| 8. Réserves (Note L) | | | |
| a) fonds de réserve | 6 201 300 000 | 5 760 000 000 | |
| b) réserve supplémentaire | 4 310 100 085 | 3 055 226 679 | |
| | | 10 511 400 085 | 8 815 226 679 |
| 9. Résultat de l'exercice | | 1 216 540 277 | 969 690 917 |
| | | 108 699 589 264 | 102 753 183 203 |

POSTES HORS BILAN

31.12.1995

31.12.1994

| | | | |
|---|-------------|----------------------|---------------|
| Garanties | | | |
| - au titre de prêts accordés par des tiers | 331 144 074 | 360 738 017 | |
| - au titre de participation des tiers au financement des prêts de la Banque | 59 295 788 | 71 386 579 | |
| | | 390 439 862 | 432 124 596 |
| Dépôts spéciaux pour service d'emprunts (Note R) | | 5 131 929 918 | 5 605 496 680 |
| Contrats d'échange (Note S) | | | |
| - de devises | 573 781 000 | 400 300 000 | |
| - d'intérêt | 119 999 000 | 102 500 000 | |
| | | 693 780 000 | 502 800 000 |
| Portefeuille-titres | | | |
| - ventes à terme (Note T) | | 0 | 370 835 341 |

SITUATION DE LA SECTION SPÉCIALE ⁽¹⁾ AU 31 DÉCEMBRE 1995

En écus — voir les notes sur les états financiers

| ACTIF | 31.12.1995 | 31.12.1994 |
|---|----------------------|----------------------|
| Pays de l'Union | | |
| <i>Sur ressources de la Communauté européenne de l'énergie atomique</i> | | |
| Prêts en cours | | |
| - versés ⁽²⁾ | 729 480 896 | 785 767 732 |
| <i>Sur ressources de la Communauté européenne</i> | | |
| <i>(nouvel instrument communautaire d'emprunts et de prêts)</i> | | |
| Prêts en cours | | |
| - versés ⁽³⁾ | 846 099 719 | 1 213 651 936 |
| Turquie | | |
| <i>Sur ressources des Etats membres</i> | | |
| Prêts en cours | | |
| - à verser | 1 804 484 | 15 366 790 |
| - versés | 148 865 138 | 157 557 566 |
| Total ⁽⁴⁾ | 150 669 622 | 172 924 356 |
| Pays du bassin méditerranéen | | |
| <i>Sur ressources de la Communauté européenne</i> | | |
| Prêts en cours | | |
| - à verser | 159 286 | 1 292 489 |
| - versés | 263 512 810 | 269 998 689 |
| | 263 672 096 | 271 291 178 |
| Opérations sur capitaux à risques | | |
| - montants à verser | 54 946 917 | 35 918 034 |
| - montants versés | 48 007 159 | 45 287 350 |
| | 102 954 076 | 81 205 384 |
| Total ⁽⁵⁾ | 366 626 172 | 352 496 562 |
| Pays d'Afrique, des Caraïbes et du Pacifique | | |
| et pays et territoires d'outre-mer | | |
| <i>Sur ressources de la Communauté européenne</i> | | |
| Conventions de Yaoundé | | |
| Prêts versés | 61 962 093 | 66 810 937 |
| Contribution à la formation de capitaux à risques | | |
| Montants versés | 659 959 | 646 310 |
| Total ⁽⁶⁾ | 62 622 052 | 67 457 247 |
| Conventions de Lomé | | |
| Opérations sur capitaux à risques | | |
| - montants à verser | 531 984 626 | 435 953 804 |
| - montants versés | 804 606 812 | 754 327 041 |
| Total ⁽⁷⁾ | 1 336 591 438 | 1 190 280 845 |
| Total général | 3 492 089 899 | 3 782 578 678 |

Pour mémoire :

Total des montants versés et non encore remboursés sur les prêts à conditions spéciales accordés par la Commission et pour lesquels la Banque a accepté un mandat de recouvrement de la CE :

a) dans le cadre des Conventions de Lomé I, II et III : au 31.12.1995 : 1 492 793 886 au 31.12.1994 : 1 447 891 167

b) dans le cadre des protocoles signés avec les pays du bassin méditerranéen : au 31.12.1995 : 172 394 118 au 31.12.1994 : 160 182 792

(1) La Section spéciale a été créée par le Conseil des gouverneurs le 27 mai 1963; son but a été redéfini par décision du 04 août 1977 comme étant celui de comptabiliser les opérations que la Banque effectue pour compte et sur mandat des tiers.

(2) Montant initial des contrats signés dans le cadre des décisions du Conseil des Communautés européennes (77/271/EURATOM) du 29 mars 1977, (82/170/EURATOM) du 15 mars 1982 et (85/537/EURATOM) du 5 décembre 1985 à concurrence d'un mon-

tant total de trois milliards en vue d'une contribution au financement de centrales nucléaires de puissance dans les pays de la Communauté, sur mandat pour compte et risque de la Communauté européenne de l'énergie atomique :

| | |
|-----------------------------------|-----------------|
| A ajouter : ajustements de change | + 179 657 351 |
| A déduire : remboursements | - 2 223 343 594 |
| | 729 480 896 |

Fonds en gestion fiduciaire

| | | |
|---|----------------------|----------------------|
| Sur mandat des Communautés européennes | | |
| Communauté européenne de l'énergie atomique | 729 480 896 | 785 767 732 |
| Communauté européenne : | | |
| - Nouvel instrument communautaire | 846 099 719 | 1 213 651 936 |
| - Protocoles financiers avec les pays du bassin méditerranéen | 311 519 969 | 315 286 039 |
| - Conventions de Yaoundé | 62 622 052 | 67 457 247 |
| - Conventions de Lomé | 804 606 812 | 754 327 041 |
| | <u>2 754 329 448</u> | <u>3 136 489 995</u> |
| Sur mandat des Etats membres | 148 865 138 | 157 557 566 |
| Total | 2 903 194 586 | 3 294 047 561 |

Fonds à verser

| | | |
|--|----------------------|----------------------|
| Sur prêts à la Turquie, protocole complémentaire | 1 804 484 | 15 366 790 |
| Sur prêts et opérations sur capitaux à risques dans les pays du bassin méditerranéen | 55 106 203 | 37 210 523 |
| Sur opérations sur capitaux à risques au titre des Conventions de Lomé | 531 984 626 | 435 953 804 |
| Total | 588 895 313 | 488 531 117 |
| Total général | 3 492 089 899 | 3 782 578 678 |

(3) Montant initial des contrats signés dans le cadre des décisions du Conseil des Communautés européennes (78/870/CEE) du 16 octobre 1978 (nouvel instrument communautaire), (82/169/CEE) du 15 mars 1982, (83/200/CEE) du 19 avril 1983 et (87/182/CEE) du 9 mars 1987 pour la promotion des investissements dans la Communauté ainsi que (81/19/CEE) du 20 janvier 1981 pour la reconstruction des zones sinistrées par le tremblement de terre du 23 novembre 1980 en Campanie et Basilicate (Italie) et (81/1013/CEE) du 14 décembre 1981 pour la reconstruction des zones sinistrées par les séismes survenus en Grèce en février/mars 1981, sur mandat pour compte et risque de la Communauté européenne : 6 399 144 856

| | | |
|-----------------------------------|----------------------|------------------------|
| A ajouter : ajustements de change | | + 97 442 200 |
| A déduire : annulations | 201 990 536 | |
| remboursements | <u>5 448 496 801</u> | <u>- 5 650 487 337</u> |
| | | 846 099 719 |

(4) Montant initial des prêts signés pour le financement des projets situés en Turquie, sur mandat pour compte et risque des Etats membres : 417 215 000

| | | |
|-----------------------------------|--------------------|----------------------|
| A ajouter : ajustements de change | | + 8 383 251 |
| A déduire : annulations | 215 000 | |
| remboursements | <u>274 713 629</u> | <u>- 274 928 629</u> |
| | | 150 669 622 |

(5) Montant initial des contrats signés pour le financement des projets situés dans les pays du Maghreb, Machrek, ainsi qu'à Malte, Chypre, en Turquie et en Grèce (10 000 000 accordés avant son adhésion à la CE le 1^{er} janvier 1981) sur mandat pour compte et risque de la Communauté européenne : 416 689 000

| | | |
|-------------------------|----------------|---------------------|
| A déduire : annulations | 7 739 147 | |
| remboursements | 41 684 879 | |
| ajustements de change | <u>638 802</u> | <u>- 50 062 828</u> |
| | | 366 626 172 |

(6) Montant initial des contrats signés pour le financement des projets dans les Etats africains, malgache et mauricien associés et dans les pays, territoires et départements d'outre-mer (EAMMA-PTDOM) sur mandat pour compte et risque de la Communauté européenne :

| | | |
|--|-------------------|---------------------|
| - prêts à conditions spéciales | 139 483 056 | |
| - contributions à la formation de capitaux à risques | <u>2 502 615</u> | <u>141 985 671</u> |
| A ajouter : | | |
| - Intérêts capitalisés | 1 178 272 | |
| - ajustements de change | <u>10 741 881</u> | <u>+ 11 920 153</u> |
| A déduire : | | |
| - annulations | 1 573 610 | |
| - remboursements | <u>89 710 162</u> | <u>- 91 283 772</u> |
| | | 62 622 052 |

(7) Montant initial des contrats signés pour le financement des projets dans les pays d'Afrique, des Caraïbes et du Pacifique ainsi que dans les pays et territoires d'outre-mer (ACP/PTOM) sur mandat pour compte et risque de la Communauté européenne :

| | | |
|--------------------------------------|-------------------|----------------------|
| - prêts conditionnels et subordonnés | 1 706 037 641 | |
| - prises de participation | <u>34 215 720</u> | <u>1 740 253 361</u> |
| A ajouter : | | |
| - intérêts capitalisés | | + 1 655 147 |
| A déduire : | | |
| - annulations | 202 689 613 | |
| - remboursements | 191 620 990 | |
| - ajustements de change | <u>11 006 467</u> | <u>- 405 317 070</u> |
| | | 1 336 591 438 |

COMPTE DE PROFITS ET PERTES AU 31 DÉCEMBRE 1995

En écus — voir les notes sur les états financiers

| | 31.12.1995 | 31.12.1994 |
|---|---------------------|---------------------|
| 1. Intérêts et produits assimilés (Note N) | 8 316 827 738 | 7 766 558 981 |
| 2. Intérêts et charges assimilés | - 6 754 202 799 | - 6 321 762 996 |
| 3. Commissions perçues (Note O) | 18 048 975 | 18 364 756 |
| 4. Commissions versées | - 1 501 412 | - 11 936 227 |
| 5. Résultat provenant d'opérations financières | 9 010 507 | - 207 754 949 |
| 6. Autres produits d'exploitation | 672 003 | 2 766 068 |
| 7. Frais généraux administratifs (Note P) : | - 142 229 173 | - 131 907 923 |
| a) frais de personnel | 113 983 316 | 108 154 206 |
| b) autres frais administratifs | <u>28 245 857</u> | <u>23 753 717</u> |
| 8. Corrections de valeur : | - 105 200 120 | - 128 336 166 |
| a) sur frais d'émission et sur primes de remboursement | 96 551 267 | 119 020 349 |
| b) sur immeubles et sur achats nets installations et matériel (Note E) | <u>8 648 853</u> | <u>9 315 817</u> |
| 9. Corrections de valeur sur créances (Note A.3) | - 125 000 000 | — |
| 10. Corrections de valeurs sur valeurs mobilières ayant le caractère d'immobilisations financières, sur participations et sur parts dans des entreprises liées (Note Q) | 90 399 744 | — |
| 11. Dotations au fonds pour risques bancaires généraux | - 50 000 000 | — |
| 12. Résultat provenant des activités ordinaires | 1 256 825 463 | 985 991 544 |
| 13. Moins-value nette ressortant de l'évaluation des avoirs de la Banque non soumis à l'ajustement de l'article 7 des statuts (Note A § 1) | <u>- 40 285 186</u> | <u>- 16 300 627</u> |
| 14. Résultat de l'exercice (Note L) | 1 216 540 277 | 969 690 917 |

TABLEAU DES FLUX DE TRÉSORERIE AU 31 DÉCEMBRE 1995

En écus — voir les notes sur les états financiers

| | 31.12.1995 | 31.12.1994 |
|---|------------------------|------------------------|
| A. Flux de trésorerie des activités d'exploitation : | | |
| Résultat de l'exercice | 1 216 540 277 | 969 690 917 |
| Ajustements : | | |
| Dotation au fonds pour risques bancaires généraux | 50 000 000 | — |
| Corrections de valeur | 230 200 120 | 128 336 166 |
| Gains ou pertes non réalisés sur titres | — | 239 658 629 * |
| Ajustement de change non soumis à l'Article 7 | 40 285 186 | 16 300 627 |
| Variation des intérêts et commissions à payer et intérêts reçus d'avance | 63 963 658 | - 1 652 663 |
| Variation des intérêts et commissions à recevoir | - 143 933 966 | - 32 591 512 |
| Produits des cessions du portefeuille d'investissement | - 90 399 744 | — * |
| Résultat provenant des activités d'exploitation : | 1 366 655 531 | 1 319 742 164 |
| Versements nets prêts | - 16 909 887 002 | - 15 600 486 687 * |
| Remboursements | 10 505 127 397 | 9 453 949 749 * |
| Vente portefeuille de négociation | 567 174 314 | — |
| Acquisition portefeuille de négociation | - 567 174 314 | — |
| Vente portefeuille de couverture | 851 288 767 | — |
| Acquisition portefeuille de couverture | - 1 447 573 111 | — |
| Flux de trésorerie net provenant des activités d'exploitation | - 5 634 388 418 | - 4 826 794 774 |
| B. Flux de trésorerie provenant des activités d'investissement : | | |
| Vente de titres | 1 844 204 413 | 9 346 676 430 |
| Acquisition de titres | - 2 022 377 630 | - 10 188 534 949 * |
| Produits des cessions du portefeuille d'investissement | 90 399 744 | — * |
| Variations des immobilisations corporelles | - 8 478 928 | - 46 840 339 |
| Autres variations d'actifs | - 37 741 270 | 29 036 388 |
| Flux de trésorerie net provenant des activités d'investissement | - 133 993 671 | - 859 662 470 |
| C. Flux de trésorerie provenant des activités de financement : | | |
| Emissions d'emprunts | 12 717 129 211 | 14 018 786 784 |
| Remboursements d'emprunts | - 6 186 060 817 | - 7 379 884 841 |
| Augmentation nette des frais d'émission et primes de remboursement | - 57 282 174 | - 111 714 044 |
| Variation des échanges de devises à recevoir | - 2 953 390 042 | - 386 217 070 * |
| Variation des échanges de devises à payer | 3 243 600 958 | 698 049 811 * |
| Variation nette des emprunts à court terme | - 1 348 607 739 | - 259 271 396 |
| Capital, réserves et provisions versés par les Etats membres | 538 414 874 | 100 000 000 |
| Variation nette des dettes sur les établissements de crédit | - 31 087 108 | - 2 668 414 |
| Autres variations de passif | 57 320 560 | 238 726 723 |
| Flux de trésorerie net provenant des activités de financement | 5 980 037 723 | 6 915 807 553 |
| Etat de la Trésorerie | | |
| Liquidités et équivalents de liquidités à l'ouverture de l'exercice | 5 247 784 128 | 4 146 922 313 |
| Flux de trésorerie nets en provenance : | | |
| (1) des activités d'exploitation | - 5 634 388 418 | - 4 826 794 774 |
| (2) des opérations d'investissement | - 133 993 671 | - 859 662 470 |
| (3) des opérations de financement | 5 980 037 723 | 6 915 807 553 |
| Effet de la variation du taux de change sur les liquidités et les équivalents de liquidités | - 206 917 390 | - 128 488 494 * |
| Liquidités et équivalents de liquidités à la clôture de l'exercice | 5 252 522 372 | 5 247 784 128 |
| Analyse des disponibilités | | |
| Caisse, avoirs auprès des banques centrales et des offices de chèques postaux | 26 807 130 | 37 497 709 |
| Effets dont l'échéance à l'émission est de trois mois au plus | 1 214 710 704 | 757 847 183 |
| Créances sur les établissements de crédit : | | |
| - comptes à vue | 218 145 514 | 72 846 206 |
| - comptes de dépôts à terme | 3 792 859 024 | 4 379 593 030 |
| | 5 252 522 372 | 5 247 784 128 |

* Certaines informations ont été retraitées pour être conformes à la présentation adoptée en 1995.

ÉTAT RÉSUMÉ DES PRÊTS ET DES GARANTIES AU 31 DÉCEMBRE 1995

En écus — voir les notes sur les états financiers

1. Encours total des prêts (*)

Montant total des prêts accordés depuis l'origine, calculé sur la base des parités appliquées au jour de la signature
180 309 581 951
A déduire :
ajustements de change 93 346 166

| | |
|---|-------------------------|
| résiliations et annulations | 2 826 681 051 |
| remboursements en principal | 62 693 450 296 |
| participations attribuées à des tiers | 59 295 788 |
| | <u>- 65 672 773 301</u> |
| Encours total des prêts | 114 636 808 650 |

Prêts accordés

Décomposition de l'encours total des prêts

| | à des établissements de crédit comme intermédiaire | directement au bénéficiaire final | Total |
|---------------------------------------|--|--------------------------------------|------------------------|
| Encours des prêts décaissés | 36 077 591 893 | 60 014 171 771 | 96 091 763 664 |
| Partie non décaissée | 6 112 849 242 | 12 432 195 744 | 18 545 044 986 |
| Encours total des prêts : | 42 190 441 135 | 72 446 367 515 | 114 636 808 650 |

(*) L'encours des prêts englobe aussi bien la partie décaissée des prêts accordés que celle restant à décaisser.

2. Limite statutaire relative aux opérations de prêts et de garanties

En vertu de l'article 18 alinéa 5 des statuts, l'encours total des prêts et des garanties accordés par la Banque ne peut excéder 250 % du capital souscrit.

Au niveau du capital actuel, le plafond se situe à 155,0325 milliards et se compare à l'encours total des prêts et des garanties de 115 027 248 512, qui se répartit comme suit :

| | |
|--|------------------------|
| Encours total des prêts | 114 636 808 650 |
| Encours total des garanties (postes hors bilan) | |
| - au titre de prêts accordés par des tiers | 331 144 074 |
| - au titre de participations des tiers au financement des prêts de la Banque | 59 295 788 |
| | <u>390 439 862</u> |
| Encours total des prêts et des garanties | 115 027 248 512 |

3. Ventilation de la partie non décaissée par type de taux d'intérêt

A taux d'intérêt et assortiment de devises fixes, déterminés dans le contrat de financement
A taux d'intérêt fixe, déterminé dans le contrat de financement, la Banque disposant du choix des devises à décaisser
A taux d'intérêt ouvert, la Banque disposant du choix des taux d'intérêt et assortiment de devises à décaisser
A taux d'intérêt variable
A taux d'intérêt révisable

| | à des établissements de crédit comme intermédiaire | directement au bénéficiaire final | Total |
|---|--|--------------------------------------|-----------------------|
| A taux d'intérêt et assortiment de devises fixes, déterminés dans le contrat de financement | 224 660 090 | 345 780 519 | 570 440 609 |
| A taux d'intérêt fixe, déterminé dans le contrat de financement, la Banque disposant du choix des devises à décaisser | 680 558 142 | 1 239 690 495 | 1 920 248 637 |
| A taux d'intérêt ouvert, la Banque disposant du choix des taux d'intérêt et assortiment de devises à décaisser | 5 123 409 868 | 9 852 017 163 | 14 975 427 031 |
| A taux d'intérêt variable | 15 217 921 | 603 519 454 | 618 737 375 |
| A taux d'intérêt révisable | 69 003 221 | 391 188 113 | 460 191 334 |
| Partie non décaissée : | 6 112 849 242 | 12 432 195 744 | 18 545 044 986 |

4. Échéancier de l'encours des prêts décaissés

Période restant à courir jusqu'à l'échéance finale :

| | | | |
|---|-----------------------|-----------------------|-----------------------|
| Jusqu'à trois mois | 914 552 395 | 700 303 374 | 1 614 855 769 |
| Plus de trois mois à un an | 3 104 160 368 | 4 240 953 387 | 7 345 113 755 |
| Plus d'un an à cinq ans | 19 046 499 180 | 29 319 030 711 | 48 365 529 891 |
| Plus de cinq ans | 13 012 379 950 | 25 753 884 299 | 38 766 264 249 |
| Encours des prêts décaissés : | 36 077 591 893 | 60 014 171 771 | 96 091 763 664 |

5. Ventilation de l'encours des prêts décaissés par monnaie de remboursement

| | | | |
|---|-----------------------|-----------------------|-----------------------|
| Monnaies des Etats membres et l'écu | 31 014 011 220 | 45 740 967 395 | 76 754 978 615 |
| Autres monnaies | 5 063 580 673 | 14 273 204 376 | 19 336 785 049 |
| Encours des prêts décaissés : | 36 077 591 893 | 60 014 171 771 | 96 091 763 664 |

6. Décomposition des prêts par pays de localisation des projets

| Localisation des projets | Nombre | Encours total des prêts | Partie non décaissée | Encours des prêts décaissés | % encours total |
|--|--------------|----------------------------|-------------------------|-----------------------------------|-----------------------|
| 6.1. Prêts pour investissements à l'intérieur de l'Union et prêts assimilés (a) | | | | | |
| Allemagne | 402 | 11 216 326 499 | 438 966 650 | 10 777 359 849 | 9,78 |
| France | 436 | 13 726 803 943 | 1 855 595 589 | 11 871 208 354 | 11,97 |
| Italie | 2 186 | 25 382 584 570 | 2 220 482 928 | 23 162 101 642 | 22,14 |
| Royaume-Uni | 372 | 12 645 429 494 | 2 319 410 824 | 10 326 018 670 | 11,03 |
| Espagne | 336 | 17 899 661 684 | 1 788 012 097 | 16 111 649 587 | 15,61 |
| Belgique | 72 | 2 224 926 073 | 356 956 173 | 1 867 969 900 | 1,94 |
| Pays-Bas | 50 | 1 945 194 853 | 309 499 547 | 1 635 695 306 | 1,70 |
| Suède | 11 | 289 648 905 | 128 199 753 | 161 449 152 | 0,25 |
| Danemark | 166 | 3 741 276 336 | 272 008 098 | 3 469 268 238 | 3,26 |
| Autriche | 13 | 481 262 142 | 97 617 575 | 383 644 567 | 0,42 |
| Finlande | 5 | 242 440 599 | 15 742 660 | 226 697 939 | 0,21 |
| Grèce | 211 | 3 522 498 429 | 426 842 633 | 3 095 655 796 | 3,07 |
| Portugal | 245 | 7 456 154 326 | 1 333 970 151 | 6 122 184 175 | 6,50 |
| Irlande | 210 | 2 949 126 682 | 371 504 681 | 2 577 622 001 | 2,57 |
| Luxembourg | 7 | 138 077 726 | 80 986 307 | 57 091 419 | 0,12 |
| Prêts assimilés (a) | 20 | 1 037 232 514 | 496 351 024 | 540 881 490 | 0,94 |
| Total | 4 742 | 104 898 644 775 | 12 512 146 690 | 92 386 498 085 | 91,51 |
| 6.2 Prêts pour investissements à l'extérieur de l'Union | | | | | |
| 6.2.1 Pays ACP/PTOM | | | | | |
| Nigeria | 7 | 210 344 684 | 75 000 000 | 135 344 684 | |
| Zimbabwe | 15 | 182 768 248 | 74 476 455 | 108 291 793 | |
| Côte d'Ivoire | 13 | 116 591 727 | 10 491 869 | 106 099 858 | |
| Kenya | 9 | 105 949 734 | 13 000 000 | 92 949 734 | |
| Botswana | 12 | 79 309 997 | 48 264 100 | 31 045 897 | |
| Ghana | 4 | 76 854 731 | 50 000 000 | 26 854 731 | |
| Jamaïque | 10 | 72 811 976 | 26 878 819 | 45 933 157 | |
| Île Maurice | 9 | 70 202 386 | 52 000 000 | 18 202 386 | |
| Ensemble des pays ACP | 2 | 70 102 147 | 60 000 000 | 10 102 147 | |
| Papouasie-Nouvelle Guinée | 7 | 69 698 190 | 41 000 000 | 28 698 190 | |
| Trinité et Tobago | 5 | 64 896 406 | 26 055 593 | 38 840 813 | |
| Cameroun | 9 | 52 379 561 | 8 000 000 | 44 379 561 | |
| Mali | 1 | 35 153 898 | 11 752 274 | 23 401 624 | |
| Îles Fidji | 7 | 30 493 171 | 8 000 000 | 22 493 171 | |
| Bahamas | 3 | 26 861 730 | 14 000 000 | 12 861 730 | |
| Namibie | 3 | 23 746 645 | 18 592 464 | 5 154 181 | |
| Mozambique | 1 | 20 000 000 | 20 000 000 | — | |
| Guinée | 3 | 17 492 118 | 7 500 000 | 9 992 118 | |
| Barbade | 4 | 16 946 383 | 10 000 000 | 6 946 383 | |
| Antilles néerlandaises | 6 | 14 804 827 | 5 000 000 | 9 804 827 | |
| Mauritanie | 1 | 14 076 763 | — | 14 076 763 | |
| Régional - Afrique | 1 | 13 862 537 | 3 015 668 | 10 846 869 | |
| Polynésie française | 4 | 12 653 353 | 3 023 500 | 9 629 853 | |
| Sénégal | 2 | 12 333 499 | — | 12 333 499 | |
| Malawi | 5 | 9 279 531 | — | 9 279 531 | |
| Zaire | 1 | 7 756 649 | — | 7 756 649 | |
| Sainte Lucie | 3 | 6 920 042 | 1 060 000 | 5 860 042 | |
| Nouvelle-Calédonie | 2 | 6 354 190 | 1 325 000 | 5 029 190 | |
| Gabon | 3 | 6 036 778 | — | 6 036 778 | |
| Swaziland | 3 | 4 477 296 | — | 4 477 296 | |
| Îles Caïmans | 3 | 4 447 063 | — | 4 447 063 | |
| Lesotho | 1 | 4 261 018 | — | 4 261 018 | |
| Congo | 2 | 3 725 949 | — | 3 725 949 | |
| Îles Vierges britanniques | 2 | 3 480 651 | 1 300 000 | 2 180 651 | |
| Aruba | 2 | 3 085 494 | 1 600 000 | 1 485 494 | |
| Saint-Vincent | 1 | 2 705 764 | — | 2 705 764 | |
| Afrique de l'Ouest | 1 | 2 648 381 | — | 2 648 381 | |
| Zambie | 1 | 2 601 843 | — | 2 601 843 | |
| Afrique de l'Est | 1 | 2 433 108 | — | 2 433 108 | |
| Falklands | 1 | 2 337 945 | — | 2 337 945 | |
| Tonga | 2 | 2 285 216 | 620 000 | 1 665 216 | |
| Togo | 1 | 2 167 183 | — | 2 167 183 | |
| Afrique Centrale | 1 | 1 598 418 | — | 1 598 418 | |
| Seychelles | 1 | 1 378 438 | — | 1 378 438 | |
| Belize | 2 | 1 047 141 | — | 1 047 141 | |
| Niger | 1 | 998 987 | — | 998 987 | |
| Montserrat | 1 | 302 730 | — | 302 730 | |
| Libéria | 1 | 141 829 | — | 141 829 | |
| Sous-total | 180 | 1 492 806 355 | 591 955 742 | 900 850 613 | 1,30 |
| 6.2.2 Afrique du Sud | 2 | 45 000 000 | 45 000 000 | | 0,04 |

(a) les prêts accordés en vertu de l'article 18.1 2^{ème} al. des statuts pour des projets localisés en dehors du territoire des Etats membres et présentant un intérêt pour l'Union sont assimilés à des prêts à l'intérieur de celle-ci.

6. Décomposition des prêts par pays de localisation des projets (suite)

| Localisation des projets | Nombre | Encours total des prêts | Partie non décaissée | Encours des prêts décaissés | % encours total |
|--|--------------|----------------------------|-------------------------|-----------------------------------|-----------------------|
| 6.2.3 Pays du bassin méditerranéen | | | | | |
| Egypte | 25 | 774 359 483 | 475 016 182 | 299 343 301 | |
| Maroc | 22 | 766 756 894 | 500 063 446 | 266 693 448 | |
| Algérie | 17 | 717 639 916 | 492 518 694 | 225 121 222 | |
| Tunisie | 31 | 450 032 887 | 236 858 290 | 213 174 597 | |
| Ex-RF de Yougoslavie (b) | 18 | 420 311 940 | — | 420 311 940 | |
| Liban | 8 | 254 878 987 | 200 047 000 | 54 831 987 | |
| Jordanie | 26 | 198 109 515 | 111 217 184 | 86 892 331 | |
| Israël | 4 | 97 000 214 | 68 000 000 | 29 000 214 | |
| Turquie | 4 | 94 694 344 | 93 500 000 | 1 194 344 | |
| Chypre | 8 | 74 490 986 | 34 249 500 | 40 241 486 | |
| Syrie | 5 | 54 783 349 | 11 855 200 | 42 928 149 | |
| Malte | 5 | 46 349 671 | 26 720 500 | 19 629 171 | |
| Gaza/Cisjordanie | 2 | 20 000 000 | 20 000 000 | — | |
| Sous-total | 175 | 3 969 408 186 | 2 270 045 996 | 1 699 362 190 | 3,46 |
| 6.2.4 Pays d'Europe centrale et orientale | | | | | |
| Pologne | 15 | 1 005 655 609 | 707 530 284 | 298 125 325 | |
| République Tchèque | 9 | 737 871 285 | 658 482 313 | 79 388 972 | |
| Hongrie | 13 | 729 174 515 | 425 235 470 | 303 939 045 | |
| Roumanie | 9 | 381 549 241 | 309 010 137 | 72 539 104 | |
| Bulgarie | 7 | 285 451 998 | 231 048 434 | 54 403 564 | |
| République Slovaque | 8 | 252 378 561 | 145 128 013 | 107 250 548 | |
| Slovénie | 5 | 120 075 156 | 96 791 910 | 23 283 246 | |
| Estonie | 5 | 51 823 399 | 40 500 000 | 11 323 399 | |
| Albanie | 3 | 34 000 000 | 34 000 000 | — | |
| Lituanie | 3 | 28 952 585 | 23 003 261 | 5 949 324 | |
| Lettonie | 1 | 5 000 000 | 5 000 000 | — | |
| Sous-total | 78 | 3 631 932 349 | 2 675 729 822 | 956 202 527 | 3,17 |
| 6.2.5 Pays d'Amérique latine et d'Asie | | | | | |
| Argentine | 3 | 118 599 982 | 76 000 000 | 42 599 982 | |
| Chili | 1 | 71 019 591 | 4 631 261 | 66 388 330 | |
| Pakistan | 2 | 60 000 000 | 60 000 000 | — | |
| Thaïlande | 2 | 57 959 191 | 51 719 844 | 6 239 347 | |
| Inde | 1 | 55 000 000 | 55 000 000 | — | |
| Chine | 1 | 55 000 000 | 55 000 000 | — | |
| Philippines | 2 | 47 811 382 | 39 173 581 | 8 637 801 | |
| Indonésie | 1 | 46 000 000 | 46 000 000 | — | |
| Costa Rica | 1 | 44 000 000 | 44 000 000 | — | |
| Pérou | 1 | 26 626 839 | 1 642 050 | 24 984 789 | |
| Paraguay | 1 | 17 000 000 | 17 000 000 | — | |
| Sous-total | 16 | 599 016 985 | 450 166 736 | 148 850 249 | 0,52 |
| Total | 451 | 9 738 163 875 | 6 032 898 296 | 3 705 265 579 | 8,49 |
| Total général | 5 193 | 114 636 808 650 | 18 545 044 986 | 96 091 763 664 | 100 % |

(b) les prêts accordés à des entités de droit public adhérentes à l'Ex-République fédérale de Yougoslavie continuent d'être assimilés à des prêts aux pays du bassin méditerranéen.

7. Ventilation des prêts selon les garanties principales dont ils sont assortis (a)

7.1 Prêts pour investissements à l'intérieur de l'Union et prêts assimilés (b)

| | | |
|--|------------------------|-------|
| Prêts accordés aux Etats membres ou bénéficiant de leur garantie | 44 880 078 422 | (c-d) |
| Prêts accordés à des institutions publiques d'Etats membres ou garantis par celles-ci | 5 181 519 725 | |
| Prêts accordés à/ou garantis par des institutions financières (banques, instituts de crédit à long terme, compagnies d'assurances) | 36 741 473 824 | (c) |
| Prêts garantis par des sociétés (autres que des institutions financières) sous contrôle majoritaire d'Etats membres ou d'institutions publiques dans la Communauté | 3 246 712 067 | (c) |
| Prêts garantis par des sûretés réelles sur immeubles | 577 832 730 | |
| Prêts garantis par des sociétés (autres que des banques) du secteur privé | 11 971 855 272 | |
| Prêts garantis par des sûretés réelles sur d'autres biens; autres sûretés | 2 299 172 735 | |
| Total des prêts à l'intérieur de l'Union | 104 898 644 775 | |

7.2 Prêts pour investissements à l'extérieur de l'Union

7.2.1 Afrique, Caraïbes, Pacifique - Pays et territoires d'outre-mer

| | | |
|--|----------------------|-----|
| Prêts accordés aux Etats signataires des conventions de coopération financière ou bénéficiant de leur garantie : | | |
| Première Convention de Lomé | 9 218 497 | |
| Deuxième Convention de Lomé | 123 661 267 | |
| Troisième Convention de Lomé | 426 041 310 | |
| Quatrième Convention de Lomé | 683 228 620 | |
| | 1 242 149 694 | (e) |
| Prêts bénéficiant d'autres garanties : | | |
| Première Convention de Lomé | 2 354 440 | |
| Deuxième Convention de Lomé | 9 537 318 | |
| Troisième Convention de Lomé | 24 783 089 | |
| Quatrième Convention de Lomé | 213 981 814 | |
| | 250 656 661 | (e) |
| Total ACP/PTOM | 1 492 806 355 | |

7.2.2 Afrique du Sud

| | | |
|--|------------|-----|
| Prêts accordés à la République sud-africaine ou bénéficiant de sa garantie | 45 000 000 | (f) |
|--|------------|-----|

7.2.3 Pays tiers du bassin méditerranéen bénéficiaires de la coopération financière avec la CE

Protocoles financiers

| | | |
|---|----------------------|-----|
| Prêts accordés aux pays signataires desdits protocoles ou bénéficiant de leur garantie ou contre-garantie | 2 727 308 940 | |
| Prêts bénéficiant d'autres garanties | 6 000 000 | |
| Coopération horizontale | | |
| Prêts accordés aux pays bénéficiaires de ladite coopération ou bénéficiant de leur garantie | 996 099 246 | |
| Prêts bénéficiant d'autres garanties | 240 000 000 | |
| Total Méditerranée | 3 969 408 186 | (c) |

7.2.4 Pays tiers d'Europe centrale et orientale (PECO)

| | | |
|---|----------------------|-------|
| Prêts accordés aux pays signataires des accords de coopération financière ou bénéficiant de leur garantie | 3 225 932 349 | (f-c) |
| Prêts bénéficiant d'autres garanties | 406 000 000 | (f) |
| Total Europe centrale et orientale | 3 631 932 349 | |

7.2.5 Pays tiers d'Amérique latine et d'Asie (ALA)

| | | |
|---|----------------------|-----|
| Prêts accordés aux pays signataires des accords de coopération financière ou bénéficiant de leur garantie | 386 586 030 | |
| Prêts bénéficiant d'autres garanties | 212 430 955 | |
| Total Amérique latine et Asie | 599 016 985 | (f) |
| Total des prêts à l'extérieur de l'Union | 9 738 163 875 | |

ENCOURS TOTAL DES PRÊTS 114 636 808 650

(a) Pour une partie des prêts, il y a concours de plusieurs types de garanties ou de sûretés.

(b) Les prêts accordés en vertu de l'article 18.1 2^{ème} al. des statuts pour des projets localisés en dehors du territoire des Etats membres et présentant un intérêt pour l'Union sont assimilés à des prêts à l'intérieur de celle-ci.

(c) Le plafond du cautionnement global donné par la CE atteint ECU 4 658 457 187 au 31 décembre 1995 comparé à ECU 4 038 085 710 au 31 décembre 1994. Ce cautionnement est donné pour la couverture de tout risque découlant des engagements financiers dans les pays du bassin méditerranéen, y compris les prêts accordés à des entités de droit public adhérentes à l'ex-République fédérale de Yougoslavie et les prêts au titre du premier protocole financier signé avec la Slovénie, ainsi qu'en Grèce, en Espagne et au Portugal pour les prêts accordés avant leur entrée dans la CE, dont l'encours total s'élève à ECU 383 191 414 au 31 décembre 1995.

(d) L'encours total des prêts bénéficiant de la garantie de la CE s'élève à ECU 1 442 827 au 31 décembre 1995.

(e) Les montants du cautionnement donné par les Etats membres pour la couverture de tout risque découlant des engagements financiers au titre des Conventions de Lomé en ce qui concerne les ACP et des décisions du Conseil y relatives en ce qui concerne les PTOM sont plafonnés respectivement à :
- ECU 11 572 937 pour la première Convention;
- ECU 133 198 585 pour la deuxième Convention;
- ECU 417 102 898 pour la troisième Convention;
- ECU 689 162 900 pour la quatrième Convention.

(f) Les prêts accordés dans les pays tiers d'Europe centrale et orientale (PECO) ainsi qu'en Amérique latine, en Asie (ALA) et en Afrique du Sud bénéficient pour leur montant total de la garantie de la CE.

ÉTAT RÉSUMÉ DES DETTES REPRÉSENTÉES PAR UN TITRE AU 31 DÉCEMBRE 1995

En écus — voir les notes sur les états financiers

| Payables en | Emprunts | | | | Echanges de monnaies | | Montant net | | |
|--------------|-----------------------|-----------------------|------------|-----------|---|-----------------|-------------|-----------------------|-----------------------|
| | Encours au 31.12.1994 | Encours au 31.12.1995 | Taux moyen | Echéances | Montants à payer (+) ou à recevoir (-) | | Taux moyen | Encours au 31.12.1994 | Encours au 31.12.1995 |
| | | | | | 31.12.1994 | 31.12.1995 | | | |
| ECU | 9 908 447 981 | 8 923 516 164 | 8,28 | 1996/2004 | 341 290 002 + | 341 290 002 + | 6,44 | 10 249 737 983 | 9 264 806 166 |
| DEM | 12 338 552 377 | 14 069 944 851 | 6,54 | 1996/2016 | 48 521 778 + | 54 645 244 + | 5,31 | 12 387 074 155 | 14 124 590 095 |
| FRF | 9 312 063 798 | 9 296 013 845 | 8,37 | 1996/2005 | 506 033 731 + | 516 720 506 + | 7,50 | 9 818 097 529 | 9 812 734 351 |
| GBP | 8 555 710 908 | 8 409 809 813 | 8,62 | 1996/2017 | 1 215 934 943 + | 1 247 613 762 + | 8,16 | 9 771 645 851 | 9 657 423 575 |
| ITL | 7 426 864 252 | 10 095 980 717 | 10,32 | 1996/2005 | 327 928 108 + | 314 503 700 + | 10,17 | 7 754 792 360 | 10 410 484 417 |
| BEF | 1 684 377 984 | 1 315 844 012 | 8,09 | 1996/2004 | 122 933 552 + | 124 405 976 + | 8,25 | 1 807 311 536 | 1 440 249 988 |
| NLG | 4 044 997 730 | 3 596 717 385 | 7,07 | 1996/2009 | 12 463 453 + | 12 615 185 + | 3,71 | 4 057 461 183 | 3 609 332 570 |
| DKK | 90 613 485 | 58 667 427 | 7,98 | 1996/1999 | — | — | — | 90 613 485 | 58 667 427 |
| IEP | 267 778 196 | 375 269 050 | 8,14 | 1996/2015 | 125 776 513 + | 121 880 172 + | 6,89 | 393 554 709 | 497 149 222 |
| LUF | 498 605 770 | 717 708 196 | 7,31 | 1996/2005 | — | 129 205 978 - | 6,73 | 498 605 770 | 588 502 218 |
| GRD | 33 843 238 | 176 527 039 | 15,99 | 1996/2000 | — | — | — | 33 843 238 | 176 527 039 |
| ESP | 3 558 728 944 | 4 229 708 741 | 10,59 | 1996/2009 | 777 427 709 + | 1 606 190 822 + | 9,03 | 4 336 156 653 | 5 835 899 563 |
| PTE | 1 059 300 402 | 1 693 381 339 | 10,30 | 1996/2005 | 331 829 042 + | 572 324 877 + | 8,82 | 1 391 129 444 | 2 265 706 216 |
| ATS | 82 044 244 | 60 352 762 | 6,25 | 1996/1996 | — | — | — | 82 044 244 | 60 352 762 |
| SEK | 108 957 031 | 114 978 740 | 10,00 | 1999/1999 | 108 957 031 - | 28 291 094 - | 8,51 | — | 86 687 646 |
| FIM | — | 17 491 844 | 6,91 | 2002/2002 | — | — | — | — | 17 491 844 |
| USD | 10 484 641 689 | 9 577 477 285 | 7,50 | 1996/2010 | 751 166 781 - | 728 290 771 - | 5,21 | 9 733 474 908 | 8 849 186 514 |
| CHF | 4 415 924 870 | 4 841 950 794 | 5,73 | 1996/2007 | 640 156 211 + | 401 700 136 + | 6,05 | 5 056 081 081 | 5 243 650 930 |
| JPY | 6 927 742 767 | 6 668 677 631 | 4,78 | 1996/2008 | 1 184 584 906 - | 1 749 804 558 - | 0,57 | 5 743 157 861 | 4 918 873 073 |
| CAD | 2 393 208 915 | 2 349 984 642 | 8,20 | 1996/2008 | 2 147 113 152 - | 2 112 640 661 - | 8,35 | 246 095 763 | 237 343 981 |
| AUD | 472 974 251 | 481 512 743 | 8,84 | 1998/2001 | 472 974 251 - | 481 512 743 - | 8,84 | — | — |
| Total | 83 665 378 832 | 87 071 515 020 | | | | | | | |
| Prime | 7 746 374 | 7 250 084 | | | | | | | |
| Total | 83 673 125 206 | 87 078 765 104 | | | | | | | |

Le tableau suivant indique les montants totaux requis en capital pour le remboursement des emprunts

| Echéances : | | Bons et obligations | Autres | Total |
|----------------------------|--|-----------------------|----------------------|-----------------------|
| | | | | |
| Jusqu'à trois mois | | 3 398 245 573 | 68 963 744 | 3 467 209 317 |
| Plus de trois mois à un an | | 4 827 663 840 | 280 571 706 | 5 108 235 546 |
| Plus d'un an à cinq ans | | 47 216 106 957 | 1 805 281 021 | 49 021 387 978 |
| Plus de cinq ans | | 28 184 484 286 | 1 297 447 977 | 29 481 932 263 |
| Total | | 83 626 500 656 | 3 452 264 448 | 87 078 765 104 |

ÉTAT DES SOUSCRIPTIONS AU CAPITAL AU 31 DÉCEMBRE 1995

En écus — voir les notes sur les états financiers

| Pays membres | Capital souscrit ⁽¹⁾ | Capital non appelé ⁽²⁾ | Capital libéré | |
|--------------|---------------------------------|-----------------------------------|----------------------|----------------------|
| | | | Versé au 31.12.1995 | Total |
| Allemagne | 11 017 450 000 | 10 189 970 950 | 770 096 498 | 827 479 050 |
| France | 11 017 450 000 | 10 189 970 950 | 770 096 498 | 827 479 050 |
| Italie | 11 017 450 000 | 10 189 970 950 | 770 096 498 | 827 479 050 |
| Royaume-Uni | 11 017 450 000 | 10 189 970 950 | 770 096 498 | 827 479 050 |
| Espagne | 4 049 856 000 | 3 747 237 310 | 281 525 690 | 302 618 690 |
| Belgique | 3 053 960 000 | 2 825 758 011 | 212 295 948 | 228 201 989 |
| Pays-Bas | 3 053 960 000 | 2 825 758 011 | 212 295 948 | 228 201 989 |
| Suède | 2 026 000 000 | 1 874 016 998 | 58 682 784 | 151 983 002 |
| Danemark | 1 546 308 000 | 1 430 762 746 | 107 491 566 | 115 545 254 |
| Autriche | 1 516 000 000 | 1 402 275 305 | 43 910 711 | 113 724 695 |
| Finlande | 871 000 000 | 805 660 812 | 25 228 383 | 65 339 188 |
| Grèce | 828 380 000 | 766 479 995 | 57 585 525 | 61 900 005 |
| Portugal | 533 844 000 | 493 953 399 | 37 110 164 | 39 890 601 |
| Irlande | 386 576 000 | 357 689 755 | 26 872 829 | 28 886 245 |
| Luxembourg | 77 316 000 | 71 538 697 | 5 374 615 | 5 777 303 |
| Total | 62 013 000 000 | 57 361 014 839 | 4 148 760 155 | 4 651 985 161 |

(1) A dater du 1^{er} janvier 1995, le capital souscrit de la Banque a été porté de 57 600 000 000 à 62 013 000 000. Cette augmentation résulte de la contribution des trois nouveaux Etats membres : le Royaume de Suède, la République autrichienne et la République finlandaise. Le montant à verser de 503 225 006 représente :

- les six tranches égales de 53 830 729,13 à verser par les quinze Etats membres les 30 avril et 31 octobre des années 1996 à 1998, au titre de leur quote-part de l'augmentation de capital décidée le 11 juin 1990;
- les trois tranches égales de 60 080 210,40 à verser par le Royaume de Suède, la République autrichienne et la République finlandaise, les 30 avril des années 1996 et 1997 et le 31 octobre 1996, correspondant à leur quote-part du capital versé par les Etats membres au 1^{er} janvier 1995.

(2) Le Conseil d'administration peut en exiger le versement, pour autant que ce versement soit rendu nécessaire, pour faire face aux obligations de la Banque à l'égard de ses bailleurs de fonds.

NOTES SUR LES ÉTATS FINANCIERS

au 31 décembre 1995 - en écus

Note A — Résumé des principes comptables essentiels

1. Bases de conversion

Conformément à l'article 4 (1) de ses statuts, la Banque emploie, comme unité de mesure des comptes de capital des Etats membres et pour la présentation de ses états financiers, l'écu utilisé par les Communautés européennes. La valeur de l'écu est égale à la somme des montants suivants des monnaies nationales des Etats membres :

| | | | | | |
|-----|---------|-----|--------|-----|----------|
| DEM | 0,6242 | NLG | 0,2198 | IEP | 0,008552 |
| GBP | 0,08784 | BEF | 3,301 | GRD | 1,440 |
| FRF | 1,332 | LUF | 0,13 | ESP | 6,885 |
| ITL | 151,8 | DKK | 0,1976 | PTE | 1,393 |

Les taux de conversion entre les monnaies des Etats membres et l'écu, établis sur la base des taux du marché, sont publiés journalièrement dans le Journal officiel des Communautés européennes.

La Banque fait également usage de ces taux de conversion pour calculer les taux applicables aux autres monnaies utilisées pour ses opérations.

La Banque effectue ses opérations aussi bien dans les monnaies de ses Etats membres et l'écu que dans des devises non communautaires.

Ses ressources proviennent de son capital, de ses emprunts et de ses revenus nets cumulés dans les différentes monnaies et sont détenues, investies ou prêtées dans ces mêmes monnaies.

Les taux de conversion retenus pour l'établissement des bilans étaient les suivants au 31 décembre 1995 et au 31 décembre 1994:

| 1 écu = | 31.12.1995 | 31.12.1994 |
|------------------------|------------|------------|
| Deutsche Mark | 1,88397 | 1,90533 |
| Francs français | 6,43979 | 6,57579 |
| Lires italiennes | 2082,71 | 1997,45 |
| Livre Sterling | 0,847242 | 0,787074 |
| Pesetas espagnoles | 159,549 | 162,070 |
| Francs belges | 38,6979 | 39,1614 |
| Florins néerlandais | 2,10857 | 2,13424 |
| Couronne suédoise | 8,69726 | 9,17793 |
| Couronne danoise | 7,29536 | 7,48233 |
| Schillings autrichiens | 13,2554 | 13,4074 |
| Mark finlandais | 5,71695 | 5,82915 |
| Drachmes | 311,567 | 295,480 |
| Escudos portugais | 196,505 | 195,884 |
| Livre irlandaise | 0,820478 | 0,795061 |
| Francs luxembourgeois | 38,6979 | 39,1614 |
| Dollar des Etats-Unis | 1,31424 | 1,23004 |
| Francs suisses | 1,51282 | 1,61320 |
| Livres libanaises | 2097,53 | 2025,88 |
| Yen japonais | 135,590 | 122,659 |
| Dollar canadien | 1,79065 | 1,72697 |
| Dollar australien | 1,76527 | 1,58571 |
| Francs CFA | 643,979 | 657,579 |

Les actifs et passifs de la Banque sont convertis en écus. Les profits ou pertes résultant de la conversion sont crédités ou débités au compte de profits et pertes.

Sont exclus de la base d'évaluation de cette conversion, les avoirs correspondant à la quote-part de capital versé par les Etats membres dans leur monnaie nationale, qui fait l'objet d'ajustements périodiques conformément à l'article 7 des statuts.

2. Effets publics et autres effets admissibles au refinancement auprès des banques centrales et obligations et autres titres à revenu fixe.

Dans un souci de clarification de la gestion de ses liquidités et de renforcement de sa solvabilité, la Banque a décidé de définir trois types de portefeuille : le portefeuille d'investissement, le portefeuille de couverture et le portefeuille de négociation.

2.1. Portefeuille d'investissement

Le portefeuille d'investissement a été créé au 1^{er} janvier 1995 par transfert à leur valeur nette comptable des titres à revenu fixe détenus dans le portefeuille au 31 décembre 1994.

Il est composé de titres acquis avec l'intention de les conserver jusqu'à leur échéance finale dans le but d'assurer la solvabilité de la Banque. Ces titres sont émis ou garantis par :

- des gouvernements de l'Union européenne, des pays du G10 ou par des organismes publics de ces pays;
- des institutions publiques supranationales, y compris des banques de développement multinationales.

Le coût d'entrée des titres dans ce portefeuille est le coût d'acquisition ou plus exceptionnellement le coût de transfert (dans le cas notamment de transfert de titres du portefeuille de négociation). La différence entre le prix d'entrée et la valeur de remboursement se répartit prorata temporis sur la durée de vie restante des titres détenus.

2.2. Portefeuille de couverture

Le portefeuille de couverture se compose de titres à dates d'échéance fixes. Il fait partie de la gestion active par la Banque des risques de taux relatifs à ses activités de prêt et d'emprunt. Les éléments de ce portefeuille sont portés au bilan à leur prix d'acquisition ajusté de l'amortissement des primes ou des escomptes lorsque le prix

d'acquisition des titres diffère du prix de leur remboursement. Cet amortissement est calculé sur une base linéaire constante tout au long de la vie restante du titre. Lors de la vente de ces titres, les profits ou les pertes constatés sont amortis sur toute la durée de vie restante des emprunts.

2.3. Portefeuille de négociation

Ce portefeuille est destiné à couvrir les besoins en liquidité de la Banque à court terme.

Le portefeuille de négociation se compose, outre les titres déjà repris dans le portefeuille d'investissement ci-dessus, de titres cotés en bourse émis et garantis par des entités financières. Les éléments de ce portefeuille sont portés au bilan à leurs valeurs de marché.

3. Créances sur les établissements de crédit et sur la clientèle

Les prêts sont présentés dans les actifs de la Banque pour leurs montants décaissés nets.

Des provisions spécifiques sont faites sur les prêts ou avances en cours à la fin de l'exercice présentant des risques de non-recouvrement sur une partie ou la totalité de leurs montants. Les provisions spécifiques sont enregistrées au compte de profits et pertes sous la rubrique « Corrections de valeur sur créances ».

4. Actifs corporels

Les terrains et immeubles sont repris à leur valeur d'achat, déduction faite d'une dépréciation initiale sur l'immeuble du Kirchberg et du cumul des amortissements. La valeur estimée des immeubles de Luxembourg-Kirchberg et de Lisbonne fait l'objet d'un amortissement linéaire calculé respectivement sur une période de 30 et de 25 années. Les installations et le matériel de bureau sont amortis dans l'année d'acquisition.

5. Actifs incorporels

Les frais d'émission et primes de remboursement sont amortis sur toute la durée de l'emprunt et basés sur les montants en cours.

6. Fonds de pension

Le régime de pension principal de la Banque est un régime à prestations définies alimenté par des cotisations et applicable à l'ensemble des agents de la Banque. Les cotisations faites à ce régime soit par la Banque, soit par son personnel, sont intégralement investies dans les actifs de la Banque. Les contributions annuelles sont accumulées et reconnues dans un compte de provision spécifique inscrit au passif du bilan de la Banque. Le régime est évalué au moins une fois tous les trois ans. Les pertes ou les gains actuariels sont alors répartis en fonction de la durée résiduelle de vie active estimée des salariés.

7. Fonds pour risques bancaires généraux

Ce poste comprend les montants que la Banque décide d'affecter à la couverture des risques sur opérations de prêts, eu égard aux risques particuliers inhérents à ces opérations représentant l'activité principale de la Banque.

La dotation à cette provision apparaît de manière distincte dans le compte de profits et pertes sous la rubrique « Dotations au fonds pour risques bancaires généraux ».

8. Imposition

Le protocole sur les privilèges et immunités des Communautés européennes annexé au traité du 8 avril 1965 instituant un Conseil unique et une Commission unique des Communautés européennes stipule que les avoirs, revenus et autres biens de la Banque sont exonérés de tous impôts directs.

9. Opérations d'échange de taux d'intérêt ou de monnaies (swaps)

La BEI a conclu des opérations d'échange de monnaies de sorte que le produit d'un emprunt en une monnaie donnée puisse être converti en une autre monnaie. Elle a effectué simultanément une opération de change à terme afin d'obtenir les montants nécessaires au service financier de l'emprunt dans la monnaie d'origine. Les montants nets de ces opérations sont repris au bilan soit dans le poste « Autres actifs — débiteurs divers » lorsque le montant à recevoir est supérieur au montant à payer, soit dans le poste « Autres passifs — divers » dans le cas contraire. La BEI a conclu également des opérations d'échange de taux d'intérêt. Ces opérations ont eu pour effet de remplacer une obligation à taux fixe par une obligation à taux variable libellée dans une même monnaie, ou inversement.

10. Opérations sur instruments financiers à terme

Utilisées à la Banque comme instrument de protection du prix des obligations détenues dans le portefeuille de négociation, les opérations fermes sur marchés organisés non dénouées à la date de clôture des comptes sont réévaluées à ladite date. Les résultats sont comptabilisés dans le compte de profits et pertes de manière symétrique à l'élément couvert.

11. Comptes de régularisation

à l'actif : les charges comptabilisées durant l'exercice mais qui concernent un exercice ultérieur, ainsi que les produits se rapportant à l'exercice qui ne seront exigibles que postérieurement à la clôture de ce dernier (principalement intérêts sur prêts);

au passif : les produits perçus avant la date de clôture du bilan mais imputables à un exercice ultérieur, ainsi que les charges qui, se rapportant à l'exercice, ne seront dues qu'au cours d'un exercice ultérieur (principalement intérêts sur emprunts);

Note B —

Effets publics admissibles au
refinancement auprès des
banques centrales

Obligations et autres titres
à revenu fixe

| | 31.12.1995 | 31.12.1994 | 31.12.1995 | 31.12.1994 |
|--|----------------------|----------------------|----------------------|----------------------|
| La répartition selon les échéances est la suivante : | | | | |
| - jusqu'à trois mois | 598 966 297 | 266 620 482 | 615 744 407 | 502 714 736 |
| - plus de trois mois à un an | — | 250 758 | — | — |
| - plus d'un an à cinq ans | 1 167 590 214 | 284 634 278 | 448 737 998 | 196 288 461 |
| - plus de cinq ans | 490 873 581 | 487 216 570 | 932 513 686 | 1 308 387 056 |
| | 2 257 430 092 | 1 038 722 088 | 1 996 996 091 | 2 007 390 253 |

| | Valeur d'acquisition | Étalement de la décote ou des primes comptabilisées | Valeur comptable | Décote ou primes à comptabiliser | Valeur à l'échéance | Valeur de marché |
|--|-------------------------|--|----------------------|--|------------------------|---------------------|
| Portefeuille d'investissement | 2 357 367 147 | 16 865 738 | 2 374 232 885 | 140 959 177 | 2 515 192 062 | 2 494 924 175 |
| Portefeuille de négociation | — | — | — | — | — | — |
| Portefeuille de couverture | 670 262 614 | - 4 780 020 | 665 482 594 | - 18 881 440 | 646 601 154 | 690 305 865 |
| Autres papiers à court terme évalués à leur valeur nominale | 1 214 710 704 | — | 1 214 710 704 | — | 1 214 710 704 | 1 214 710 704 |
| | 4 242 340 465 | 12 085 718 | 4 254 426 183 | | | |

Note C — Créances sur les établissements de crédit (autres créances)

| | 31.12.1995 | 31.12.1994 |
|---|----------------------|----------------------|
| Produits d'emprunts à recevoir | | |
| La répartition, selon les échéances, est la suivante : | | |
| - jusqu'à trois mois | — | 195 391 364 |
| - plus de trois mois à un an | — | 93 124 485 |
| | — | 288 515 849 |
| Dépôts à terme | | |
| - jusqu'à trois mois | 3 423 026 433 | 4 379 593 030 |
| Reverse repos | | |
| - jusqu'à trois mois | 369 832 591 | — |
| | 3 792 859 024 | 4 668 108 879 |

Note D — Actions et autres titres à revenu variable et participations

Actions et autres titres à revenu variable

Ce poste, d'un montant de 90 000 000, représente le capital libéré par la Banque au titre de sa souscription (300 000 000) au capital de la BERD.

Participations

Ce poste, d'un montant de 80 000 000, représente les deux des quatre tranches annuelles égales, soit 160 000 000 au total, à libérer par la Banque au titre de sa souscription (800 000 000) au capital du Fonds Européen d'Investissement, ayant son siège social à Luxembourg.

Pour l'exercice 1995, la Banque a décidé de ne pas consolider les comptes du F.E.I. En conséquence, aucune information supplémentaire ne sera fournie dans le présent rapport, vu l'intérêt négligeable qu'aurait cette consolidation au regard de l'objectif de l'image fidèle visée par la directive du Conseil du 8 décembre 1986 concernant les comptes annuels et consolidés des banques et autres établissements financiers.

Note E — Actifs corporels

| | Terrain | Immeuble Kirchberg | Immeuble Lisbonne | Installations et matériel | Total |
|---|------------------|-----------------------|----------------------|------------------------------|-------------------|
| Valeur nette comptable en début d'année | 3 358 412 | 83 716 169 | 222 506 | — | 87 297 087 |
| Acquisitions durant l'année | — | 3 665 075 | — | 4 813 853 | 8 478 928 |
| Amortissements durant l'année | — | 3 821 000 | 14 000 | 4 813 853 | 8 648 853 |
| Valeur nette comptable 31.12.1995 | 3 358 412 | 83 560 244 | 208 506 | — | 87 127 162 |

Note F — Créances sur les Etats membres et dettes envers ces Etats pour ajustement du capital

L'application des taux de conversion indiqués dans la note A conduit à un ajustement des montants versés par les Etats membres dans leur monnaie nationale à titre de capital, conformément à l'article 7 des statuts.

Les montants à recevoir par la Banque ou à payer par elle sont les suivants :

| | 31.12.1995 | 31.12.1994 |
|------------------------|------------------|------------------|
| Créances sur : | | |
| l'Allemagne | 1 956 748 | — |
| les Pays-Bas | 478 388 | — |
| l'Autriche | 453 670 | — |
| | 2 888 806 | — |
| Dettes envers : | | |
| l'Allemagne | — | 1 112 583 |
| les Pays-Bas | — | 664 825 |
| | — | 1 777 408 |

Conformément à la décision du Conseil des gouverneurs du 30 décembre 1977, le règlement du montant dû ou à recevoir par la Banque sera effectué le 31 octobre de chaque année dans la mesure où la différence entre le taux de conversion comptable et le taux de conversion retenu pour déterminer l'ajustement excédera 1,5%. Lorsque la différence est inférieure à 1,5% vers le haut ou vers le bas, les montants à ajuster seront reportés à nouveau dans les comptes d'ajustement non productifs d'intérêts.

Note G — Bonifications d'intérêt reçues d'avance

a) Une partie des montants reçus dans le cadre du SME a fait l'objet d'une avance à long terme. Ces montants trouvent leur contrepartie à l'actif dans le poste 10 c. « A recevoir au titre de bonifications d'intérêt versées d'avance dans le cadre du SME ».

b) « Les bonifications d'intérêt reçues d'avance » (poste 3 b.) au passif comprennent :

- les montants des bonifications d'intérêt relatives aux prêts accordés pour des projets à l'extérieur de l'Union au titre des conventions signées avec les Etats ACP et des protocoles conclus avec les pays du bassin méditerranéen.

- Les bonifications d'intérêt afférentes à certaines opérations de prêts sur ressources propres de la Banque à l'intérieur de l'Union, mises à sa disposition dans le cadre du système monétaire européen conformément au règlement (CEE) n° 1736/79 du Conseil des Communautés européennes du 3 août 1979 et dans le cadre du mécanisme financier établi par les Etats de l'AELE conformément à l'accord AELE signé le 2 mai 1992.

- les montants reçus à titre de bonifications d'intérêt sur les prêts accordés sur ressources de la CE dans le cadre des décisions du Conseil des Communautés européennes (78/870) du 16 octobre 1978 (nouvel instrument communautaire), (82/169) du 15 mars 1982 et (83/200) du 19 avril 1983, ainsi qu'en application du règlement (CEE) n° 1736/79 du Conseil des Communautés européennes du 3 août 1979, modifié par le règlement (CEE) n° 2790/82 du Conseil des Communautés européennes du 18 octobre 1982.

Note H — Comptes divers

| | 31.12.1995 | 31.12.1994 |
|---|--------------------|--------------------|
| Débiteurs divers : | | |
| - les prêts à la construction et avances accordés au personnel | 67 661 671 | 55 119 854 |
| - opérations d'échange de monnaies | — | 213 711 514 |
| - autres | 52 779 955 | 53 522 176 |
| | 120 441 626 | 322 353 544 |
| Créditeurs divers : | | |
| - les comptes de la Communauté européenne : | | |
| pour les opérations dans le cadre de la section spéciale et divers montants y afférents à régulariser | 237 171 573 | 255 653 075 |
| les comptes de dépôts | 92 735 066 | 79 832 719 |
| - les comptes de dépôts détenus dans le cadre du mécanisme financier de l'AELE | 212 923 519 | 113 665 937 |
| - autres | 95 867 400 | 132 039 883 |
| | 638 697 558 | 581 191 614 |
| Divers au passif : | | |
| - opérations d'échange de monnaies | 76 499 402 | — |
| - autres | 29 929 690 | 28 884 555 |
| | 106 429 092 | 28 884 555 |

Note I — Dettes envers des établissements de crédit (à terme ou à préavis)

La répartition selon les échéances est la suivante :

| | 31.12.1995 | 31.12.1994 |
|--------------------------------|------------|------------|
| - jusqu'à trois mois | 36 609 404 | 23 639 951 |

Note J — Provisions pour risques et charges (fonds de pension du personnel)

Le coût des prestations de retraite a été évalué pour la dernière fois au 30 juin 1994 en utilisant les services d'un actuaire qualifié selon la méthode prospective. Les principales hypothèses de cette revue ont été les suivantes :

- un taux d'actualisation de 7,5 % pour la détermination de la valeur actuelle des prestations futures,
- un âge moyen de départ à la retraite de 62 ans,
- une évolution moyenne combinée de l'augmentation du coût de la vie et de l'effet de carrière estimée à 4,5 %.

De cette évaluation, il résultait que la provision inscrite au passif du bilan au 31.12.1994 représentait 103 % des prestations futures et que, par ailleurs, cette même provision suffirait en cas de liquidation du régime de retraite.

Le coût total du régime de pension incluant les intérêts crédités par la Banque pour l'exercice considéré était au 31 décembre 1995 de 36 679 977 (année 1994 : 32 770 600). Le montant des charges relatives aux prestations de retraite inscrit au compte de profits et pertes arrêté à la même date s'élève à 9 443 809 (année 1994 : 8 351 822). L'accroissement de la provision figurant au passif du bilan s'établit à 31 076 382 (année 1994 : 31 885 952).

Note K — Fonds pour risques bancaires généraux

En 1994, aucun mouvement n'a été comptabilisé sur ce fonds. Au 31 décembre 1995 le solde de 450 000 000 se justifie de la façon suivante :

| | 31.12.1995 | 31.12.1994 |
|--|--------------------|--------------------|
| Provision au début de l'année . | 350 000 000 | 350 000 000 |
| Contribution des trois nouveaux Etats membres au 1.1.1995 | 26 815 105 | — |
| Affectation partielle du poste «Contribution au résultat encore à affecter» ⁽¹⁾ | 23 184 895 | — |
| Dotation de l'année | 50 000 000 | — |
| | 450 000 000 | 350 000 000 |

(1) Le Conseil des gouverneurs a décidé le 19 juin 1995 d'affecter un montant de 23 184 895 provenant du poste « Contribution au résultat encore à affecter » (trois nouveaux Etats membres) d'un total de 74 292 465 au 1.1.1995 (voir aussi Note L).

Note L — Réserves et affectation du résultat de l'exercice

Le Conseil des gouverneurs a décidé le 19 juin 1995 d'affecter le montant de 74 292 465 du poste « Contribution au résultat encore à affecter » (trois nouveaux Etats membres) au Fonds pour risques bancaires généraux à raison de 23 184 895 et le solde de 51 107 570 augmenté du résultat de l'exercice de 969 690 917 à la réserve supplémentaire, soit 1 020 798 487 au total.

Etat des mouvements des comptes de réserves au 31 décembre 1995 :

| | Situation des comptes au 31.12.1994 | Participation de la Suède, de l'Autriche et de la Finlande aux réserves au 31.12.1994 | Affectation du solde du compte de profits et pertes de l'exercice 1994 et contribution des 3 nouveaux Etats membres y afférente | Situation des comptes au 31.12.1995 |
|--------------------------|-------------------------------------|---|---|-------------------------------------|
| Fonds de réserve . | 5 760 000 000 | 441 300 000 | — | 6 201 300 000 |
| Réserve supplémentaire . | 3 055 226 679 | 234 074 919 | 1 020 798 487 | 4 310 100 085 |
| | 8 815 226 679 | + 675 374 919 | + 1 020 798 487 | 10 511 400 085 |

A la suite de leur adhésion, le Royaume de Suède, la République autrichienne et la République finlandaise verseront un montant de 776 482 489 correspondant à leur participation aux réserves et provision (26 815 105 - voir note K) au 31.12.1994 et à leur contribution au solde du compte de profits et pertes de l'exercice 1994 en cinq tranches égales de 155 296 498 entre le 30 avril 1995 et le 30 avril 1997. Le solde restant à verser au 31 décembre 1995 s'élève à 465 889 494.

Sur proposition du Comité de direction, le Conseil d'administration recommande au Conseil des gouverneurs d'affecter à la réserve supplémentaire le résultat de l'exercice, soit 1 216 540 277 écus, obtenu après la création de provisions spécifiques de 125 000 000 d'écus et la dotation de 50 000 000 d'écus au fonds pour risques bancaires généraux.

Note M — Montant global des éléments d'actif et de passif libellés en monnaies étrangères, convertis en écus.

| | 31.12.1995 | 31.12.1994 |
|--------|----------------|----------------|
| Actif | 92 435 821 079 | 87 182 204 572 |
| Passif | 81 922 731 929 | 77 900 566 210 |

Note N — Ventilation par marché géographique des intérêts et produits assimilés : (poste 1 du compte de profits et pertes)

| | 31.12.1995 | 31.12.1994 |
|---------------------------------------|----------------------|----------------------|
| Allemagne | 720 977 323 | 605 105 860 |
| France | 1 051 188 278 | 999 240 900 |
| Italie | 2 075 870 564 | 2 062 142 207 |
| Royaume-Uni | 875 578 964 | 869 520 118 |
| Espagne | 1 232 782 617 | 1 084 475 203 |
| Belgique | 119 535 073 | 97 180 376 |
| Pays-Bas | 120 012 464 | 118 453 542 |
| Suède | 7 257 919 | — |
| Danemark | 290 549 279 | 335 176 336 |
| Autriche | 17 711 803 | — |
| Finlande | 6 314 334 | — |
| Grèce | 243 520 587 | 209 455 283 |
| Portugal | 483 648 779 | 439 514 696 |
| Irlande | 220 671 815 | 224 494 616 |
| Luxembourg | 7 445 353 | 9 186 897 |
| | 7 473 065 152 | 7 053 946 034 |
| Autres pays | 321 690 143 | 280 542 739 |
| | 7 794 755 295 | 7 334 488 773 |
| Résultats non ventilés ⁽¹⁾ | 522 072 443 | 432 070 208 |
| | 8 316 827 738 | 7 766 558 981 |

(1) Résultats non ventilés :

| | | |
|--|--------------------|--------------------|
| Intérêts et commissions sur placements | 500 309 161 | 432 070 208 |
| Autres produits du portefeuille-titres | 21 763 282 | — |
| | 522 072 443 | 432 070 208 |

Note O — Ventilation par marché géographique des commissions perçues : (poste 3 du compte de profits et pertes)

| | 31.12.1995 | 31.12.1994 |
|---------------------------------------|-------------------|-------------------|
| Allemagne | — | — |
| France | 398 161 | 562 175 |
| Italie | 459 247 | 653 860 |
| Royaume-Uni | 200 229 | 238 299 |
| Espagne | 16 049 | 40 610 |
| Belgique | 9 780 | 17 206 |
| Pays-Bas | 2 702 | 2 846 |
| Danemark | 170 181 | 247 351 |
| Grèce | 125 297 | 168 077 |
| Portugal | 12 439 | 17 634 |
| Irlande | 169 467 | 225 698 |
| | 1 563 552 | 2 173 756 |
| Institutions communautaires | 16 485 423 | 16 191 000 |
| | 18 048 975 | 18 364 756 |

Note P — Dépenses et charges administratives

| | 31.12.1995 | 31.12.1994 |
|---|-------------|-------------|
| Frais du personnel | | |
| Traitements et émoluments . . . | 85 333 995 | 78 934 295 |
| Dépenses sociales | 18 453 379 | 19 656 466 |
| Autres frais du personnel . . . | 10 195 942 | 9 563 445 |
| | 113 983 316 | 108 154 206 |
| Frais généraux et charges administratives * | 28 245 857 | 23 753 717 |
| | 142 229 173 | 131 907 923 |

* Ces montants comprennent des frais exposés pour le compte du FEL récupérables conformément à l'accord de coopération.

L'effectif du personnel employé par la Banque était de 897 au 31 décembre 1995 (859 au 31 décembre 1994).

Note Q — Corrections de valeur sur valeurs mobilières

Afin que le portefeuille d'investissement réponde à des critères de gestion suivant des directives bien définies, il a été décidé d'effectuer une restructuration par substitution de titres qui a généré une plus-value de 90,4 millions d'écus.

Note R — Dépôts spéciaux pour service d'emprunts

Ce poste représente le montant des coupons et obligations échus non encore présentés à l'encaissement.

Note S — L'estimation du risque associé aux transactions sur contrats d'échange à terme est faite conformément à la directive du Conseil 89/647/CEE du 18 décembre 1989 relative au ratio de solvabilité des établissements de crédit selon la méthode « approche du risque initial ».

Note T — Relevé des opérations à terme non encore dénouées au 31 décembre 1995

Pas d'opération au 31.12.1995.

RAPPORT DES RÉVISEURS COMPTABLES EXTERNES

Au Président du Comité de Vérification

Banque européenne d'investissement
Luxembourg

Nous avons contrôlé les états financiers de la Banque européenne d'investissement mentionnés ci-après relatifs à l'exercice clos le 31 décembre 1995. Ces états financiers relèvent de la responsabilité de la Direction de la Banque européenne d'investissement. Notre responsabilité est, sur base de nos travaux de révision, d'exprimer une opinion sur ces états financiers.

Nous avons effectué nos travaux de révision selon les Normes Internationales de Révision. Ces normes requièrent que nos travaux de révision soient planifiés et exécutés de façon à obtenir une assurance raisonnable que les états financiers ne comportent pas d'anomalies significatives. Une mission de révision consiste à examiner, sur base de sondages, les éléments probants justifiant les montants et informations contenus dans les états financiers. Elle consiste également à apprécier les principes et méthodes comptables suivis et les estimations significatives retenues par la Direction pour l'arrêté des états financiers, ainsi qu'à apprécier leur présentation d'ensemble. Nous estimons que nos travaux de révision fournissent une base raisonnable à notre opinion exprimée ci-après.

Luxembourg, le 7 février 1996

A notre avis, les états financiers mentionnés ci-après sont réguliers et sincères et donnent une image fidèle du patrimoine et de la situation financière de la Banque européenne d'investissement au 31 décembre 1995 ainsi que des résultats des opérations et des flux de trésorerie de l'exercice se terminant à cette date conformément aux principes de la Directive du Conseil des Communautés européennes sur les comptes annuels et les comptes consolidés des banques et autres établissements financiers, et aux normes comptables internationales.

Les états financiers qui ont servi de base à la certification sont les suivants :

Bilan

Compte de profits et pertes

Situation de la section spéciale

Tableau des flux de trésorerie

État résumé des prêts et des garanties

État résumé des dettes représentées par un titre

État des souscriptions au capital

Notes sur les états financiers.

Price Waterhouse

LE COMITÉ DE VÉRIFICATION

Le Comité de vérification est composé de trois membres nommés par le Conseil des gouverneurs de la Banque pour une période de trois ans. Chaque année un membre du Comité voit son mandat renouvelé ou est remplacé. La présidence du Comité est exercée pour un an par le membre dont le mandat prend fin au cours de l'exercice. Le Comité s'assure que les opérations de la Banque ont été réalisées dans le respect des procédures prescrites par les statuts; il vérifie la régularité des opérations et les livres et confirme que le bilan et les états financiers reflètent exactement, à l'actif comme au passif, la situation de la Banque.

Pour s'acquitter de cette tâche, le Comité de vérification se fonde sur les travaux continus de la division de l'Audit interne de la Banque et d'un cabinet international d'audit externe ainsi que sur les activités de contrôle des départements de la Banque.

Le Comité de vérification fait rapport au Conseil des gouverneurs qui, avant d'approuver le rapport annuel et les comptes de fin d'exercice, a entendu la déclaration ci-après :

DÉCLARATION DU COMITÉ DE VÉRIFICATION

Le Comité constitué en vertu de l'article 14 des statuts et de l'article 25 du règlement intérieur de la Banque européenne d'investissement pour vérifier la régularité de ses opérations et de ses livres,

— ayant pris connaissance des livres, pièces comptables et documents dont il a jugé l'examen nécessaire dans l'exercice de son mandat,

— ayant pris connaissance des rapports établis par Price Waterhouse, en date du 7 février 1996,

vu le rapport annuel 1995, le bilan de la Banque et la situation de la section spéciale au 31 décembre 1995 ainsi que le compte de profits et pertes pour l'exercice clos à cette date, tels qu'ils ont été établis par le Conseil d'administration en sa séance du 26 mars 1996,

vu les articles 22, 23 et 24 du règlement intérieur,

certifie par la présente :

que les opérations de la Banque pendant l'exercice 1995 ont été réalisées dans le respect des formalités et des procédures prescrites par les statuts et le règlement intérieur,

que le bilan, le compte de profits et pertes et la situation de la section spéciale sont conformes aux écritures comptables et qu'ils reflètent exactement, à l'actif comme au passif, la situation de la Banque.

Luxembourg, le 28 mars 1996

Le Comité de vérification

J. C. PÉREZ LOZANO

M. J. SOMERS

A. HANSEN

L'environnement économique de l'activité de la BEI

La croissance de l'activité économique mondiale s'est légèrement accélérée pour atteindre 3,2% en 1995, confirmant le mouvement des années précédentes. La reprise dans les quinze pays de l'Union, légèrement moins forte (2,5%), se situe sensiblement au même niveau qu'en 1994. Elle reste plus soutenue que dans l'ensemble des pays de l'OCDE (2,3%)⁽¹⁾.

Alors que le Japon enregistre une légère reprise (0,7% contre 0,5% en 1994), l'activité économique aux États-Unis connaît un sensible ralentissement passant de 3,5% en 1994, à 2,1% en 1995.

Dans les pays de l'Union européenne, la vigoureuse reprise économique de 1994, après six années de récession, s'est consolidée à 2,5% en 1995 (2,8% en 1994). Cette stabilisation s'explique par une pause conjoncturelle, liée en particulier aux ajustements des stocks dans l'industrie et à l'atonie de la consommation privée. La période de turbulences monétaires du début de l'année a induit un ralentissement plus marqué de l'activité dans les pays dont la monnaie s'est appréciée et un accroissement des pressions inflationnistes dans les pays dont la monnaie s'est dépréciée.

L'attitude attentiste de certains acteurs économiques au cours du premier semestre a tenu notamment aux effets différés de la hausse des taux à long terme. La stabilité des prix et les efforts d'assainissement budgétaire ont facilité l'assouplissement des conditions monétaires. Il en a résulté une in-

terruption de la hausse persistante des taux à long terme. Au cours du second semestre 1995, les taux ont été orientés progressivement à la baisse pour soutenir une relance de l'activité économique.

Les échanges commerciaux mondiaux, en expansion rapide au cours des années récentes, ont encore progressé de plus de 8% en 1995.

Dans leur ensemble, les perspectives économiques sont restées assez favorables, la reprise ouvrant la voie à une croissance non inflationniste à moyen terme. Celle-ci n'a cependant pas été assez soutenue pour induire une régression notable du chômage qui n'a reculé que très légèrement, à 10,9% (11,3% en 1994).

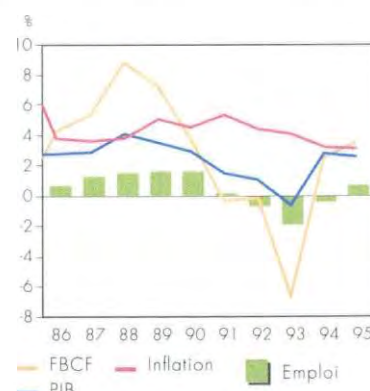
D'une façon générale, l'évolution macro-économique et la coordination des politiques économiques ont soutenu le processus de passage à la dernière étape de l'Union économique et monétaire.

Une amélioration a été enregistrée en ce qui concerne l'inflation, avec, dans la majorité des États membres, une moindre hausse des prix qu'en 1994 (3,0% contre 3,2% au niveau de l'Union). Ce ralentissement, malgré une utilisation croissante des capacités de production, reflète la poursuite de la pratique de modération salariale et des efforts d'assainissement budgétaire des États membres.

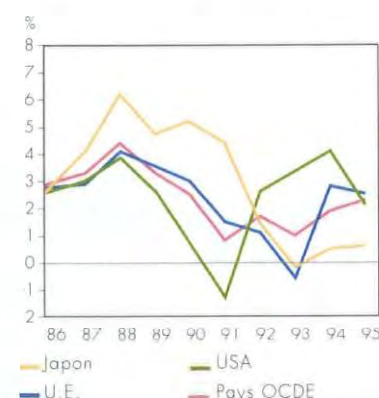
Une amélioration a été enregistrée en ce qui concerne l'inflation, avec, dans la majorité des États membres, une moindre hausse des prix qu'en 1994 (3,0% contre 3,2% au niveau de l'Union). Ce ralentissement, malgré une utilisation croissante des capacités de production, reflète la poursuite de la pratique de modération salariale et des efforts d'assainissement budgétaire des États membres.

1995 : CONSOLIDATION DE LA CROISSANCE

PIB, inflation, FBCF, emploi (variations annuelles)

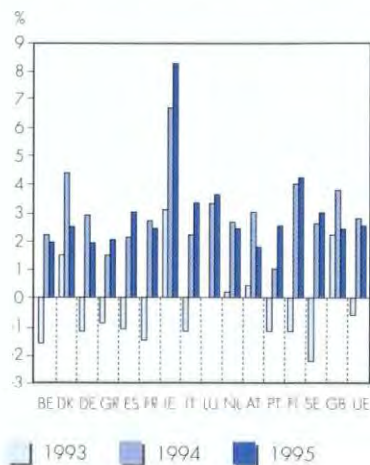


PIB/PNB (variations annuelles)



(1) Les statistiques macro-économiques de ce chapitre sont extraites principalement des Budgets économiques 1995-1997 publiés début 1996 par la Commission européenne. Elles présentent encore un caractère provisoire. Les taux de croissance relatifs aux agrégats physiques sont en volume. L'inflation est mesurée par l'indice des prix de la consommation privée. Les données portent sur les 15 pays membres, celles relatives à l'Allemagne prennent en compte les Länder orientaux depuis 1992 (1991 pour les balances commerciales).

**PIB : 1993 - 1995
(taux de croissance)**



Dans l'ensemble, la situation budgétaire des Etats membres s'est globalement améliorée, les besoins de financement des Etats de l'Union ne représentant plus que 4,7% de leur PIB contre 5,5% en 1994.

L'évolution a été moins favorable en ce qui concerne la dette publique. Si la plupart des Etats membres ont amélioré leur équilibre budgétaire, la diminution du volume des emprunts n'a pas permis une réduction du ratio global d'endettement qui atteint environ 71% du PIB, contre 68% en 1994.

Le mouvement de convergence des taux d'intérêt à long terme s'est quelque peu ralenti au cours de l'année 1995.

les investissements en équipement ont progressé à un rythme très soutenu, atteignant respectivement 28,5%, 21,4% et 11,8%. Il en a été de même dans quatre pays confrontés à des retards de développement (Irlande, Espagne, Grèce, Italie) où la croissance s'est établie entre 10% et 13%.

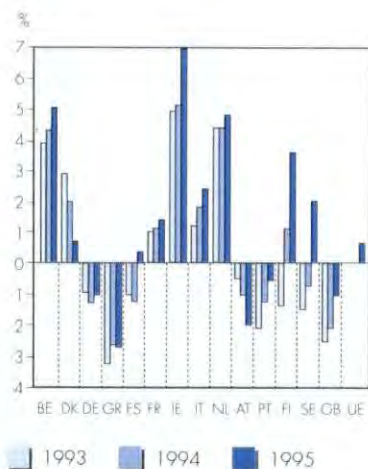
Dans l'ensemble, la reprise de la construction s'est tassée (1,4% par rapport à 2,8%), avec une dégradation plus marquée en Allemagne, au Royaume-Uni et en Autriche.

Les pays en développement continuent à enregistrer des évolutions très différenciées.

Dans les économies asiatiques dynamiques, la croissance reste élevée comme en 1994 (près de 8%). Le redressement amorcé en Afrique, en 1994, avec une croissance supérieure à 3% s'est prolongé en 1995 à près de 3,5%. Dans les pays du sud du bassin méditerranéen, le ralentissement relatif de la croissance, constaté déjà en 1994 s'est confirmé en 1995. Enfin, en Amérique latine, après un net tassement à la mi-1995, lié à l'effondrement du peso mexicain et au resserrement des politiques économiques, la croissance s'est redressée.

Les pays d'Europe centrale et orientale, après la chute de la production des premières années de transition, enregistrent une progression encourageante. Dans l'ensemble de ces pays la croissance du PIB est supérieure à 4,2% avec des performances peu différentes pour la plupart d'entre eux.

**Balances courantes : 1993 - 1995
(en % du PIB)**



Après cinq années de chute continue (de 1989 à 1993), la reprise de l'investissement global, mesuré par la FBCF, s'est maintenue, progressant de 3,5% par rapport à 1994.

L'investissement, globalement dynamique, a été le principal moteur de la croissance. La consommation privée est restée hésitante. L'importance relative des exportations comme facteur de croissance s'est progressivement réduite.

L'investissement en équipement a poursuivi son redressement, devenant positif dans tous les Etats membres et augmentant de 6,5% au niveau de l'Union (2,7% en 1994 et -10,2% en 1993). Les performances ont cependant été différenciées selon les pays. En Suède, en Finlande et au Danemark,

Liste des projets financés dans l'Union européenne en 1995 ⁽¹⁾

Le montant total des prêts signés pour des investissements dans l'Union européenne s'élève à 18 603 millions. Ces opérations, toutes financées sur ressources propres, relèvent de la responsabilité financière de la BEI et sont comptabilisées dans son bilan.

La Banque coopère étroitement avec un nombre croissant d'institutions financières et de banques commerciales. Elle conclut avec celles-ci des prêts globaux destinés au financement d'investissements de petite ou moyenne dimension dans l'industrie, les services et les infrastructures. Elle accorde, également, certains prêts individuels par l'intermédiaire d'instituts et de banques.

Les objectifs de politique communautaire auxquels répondent les prêts individuels figurent en marge. Sauf indication spécifique, les prêts globaux ont un caractère multisectoriel et multiobjectif (encadré page 20).

Les symboles de ces objectifs sont les suivants :

- développement régional
- compétitivité des entreprises et intégration européenne
- infrastructures communautaires
- ◆ objectifs énergétiques
- ◀ protection de l'environnement et aménagements urbains

RTE : projets faisant partie des réseaux transeuropéens prioritaires retenus au Conseil d'Essen de décembre 1994

| | millions d'écus | | millions d'écus |
|---|--------------------|---|--------------------------|
| BELGIQUE | | DANEMARK | |
| 25 669,2 millions de francs belges | 665,3 | 6 027,7 millions de couronnes danoises | 824,9 |
| Prêts individuels | <u>(506,2)</u> | Prêts individuels | <u>(782,2)</u> |
| Construction de deux centrales électriques combinant turbine à gaz et turbine à vapeur, alimentées au gaz naturel, à Drogenbos (dans la région de Bruxelles) et à Seraing (près de Liège) <i>Tractebel</i> | 33,8 ■ ◆ | Construction d'une centrale de production combinée de chaleur et d'électricité à Viborg <i>Viborg Kommune</i> | 32,9 ◆ |
| Extension des installations de collecte et de traitement des eaux usées en Région flamande <i>Aquafin</i> | 77,7 ◀ | Rénovation et conversion d'un incinérateur de déchets en vue de la production d'électricité/chaleur ainsi que des réseaux de chauffage urbain et d'assainissement <i>Århus Kommune</i> | 6,9 ◆ ◀ |
| Construction de la première phase (frontière française - Bruxelles) de la nouvelle ligne de train à grande vitesse <i>SNCB - Société Nationale des Chemins de fer Belges</i> | RTE 230,4 ● | Construction d'une centrale de production combinée de chaleur et d'électricité à Silkeborg (Jylland) <i>Silkeborg Kraftvarmeværk I/S</i> | 43,9 ◆ |
| Section Ghislenghien - Hacquenies de l'autoroute A8 Bruxelles - Lille <i>SOFICO - Société régionale wallonne de financement complémentaire des infrastructures</i> | 52,5 ■ ● | Electrification et modernisation de plusieurs tronçons de la ligne de chemin de fer Odense - Padborg et achat de rames électrifiées de desserte régionale et de banlieue <i>Danske Statsbaner, DSB</i> | 128,1 ■ ◀ |
| Construction à Liège d'une liaison entre l'autoroute E25 (Maastricht - Liège - Luxembourg) et E40 (Aachen - Liège - Bruxelles) <i>SOFICO</i> | 51,8 ■ ● | Pont autoroutier suspendu sur la partie est de la liaison fixe du Storebælt <i>A/S Storebæltsforbindelsen</i> | 248,2 ■ ● |
| Mise au point et harmonisation de systèmes européens de contrôle du trafic aérien <i>Eurocontrol</i> | 49,0 ● | Construction d'une liaison fixe ferroviaire et routière à travers l'Øresund entre Copenhague (Danemark) et Malmö (Suède) <i>A/S Øresundsforbindelsen</i> | RTE 64,6 ● RTE 31,9 ● |
| Extension et regroupement des activités d'Eurocontrol à Haren (région de Bruxelles) <i>Eurocontrol</i> | 11,0 ● | Renforcement du système de commutation numérique et de transmission par fibres optiques dans le Sjælland et à Bornholm <i>Kjøbenhavns Telefon A/S, KTAS</i> | 46,1 ■ ● |
| Prêts globaux | <u>(159,1)</u> | Modernisation et extension de la capacité d'une raffinerie à Kalundborg <i>Statoil Denmark A/S</i> | 179,9 ◆ ◀ |
| Financement d'infrastructures publiques de petite ou moyenne dimension : | | Prêts globaux | <u>(42,5)</u> |
| <i>Crédit Communal de Belgique</i> | 16,2 | Financement d'investissements de petite ou moyenne dimension : | |
| <i>- Kredietbank NV</i> | 51,8 | <i>Finance for Danish Industry International S.A., FIH</i> | 42,5 |
| <i>- Société Nationale de Crédit à l'Industrie</i> | 26,7 | | |
| <i>- CERA Hoofdkantoor C.V.</i> | 25,9 | | |
| <i>- Générale de Banque S.A.</i> | 25,5 | | |
| <i>- Caisse Nationale de Crédit Professionnel S.A.</i> | 13,0 | | |

(1) Les ouvertures de crédit sont en règle générale libellées en contre-valeur d'une monnaie nationale

ALLEMAGNE

5 079,8 millions de Deutsche Mark

millions
d'écus

2 715,0

Prêts individuels

(1 268,3)

Construction d'une centrale électrique, alimentée au lignite, en remplacement d'unités obsolètes à Schwarze Pumpe (Brandenburg)
SVK Schwarze Pumpe-VEAG Kraftwerksgesellschaft mbH

213,1 ■ ◆ ◀

Centrale à cycle combiné électricité/chaleur fonctionnant au gaz naturel :

- à Dessau (Sachsen-Anhalt)
Heizkraftwerk Dessau GmbH & Co. KG

21,3 ■ ◆ ◀

- à Potsdam (Brandenburg)
Energieversorgung Potsdam GmbH

29,7 ■ ◆ ◀

- dans la partie orientale de Berlin
BEWAG AG

53,3 ■ ◆

- à Dresde (Sachsen)
Dresdner Elektrizität & Fernwärme GmbH

RTE 134,6 ■ ◆ ◀

Câble d'interconnexion électrique entre la Suède et l'Allemagne
Baltic Cable AB

40,0 ■ ◆

Modernisation et extension de réseaux de transport et de distribution de gaz naturel :

- dans la zone de Leipzig
Erdgas West-Sachsen GmbH (EWS)

26,6 ■ ◆

- en Sachsen-Anhalt
Gasversorgung Sachsen-Anhalt GmbH (GSA)

42,6 ■ ◆

- à Berlin
GASAG Berliner Gaswerke AG

39,7 ■ ◆

Installations de collecte et de traitement des eaux usées :

- à Wittenberg (Sachsen-Anhalt)
Lutherstadt Wittenberg

10,7 ■ ◆ ◀

- à Rudolstadt et Saalfeld (Thüringen)
Zweckverband Wasserversorgung und Abwasserbeseitigung Gemeinden Rudolstadt & Saalfeld

10,8 ■ ◆ ◀

- à Konstanz (Baden-Württemberg)
Stadt Konstanz

10,7 ◆

- dans une partie du Nordrhein-Westfalen
Erftverband

48,1 ◆

- dans la région d'Eisenach (Thüringen)
Abwasserverband Eisenach-Erbstromtal

44,4 ■ ◆ ◀

Construction d'un complexe public régional d'élimination des déchets à Bonacker (Nordrhein-Westfalen)
Hochsauerlandkreis

8,1 ◆

Modernisation du réseau ferroviaire de banlieue dans la région de Stuttgart
Zweckverband Nahverkehr Region Stuttgart

3,7 ◆

Extension du terminal "Wilhelm Kaisen" pour navires porte-conteneurs du port de Bremerhaven
Bremer Lagerhaus - Gesellschaft AG

89,4 ■ ●

Remplacement de rames de tramways et d'autobus en vue de l'amélioration des transports en commun de Rostock
Rostocker Strassenbahn AG

52,5 ■ ◆

Nouveau terminal "est" à l'aéroport de Francfort
Flughafen Frankfurt Main AG

80,5 ●

millions
d'écus

Transfert d'installations de fabrication de câbles dans des usines de Berlin (est) et Schönow (Brandenburg)
KWO Kabel GmbH

47,7 ■

Atelier flexible modulaire de production de pneumatiques pour automobiles et installation dans une usine à Breuberg (Hessen)
Pirelli Reifenwerke GmbH

4,4 ▶

Construction d'entrepôts à Haldensleben (Sachsen-Anhalt) et à Ohrdruf (Thüringen) pour une entreprise de vente par correspondance
Otto Versand GmbH & Co.

43,2 ■

Centres logistiques de distribution du courrier

213,1 ■ ●

Prêts globaux

(1 446,7)

Financement d'investissements de petite ou moyenne dimension :

- Kreditanstalt für Wiederaufbau 374,8
- Westdeutsche Landesbank Girozentrale 318,8
- Landesbank Hessen-Thüringen Girozentrale 193,1
- Bremer Landesbank Kreditanstalt Oldenburg Girozentrale 138,1
- Deutsche Bank AG 79,9
- Deutsche Ausgleichsbank 79,9
- Commerzbank AG 79,8
- Südwestdeutsche Landesbank Girozentrale 64,3
- InvestitionsBank des Landes Brandenburg 54,0
- Landesbank Schleswig-Holstein Girozentrale 31,9
- Hamburgische Landesbank Girozentrale 16,2
- Norddeutsche Landesbank Girozentrale 15,7

GRÈCE

160 042 millions de drachmes

525,2

Prêts individuels

(269,4)

Construction d'une petite centrale hydroélectrique à Pournari, sur l'Arakthos, près d'Arta (Ipeiros)
DEI - Dimosia Epihirisi Ilektrismou (Public Power Corporation)

9,5 ■ ◆

Extension et renforcement du réseau de transport et de distribution d'électricité
DEI

26,2 ■ ◆

Aménagement en autoroute de différentes sections de l'axe Patras-Athènes-Thessalonique-frontière bulgare
Elliniki Dimocratia

- Elefsina - Korinthos
- Katerini - Klidi

17,0 ■ ●
RTE 16,5 ■ ●

Extension du terminal pour navires porte-conteneurs dans le port du Pirée
Piraeus Port Authority

42,5 ■ ●

Extension du métro d'Athènes
Attiko Metro A.E.

105,0 ■ ◆

Mise en service de réseaux de téléphonie mobile :

- STET (Hellas) S.A. 33,1 ■ ●
- PANAFON (Hellas) S.A. 19,6 ■ ●

Prêts globaux

(255,9)

Financement de petits projets d'infrastructure inclus dans le volet régional du Cadre Communautaire d'Appui
Elliniki Dimocratia

210,0

Financement d'investissements de petite ou moyenne dimension :

- ETEBA-National Investment Bank for Industrial Development SA 39,2
- Ergobank SA 6,6

ESPAGNE

464 724,3 millions de pesetas

Prêts individuels

Aménagements forestiers, notamment ouvrages de lutte contre l'érosion et les incendies de forêts
Junta de Andalucía

89,4 ■ ◀

Construction de sept petites centrales hydroélectriques dans le bassin de l'Ebre et de 34 éoliennes près de Pampelune
Energía Hidroeléctrica de Navarra SA

26,7 ■ ♦

Interconnexion du réseau de transport d'électricité avec celui du Portugal : sections Meson - frontière portugaise et Cartelle - Trives (Galicia)
Red Eléctrica de España S.A.

RTE 6,2 ■ ♦

Renforcement et modernisation du réseau d'électricité
Fuerzas Eléctricas de Cataluña

57,0 ■ ♦

Construction des tronçons Tarifa - Cordoba - frontière portugaise (près de Badajoz) et de la partie située dans les eaux territoriales espagnoles du gazoduc Maghreb - Europe, destiné à alimenter l'Espagne et le Portugal en gaz naturel algérien
Gasoducto al Andaluz SA

RTE 224,4 ■ ♦

Ouvrages de collecte et de traitement des eaux usées, et d'approvisionnement en eau potable :

- Valencia
Entidad Pública de Saneamiento de Aguas Residuales de Valencia

61,6 ■ ◀

- Cataluña
Junta de Saneamiento de Cataluña

61,4 ■ ◀

- Andalucía
Junta de Andalucía

46,1 ■ ◀

Construction d'installations de traitement des déchets urbains :

- à Son Reus
Tirme, Palma de Mallorca

69,9 ■ ◀

- à Madrid
Tirmadrid SA

55,2 ■ ◀

Modernisation du matériel roulant et des infrastructures sur le réseau ferroviaire de banlieue des neuf plus grandes villes
Red Nacional de los Ferrocarriles Españoles

273,9 ■ ● ◀

Amélioration des réseaux de routes régionales et nationales :

- Ministerio de Obras Públicas, Transportes y Medio Ambiente

RTE 469,7 ■ ●
110,7 ■ ●

- Comunidad Autónoma de Galicia

60,6 ■ ●

- Territorio Histórico de Guipúzcoa

58,7 ■ ●

- Territorio Histórico de Bizkaia

33,8 ■ ●

- Gestión de Infraestructuras SA

30,7 ■ ●

- Territorio Histórico de Álava

24,6 ■ ●

Extension du réseau ferré urbain de Valencia et achat de matériel roulant
Ferrocarriles de la Generalidad Valenciana

36,8 ■ ◀

Construction de la première phase du métro de Bilbao et acquisition de matériel roulant
Consorcio de Transportes de Vizcaya

61,5 ■ ◀

millions
d'écus

2 817,6

(2 651,5)

Construction d'un nouveau terminal voyageurs à Palma de Mallorca et extension des terminaux voyageurs existants aux aéroports de Barcelona et Malaga
Ente Público de Aeropuertos Españoles y Navegación Aérea

27,7 ■ ●

Modernisation et extension du réseau de télécommunications
Telefónica de España SA

539,0 ■ ●

Amélioration des infrastructures routières et de l'alimentation en eau potable
Comunidad Autónoma de Extremadura

32,2 ■ ◀

Amélioration des réseaux de routes et d'assainissement, implantation de zones industrielles, aménagements forestiers, restauration du patrimoine historique-culturel
Comunidad Autónoma de Aragón

76,3 ■ ◀

Mise en service d'une unité d'hydrodésulfuration dans une raffinerie à Huelva
Ertol SA

29,4 ■ ◀

Installation d'une unité d'hydrodésulfuration dans une raffinerie à Cadix et d'une unité de coproduction vapeur/électricité dans une raffinerie à Tenerife
Compañía Española de Petróleos SA

88,1 ■ ♦ ◀

Prêts globaux

(166,1)

Financement d'investissements de petite ou moyenne dimension :

- Instituto de Crédito Oficial
- Banco de Crédito Local de España
- Banco Central Hispanoamericano S.A.
- Instituto de Fomento de Andalucía

61,5
61,5
30,9
12,3

FRANCE

14 350,6 millions de francs français

2 206,8

Prêts individuels

(1 177,8)

Modernisation de la station d'épuration des eaux usées de Belfort (Franche-Comté)
District de l'agglomération belfortaine

6,2 ■ ◀

Traitement et valorisation des déchets urbains :

- de l'agglomération nantaise (Pays-de-la-Loire)
Arc-en-Ciel SA
- de l'agglomération de Cergy-Pontoise (Ile-de-France)
Compagnie Générale d'Environnement de Cergy-Pontoise

30,7 ■ ◀

38,6 ■ ◀

Prolongement vers le sud du train à grande vitesse Paris - Lyon - Valence (TGV-Méditerranée) : tronçon commun Valence - Avignon et branches Avignon - Marseille et Avignon - Nîmes
Société Nationale des Chemins de fer Français

149,3 ■ ●

Nouveaux tronçons du réseau autoroutier : par l'intermédiaire de la Caisse Nationale des Autoroutes (CNA)

- A43, section reliant le tunnel routier du Fréjus au réseau autoroutier à Pont d'Aiton (Rhône - Alpes)
Société Française du Tunnel Routier de Fréjus

145,6 ■ ●

- A39, sections Lons-le-Saunier - Bourg-en-Bresse et Dôle - Lons-le-Saunier (Franche-Comté)
SAPRR-Société des Autoroutes Paris Rhin-Rhône SA

95,5 ■ ●

- A16, sections l'Isle-Adam - Amiens et Amiens - Boulogne (Ile de France/Picardie)
SANEF - Société des Autoroutes du Nord et de l'Est de la France SA

92,4 ■ ●

| | millions d'écus | | millions d'écus |
|---|--------------------|---|--------------------|
| - A29, sections Le Havre - Yvetot et Yvetot - Saint-Saens (Haute-Normandie) SAPN - Société de l'Autoroute Paris-Normandie | 46,3 ■ ● | Modernisation du réseau routier national et urbain <i>Ireland, Minister for Finance</i> | 23,3 ■ |
| - A51, section Sisteron - La Saulce ESCOTA - Société de l'autoroute Esterel - Côte d'Azur | 15,4 ■ ● | Extension de l'aéroport de Dublin <i>Aer Rianta - Irish Airports</i> | 15,9 ■ ● |
| - A40, doublement du tunnel de Chamoise et des viaducs de Nantua et de Neyrolles (Rhône - Alpes) SAPRR - Société des Autoroutes Paris Rhin-Rhône SA | 4,6 ● | Modernisation et extension d'instituts d'enseignement supérieur <i>Ireland, Minister for Finance</i> | 19,6 ■ |
| Aménagement de la départementale 929 entre Lannemezan et Bielsa (frontière espagnole) <i>Département des Hautes-Pyrénées</i> | 23,1 ■ ● | <u>Prêts globaux</u> | (193,9) |
| Aménagement de sections routières : port de Jarry - aéroport du Raizet et déviation de Petit-Bourg <i>Région Guadeloupe</i> | 38,5 ■ | Financement d'investissements de petite ou moyenne dimension : | |
| Renouvellement partiel de la flotte et mise en place d'équipements connexes au sol <i>Air Inter SA</i> | 46,0 ■ ● | - <i>Bank of Ireland</i> | 61,1 |
| Nouvelle aérogare à l'aéroport de Bordeaux- Mérignac <i>Chambre de Commerce et d'Industrie de Bordeaux</i> | 15,3 ■ ● | - <i>Ulster Bank</i> | 59,4 |
| Aménagements urbains et parcs de stationnement dans l'agglomération lyonnaise (Rhône - Alpes) <i>Communauté Urbaine de Lyon</i> | 84,7 ◀ | - <i>ACC Bank</i> | 48,9 |
| Amélioration de la protection de l'environnement dans quatre usines près de Lille (Nord) et au sud de Lyon (Rhône-Alpes) <i>Rhône-Poulenc Chimie SA</i> | 37,0 ■ ◀ | - <i>National Irish Bank</i> | 24,5 |
| Etude, développement et industrialisation d'une nouvelle boîte de vitesse automatique à Valenciennes (Nord) et Barlin, près de Béthunes (Pas-de-Calais) <i>Automobiles Peugeot SA</i> | 185,2 ■ ► | ITALIE | |
| Construction d'une usine de moteurs pour automobiles à Douvrain (Pas-de-Calais) <i>Automobiles Peugeot SA</i> | 77,0 ■ ◀ | <u>7 417,6 milliards de liras</u> | 3 434,9 |
| Modernisation des procédés de développement et de fabrication de moteurs d'avions en région parisienne <i>SNECMA - Société Nationale d'Etude et de Construction de Moteurs d'Aviation</i> | 46,3 ► | <u>Prêts individuels</u> | (2 271,0) |
| <u>Prêts globaux</u> | (1 028,9) | Remise en état et aménagement de centrales hydroélectriques (Piemonte, Lombardia) <i>ENEL SpA</i> | 9,4 ◆ |
| Financement d'infrastructures publiques de petite ou moyenne dimension dans les domaines des transports et de la protection de l'environnement : - <i>Crédit Local de France</i> | 567,2 | Construction d'une centrale hydroélectrique dans le bassin de Dora Riparia (Piemonte) <i>Azienda Energetica Municipale di Torino</i> | 112,9 ■ ◆ |
| Financement d'investissements de petite ou moyenne dimension : | | Construction d'une centrale à cycle combiné et extension du réseau municipal de chauffage urbain à Reggio Emilia <i>Azienda Gas Acqua Consorziale di Reggio Emilia</i> | 32,9 ◆ |
| - <i>Groupe Paribas</i> | 231,5 | Mise en valeur de gisements d'hydrocarbures : | |
| - <i>Banque Nationale de Paris - BNP</i> | 77,2 | - gaz naturel à Daria (Marche) et à Roseto- Montestillo (Puglia) ; et pétrole au sud de Potenza (Basilicata) | 21,8 ■ ◆ |
| - <i>Crédit Commercial de France - CCF</i> | 76,0 | - pétrole à Villafortuna-Trecate (Piemonte) <i>AGIP SpA</i> | 72,0 ◆ |
| - <i>Locafrance SA</i> | 46,3 | Poursuite de la construction du deuxième gazoduc transméditerranéen <i>SNAM SpA</i> | 130,9 ■ ◆ |
| - <i>BNP Bail SA</i> | 30,8 | Extension du réseau de transport de gaz naturel en Emilia-Romagna, Lombardia, Piemonte, Toscana et Puglia <i>SNAM SpA</i> | 164,7 ■ ◆ |
| IRLANDE | | Extension et modernisation du réseau de distribution de gaz naturel à Rome <i>ITALGAS - Società Italiana per il Gas SpA</i> | 23,5 ◆ |
| <u>266,6 millions de livres irlandaises</u> | 327,3 | Extension et modernisation des réseaux d'adduction d'eau potable et de distribution de gaz naturel <i>ASM - Azienda Servizi Municipalizzati, Brescia</i> | 23,5 ◆ ◀ |
| <u>Prêts individuels</u> | (133,4) | Ouvrages de collecte et de traitement des eaux usées | |
| Mise en valeur des forêts irlandaises <i>Ireland, Minister for Finance</i> | 30,6 ■ ◀ | - dans les provinces de Salerno et Benevento <i>Regione Campania</i> | 7,0 ■ ◀ |
| Modernisation du matériel roulant et de la signalisation principalement sur la ligne Dublin - Belfast <i>Iarnrod Eireann - Irish Rail</i> | RTE 44,0 ■ ● | - dans les bassins d'Alto Seveso, Alto Lura et Livescia (Lombardia) <i>Lariana Depur SpA</i> | 23,5 ◀ |
| | | Modernisation de la ligne de chemins de fer Vêrone - Tunnel du Brenner <i>Ferrovie dello Stato SpA</i> | RTE 350,4 ● |
| | | Modernisation de cinq tronçons du réseau ferroviaire en Campanie et dans les Abruzzes <i>Ferrovie dello Stato SpA</i> | 564,7 ■ ● ◀ |

| | millions d'écus | | millions d'écus |
|--|--------------------|--|--------------------|
| Elargissement de l'autoroute entre Milan et Gallarate (Lombardia) pour améliorer l'accès à l'aéroport international de Malpensa <i>Autostrade - Concessioni e Costruzioni Autostrade SpA</i> | RTE 20,0 ● | Reconstruction d'une usine de confiserie endommagée par les inondations à Alba (Piemonte) <i>Ferrero SpA</i> | 28,2 ■ |
| Extension du centre intermodal de Bologna (Emilia-Romagna) <i>Società Interporto di Bologna SpA</i> | 5,2 ● | Construction d'une nouvelle unité de production de fibres polyester destinées à l'industrie de l'habillement, à Vercelli (Piemonte) <i>TMI Europe SpA</i> | 16,5 ► |
| Modernisation et extension des télécommunications <i>Telecom Italia SpA</i> | 246,9 ■ ● | Fabrication d'articles de confection ; centre de service et de formation professionnelle avancée à Villorba (Veneto) <i>Benetton SpA</i> | 13,1 ► |
| Rénovation du centre historique et aménagements urbains à Bologna et Ferrara (Emilia-Romagna) <i>Regione Emilia-Romagna</i> | 4,8 ◀ | Extension d'une fabrique de papier recyclé à Borgo a Mozzano (Toscana) <i>Cartiera Lucchese SpA</i> | 18,1 ■ ◆ ◀ |
| Restauration et remise en état de bâtiments historiques à Monreale et Milazzo (Sicilia) ainsi que du site romain de Pompeï <i>Ministero per i Beni Culturali e Ambientali</i> | 4,5 ■ ◀ | <u>Prêts globaux</u> (1 163,9) | |
| Nouvelle ligne de production de panneaux de fibres de bois à Rivoli di Osoppo, près d'Udine (Friuli - Venezia Giulia) <i>Fantoni SpA</i> | 14,1 ► | Financement de la reconstruction d'infrastructures, de bâtiments et d'entreprises du secteur productif endommagées par les inondations de novembre 1994 | |
| Modernisation d'usines de production de carreaux de céramique près de Bologna et Modena (Emilia-Romagna) <i>Florim Ceramiche SpA</i> <i>Atlas Concorde SpA</i> | 5,0 ■ 4,7 ■ ► | - IMI | 65,5 |
| Modernisation d'une raffinerie à Falconara, sur la côte Adriatique (Marche) <i>API - Raffineria di Ancona SpA</i> | 23,5 ◆ ◀ | - Banca Mediocredito | 65,5 |
| Modernisation d'une raffinerie à Milazzo (Sicilia) <i>AGIP Petroli SpA</i> | 113,5 ■ ◆ ◀ | - CREDIOP | 65,5 |
| Modernisation et extension d'une usine de chimie fine à Campoverde (Latium) <i>Recordati SpA</i> | 9,7 ■ | - BNL | 65,5 |
| Modernisation et extension d'une unité de production de fil textile à Pisticci (Basilicata) <i>NYLSTAR SpA</i> | 39,3 ■ ► | Financement de projets de recherche appliquée de petite ou moyenne dimension : | 23,5 |
| Construction d'une usine de montage de véhicules automobiles à Melfi (Basilicata) <i>SATA srl & FIAT Auto SpA</i> | 83,6 ■ ► | - IMI | 159,7 |
| Construction de 19 usines de pièces pour automobiles à Melfi (Basilicata), dans le cadre d'un système d'approvisionnement intégré <i>ACM Consorzio Auto Componentistica Mezzogiorno, S.C.p.A.</i> | 2,2 ■ ► | - Efibanca | 92,9 |
| Développement de systèmes optiques avancés à Milano (Lombardia) <i>Pirelli Cavi SpA</i> | 18,8 ► | - BNL | 70,6 |
| Modernisation de deux usines de matériel de télécommunications pour les transmissions radionumériques et la téléphonie mobile près de Milan (Lombardia) et de Caserta (Campania) <i>Siemens Telecomunicazioni SpA</i> | 37,3 ■ ► | - Monte dei Paschi di Siena | 53,7 |
| Modernisation d'une usine d'électroménager à Naples (Campania) <i>Whirlpool Italia</i> | 4,9 ■ | - Banca Commerciale Italiana | 43,6 |
| Extension et modernisation de quatre usines d'appareils électroménagers dans le Centre-Nord <i>Merloni Elettrodomestici SpA</i> | 7,6 ■ | - Banca S. Geminiano | 37,3 |
| Modernisation de deux usines de produits électroménagers à Carinara et à Teverola (Campania) <i>Merloni Elettrodomestici SpA</i> | 11,8 ■ | - Istituto Bancario San Paolo di Torino | 28,2 |
| | | - Banca Mediocredito | 28,2 |
| | | - Centrobanca | 25,2 |
| | | - Carimonte Banca | 23,5 |
| | | - CREDIOP | 22,7 |
| | | - Mediocredito Centrale | 22,3 |
| | | - Banca Popolare dell'Emilia - Romagna | 21,8 |
| | | - Mediocredito Lombardo | 21,8 |
| | | - Cassa di Risparmio di Parma e Piacenza | 15,0 |
| | | - Interbanca | 14,1 |
| | | - Credito Romagnolo | 11,8 |
| | | - Credito Fondiario e Industriale | 8,7 |
| | | LUXEMBOURG | |
| | | 3000 millions de francs luxembourgeois | 78,8 |
| | | Construction d'un four à arc électrique et pour la production de produits longs à Esch-Belval <i>Socabel</i> | 78,8 ■ ◆ ◀ |
| | | AUTRICHE | |
| | | 3 183 millions de schillings autrichiens | 241,9 |
| | | <u>Prêts individuels</u> (199,2) | |
| | | Modernisation et extension du réseau de traitement des eaux usées de Vienne <i>Entsorgungsbetrieb Simmering GmbH</i> | 39,4 ◀ |
| | | Amélioration de la ligne ferroviaire principale Vienne-Tarvisio, (frontière italienne) <i>OBB-Österreichische Bundesbahn</i> | 106,5 ● |
| | | Construction d'un nouveau moteur dans une usine d'automobiles à Steyr <i>BMW Motoren GmbH</i> | 53,3 ■ ► |

| | millions d'écus (42,7) | | millions d'écus |
|--|------------------------------|---|--------------------|
| Prêts globaux | | | |
| Financement d'investissements de petite ou moyenne dimension : | | Modernisation d'une ligne ferroviaire de la banlieue de Porto <i>Gabinete do Nó Ferroviário do Porto</i> | 70,6 ■ ◀ |
| - Österreichische Investitionskredit AG | 37,4 | Construction d'une quatrième ligne de métro à Lisbonne <i>Metropolitano de Lisboa EP</i> | 101,4 ■ ◀ |
| - Österreichische Hotel und Fremdenverkehr Treuhand GmbH (tourisme) | 5,3 | Construction d'une gare d'échange entre divers modes de transport en commun à Cais do Sodré et prolongement de la ligne A du métro <i>Metropolitano de Lisboa EP</i> | 55,9 ■ ◀ |
| PAYS-BAS | | Réaménagement urbain, en vue de l'exposition mondiale de 1998 à Lisbonne <i>Parque Expo' 98 SA</i> | 50,7 ■ ◀ |
| 668 millions de florins | 318,9 | Reconstruction des infrastructures publiques et des habitations endommagées par le cyclone d'octobre 1993 sur l'île de Madère <i>Região Autónoma da Madeira</i> | 21,4 ■ |
| Prêts individuels | (318,9) | Construction d'hôtels le long des axes routiers <i>Portis - Hoteis Portugueses SA</i> | 7,2 ■ ▶ |
| Extension d'un incinérateur de déchets ménagers et assimilés à Beuningen, près de Nimègue (Gelderland) <i>Afvalverwerking Regio Nijmegen NV</i> | 7,2 ◆ ◀ | Prêts globaux | (38,3) |
| Tunnel autoroutier sous le Noordzeekanaal <i>Exploitiatiemaatschappij Wijkertunnel</i> | 48,0 ● | Financement de petits projets d'infrastructures municipales <i>- Caixa Geral de Depósitos</i> | 28,1 |
| Construction d'un nouveau terminal pour navires porte-conteneurs dans le port de Rotterdam <i>Gemeentelijk Havenbedrijf Rotterdam</i> | 166,5 ● | Financement d'investissements de petite ou moyenne dimension : | |
| Acquisition de deux super-cargos rouliers pour assurer la liaison Hull - Rotterdam <i>Royal Nedlloyd Group NV</i> | RTE 25,2 ● ◀ | - IAPMEI - Instituto de Apoio às Pequenas e Médias Empresas & Investimento | 10,1 |
| Installations de contrôle et de gestion du trafic aérien à l'aéroport de Schiphol à Amsterdam <i>Luchtverkeersbeveiligings-Organisatie</i> | 72,0 ● | | |
| PORTUGAL | | FINLANDE | |
| 241 822,0 millions d'escudos | 1 231,5 | 1 030 millions de marks finlandais | 179,1 |
| Prêts individuels | (1 193,3) | Prêts individuels | (163,5) |
| Première phase de la mise en place d'un réseau de transport de gaz naturel dans la partie occidentale du pays <i>Transgás-Sociedade Portuguesa de Gás Natural SA</i> | RTE 102,3 ■ ◆ | Modernisation des tronçons Turku - Helsinki, Riihimäki - Lahti et Helsinki - Tikkurila de l'axe ferroviaire sud Turku - Helsinki - frontière russe <i>République de Finlande</i> | RTE 118,3 ● ◀ |
| Construction de réseaux de distribution de gaz naturel | | Amélioration de deux sections de l'axe routier est-ouest E18 dans le sud du pays <i>République de Finlande</i> | RTE 31,0 ● |
| - dans neuf villes du centre-ouest <i>Lusitaniagás Companhia de Gás do Centro SA</i> | 12,8 ■ ◆ | Investissements pour la protection de l'environnement et des économies d'énergie dans une aciérie à Imatra <i>Imatra Steel OY AB</i> | 14,2 ■ ◀ |
| - dans la région de Setúbal <i>Setgás - Sociedade de Produção e Distribuição de Gás Natural SA</i> | 6,1 ■ ◆ | Prêt global | (15,7) |
| Construction d'une ligne ferroviaire électrifiée entre Chelas, au nord-est de Lisbonne, et Coina, sur la rive sud du Tage <i>Gabinete do Nó Ferroviário de Lisboa</i> | 101,4 ■ ◀ | Financement d'investissements de petite ou moyenne dimension : | |
| Prolongement de l'autoroute A3 vers le nord à partir de Braga jusqu'à la frontière espagnole <i>BRISA - Auto-estradas de Portugal SA</i> | 76,1 ■ ● | - KERA LTD | 15,7 |
| Améliorations sur le réseau routier national <i>- Junta Autónoma de Estradas</i> | 229,5 ■ ● | SUÈDE | |
| - República Portuguesa - Ministério das Finanças | 76,1 ■ | 2 533,7 millions de couronnes suédoises | 273,1 |
| Construction de deux tunnels et d'une route urbaine à Porto <i>Câmara Municipal do Porto</i> | 11,4 ■ ◀ | Prêts individuels | (225,4) |
| Construction d'un second pont routier sur l'estuaire du Tage, en amont de Lisbonne <i>Lusoponte - Concessionária para a Travessia sobre o Tejo SA</i> | 270,4 ■ ● | Construction d'une centrale hydroélectrique et modernisation de cinq autres dans le nord du pays <i>Vattenfall AB</i> | 85,5 ◆ |
| | | Câble d'interconnexion électrique entre la Suède et l'Allemagne <i>Baltic Cable AB</i> | 25,1 ◆ |

| | millions d'écus | | millions d'écus |
|--|--------------------|--|--------------------|
| Modernisation et extension de stations de traitement des eaux usées : | | Pont autoroutier sur l'estuaire de la Severn <i>Severn River Crossing plc</i> | 23,7 ■ ● |
| - à Stockholm <i>Stockholm Vatten AB</i> | 25,3 ◀ | Construction d'un nouveau centre de maintenance à l'aéroport de Cardiff (Wales) <i>British Airways Maintenance Cardiff Ltd</i> | 36,0 ■ |
| - à Göteborg <i>Göteborgs Ryaverks Aktiebolag, Gryaab</i> | 13,9 ◀ | Accroissement de la capacité de production de fibres optiques à Bishopstoke et Harlow (South-East) <i>Pirelli General plc</i> | 9,4 ▶ |
| Modernisation du tronçon Ulriksdal - Uppsala, de la ligne de chemin de fer de la côte est <i>Banverket</i> | 43,7 ● | Construction d'une usine destinée à la fabrication et au montage de dispositifs à mémoire électronique à Livingston (Scotland) <i>NEC Semiconductors (UK) Ltd</i> | 36,0 ■ |
| Construction d'une liaison fixe ferroviaire et routière à travers l'Öresund entre Copenhague (Danemark) et Malmö (Suède) <i>Öresundskonsortiet</i> | RTE 31,9 ● | Prêts globaux | (573,5) |
| Prêts globaux | (47,7) | Financement d'investissements de petite ou moyenne dimension : | |
| Financement d'investissements de petite ou moyenne dimension : | | - <i>Barclays Bank plc</i> | 420,2 |
| - <i>Kommuninvest</i> | 32,7 | - <i>Northern Bank Ltd</i> | 70,1 |
| - <i>AB Svensk Exportkredit, SEK</i> | 15,0 | - <i>Bank of Scotland</i> | 31,8 |
| | | - <i>TSB Bank plc</i> | 30,0 |
| | | - <i>Clydesdale Bank plc</i> | 21,6 |
| ROYAUME-UNI | | AUTRES ⁽¹⁾ | 518,6 |
| 1 870,1 millions de livres sterling | 2 243,9 | NORVEGE | |
| Prêts individuels | (1 670,4) | Remplacement de conduites forcées dans trois centrales hydroélectriques du sud de la Norvège <i>Statkraft SF</i> | 23,5 ◆ |
| Installation d'équipements de désulfuration à la centrale électrique au charbon de Drax (North Yorkshire) <i>National Power plc</i> | 359,5 ■ ◀ | Remise en état et extension du complexe pétrolier et gazier Ekofisk, dans le secteur norvégien de la Mer du Nord <i>Fina Exploration Norway SCA</i> | 265,5 ◆ |
| Mise en valeur du gisement de pétrole Captain, dans le secteur britannique de la Mer du Nord <i>Texaco North Sea UK Ltd.</i> | 223,4 ◆ | MAROC | |
| Extension et renforcement de réseaux de distribution d'électricité dans les Midlands <i>Midlands Electricity plc</i> | 53,4 ■ ◆ | Construction d'une conduite de transport de gaz naturel entre la frontière algéro-marocaine et la côte marocaine du Détroit de Gibraltar, près de Tanger <i>Europe Maghreb Pipeline Ltd</i> | RTE 189,6 ◆ |
| Amélioration de l'alimentation en eau potable et ouvrages d'assainissement dans diverses zones : | | ISLANDE | |
| -Wales <i>Dwr Cymru Cyfyngedig</i> | 167,8 ■ ◀ | Amélioration des infrastructures routières, dans la zone de Reykjavik et dans la région des fjords occidentaux <i>République d'Islande</i> | 40,0 ● |
| - East Anglia <i>Anglian Water Services Ltd</i> | 144,6 ◀ | | |
| - North-West <i>North West Water Ltd</i> | 131,8 ■ ◀ | | |
| - Essex, Norfolk et North-East <i>Lyonnais Europe plc</i> | 77,2 ■ ◀ | | |
| - North-East <i>Northumbrian Water Ltd</i> | 41,9 ■ ◀ | | |
| Modernisation du réseau ferroviaire <i>West Yorkshire Passenger Transport Executive</i> | 36,0 ■ ● ◀ | | |
| Amélioration d'infrastructures routières et ferroviaires <i>Cheshire County Council</i> | 107,9 ■ ● | | |
| Acquisition de deux super-cargos rouliers pour assurer la liaison Hull - Rotterdam <i>Peninsular and Oriental Steam Navigation Company</i> | 24,6 ● ◀ | | |
| Construction d'une ligne de métro léger entre Wolverhampton et Birmingham et acquisition de matériel roulant <i>West Midlands Passenger Transport Executive</i> | 47,9 ■ ◀ | | |
| Renouvellement partiel de la flotte long-courrier <i>British Airways plc</i> | 149,3 ● | | |

(1) Financements assimilés à des opérations dans
l'Union européenne (Art. 18.1 des Statuts de la BEI)

Liste des financements à l'extérieur de l'Union européenne en 1995

Le montant total des financements de la BEI pour des investissements à l'extérieur de l'Union européenne s'élève à 2 805,4 millions dont 45 millions en Afrique du Sud, 429,9 millions dans les Etats d'Afrique, des Caraïbes et du Pacifique ainsi que dans les Pays et Territoires d'Outre-Mer, 1 037,5 millions dans les pays du bassin méditerranéen, 1 005 millions dans les pays d'Europe Centrale et Orientale, 120 millions en Amérique Latine et 168 millions en Asie.

Les prêts sur ressources propres sont signalés par *. Ils sont parfois bonifiés : dans les Etats ACP, sur les ressources du FED et dans certains pays du bassin méditerranéen, sur les ressources budgétaires communautaires.

Les financements sur ressources budgétaires sont signalés par □. Ces financements sont accordés par la BEI sur mandat, au nom, pour le compte et aux risques de la Communauté ; ils sont comptabilisés hors bilan dans la section spéciale.

| | millions d'écus | | millions d'écus |
|---|-----------------|---|-----------------|
| AFRIQUE DU SUD | 45,0 | BURKINA FASO | 22,8 |
| Financement de projets d'infrastructures de petite dimension, principalement pour l'assainissement des eaux usées | | Interconnexion des réseaux électriques de la Côte d'Ivoire et du Burkina Faso | |
| Prêt global à la <i>Development Bank of Southern Africa</i> | 30,0 * | Prêt conditionnel à la <i>Société Nationale d'Electricité du Burkina</i> | 9,8 □ |
| Financement de petites et moyennes entreprises | | Réhabilitation de la ligne de chemin de fer entre Abidjan (Côte d'Ivoire) et Kaya (Burkina Faso) | |
| Prêt global à <i>Industrial Development Corporation</i> | 15,0 * | Prêt conditionnel au <i>Burkina Faso</i> | 7,0 □ |
| | | Extension et modernisation du réseau téléphonique national | |
| | | Prêt conditionnel à l' <i>Office National des Télécommunications</i> | 6,0 □ |
| AFRIQUE | | CAMEROUN | 21,1 |
| CÔTE D'IVOIRE | 46,6 | Extension du réseau de transport et de distribution d'électricité de Douala | |
| Première phase d'exploitation des gisements Lion (pétrole et gaz associé) et Panthère (gaz et condensats) au large de Jacqueville, au sud-ouest d'Abidjan | | <i>Société Nationale d'Electricité - SONEL</i> | 8,0 * |
| <i>Société Nationale des Opérations Pétrolières de Côte d'Ivoire</i> | 30,0 * | Prêt conditionnel à <i>SONEL</i> | 12,5 □ |
| Interconnexion des réseaux électriques de la Côte d'Ivoire et du Burkina Faso | | Création d'une unité de fabrication de colle urée-formol | |
| Prêt conditionnel à la <i>République de Côte d'Ivoire</i> | 3,6 □ | Prêt conditionnel à la <i>Société Camerounaise d'Injection et de Modelage de Produits Organiques et Synthétiques</i> | 0,6 □ |
| Réhabilitation de la ligne de chemin de fer entre Abidjan (Côte d'Ivoire) et Kaya (Burkina Faso) | | ÉTHIOPIE | 21,0 |
| Prêt conditionnel à la <i>République de Côte d'Ivoire</i> | 6,0 □ | Extension et modernisation des installations de l'aéroport d'Addis-Abeba et de six aéroports régionaux | |
| Modernisation et extension d'unités de transformation de cacao à Abidjan et San Pedro | | Prêt conditionnel à la <i>République fédérale démocratique d'Éthiopie</i> pour l' <i>Ethiopian Civil Aviation Authority</i> | 21,0 □ |
| <i>Société Africaine de Cacao</i> | 6,0 * | ZAMBIE | 19,0 |
| Modernisation et extension d'une unité de transformation de matières plastiques | | Financement de petites et moyennes entreprises | |
| Prêt conditionnel à <i>Ivoirienne de Manufactures</i> | 1,0 □ | Prêts globaux conditionnels à <i>Standard Chartered Bank of Zambia Ltd, Barclays Bank of Zambia Ltd, Stanbic Bank, Zambia Ltd</i> | 10,0 □ |
| BOTSWANA | 40,0 | Extension des installations de filature de fil de coton et de fils mélangés | |
| Construction d'un barrage pour l'alimentation en eau de Gaborone | | Prêt conditionnel participatif à <i>Swarp Spinning Mills Ltd</i> | 6,0 □ |
| <i>République du Botswana pour Water Utilities Corporation</i> | 40,0 * | Production de roses en serres | |
| ÎLE MAURICE | 28,0 | Prêt global conditionnel à la <i>Barclays Bank of Zambia Ltd</i> | 3,0 □ |
| Réhabilitation et extension du réseau d'assainissement de la Baie du Tombeau | | SÉNÉGAL | 18,4 |
| <i>République Mauritanienne</i> | 16,0 * | Modernisation de la production et de la distribution d'eau potable de Dakar et amélioration du système d'assainissement | |
| Aménagement du port commercial de Port-Louis | | Prêt conditionnel à la <i>République du Sénégal</i> pour la <i>Société Nationale des Eaux du Sénégal</i> | 15,0 □ |
| <i>Mauritius Marine Authority</i> | 12,0 * | Modernisation des équipements des cinq principaux aéroports | |
| GUINÉE | 25,0 | Prêt conditionnel à la <i>République du Sénégal</i> | 3,4 □ |
| Aménagement hydroélectrique de Garafiri sur le fleuve Konkouré | | UGANDA | 15,0 |
| Prêt conditionnel à la <i>République de Guinée</i> pour l' <i>Entreprise Nationale d'Electricité de Guinée</i> | 25,0 □ | Financement de petites et moyennes entreprises | |
| | | Prêt global conditionnel à la <i>République d'Ouganda</i> | 15,0 □ |

| | millions d'écus | |
|---|-----------------|---|
| NAMIBIE | 13,6 | |
| Modernisation et extension du réseau de télécommunication <i>Telecom Namibia</i> | 12,7 | ★ |
| Extension d'une tannerie à Okapuka Prêt conditionnel à <i>Meat Corporation of Namibia</i> | 0,9 | □ |
| ZIMBABWE | 13,0 | |
| Remise en état et augmentation de la puissance de la centrale hydroélectrique de Kariba, sur le Zambèze Prêt conditionnel à <i>Zimbabwe Electricity Supply Authority</i> | 13,0 | ★ |
| TANZANIE | 10,3 | |
| Financement de petites et moyennes entreprises Prêt global conditionnel à la <i>Tanzania Development Finance Company Ltd</i> | 10,0 | □ |
| Réhabilitation et rénovation de six hôtels dans les réserves d'animaux Prêt conditionnel au <i>Gouvernement de Tanzanie</i> pour <i>Tanzania Hotels Investments Ltd (TAHI)</i> | 0,3 | □ |
| SAO TOME E PRÍNCIPE | 5,6 | |
| Réhabilitation et renforcement des moyens de production et de distribution d'électricité Prêt conditionnel à l'Etat de <i>Sao Tome e Principe</i> pour <i>Empresa de Agua e Electricidade</i> | 5,6 | □ |
| SWAZILAND | 5,0 | |
| Financement de petites et moyennes entreprises Prêt global conditionnel à la <i>Swaziland Industrial Development Company Ltd</i> | 5,0 | □ |
| MADAGASCAR | 3,5 | |
| Extension d'une ferme d'élevage de crevettes dans le delta de Mahajamba sur la côte nord-ouest Prêt conditionnel à <i>AQUALMA</i> | 3,5 | □ |
| MOZAMBIQUE | 3,0 | |
| Installation d'une nouvelle ligne de traitement de noix de cajou dans le complexe industriel de Namialo Prêt conditionnel à la <i>Companhia Industrial Joao Ferreira dos Santos Sarl</i> | 3,0 | □ |
| GHANA | 1,0 | |
| Financement d'opérations de leasing Prêt global conditionnel à <i>Leasafic Ghana Ltd</i> | 1,0 | □ |
| CARAÏBES | | |
| JAMAÏQUE | 19,0 | |
| Financement de petites et moyennes entreprises Prêt global à la <i>National Development Bank of Jamaica</i> | 12,0 | ★ |
| Agrandissement de la zone industrielle de Montego Bay <i>Port Authority of Jamaica</i> pour <i>Montego Bay Free Zone Company Ltd</i> | 7,0 | ★ |
| BAHAMAS | 14,0 | |
| Remise en état et extension des réseaux d'adduction d'eau sur l'île de Nouvelle-Providence et sur les îles de la Famille Le <i>Commonwealth des Bahamas</i> pour <i>Water and Sewerage Corporation</i> | 14,0 | ★ |

| | millions d'écus | |
|---|-----------------|---|
| GUYANA | 8,3 | |
| Remise en état du réseau d'adduction d'eau de Rose Hall Prêt conditionnel à la <i>République coopérative de Guyana</i> pour <i>Guyana Water Authority</i> | 7,8 | □ |
| Financement de petites et moyennes entreprises Prêt global conditionnel à <i>Institute of Private Enterprise Development Ltd (IPED)</i> | 0,5 | □ |
| RÉPUBLIQUE DOMINICAINE | 8,0 | |
| Financement de petites et moyennes entreprises Prêt global conditionnel à <i>Asociación para el Desarrollo de Microempresas</i> | 8,0 | □ |
| HAÏTI | 4,0 | |
| Financement de petites et moyennes entreprises Prêt global conditionnel à la <i>Société Financière Haïtienne de Développement S.A.</i> | 4,0 | □ |
| ANTIGUA | 3,4 | |
| Réseau de collecte et de traitement des déchets solides sur les îles d'Antigua et Barbuda Prêt conditionnel aux <i>Gouvernements d'Antigua et de Barbuda</i> | 3,4 | □ |
| SAINT-KITTS-ET-NEVIS | 2,0 | |
| Extension de la piste de l'aéroport de Newcastle, à Nevis Prêt conditionnel au <i>Gouvernement de la Fédération de Saint-Christophe et Nevis</i> | 2,0 | □ |
| GRENADE | 1,8 | |
| Mise en place d'un réseau de collecte et de traitement des déchets solides sur l'île de Grenade Prêt conditionnel au <i>Gouvernement de Grenade</i> | 1,8 | □ |
| SURINAM | 0,6 | |
| Ferme pilote aquacole sur le Commewijne river Prêt conditionnel à <i>N.V. Commewijne Shrimp and Fish Culture Corporation</i> | 0,6 | □ |
| PAYS ET TERRITOIRES D'OUTRE-MER | | |
| ANTILLES NÉERLANDAISES | 2,5 | |
| Financement de petites et moyennes entreprises Prêt global | 1,0 | ★ |
| Prêt global conditionnel <i>Ontwikkelingsbank van de Nederlandse Antillen</i> | 1,5 | □ |
| PACIFIQUE | | |
| PAPOUASIE- NOUVELLE - GUINÉE | 46,0 | |
| Mise en exploitation d'une mine d'or sur l'île de Lihir au nord de la Nouvelle-Irlande - <i>Mineral Resources Development Company</i> pour <i>Lihir Gold Ltd</i> | 25,0 | ★ |
| - Prêt conditionnel à <i>Mineral Resources Development Company</i> | 21,0 | □ |
| FIDJI | 8,4 | |
| Extension du réseau de télécommunications <i>Fidji Posts and Telecommunications Ltd</i> | 8,0 | ★ |
| Etude de faisabilité concernant l'extension du port de Suva <i>Ports Authority of Fidji</i> | 0,4 | □ |

MÉDITERRANÉE

| | | |
|--|--------------|---|
| ÉGYPTE | 296,0 | |
| Construction d'une raffinerie de pétrole, à proximité du port d'Alexandrie, pour la production de distillats de qualité moyenne et supérieure <i>Middle east Oil Refineries</i> | 220,0 | ★ |
| Modernisation d'une usine d'aluminium <i>Aluminium Company of Egypt</i> | 70,0 | ★ |
| Achèvement et modernisation des installations d'une usine de compresseurs pour réfrigérateurs, au nord-est du Caire <i>Misr Compressor Manufacturing Company</i> | 6,0 | □ |
| MAROC | 245,0 | |
| Construction des sections d'autoroutes : - Rabat - Fès - Rabat - Tanger <i>Société Nationale des Autoroutes du Maroc</i> | 165,0 | ★ |
| Mise en place d'un nouveau réseau d'irrigation dans la plaine du Haouz, autour de Marrakech <i>Royaume du Maroc</i> | 40,0 | ★ |
| Financement de petites et moyennes entreprises Prêt global à la Banque Nationale pour le Développement Economique et à la Banque Marocaine du Commerce Extérieur | 30,0 | ★ |
| Prêt global pour le financement de travaux routiers de petite ou moyenne dimension réalisés par des collectivités locales <i>Fonds d'Equipement Communal</i> | 10,0 | ★ |
| ALGÉRIE | 100,0 | |
| Extension du complexe gazier de Rhourde Nouss <i>SONATRACH</i> | 100,0 | ★ |
| TURQUIE | 93,5 | |
| Construction d'un réseau d'égouts à Ankara <i>Administration des Eaux et de l'Assainissement d'Ankara</i> | 45,0 | ★ |
| Construction d'un réseau d'égouts et d'une usine de traitement des eaux usées à Antalya <i>Compagnie des Eaux et de l'Assainissement d'Antalya</i> | 35,0 | ★ |
| Interconnexion des réseaux d'électricité avec le réseau syrien <i>Société Turque de Production et de Transport d'Electricité</i> | 13,5 | ★ |
| TUNISIE | 73,0 | |
| Réhabilitation et modernisation des principaux ports de commerce <i>République Tunisienne pour l'Office des Ports Nationaux Tunisiens</i> | 25,0 | ★ |
| Financement d'investissements de protection de l'environnement réalisés dans l'industrie Prêt global à la République de Tunisie | 15,0 | ★ |
| Construction et mise en service d'un gazoduc reliant Nabeul à Tunis et à la centrale électrique de Radès <i>Société Tunisienne de l'Electricité et du Gaz</i> | 15,0 | ★ |
| Remise en état et extension de tronçons routiers dans le "Grand Tunis" <i>République de Tunisie</i> | 10,0 | ★ |
| Financement de prises de participations dans le capital des entreprises du secteur productif, associées en priorité à des entreprises de l'Union européenne Prêt global pyramidal au secteur financier tunisien | 8,0 | □ |

LIBAN

73,0

| | | |
|---|------|---|
| Remise en état des systèmes d'adduction d'eau potable et d'assainissement dans le nord du pays <i>République libanaise</i> | 60,0 | ★ |
| Reconstruction et modernisation des services de la navigation aérienne <i>République libanaise</i> | 10,0 | ★ |
| Financement de petites et moyennes entreprises des secteurs productifs Prêt global conditionnel à <i>Lebanon Invest (Holding) SAL</i> | 3,0 | □ |

ISRAËL

68,0

| | | |
|--|------|---|
| Construction d'une nouvelle station d'épuration biologique des eaux usées de Jérusalem ouest et raccordement au réseau d'assainissement <i>Etat d'Israël pour Jerusalem Development Authority</i> | 35,0 | ★ |
| Financement de petites et moyennes entreprises Prêt global à <i>Industrial Development Bank of Israël</i> | 33,0 | ★ |

JORDANIE

38,0

| | | |
|--|------|---|
| Extension et renforcement du réseau de distribution d'électricité dans l'agglomération d'Amman <i>Royaume Hachémite de Jordanie</i> | 20,0 | ★ |
| Modernisation du système d'adduction d'eau ainsi que de la collecte et du traitement des eaux usées dans le nord du pays <i>Royaume Hachémite de Jordanie</i> | 18,0 | ★ |

GAZA

26,0

| | | |
|--|------|---|
| Financement de petites et moyennes entreprises Prêts globaux à : - <i>Arab Bank plc</i> - <i>Cairo-Amman Bank</i> | 10,0 | ★ |
| Prêts globaux conditionnels à : - <i>Arab Bank plc</i> - <i>Cairo-Amman Bank</i> | 3,0 | □ |
| | 3,0 | □ |

MALTE

15,0

| | | |
|---|------|---|
| Construction d'installations d'assainissement et de traitement des eaux usées à Malte et à Gozo <i>République de Malte</i> | 15,0 | ★ |
|---|------|---|

CHYPRE

10,0

| | | |
|--|------|---|
| Extension du réseau d'assainissement de Limassol <i>Office d'assainissement de Limassol-Amathus</i> | 10,0 | ★ |
|--|------|---|

PAYS D'EUROPE CENTRALE ET ORIENTALE

| RÉPUBLIQUE TCHÈQUE | 260,0 |
|--|--------------|
| Installation d'équipements de désulfuration dans six centrales thermiques au lignite <i>C'EZ, a.s.</i> | 200,0 * |
| Amélioration du réseau routier <i>Konsolidac'ni Banka</i> | 60,0 * |
| HONGRIE | 200,0 |
| Financement de petites et moyennes entreprises Prêt global à <i>K & H Bank, OTP Bank, Creditanstalt - Budapest, ING Bank - Budapest, Inter - Europa Bank</i> et <i>Unicbank</i> | 150,0 * |
| Modernisation et extension du réseau téléphonique <i>Magyar Távközlési Rt.</i> | 50,0 * |
| ROUMANIE | 175,0 |
| Extension et modernisation du réseau téléphonique <i>République de Roumanie pour Regia Autonoma de Telecomunicatii - ROM-Telecom, R.A.</i> | 80,0 * |
| Réhabilitation des installations de production, de transport et de distribution d'électricité et de chaleur <i>République de Roumanie pour Regia Autonoma de Electricitate - RENEL R.A.</i> | 60,0 * |
| Réhabilitation du port de Constanta <i>République de Roumanie pour Constanta Port Administration - CPA</i> | 35,0 * |
| POLOGNE | 140,0 |
| Financement de petites et moyennes entreprises Prêt global à <i>Bank Creditanstalt (Polska), Raiffeisen Centrobank, ABN AMRO (Polska) Bank</i> et <i>ING Bank - Warsaw</i> | 100,0 * |
| Remise en état de la première section de la ligne de chemin de fer Varsovie - Terespol - frontière biélorusse <i>Polskie Koleje Panstwowe</i> | 40,0 * |
| RÉPUBLIQUE SLOVAQUE | 80,0 |
| Financement de petites et moyennes entreprises Prêt global à la <i>Banque Nationale de Slovaquie</i> | 50,0 * |
| Modernisation et extension du réseau de gazoducs destiné au transit international du gaz <i>Slovensky Plynarensky Priemysel</i> | 30,0 * |
| BULGARIE | 60,0 |
| Remise en état et reconstruction de quelque 900 km de routes principales <i>République de Bulgarie</i> | 60,0 * |
| ALBANIE | 34,0 |
| Remise en état et modernisation d'une centaine de km de route le long du principal couloir routier Est-Ouest <i>République d'Albanie</i> | 24,0 * |
| Agrandissement et aménagement du terminal de transbordeurs du port de Durrës <i>République d'Albanie pour l'Office du Port de Durrës</i> | 5,0 * |
| Financement de petites et moyennes entreprises Prêt global pyramidal à la <i>République d'Albanie</i> par l'intermédiaire de la <i>Banque d'Albanie</i> | 5,0 * |
| SLOVÉNIE | 32,0 |
| Construction de trois tronçons sur l'axe autoroutier est-ouest Ljubljana à Celje <i>Druzba za Autocest v Republiki Sloveniji</i> | 32,0 * |

| LITUANIE | 19,0 |
|--|-------------|
| Construction d'un petit terminal pour conteneurs et amélioration du terminal roulier <i>République de Lituanie pour Régie du Port Maritime de Klaipeda</i> | 14,0 * |
| Financement de petites et moyennes entreprises Prêt global à la <i>Lithuanian Development Bank</i> | 5,0 * |
| ESTONIE | 5,0 |
| Financement de petites et moyennes entreprises Prêt global à l' <i>Estonian Investment Bank</i> | 5,0 * |
| AMÉRIQUE LATINE | |
| ARGENTINE | 76,0 |
| Installations de collecte et de traitement des eaux usées dans la partie nord de Buenos Aires <i>Agua Argentinas</i> | 70,0 * |
| Installations de traitement et d'élimination de déchets dangereux dans la province de Buenos Aires <i>AILINCO S.A.</i> | 6,0 * |
| PÉROU | 27,0 |
| Réhabilitation de la partie septentrionale de la route pan-américaine <i>République du Pérou, Ministère des Transports et des Communications</i> | 27,0 * |
| PARAGUAY | 17,0 |
| Extension du réseau de collecte et d'évacuation des eaux usées d'Asuncion <i>République du Paraguay pour la Corporación de Obras Sanitarias</i> | 17,0 * |
| ASIE | |
| CHINE | 55,0 |
| Mise en valeur du gisement de pétrole et de gaz de Ping Hu, transport et distribution de gaz à Pudong <i>République Populaire de Chine par l'intermédiaire de la People's Bank of China pour Shanghai Petroleum Company</i> | 55,0 * |
| INDONÉSIE | 46,0 |
| Construction d'un nouveau gazoduc reliant les îles de Sumatra et de Batan ainsi que le centre et le sud de Sumatra <i>Gouvernement de l'Indonésie pour Perum Gas Nagara</i> | 46,0 * |
| PHILIPPINES | 25,0 |
| Modernisation et extension de l'aéroport de Davao, sur l'île de Mindanao <i>Gouvernement des Philippines pour Autorité de l'aéroport de Davao</i> | 25,0 * |
| PAKISTAN | 24,0 |
| Construction et mise en service d'un complexe hydroélectrique au fil de l'eau sur le fleuve Indus <i>Gouvernement du Pakistan pour Water and Power Authority of Pakistan</i> | 24,0 * |
| THAÏLANDE | 18,0 |
| Prolongement du gazoduc d'Erawan, entre Bang Pakong et Wang Noi <i>Petroleum Authority of Thailand</i> | 18,0 * |

ANNEXE

Tableau A : Montant des contrats signés de 1959 à 1995

(millions d'écus)

| Année | Total | Dans l'Union européenne | | | | A l'extérieur de l'Union européenne | | |
|--------------|------------------|-------------------------|--------------------|----------------------|-------------------|-------------------------------------|--------------------|------------------------|
| | | Total | Ressources propres | Mandats et garanties | Ressources du NIC | Total | Ressources propres | Ressources budgétaires |
| 1959/1972 | 2 839,9 | 2 453,4 | 2 344,1 | 109,3 | — | 386,5 | 155,7 | 230,8 |
| 1973/1980 | 14 547,9 | 12 553,0 | 11 946,2 | 132,1 | 474,7 | 1 994,9 | 1 381,5 | 613,4 |
| 1981/1985 | 28 500,0 | 25 714,0 | 20 747,7 | 379,7 | 4 586,9 | 2 786,0 | 2 438,8 | 347,2 |
| 1986 | 7 556,1 | 7 071,1 | 6 678,1 | — | 393,0 | 485,0 | 381,8 | 103,2 |
| 1987 | 7 848,7 | 7 450,4 | 7 003,4 | — | 446,9 | 398,3 | 188,8 | 209,5 |
| 1988 | 10 180,1 | 9 479,8 | 8 938,3 | 185,0 | 356,5 | 700,2 | 520,1 | 180,1 |
| 1989 | 12 246,1 | 11 634,2 | 11 555,9 | — | 78,3 | 611,8 | 485,9 | 125,9 |
| 1990 | 13 338,9 | 12 626,0 | 12 549,9 | 52,5 | 23,6 | 712,9 | 669,0 | 43,9 |
| 1991 | 15 393,3 | 14 477,3 | 14 438,1 | — | 39,2 | 916,0 | 781,5 | 134,5 |
| 1992 | 17 032,5 | 16 139,7 | 16 066,0 | 73,7 | — | 892,8 | 764,3 | 128,5 |
| 1993 | 19 615,3 | 17 724,2 | 17 672,6 | 51,5 | — | 1 891,1 | 1 807,4 | 83,7 |
| 1994 | 19 927,5 | 17 681,9 | 17 656,0 | 25,8 | — | 2 245,6 | 1 978,5 | 267,1 |
| 1995 | 21 408,2 | 18 602,8 | 18 602,8 | — | — | 2 805,4 | 2 557,2 | 248,2 |
| Total | 190 434,4 | 173 607,8 | 166 199,1 | 1 009,6 | 6 399,1 | 16 826,6 | 14 110,5 | 2 716,1 |

Tableau B : Montant des contrats signés de 1991 à 1995 et de 1959 à 1995
Répartition selon l'origine des ressources et la localisation

(millions d'écus)

| | 1991 - 1995 | | | 1959 - 1995 | | |
|-----------------------------------|-----------------|-----------------------------------|-------------------|------------------|-----------------------------------|-------------------|
| | Total | Ressources propres ⁽¹⁾ | Autres ressources | Total | Ressources propres ⁽²⁾ | Autres ressources |
| Pays membres | 84 625,8 | 84 586,6 | 39,2 | 173 607,8 | 167 208,7 | 6 399,1 |
| Belgique | 2 164,4 | 2 164,4 | — | 3 293,9 | 3 270,4 | 23,6 |
| Danemark | 3 779,7 | 3 779,7 | — | 7 734,2 | 7 188,4 | 545,8 |
| Allemagne | 10 183,6 | 10 183,6 | — | 14 775,8 | 14 775,8 | — |
| Grèce | 2 315,4 | 2 315,4 | — | 5 203,2 | 4 897,1 | 306,1 |
| Espagne | 15 197,3 | 15 158,1 | 39,2 | 20 816,1 | 20 572,1 | 244,0 |
| France | 10 709,2 | 10 709,2 | — | 23 279,1 | 22 029,0 | 1 250,0 |
| Irlande | 1 547,0 | 1 547,0 | — | 5 036,8 | 4 612,8 | 424,0 |
| Italie | 17 694,0 | 17 694,0 | — | 53 418,3 | 50 331,6 | 3 086,7 |
| Luxembourg | 155,2 | 155,2 | — | 212,2 | 212,2 | — |
| Pays-Bas | 1 427,9 | 1 427,9 | — | 2 539,5 | 2 536,3 | 3,2 |
| Autriche | 403,9 | 403,9 | — | 637,8 | 637,8 | — |
| Portugal | 6 062,6 | 6 062,6 | — | 8 753,5 | 8 713,7 | 39,8 |
| Finlande | 239,3 | 239,3 | — | 239,3 | 239,3 | — |
| Suède | 288,4 | 288,4 | — | 288,4 | 288,4 | — |
| Royaume-Uni | 11 179,9 | 11 179,9 | — | 25 242,4 | 24 766,6 | 475,8 |
| Autres ⁽¹⁾ | 1 278,0 | 1 278,0 | — | 2 137,1 | 2 137,1 | — |
| Afrique-Caraïbes-Pacifique | 1 762,7 | 974,6 | 788,1 | 4 731,0 | 2 848,8 | 1 882,2 |
| Afrique du Sud | 45,0 | 45,0 | — | 45,0 | 45,0 | — |
| Méditerranée | 2 887,3 | 2 813,3 | 74,0 | 7 779,7 | 6 945,8 | 833,9 |
| PECO | 3 449,0 | 3 449,0 | — | 3 664,0 | 3 664,0 | — |
| ALA | 607,0 | 607,0 | — | 607,0 | 607,0 | — |
| Total | 93 376,8 | 92 475,6 | 901,2 | 190 434,4 | 181 319,2 | 9 115,2 |

Les prêts en Espagne et au Portugal jusqu'à fin 1985 et ceux en Grèce jusqu'à fin 1980 sont comptabilisés à l'extérieur de l'Union européenne.

(1) Financements assimilés à des opérations dans l'Union européenne (cf. note 5d au lecteur page 122).

(2) Y compris prêts sur mandats et garanties.

Tableau C : Financements accordés dans l'Union européenne de 1991 à 1995
(prêts individuels et crédits sur prêts globaux en cours) - Répartition par secteur

(millions d'écus)

| | Total | Prêts individuels | Crédits sur prêts globaux | Infrastructure | | | | Industrie Services Agriculture |
|-----------------------|-----------------|-------------------|---------------------------|-----------------|-------------------|----------------------------|-----------------|--------------------------------|
| | | | | Transport | Télécommunication | Gestion des eaux et divers | Energie | |
| Belgique | 2 272,3 | 1 393,3 | 879,0 | 811,9 | — | 265,0 | 302,9 | 892,6 |
| Danemark | 3 832,4 | 3 526,2 | 306,2 | 2 091,9 | 380,0 | 102,4 | 791,3 | 466,9 |
| Allemagne | 9 703,8 | 5 359,0 | 4 344,7 | 1 027,6 | 1 159,1 | 2 796,8 | 1 297,6 | 3 422,6 |
| Grèce | 2 011,5 | 1 625,6 | 385,9 | 923,5 | 340,5 | 288,2 | 289,7 | 169,6 |
| Espagne | 15 112,5 | 14 163,7 | 948,8 | 6 913,7 | 2 075,6 | 2 334,4 | 1 506,1 | 2 282,7 |
| France | 9 809,9 | 5 926,7 | 3 883,2 | 5 137,5 | — | 890,2 | 54,8 | 3 727,4 |
| Irlande | 1 337,9 | 1 239,3 | 98,6 | 344,2 | 140,6 | 252,4 | 401,0 | 199,6 |
| Italie | 16 715,0 | 12 506,7 | 4 208,3 | 1 364,9 | 2 956,9 | 1 049,2 | 4 844,0 | 6 500,0 |
| Luxembourg | 152,2 | 150,1 | 2,1 | — | 59,5 | — | — | 92,8 |
| Pays-Bas | 1 466,4 | 1 066,6 | 399,8 | 376,7 | — | 479,2 | 173,9 | 436,6 |
| Autriche | 361,8 | 345,6 | 16,2 | 179,0 | 74,0 | 39,4 | — | 69,5 |
| Portugal | 5 961,4 | 5 587,1 | 374,3 | 2 771,0 | 641,5 | 230,0 | 942,2 | 1 376,7 |
| Finlande | 234,2 | 223,7 | 10,5 | 209,4 | — | — | 0,1 | 24,7 |
| Suède | 255,4 | 240,7 | 14,8 | 75,5 | — | 39,3 | 125,9 | 14,6 |
| Royaume-Uni | 10 802,5 | 10 383,2 | 419,4 | 2 071,2 | 887,6 | 3 023,6 | 3 337,7 | 1 482,5 |
| Autres ⁽¹⁾ | 1 278,0 | 1 278,0 | — | 40,0 | 291,1 | — | 946,9 | — |
| Total | 81 307,3 | 65 015,5 | 16 291,7 | 24 338,2 | 9 006,3 | 11 789,9 | 15 014,0 | 21 158,8 |

(1) Voir note 1 tableau B, page 106

Tableau D : Financements accordés dans l'Union européenne de 1991 à 1995
(prêts individuels et crédits sur prêts globaux en cours) - Répartition par objectif

(millions d'écus)

| | Développement régional | Infrastructures européennes de communication | Environnement et cadre de vie | Objectifs énergétiques | Objectifs industriels | |
|-----------------------|------------------------|--|-------------------------------|------------------------|------------------------------|---------------------------------|
| | | | | | Compétitivité internationale | Petites et moyennes entreprises |
| Belgique | 611,0 | 792,7 | 353,9 | 302,9 | — | 842,0 |
| Danemark | 2 047,8 | 2 464,0 | 631,7 | 982,3 | 20,3 | 263,9 |
| Allemagne | 6 665,6 | 2 165,1 | 3 923,0 | 1 412,7 | 96,0 | 1 407,7 |
| Grèce | 2 011,5 | 940,0 | 535,4 | 269,3 | — | 152,3 |
| Espagne | 13 965,5 | 7 051,4 | 4 387,8 | 1 995,1 | 699,3 | 676,4 |
| France | 6 732,7 | 3 174,1 | 2 049,0 | 161,9 | 998,9 | 2 012,6 |
| Irlande | 1 337,9 | 298,8 | 252,4 | 400,4 | — | 97,9 |
| Italie | 11 444,7 | 4 248,9 | 3 322,6 | 4 419,1 | 1 030,0 | 3 655,1 |
| Luxembourg | 91,2 | 59,5 | 78,8 | 78,8 | — | 2,1 |
| Pays-Bas | 140,9 | 376,7 | 521,3 | 594,6 | — | 376,4 |
| Autriche | 63,8 | 252,9 | 39,4 | — | 53,3 | 16,2 |
| Portugal | 5 961,4 | 2 054,5 | 1 286,3 | 933,6 | 88,5 | 250,8 |
| Finlande | 23,7 | 209,4 | 132,5 | 0,1 | — | 10,4 |
| Suède | 4,7 | 75,5 | 39,2 | 125,9 | — | 14,6 |
| Royaume-Uni | 5 504,3 | 2 391,5 | 4 129,6 | 2 997,4 | 277,9 | 416,5 |
| Autres ⁽¹⁾ | — | 331,1 | — | 946,9 | — | — |
| Total | 56 606,7 | 26 886,1 | 21 682,8 | 15 621,0 | 3 264,2 | 10 194,9 |

Certains financements répondant à plusieurs objectifs, le total des différentes rubriques n'est pas cumulable.

(1) voir note 1 tableau B, page 106.

Tableau E : Financements d'intérêt régional en 1995 et de 1989 à 1995
(prêts individuels et crédits sur prêts globaux en cours)

(millions d'écus)

| | 1995 | | | 1989 - 1995 | | |
|--------------|------------------------|--------------------------------------|----------------|------------------------|--------------------------------------|-----------------|
| | Développement régional | Zones d'action des fonds structurels | | Développement régional | Zones d'action des fonds structurels | |
| | | Total | Objectif 1 | | Total | Objectif 1 |
| Belgique | 249,0 | 231,1 | 87,1 | 702,0 | 581,2 | 93,1 |
| Danemark | 304,0 | 258,7 | — | 2 689,2 | 1 836,8 | — |
| Allemagne | 1 786,4 | 1 527,5 | 1 232,7 | 7 379,8 | 6 484,6 | 5 082,2 |
| Grèce | 335,8 | 335,8 | 335,8 | 2 431,4 | 2 431,4 | 2 431,4 |
| Espagne | 2 697,0 | 2 586,3 | 1 637,4 | 16 116,2 | 15 755,3 | 9 553,7 |
| France | 1 440,1 | 1 365,7 | 40,6 | 8 870,3 | 7 434,2 | 239,9 |
| Irlande | 165,5 | 165,5 | 165,5 | 1 735,8 | 1 735,8 | 1 735,8 |
| Italie | 2 458,8 | 2 186,7 | 1 060,1 | 16 341,9 | 15 339,5 | 9 785,9 |
| Luxembourg | 79,3 | 79,3 | — | 103,0 | 103,0 | — |
| Pays-Bas | 24,0 | 24,0 | 1,0 | 261,4 | 199,4 | 10,7 |
| Autriche | 63,8 | 63,8 | — | 63,8 | 63,8 | — |
| Portugal | 1 252,9 | 1 252,9 | 1 252,9 | 7 503,8 | 7 503,8 | 7 503,8 |
| Finlande | 23,7 | 20,8 | — | 23,7 | 20,8 | — |
| Suède | 4,7 | 4,7 | — | 4,7 | 4,7 | — |
| Royaume-Uni | 1 258,7 | 1 227,2 | 67,6 | 7 080,1 | 5 919,3 | 237,2 |
| Total | 12 143,7 | 11 330,0 | 5 880,7 | 71 307,1 | 65 413,6 | 36 673,7 |

Tableau F : Financements accordés dans l'Union européenne en 1995
(prêts individuels et crédits sur prêts globaux en cours)
Répartition par secteur

(millions d'écus)

| | Total | | Prêts | Crédits |
|---|-----------------|--------------|-----------------|----------------|
| | montant | % | BEI | BEI |
| Energie et infrastructures | 13 164,6 | 74,0 | 11 765,8 | 1 398,8 |
| Energie | 3 083,1 | 17,3 | 2 983,3 | 99,8 |
| Production | 1 848,2 | 10,4 | 1 812,2 | 36,1 |
| Centrales thermiques classiques | 609,8 | 3,4 | 606,4 | 3,3 |
| Centrales hydroélectriques | 292,1 | 1,6 | 267,6 | 24,5 |
| Centrales de production de chaleur | 363,4 | 2,0 | 355,5 | 7,9 |
| Exploitation d'hydrocarbures | 582,7 | 3,3 | 582,7 | — |
| Combustibles solides | 0,2 | — | — | 0,2 |
| Transport, stockage, retraitement | 966,3 | 5,4 | 966,3 | — |
| Electricité | 154,4 | 0,9 | 154,4 | — |
| Gaz naturel, pétrole | 811,9 | 4,6 | 811,9 | — |
| Distribution | 268,6 | 1,5 | 204,8 | 63,8 |
| Electricité | 68,9 | 0,4 | 53,4 | 15,4 |
| Gaz naturel | 190,8 | 1,1 | 151,4 | 39,4 |
| Chaleur | 8,9 | 0,1 | — | 8,9 |
| Transports | 6 442,5 | 36,2 | 6 256,5 | 186,0 |
| Ouvrages exceptionnels | 400,2 | 2,3 | 400,2 | — |
| Chemins de fer | 2 150,4 | 12,1 | 2 150,4 | — |
| Routes, autoroutes | 2 422,9 | 13,6 | 2 354,0 | 69,0 |
| Transports urbains | 632,4 | 3,6 | 531,7 | 100,7 |
| Transports aériens | 467,5 | 2,6 | 466,7 | 0,8 |
| Transports maritimes | 369,0 | 2,1 | 353,5 | 15,6 |
| Télécommunications | 884,7 | 5,0 | 884,7 | — |
| Réseaux et centraux | 832,0 | 4,7 | 832,0 | — |
| Téléphonie mobile | 52,7 | 0,3 | 52,7 | — |
| Eau, assainissement, déchets solides | 2 236,1 | 12,6 | 1 283,4 | 952,7 |
| Approvisionnement en eau potable | 230,4 | 1,3 | 100,7 | 129,6 |
| Traitement des eaux usées | 1 212,6 | 6,8 | 614,5 | 598,2 |
| Approvisionnement et assainissement | 447,5 | 2,5 | 358,5 | 89,0 |
| Traitement des déchets solides et liquides | 296,4 | 1,7 | 209,7 | 86,7 |
| Aménagements à finalité multiple | 49,2 | 0,3 | — | 49,2 |
| Infrastructures urbaines | 173,4 | 1,0 | 140,2 | 33,2 |
| Rénovation urbaine | 73,0 | 0,4 | 55,5 | 17,5 |
| Aménagements urbains composites | 100,3 | 0,6 | 84,7 | 15,6 |
| Infrastructures diverses | 344,8 | 1,9 | 217,7 | 127,1 |
| Infrastructures composites | 224,8 | 1,3 | 97,7 | 127,1 |
| Aménagements agricoles, forestiers | 120,0 | 0,7 | 120,0 | — |
| Industrie, agriculture, services | 4 617,1 | 26,0 | 1 662,2 | 2 954,9 |
| Industrie | 3 611,3 | 20,3 | 1 374,5 | 2 236,7 |
| Industries extractives | 21,9 | 0,1 | — | 21,9 |
| Production, 1ère transformation des métaux | 117,6 | 0,7 | 93,0 | 24,6 |
| Ouvrages en métaux, mécanique | 485,9 | 2,7 | — | 485,9 |
| Construction de matériel de transport | 566,1 | 3,2 | 483,5 | 82,7 |
| Construction électrique, électronique | 320,3 | 1,8 | 173,5 | 146,8 |
| Industrie chimique | 647,0 | 3,6 | 520,4 | 126,5 |
| Caoutchouc, matières plastiques | 172,0 | 1,0 | 4,4 | 167,7 |
| Verre et céramique | 144,2 | 0,8 | 9,7 | 134,5 |
| Matériaux de construction | 101,8 | 0,6 | — | 101,8 |
| Industrie du bois | 154,9 | 0,9 | 14,1 | 140,8 |
| Produits alimentaires | 258,9 | 1,5 | 28,2 | 230,7 |
| Textiles, cuirs | 169,4 | 1,0 | 29,6 | 139,8 |
| Pâte à papier, papier, imprimerie | 257,2 | 1,4 | 18,1 | 239,1 |
| Industries manufacturières diverses | 66,0 | 0,4 | — | 66,0 |
| Génie civil, bâtiments | 128,0 | 0,7 | — | 128,0 |
| Services | 996,2 | 5,6 | 287,6 | 708,6 |
| Tourisme, loisirs, santé | 137,1 | 0,8 | 11,7 | 125,4 |
| Recherche/développement | 3,5 | 0,0 | — | 3,5 |
| Services aux entreprises et collectivités | 663,5 | 3,7 | 256,3 | 407,2 |
| Récupération, recyclage de déchets | 28,0 | 0,2 | — | 28,0 |
| Centres de formation et d'enseignement | 21,4 | 0,1 | 19,6 | 1,8 |
| Commerce | 142,7 | 0,8 | — | 142,7 |
| Agriculture, pêche, sylviculture | 9,6 | 0,1 | — | 9,6 |
| Total général | 17 781,7 | 100,0 | 13 428,0 | 4 353,7 |

Tableau G : Financements accordés dans l'Union européenne de 1991 à 1995
(prêts individuels et crédits sur prêts globaux en cours)
Répartition par secteur

(montants en millions d'écus)

| | Total | | Prêts | | Crédits | |
|--|-----------------|--------------|-----------------|-----------------|-----------------|--------------|
| | montant | % | BEI | Total | BEI | NIC |
| Energie et infrastructures | 60 148,5 | 74,0 | 54 818,6 | 5 329,9 | 5 329,9 | — |
| Energie | 15 014,0 | 18,5 | 14 537,6 | 476,5 | 476,5 | — |
| Production | 7 660,0 | 9,4 | 7 494,5 | 165,5 | 165,5 | — |
| Centrales thermiques classiques | 2 670,9 | 3,3 | 2 643,0 | 27,9 | 27,9 | — |
| Centrales hydroélectriques | 751,5 | 0,9 | 644,2 | 107,3 | 107,3 | — |
| Energie géothermique, alternative | 29,3 | — | 27,4 | 1,9 | 1,9 | — |
| Centrales de production de chaleur | 989,7 | 1,2 | 964,8 | 24,9 | 24,9 | — |
| Exploitation d'hydrocarbures | 3 179,0 | 3,9 | 3 177,6 | 1,3 | 1,3 | — |
| Combustibles solides | 39,7 | — | 37,4 | 2,2 | 2,2 | — |
| Transport, stockage, retraitement | 3 898,2 | 4,8 | 3 882,0 | 16,2 | 16,2 | — |
| Electricité | 1 153,6 | 1,4 | 1 147,9 | 5,8 | 5,8 | — |
| Gaz naturel, pétrole | 2 570,8 | 3,2 | 2 560,4 | 10,4 | 10,4 | — |
| Combustibles nucléaires | 173,7 | 0,2 | 173,7 | — | — | — |
| Distribution | 3 455,9 | 4,3 | 3 161,1 | 294,7 | 294,7 | — |
| Electricité | 1 812,1 | 2,2 | 1 766,5 | 45,5 | 45,5 | — |
| Gaz naturel | 1 492,5 | 1,8 | 1 281,2 | 211,3 | 211,3 | — |
| Chaleur | 151,3 | 0,2 | 113,4 | 37,9 | 37,9 | — |
| Transports | 24 338,2 | 29,9 | 22 968,6 | 1 369,6 | 1 369,6 | — |
| Ouvrages exceptionnels | 2 451,0 | 3,0 | 2 451,0 | — | — | — |
| Chemins de fer | 5 033,6 | 6,2 | 4 985,6 | 48,0 | 48,0 | — |
| Routes, autoroutes | 9 662,8 | 11,9 | 8 929,5 | 733,2 | 733,2 | — |
| Centres intermodaux et autres | 173,3 | 0,2 | 168,4 | 4,9 | 4,9 | — |
| Transports urbains | 3 937,0 | 4,8 | 3 441,3 | 495,7 | 495,7 | — |
| Transports aériens | 2 301,4 | 2,8 | 2 281,0 | 20,4 | 20,4 | — |
| Transports maritimes | 779,2 | 1,0 | 711,8 | 67,4 | 67,4 | — |
| Télécommunications | 9 006,3 | 11,1 | 9 006,3 | — | — | — |
| Réseaux spécialisés | 201,3 | 0,2 | 201,3 | — | — | — |
| Réseaux et centraux | 7 740,7 | 9,5 | 7 740,7 | — | — | — |
| Téléphonie mobile | 204,0 | 0,3 | 204,0 | — | — | — |
| Satellites, stations | 691,7 | 0,9 | 691,7 | — | — | — |
| Câbles internationaux | 168,6 | 0,2 | 168,6 | — | — | — |
| Eau, assainissement, déchets solides | 9 137,0 | 11,2 | 6 241,9 | 2 895,1 | 2 895,1 | — |
| Approvisionnement en eau potable | 775,6 | 1,0 | 302,4 | 473,3 | 473,3 | — |
| Traitement des eaux usées | 3 321,7 | 4,1 | 1 704,6 | 1 617,0 | 1 617,0 | — |
| Approvisionnement et assainissement | 3 114,0 | 3,8 | 2 761,8 | 352,2 | 352,2 | — |
| Traitement des déchets solides et liquides | 1 297,2 | 1,6 | 996,5 | 300,7 | 300,7 | — |
| Aménagements à finalité multiple | 628,5 | 0,8 | 476,6 | 151,9 | 151,9 | — |
| Infrastructures urbaines | 499,8 | 0,6 | 418,9 | 80,9 | 80,9 | — |
| Rénovation urbaine | 215,2 | 0,3 | 174,4 | 40,9 | 40,9 | — |
| Exposition, foire et congrès | 144,0 | 0,2 | 141,5 | 2,5 | 2,5 | — |
| Bâtiments publics, administratifs | 5,5 | — | — | 5,5 | 5,5 | — |
| Aménagements urbains composites | 135,0 | 0,2 | 103,0 | 32,1 | 32,1 | — |
| Infrastructures diverses | 2 153,2 | 2,6 | 1 645,3 | 507,9 | 507,9 | — |
| Infrastructures composites | 2 016,7 | 2,5 | 1 510,0 | 506,7 | 506,7 | — |
| Aménagements agricoles, forestiers | 136,5 | 0,2 | 135,3 | 1,2 | 1,2 | — |
| Industrie, services, agriculture | 21 158,8 | 26,0 | 10 197,0 | 10 961,8 | 10 834,0 | 127,8 |
| Industrie | 17 697,4 | 21,8 | 9 306,4 | 8 391,1 | 8 288,5 | 102,6 |
| Industries extractives | 102,0 | 0,1 | — | 102,0 | 101,0 | 1,0 |
| Production, 1 ^{ère} transformation des métaux | 336,9 | 0,4 | 178,1 | 158,8 | 158,7 | 0,1 |
| Ouvrages en métaux, mécanique | 1 759,5 | 2,2 | 65,1 | 1 694,3 | 1 679,9 | 14,4 |
| Construction de matériel de transport | 4 679,7 | 5,8 | 4 416,6 | 263,1 | 261,2 | 1,9 |
| Construction électrique, électronique | 1 195,8 | 1,5 | 696,3 | 499,4 | 496,8 | 2,6 |
| Industrie chimique | 3 141,7 | 3,9 | 2 579,9 | 561,8 | 555,1 | 6,8 |
| Caoutchouc, matières plastiques | 638,1 | 0,8 | 115,2 | 522,8 | 514,9 | 7,9 |
| Verre et céramique | 350,1 | 0,4 | 52,6 | 297,5 | 294,5 | 2,9 |
| Matériaux de construction | 738,8 | 0,9 | 164,9 | 573,9 | 570,6 | 3,3 |
| Industrie du bois | 536,1 | 0,7 | 44,7 | 491,4 | 484,7 | 6,7 |
| Produits alimentaires | 1 384,8 | 1,7 | 187,4 | 1 197,4 | 1 181,0 | 16,4 |
| Textiles, cuirs | 589,7 | 0,7 | 51,9 | 537,8 | 533,8 | 4,0 |
| Pâte à papier, papier, imprimerie | 1 594,8 | 2,0 | 753,5 | 841,3 | 821,8 | 19,5 |
| Industries manufacturières diverses | 187,1 | 0,2 | — | 187,1 | 175,9 | 11,2 |
| Génie civil, bâtiments | 462,5 | 0,6 | — | 462,5 | 458,7 | 3,8 |
| Services | 3 419,9 | 4,2 | 890,6 | 2 529,3 | 2 504,4 | 24,9 |
| Tourisme, loisirs, santé | 1 014,7 | 1,2 | 242,7 | 772,0 | 765,1 | 6,9 |
| Recherche/développement | 100,5 | 0,1 | 96,0 | 4,5 | 4,5 | — |
| Services aux entreprises et collectivités | 1 845,1 | 2,3 | 464,9 | 1 380,2 | 1 366,9 | 13,3 |
| Récupération, recyclage de déchets | 84,8 | 0,1 | — | 84,8 | 83,2 | 1,6 |
| Centres de formation et d'enseignement | 92,2 | 0,1 | 87,0 | 5,2 | 4,1 | 1,0 |
| Commerce | 282,8 | 0,3 | — | 282,8 | 280,6 | 2,1 |
| Agriculture, pêche, sylviculture | 41,4 | 0,1 | — | 41,4 | 41,0 | 0,4 |
| Total général | 81 307,3 | 100,0 | 65 015,5 | 16 291,7 | 16 163,9 | 127,8 |

Tableau H : Présentation des financements par région en 1995 et de 1991 à 1995
(prêts individuels et crédits sur prêts globaux en cours)

Ce tableau présente une répartition par région (Nuts 1 ou 2 selon les pays). Dans la mesure du possible, les prêts individuels concernant plusieurs régions ont été ventilés.

Estimations EUROSTAT 1992 du PIB par habitant exprimé en standard de pouvoir d'achat (CE15 = 100).

Population 1992 en milliers d'habitants.

(montants en millions d'écus)

| | PIB/ hab. | Population | 1995 | | | 1991 - 1995 | | |
|------------------------|--------------|---------------|----------------|----------------|----------------|-----------------|-----------------|----------------|
| | | | Total | Prêts | Crédits | Total | Prêts | Crédits |
| Belgique | 109 | 10 045 | 765,5 | 506,2 | 259,3 | 2 272,3 | 1 393,3 | 879,0 |
| Bruxelles-Brussel | 174 | 960 | 79,1 | 77,4 | 1,7 | 276,4 | 238,0 | 38,4 |
| Vlaams Gewest | 110 | 5 804 | 273,9 | 77,7 | 196,1 | 1 062,9 | 381,2 | 681,8 |
| Région wallonne | 88 | 3 280 | 182,2 | 120,8 | 61,4 | 348,8 | 189,9 | 158,8 |
| Multirégionaux | | | 230,4 | 230,4 | — | 584,2 | 584,2 | — |
| Danemark | 107 | 5 170 | 846,6 | 782,4 | 64,2 | 3 832,4 | 3 526,2 | 306,2 |
| Hovedstadsregionen | | | 151,8 | 141,7 | 10,2 | 691,5 | 640,8 | 50,7 |
| Oest for Storebaelt | | | 430,7 | 429,0 | 1,7 | 1 453,0 | 1 434,1 | 19,0 |
| Vest for Storebaelt | | | 136,0 | 83,6 | 52,4 | 1 020,0 | 783,5 | 236,6 |
| Multirégionaux | | | 128,1 | 128,1 | — | 667,9 | 667,9 | — |
| Allemagne | 107 | 80 595 | 2 571,5 | 1 268,3 | 1 303,1 | 9 703,8 | 5 359,0 | 4 344,7 |
| Hamburg | 196 | 1 677 | 6,0 | — | 6,0 | 129,7 | 107,5 | 22,2 |
| Bremen | 155 | 684 | 91,7 | 89,4 | 2,3 | 114,1 | 89,4 | 24,7 |
| Hessen | 149 | 5 878 | 122,1 | 84,8 | 37,2 | 414,3 | 322,6 | 91,7 |
| Baden-Württemberg | 131 | 10 074 | 140,0 | 14,5 | 125,5 | 350,2 | 57,0 | 293,2 |
| Bayern | 126 | 11 676 | 61,3 | — | 61,3 | 480,7 | 311,5 | 169,1 |
| Nordrhein-Westfalen | 113 | 17 590 | 415,4 | 56,2 | 359,2 | 1 727,4 | 400,0 | 1 327,5 |
| Saarland | 109 | 1 080 | 18,8 | — | 18,8 | 156,3 | 92,6 | 63,6 |
| Niedersachsen | 105 | 7 523 | 137,0 | — | 137,0 | 592,5 | 9,8 | 582,7 |
| Schleswig-Holstein | 104 | 2 662 | 91,3 | 40,0 | 51,3 | 204,5 | 65,0 | 139,5 |
| Rheinland-Pfalz | 102 | 3 852 | 13,9 | — | 13,9 | 63,8 | — | 63,8 |
| Berlin | 95 | 3 455 | 133,7 | 124,9 | 8,7 | 264,3 | 218,3 | 46,0 |
| Brandenburg | 44 | 2 544 | 302,8 | 258,6 | 44,3 | 705,3 | 475,3 | 230,1 |
| Sachsen-Anhalt | 43 | 2 809 | 171,6 | 111,8 | 59,7 | 1 048,6 | 698,5 | 350,1 |
| Sachsen | 42 | 4 664 | 269,8 | 161,3 | 108,6 | 1 720,2 | 1 331,3 | 388,9 |
| Mecklenburg-Vorpommern | 41 | 1 873 | 97,5 | 52,5 | 45,0 | 411,2 | 248,6 | 162,6 |
| Thüringen | 38 | 2 552 | 285,0 | 61,3 | 223,7 | 960,1 | 571,7 | 388,4 |
| Multirégionaux | | | 213,7 | 213,1 | 0,6 | 360,5 | 359,9 | 0,6 |
| Grèce | 61 | 10 280 | 335,7 | 269,4 | 66,4 | 2 011,5 | 1 625,6 | 385,9 |
| Attiki | 68 | 3 528 | 164,2 | 161,1 | 3,1 | 646,1 | 596,1 | 49,9 |
| Kentriki Ellada | 59 | 2 439 | 31,5 | 12,9 | 18,6 | 392,5 | 261,2 | 131,2 |
| Voreia Ellada | 58 | 3 313 | 43,7 | 16,5 | 27,2 | 260,5 | 141,2 | 119,3 |
| Nisia | 54 | 1 000 | 6,4 | — | 6,4 | 155,2 | 84,4 | 70,8 |
| Multirégionaux | | | 90,0 | 78,8 | 11,2 | 557,2 | 542,6 | 14,6 |
| Espagne | 77 | 39 115 | 2 892,7 | 2 651,5 | 241,2 | 14 697,4 | 14 163,7 | 948,8 |
| Baleares | 103 | 686 | 111,3 | 110,4 | 0,93 | 358,0 | 348,1 | 10,0 |
| Madrid | 97 | 4 914 | 251,8 | 245,1 | 6,7 | 1 941,4 | 1 889,8 | 51,6 |
| Cataluña | 95 | 6 023 | 380,9 | 328,4 | 52,5 | 2 521,7 | 2 376,9 | 144,9 |
| Navarra | 94 | 522 | 35,6 | 33,8 | 1,9 | 190,3 | 182,2 | 8,1 |
| País Vasco | 90 | 2 131 | 251,9 | 235,9 | 16,0 | 1 026,4 | 984,4 | 42,0 |
| La Rioja | 87 | 261 | 6,6 | 3,8 | 2,9 | 46,1 | 40,8 | 5,3 |
| Aragón | 84 | 1 208 | 106,5 | 92,5 | 14,0 | 209,2 | 176,6 | 32,6 |
| Comunidad Valenciana | 78 | 3 801 | 252,2 | 186,0 | 66,1 | 1 666,0 | 1 511,1 | 154,9 |
| Canarias | 75 | 1 503 | 34,9 | 23,7 | 11,2 | 215,6 | 190,2 | 25,4 |
| Cantabria | 74 | 527 | 23,4 | 20,2 | 3,3 | 194,3 | 181,9 | 12,4 |
| Asturias | 71 | 1 120 | 32,1 | 30,2 | 1,9 | 319,9 | 307,1 | 12,8 |
| Murcia | 70 | 1 039 | 16,1 | 10,2 | 5,9 | 390,1 | 358,0 | 32,2 |
| Castilla-Léon | 66 | 2 620 | 138,3 | 120,4 | 18,0 | 631,9 | 524,2 | 107,6 |
| Castilla La Mancha | 65 | 1 718 | 27,9 | 14,6 | 13,4 | 917,4 | 857,8 | 59,5 |
| Andalucía | 59 | 6 989 | 785,1 | 764,7 | 20,4 | 2 651,3 | 2 482,4 | 168,9 |
| Galicia | 59 | 2 795 | 250,8 | 247,1 | 3,6 | 914,8 | 858,8 | 56,1 |
| Extremadura | 51 | 1 132 | 76,5 | 74,0 | 2,5 | 502,9 | 478,3 | 24,6 |
| Multirégionaux | | | 110,7 | 110,7 | — | 415,1 | 415,1 | — |

Tableau H : Présentation des financements par région en 1995 et de 1991 à 1995 (suite)
(prêts individuels et crédits sur prêts globaux en cours)

(montants en millions d'écus)

| | PIB/ hab. Population | | 1995 | | | 1991 - 1995 | | |
|-----------------------|-------------------------|---------------|----------------|----------------|--------------|-----------------|-----------------|----------------|
| | | | Total | Prêts | Crédits | Total | Prêts | Crédits |
| France | 112 | 57 042 | 2 098,4 | 1 177,8 | 920,6 | 9 809,9 | 5 926,7 | 3 883,2 |
| Ile-de-France | 169 | 10 799 | 207,0 | 88,0 | 119,0 | 1 019,8 | 663,3 | 356,4 |
| Champagne-Ardenne | 114 | 1 343 | 16,6 | — | 16,6 | 171,2 | 126,4 | 44,8 |
| Alsace | 113 | 1 633 | 38,2 | — | 38,2 | 280,9 | 132,9 | 148,0 |
| Rhône-Alpes | 111 | 5 429 | 443,6 | 334,7 | 108,9 | 1 472,3 | 1 017,8 | 454,5 |
| Haute-Normandie | 107 | 1 744 | 76,4 | 46,3 | 30,1 | 312,7 | 238,4 | 74,3 |
| Franche-Comté | 104 | 1 104 | 100,7 | 66,9 | 33,8 | 180,1 | 87,2 | 92,9 |
| Centre | 103 | 2 387 | 48,9 | — | 48,9 | 109,0 | 2,3 | 106,7 |
| Provence-Côte d'Azur | 101 | 4 332 | 150,4 | 90,1 | 60,3 | 467,6 | 155,5 | 312,1 |
| Aquitaine | 99 | 2 817 | 52,0 | 15,3 | 36,6 | 278,5 | 38,4 | 240,1 |
| Bourgogne | 99 | 1 610 | 33,4 | — | 33,4 | 160,8 | 88,1 | 72,6 |
| Basse-Normandie | 98 | 1 395 | 23,8 | — | 23,8 | 99,8 | 8,7 | 91,1 |
| Midi-Pyrénées | 97 | 2 448 | 52,9 | 23,2 | 29,8 | 276,6 | 76,1 | 200,5 |
| Lorraine | 97 | 2 283 | 25,0 | — | 25,0 | 316,8 | 99,4 | 217,4 |
| Pays de la Loire | 96 | 3 087 | 90,6 | 30,7 | 59,9 | 586,3 | 325,1 | 261,2 |
| Picardie | 95 | 1 831 | 100,6 | 58,5 | 42,1 | 393,7 | 304,8 | 88,8 |
| Bretagne | 93 | 2 807 | 60,8 | — | 60,8 | 346,6 | — | 346,6 |
| Auvergne | 90 | 1 310 | 31,2 | — | 31,2 | 96,2 | — | 96,2 |
| Poitou-Charentes | 89 | 1 605 | 33,6 | — | 33,6 | 144,2 | 45,2 | 99,0 |
| Nord - Pas-de-Calais | 89 | 3 956 | 349,9 | 302,3 | 47,5 | 2 131,1 | 1 867,7 | 263,4 |
| Limousin | 89 | 714 | 11,1 | — | 11,1 | 46,0 | — | 46,0 |
| Languedoc-Roussillon | 88 | 2 159 | 66,1 | 37,3 | 28,7 | 217,7 | 45,3 | 172,3 |
| Corse | 79 | 251 | 0,04 | — | 0,04 | 1,4 | — | 1,4 |
| DOM | 45 | 1 469 | 39,8 | 38,5 | 1,3 | 230,4 | 133,6 | 96,8 |
| Multirégionaux | | | 46,0 | 46,0 | — | 470,4 | 470,4 | — |
| Irlande | 76 | 3 548 | 165,5 | 133,4 | 32,1 | 1 337,9 | 1 239,3 | 98,6 |
| Italie | 105 | 57 896 | 3 249,1 | 2 271,0 | 978,1 | 16 715,0 | 12 506,7 | 4 208,3 |
| Lombardia | 134 | 9 030 | 325,1 | 158,7 | 166,4 | 1 599,2 | 989,2 | 610,0 |
| Valle d'Aosta | 129 | 119 | — | — | — | 13,0 | 7,8 | 5,2 |
| Emilia-Romagna | 128 | 3 985 | 316,0 | 121,9 | 194,1 | 1 206,1 | 638,6 | 567,5 |
| Trentino-Alto Adige | 124 | 910 | 387,9 | 350,4 | 37,4 | 630,4 | 435,6 | 194,7 |
| Friuli-Venezia Giulia | 122 | 1 218 | 17,9 | 14,1 | 3,8 | 203,3 | 156,1 | 47,2 |
| Liguria | 121 | 1 701 | 35,2 | — | 35,2 | 436,6 | 283,0 | 153,7 |
| Lazio | 120 | 5 246 | 101,4 | 76,4 | 25,0 | 900,1 | 711,9 | 188,3 |
| Piemonte | 119 | 4 380 | 394,2 | 255,0 | 139,1 | 1 395,4 | 961,2 | 434,1 |
| Veneto | 117 | 4 468 | 151,9 | 13,1 | 138,9 | 860,0 | 477,6 | 382,3 |
| Toscana | 112 | 3 592 | 116,7 | 36,3 | 80,4 | 752,6 | 426,9 | 325,7 |
| Marche | 104 | 1 457 | 73,7 | 39,3 | 34,5 | 523,1 | 302,2 | 220,9 |
| Umbria | 103 | 828 | 22,1 | — | 22,1 | 253,0 | 89,4 | 163,7 |
| Abruzzo | 94 | 1 275 | 560,6 | 542,1 | 18,5 | 1 299,2 | 1 076,9 | 222,3 |
| Molise | 82 | 337 | 18,5 | — | 18,5 | 155,7 | 118,8 | 36,9 |
| Sardegna | 79 | 1 679 | 28,1 | 27,5 | 0,6 | 536,8 | 480,9 | 55,9 |
| Puglia | 77 | 4 115 | 31,3 | 17,7 | 13,7 | 933,2 | 790,2 | 143,0 |
| Campania | 73 | 5 732 | 121,7 | 92,7 | 29,0 | 1 044,2 | 791,2 | 252,9 |
| Sicilia | 73 | 5 073 | 127,9 | 118,1 | 9,8 | 921,0 | 793,7 | 127,3 |
| Basilicata | 67 | 622 | 152,1 | 143,8 | 8,3 | 914,8 | 857,7 | 57,2 |
| Calabria | 63 | 2 110 | 19,7 | 17,0 | 2,7 | 488,1 | 468,5 | 19,5 |
| Multirégionaux | | | 246,9 | 246,9 | — | 1 649,3 | 1 649,3 | — |
| Luxembourg | 156 | 393 | 80,9 | 78,8 | 2,1 | 152,2 | 150,1 | 2,1 |
| Pays-Bas | 102 | 15 182 | 455,7 | 318,9 | 136,8 | 1 466,4 | 1 066,6 | 399,8 |
| West-Nederland | 109 | 7 117 | 358,9 | 311,7 | 47,1 | 704,2 | 567,2 | 136,9 |
| Noord-Nederland | 103 | 1 605 | 14,3 | — | 14,3 | 31,5 | — | 31,5 |
| Zuid-Nederland | 98 | 3 352 | 45,1 | — | 45,1 | 531,0 | 401,8 | 129,1 |
| Oost-Nederland | 89 | 3 108 | 37,5 | 7,2 | 30,3 | 186,7 | 84,5 | 102,2 |
| Multirégionaux | | | — | — | — | 13,0 | 13,0 | — |
| Autriche | 115 | 7 914 | 215,3 | 199,2 | 16,2 | 361,8 | 345,6 | 16,2 |

Tableau H : Présentation des financements par région en 1995 et de 1991 à 1995 (suite)
(prêts individuels et crédits sur prêts globaux en cours)

(montants en millions d'écus)

| | PIB/ hab. | Population | 1995 | | | 1991 - 1995 | | |
|------------------------------|--------------|----------------|-----------------|-----------------|----------------|-----------------|-----------------|-----------------|
| | | | Total | Prêts | Crédits | Total | Prêts | Crédits |
| Portugal | 67 | 9 858 | 1 252,8 | 1 193,3 | 59,6 | 5 961,4 | 5 587,1 | 374,3 |
| Lisboa e Vale do Tejo | 93 | 3 293 | 599,9 | 586,0 | 13,9 | 2 544,6 | 2 420,7 | 123,8 |
| Norte | 60 | 3 479 | 111,1 | 82,0 | 29,1 | 749,8 | 604,2 | 145,6 |
| Algarve | 58 | 342 | 5,1 | — | 5,1 | 127,7 | 116,5 | 11,2 |
| Centro | 48 | 1 715 | 23,5 | 12,8 | 10,7 | 290,0 | 218,8 | 71,1 |
| Madeira | 44 | 254 | 22,2 | 21,4 | 0,8 | 112,6 | 100,1 | 12,6 |
| Alentejo | 41 | 539 | — | — | — | 276,3 | 270,0 | 6,3 |
| Açores | 41 | 238 | — | — | — | 96,3 | 92,6 | 3,7 |
| Multirégionaux | | | 491,1 | 491,1 | — | 1 764,2 | 1 764,2 | — |
| Finlande | 93 | 5 042 | 174,0 | 163,5 | 10,5 | 234,2 | 223,7 | 10,5 |
| Suède | 106 | 8 668 | 240,1 | 225,4 | 14,8 | 255,4 | 240,7 | 14,8 |
| Royaume-Uni | 98 | 57 848 | 1 919,2 | 1 670,4 | 248,8 | 10 802,5 | 10 383,2 | 419,4 |
| South East | 115 | 17 658 | 85,1 | 37,6 | 47,5 | 2 391,8 | 2 317,8 | 74,1 |
| East Anglia | 100 | 2 083 | 188,0 | 172,8 | 15,2 | 269,1 | 245,9 | 23,2 |
| Scotland | 96 | 5 098 | 267,7 | 259,3 | 8,4 | 1 479,1 | 1 469,1 | 10,0 |
| South West | 93 | 4 734 | 12,7 | — | 12,7 | 307,5 | 284,3 | 23,2 |
| East Midlands | 92 | 4 051 | 17,3 | — | 17,3 | 285,1 | 251,2 | 33,9 |
| West Midlands | 90 | 5 264 | 124,8 | 101,4 | 23,4 | 491,6 | 453,9 | 37,7 |
| Yorkshire and Humberside | 90 | 4 989 | 442,4 | 420,0 | 22,4 | 904,4 | 862,2 | 42,2 |
| North West | 88 | 6 383 | 277,1 | 230,3 | 46,8 | 1 108,6 | 1 021,8 | 86,8 |
| North | 88 | 3 091 | 87,6 | 72,1 | 15,4 | 747,8 | 719,8 | 27,9 |
| Wales | 83 | 2 891 | 244,9 | 227,4 | 17,4 | 1 035,1 | 997,6 | 37,5 |
| Northern Ireland | 79 | 1 606 | 21,8 | — | 21,8 | 177,3 | 155,1 | 22,2 |
| Multirégionaux | | | 149,9 | 149,3 | 0,6 | 1 604,9 | 1 604,4 | 0,6 |
| Autres ⁽¹⁾ | | | 518,5 | 518,5 | — | 1 278,0 | 1 278,0 | — |
| Total | | 368 596 | 17 781,7 | 13 428,0 | 4 353,7 | 81 307,3 | 65 015,5 | 16 291,7 |

(1) Voir note 1 tableau B, page 106.

Tableau I : Crédits accordés en 1995 sur des prêts globaux en cours
Répartition par région et par objectif
(certains crédits répondant à plusieurs objectifs, le total des différentes rubriques n'est pas cumulable)

(montants en millions d'écus)

| | Financement des infrastructures européennes de communication | | | | | | | | | | | |
|------------------------|--|----------------|------------------------|--------------|------------|--------------|----------------------|--------------|------------------------|--------------|--|-------------|
| | Total | | Développement régional | | | | Hors zones assistées | | Energie, environnement | | Infrastructures européennes de communication | |
| | | | Infrastructures | | Industrie | | | | PME | | | |
| | nombre | montant | nombre | montant | nombre | montant | nombre | montant | nombre | montant | nombre | montant |
| Belgique | 741 | 259,3 | 201 | 25,3 | 154 | 85,6 | 276 | 136,7 | 156 | 17,3 | 6 | 0,6 |
| Vlaams Gewest | 516 | 196,1 | 104 | 15,3 | 77 | 44,1 | 253 | 127,1 | 117 | 13,8 | 1 | 0,4 |
| Région Wallonne | 218 | 61,4 | 97 | 10,0 | 77 | 41,5 | 20 | 8,1 | 35 | 3,4 | 5 | 0,2 |
| Bruxelles-Brussel | 7 | 1,7 | — | — | — | — | 3 | 1,5 | 4 | 0,2 | — | — |
| Danemark | 249 | 64,2 | — | — | 46 | 9,7 | 203 | 54,5 | — | — | — | — |
| Vest for Storebaelt | 182 | 52,5 | — | — | 42 | 9,4 | 140 | 43,1 | — | — | — | — |
| Hovedstadsregionen | 58 | 10,0 | — | — | — | — | 58 | 10,0 | — | — | — | — |
| Oest for Storebaelt | 9 | 1,7 | — | — | 4 | 0,3 | 5 | 1,3 | — | — | — | — |
| Allemagne | 1 455 | 1 303,1 | 159 | 442,1 | 407 | 231,3 | 714 | 236,2 | 326 | 809,1 | 5 | 18,7 |
| Nordrhein-Westfalen | 414 | 359,2 | 29 | 69,7 | 59 | 17,2 | 261 | 83,3 | 95 | 259,4 | — | — |
| Thüringen | 80 | 223,7 | 43 | 189,2 | 36 | 28,8 | — | — | 41 | 188,4 | — | — |
| Niedersachsen | 149 | 137,0 | 20 | 36,5 | 39 | 14,7 | 64 | 32,5 | 44 | 87,6 | 1 | 0,1 |
| Baden-Württemberg | 292 | 125,5 | 2 | 2,8 | 16 | 5,0 | 237 | 72,3 | 39 | 48,2 | — | — |
| Sachsen | 83 | 108,6 | 18 | 58,3 | 65 | 50,3 | — | — | 18 | 58,3 | — | — |
| Bayern | 135 | 61,3 | 5 | 3,5 | 52 | 18,6 | 67 | 17,8 | 15 | 24,8 | — | — |
| Sachsen-Anhalt | 43 | 59,7 | 11 | 29,8 | 32 | 29,9 | — | — | 11 | 29,8 | — | — |
| Schleswig-Holstein | 52 | 51,9 | 8 | 8,6 | 12 | 3,1 | 17 | 6,8 | 18 | 22,7 | 4 | — |
| Mecklenburg-Vorpommern | 40 | 45,0 | 13 | 27,9 | 26 | 16,1 | — | — | 16 | 29,9 | — | 18,6 |
| Brandenburg | 33 | 44,3 | 10 | 15,9 | 23 | 28,3 | — | — | 10 | 15,9 | — | — |
| Hessen | 55 | 37,2 | — | — | 19 | 8,8 | 23 | 5,4 | 13 | 23,0 | — | — |
| Saarland | 16 | 18,8 | — | — | 4 | 1,1 | 10 | 1,5 | 2 | 16,1 | — | — |
| Rheinland-Pfalz | 36 | 13,9 | — | — | 14 | 3,8 | 19 | 6,4 | 3 | 3,7 | — | — |
| Berlin | 8 | 8,7 | — | — | 6 | 3,8 | 2 | 5,0 | — | — | — | — |
| Hamburg | 11 | 6,0 | — | — | — | — | 10 | 4,7 | 1 | 1,3 | — | — |
| Bremen | 8 | 2,3 | — | — | 4 | 1,8 | 4 | 0,5 | — | — | — | — |
| Grèce | 28 | 66,4 | 8 | 40,0 | 20 | 26,3 | — | — | 2 | 9,8 | 2 | 11,2 |
| Voreia Ellada | 11 | 38,3 | 4 | 23,4 | 7 | 14,9 | — | — | 2 | 9,8 | 2 | 11,2 |
| Kentriki Ellada | 8 | 18,6 | 2 | 13,0 | 6 | 5,6 | — | — | — | — | — | — |
| Nisia | 5 | 6,4 | 1 | 3,1 | 4 | 3,2 | — | — | — | — | — | — |
| Attiki | 4 | 3,1 | 1 | 0,5 | 3 | 2,6 | — | — | — | — | — | — |

Tableau I : Crédits accordés en 1995 sur des prêts globaux en cours (suite)
Répartition par région et par objectif
(certains crédits répondant à plusieurs objectifs, le total des différentes rubriques n'est pas cumulable)

(montants en millions d'écus)

| | Total | | Développement régional | | | | Hors zones assistées | | Energie, environnement | | Infrastructures européennes de communication | |
|-----------------------|--------------|--------------|------------------------|--------------|--------------|--------------|----------------------|--------------|------------------------|--------------|--|-------------|
| | | | Infrastructures | | Industrie | | PME | | nombre | montant | nombre | montant |
| | nombre | montant | nombre | montant | nombre | montant | nombre | montant | | | | |
| Espagne | 1 209 | 241,2 | 67 | 58,2 | 565 | 112,4 | 571 | 68,9 | 4 | 1,1 | 2 | 0,7 |
| Comunidad Valenciana | 236 | 66,1 | 4 | 11,8 | 232 | 54,3 | — | — | — | — | — | — |
| Cataluña | 433 | 52,5 | — | — | 2 | 1,4 | 430 | 51,0 | 1 | 0,1 | — | — |
| Andalucía | 45 | 20,4 | 14 | 13,2 | 31 | 7,2 | — | — | — | — | — | — |
| Castilla León | 64 | 18,0 | 17 | 13,9 | 47 | 4,1 | — | — | — | — | — | — |
| País Vasco | 128 | 16,0 | — | — | 107 | 13,0 | 21 | 3,0 | — | — | — | — |
| Aragón | 39 | 14,0 | 2 | 1,3 | 7 | 8,7 | 27 | 3,3 | 1 | 0,1 | 2 | 0,7 |
| Castilla la Mancha | 35 | 13,4 | 6 | 5,6 | 29 | 7,8 | — | — | — | — | — | — |
| Canarias | 43 | 11,2 | 19 | 9,4 | 24 | 1,8 | — | — | — | — | — | — |
| Madrid | 60 | 6,7 | — | — | — | — | 60 | 6,7 | — | — | — | — |
| Murcia | 31 | 5,9 | 1 | 0,1 | 30 | 5,8 | — | — | — | — | — | — |
| Galicia | 13 | 3,6 | 3 | 2,3 | 10 | 1,3 | — | — | — | — | — | — |
| Cantabria | 26 | 3,3 | — | — | 26 | 3,3 | — | — | — | — | — | — |
| La Rioja | 20 | 2,9 | — | — | — | — | 20 | 2,9 | — | — | — | — |
| Extremadura | 7 | 2,5 | 1 | 0,6 | 6 | 1,9 | — | — | — | — | — | — |
| Asturias | 14 | 1,9 | — | — | 14 | 1,9 | — | — | — | — | — | — |
| Navarra | 9 | 1,9 | — | — | — | — | 7 | 1,0 | 2 | 0,9 | — | — |
| Baleares | 6 | 0,9 | — | — | — | — | 6 | 0,9 | — | — | — | — |
| France | 7 434 | 920,6 | 885 | 177,4 | 3 971 | 374,3 | 2 210 | 206,4 | 1 200 | 297,9 | 12 | 15,6 |
| Ile-de-France | 711 | 119,0 | — | — | — | — | 651 | 63,9 | 60 | 55,2 | — | — |
| Rhône-Alpes | 1 004 | 108,9 | 50 | 8,2 | 471 | 54,0 | 463 | 45,1 | 68 | 9,8 | — | — |
| Bretagne | 434 | 60,8 | 124 | 18,8 | 306 | 41,7 | 3 | 0,2 | 121 | 17,7 | — | — |
| Provence-Côte d'Azur | 415 | 60,3 | 27 | 12,2 | 345 | 23,6 | 3 | 0,2 | 66 | 36,4 | 1 | 0,1 |
| Pays de la Loire | 501 | 59,9 | 23 | 3,6 | 437 | 53,5 | 40 | 2,8 | 23 | 3,6 | — | — |
| Centre | 339 | 48,9 | 38 | 3,5 | 19 | 1,1 | 183 | 16,0 | 137 | 31,8 | — | — |
| Nord - Pas-de-Calais | 601 | 47,5 | 44 | 4,7 | 554 | 42,8 | 3 | 0,1 | 44 | 4,7 | — | — |
| Picardie | 268 | 42,1 | 15 | 10,8 | 111 | 5,8 | 108 | 8,6 | 48 | 25,9 | 1 | 1,8 |
| Alsace | 287 | 38,2 | 10 | 3,0 | 105 | 11,0 | 154 | 12,4 | 25 | 13,2 | 3 | 1,6 |
| Aquitaine | 439 | 36,6 | 86 | 10,6 | 334 | 24,6 | 15 | 0,8 | 89 | 11,1 | — | — |
| Franche-Comté | 183 | 33,8 | 10 | 4,6 | 45 | 3,1 | 113 | 19,6 | 25 | 11,0 | — | — |
| Poitou-Charentes | 298 | 33,6 | 89 | 17,7 | 208 | 15,9 | 1 | 0,03 | 80 | 6,2 | — | — |
| Bourgogne | 259 | 33,4 | 32 | 6,6 | 67 | 7,2 | 127 | 12,9 | 64 | 13,2 | 1 | 0,1 |
| Auvergne | 186 | 31,2 | 45 | 13,2 | 105 | 15,2 | 26 | 1,9 | 35 | 3,0 | — | — |
| Haute-Normandie | 204 | 30,1 | 7 | 15,4 | 60 | 4,4 | 136 | 9,8 | 1 | 0,5 | 6 | 12,0 |
| Midi-Pyrénées | 345 | 29,8 | 74 | 8,2 | 232 | 17,0 | 27 | 2,4 | 85 | 10,3 | — | — |
| Languedoc-Roussillon | 322 | 28,7 | 147 | 17,5 | 172 | 11,1 | 3 | 0,2 | 147 | 17,5 | — | — |
| Lorraine | 186 | 25,0 | 15 | 2,2 | 171 | 22,8 | — | — | 16 | 6,8 | — | — |
| Basse-Normandie | 226 | 23,8 | 16 | 8,8 | 101 | 8,2 | 104 | 6,5 | 21 | 9,0 | — | — |
| Champagne-Ardenne | 148 | 16,6 | 6 | 2,2 | 77 | 4,6 | 50 | 3,0 | 21 | 9,0 | — | — |
| Limousin | 69 | 11,1 | 24 | 5,1 | 45 | 5,9 | — | — | 21 | 1,6 | — | — |
| DOM | 8 | 1,3 | 3 | 0,5 | 5 | 0,8 | — | — | 3 | 0,5 | — | — |
| Corse | 1 | 0,1 | — | — | 1 | 0,1 | — | — | — | — | — | — |
| Irlande | 141 | 32,1 | — | — | 141 | 32,1 | — | — | — | — | — | — |
| Italie * | 1 213 | 978,1 | 21 | 30,3 | 1 119 | 823,1 | 31 | 26,6 | 51 | 96,8 | 1 | 9,4 |
| Emilia-Romagna | 194 | 194,1 | 2 | 5,6 | 185 | 171,6 | 3 | 5,7 | 2 | 5,6 | — | — |
| Lombardia | 165 | 166,4 | 1 | 1,4 | 146 | 138,0 | 5 | 4,1 | 9 | 9,3 | 1 | 9,4 |
| Piemonte | 198 | 139,1 | 2 | 1,4 | 171 | 105,8 | 12 | 8,6 | 11 | 19,0 | — | — |
| Veneto | 109 | 138,9 | 1 | 1,9 | 96 | 115,9 | 8 | 4,8 | 5 | 18,1 | — | — |
| Toscana | 87 | 80,4 | 2 | 2,6 | 80 | 65,4 | 2 | 2,4 | 5 | 12,7 | — | — |
| Trentino-Alto Adige | 29 | 37,4 | 1 | 2,2 | 24 | 27,0 | — | — | 5 | 10,4 | — | — |
| Liguria | 56 | 35,2 | — | — | 55 | 29,0 | — | — | 1 | 6,2 | — | — |
| Marche | 36 | 34,5 | — | — | 36 | 34,5 | — | — | — | — | — | — |
| Campania | 72 | 29,0 | 2 | 0,2 | 70 | 28,8 | — | — | 1 | 0,1 | — | — |
| Lazio | 35 | 25,0 | 2 | 1,4 | 33 | 23,6 | — | — | 3 | 1,9 | — | — |
| Umbria | 33 | 22,1 | 1 | 0,3 | 32 | 21,9 | — | — | 1 | 0,3 | — | — |
| Molise | 7 | 18,5 | 1 | 6,7 | 6 | 11,9 | — | — | 1 | 6,7 | — | — |
| Abruzzo | 38 | 18,5 | — | — | 38 | 18,5 | — | — | — | — | — | — |
| Puglia | 54 | 13,7 | 5 | 4,7 | 49 | 8,9 | — | — | 6 | 4,8 | — | — |
| Sicilia | 61 | 9,8 | — | — | 61 | 9,8 | — | — | — | — | — | — |
| Basilicata | 7 | 8,3 | — | — | 7 | 8,3 | — | — | — | — | — | — |
| Friuli-Venezia Giulia | 6 | 3,8 | 1 | 1,8 | 4 | 1,0 | 1 | 1,0 | 1 | 1,8 | — | — |
| Calabria | 4 | 2,7 | — | — | 4 | 2,7 | — | — | — | — | — | — |
| Sardegna | 21 | 0,6 | — | — | 21 | 0,6 | — | — | — | — | — | — |
| Valle d'Aosta | 1 | 0,1 | — | — | 1 | 0,1 | — | — | — | — | — | — |

* dont 29,2 millions d'écus également au titre des technologies avancées

Tableau I : Crédits accordés en 1995 sur des prêts globaux en cours (suite)
Répartition par région et par objectif
(certains crédits répondant à plusieurs objectifs, le total des différentes rubriques n'est pas cumulable)

(montants en millions d'écus)

| | Total | | Développement régional | | | | Hors zones assistées | | Energie, environnement | | Infrastructures européennes de communication | |
|--------------------------|---------------|----------------|------------------------|--------------|--------------|----------------|----------------------|--------------|------------------------|----------------|--|-------------|
| | | | Infrastructures | | Industrie | | PME | | nombre | montant | nombre | montant |
| | nombre | montant | nombre | montant | nombre | montant | nombre | montant | | | | |
| Luxembourg | 3 | 2,1 | — | — | 1 | 0,5 | 2 | 1,6 | — | — | — | — |
| Pays-Bas | 276 | 136,8 | — | — | 49 | 24,0 | 224 | 112,2 | 3 | 0,7 | — | — |
| West-Nederland | 110 | 47,1 | — | — | 1 | 0,1 | 108 | 47,1 | 1 | 0,1 | — | — |
| Zuid-Nederland | 74 | 45,1 | — | — | 17 | 11,4 | 55 | 33,0 | 2 | 0,6 | — | — |
| Oost-Nederland | 67 | 30,3 | — | — | 17 | 5,1 | 50 | 25,3 | — | — | — | — |
| Noord-Nederland | 25 | 14,3 | — | — | 14 | 7,5 | 11 | 6,8 | — | — | — | — |
| Autriche | 33 | 16,2 | — | — | 24 | 10,5 | 9 | 5,6 | — | — | — | — |
| Westösterreich | 23 | 9,5 | — | — | 16 | 6,3 | 7 | 3,2 | — | — | — | — |
| Südösterreich | 4 | 4,7 | — | — | 3 | 2,4 | 1 | 2,3 | — | — | — | — |
| Ostösterreich | 6 | 2,0 | — | — | 5 | 1,8 | 1 | 0,2 | — | — | — | — |
| Portugal | 131 | 59,6 | 8 | 14,1 | 123 | 45,5 | — | — | 7 | 14,0 | — | — |
| Norte | 55 | 29,1 | 4 | 7,3 | 51 | 21,8 | — | — | 3 | 6,2 | — | — |
| Lisboa e Vale do Tejo | 49 | 13,9 | 1 | 5,1 | 48 | 8,8 | — | — | 2 | 7,2 | — | — |
| Centro | 20 | 10,7 | — | — | 20 | 10,7 | — | — | — | — | — | — |
| Algarve | 3 | 5,1 | 1 | 1,2 | 2 | 3,9 | — | — | — | — | — | — |
| Madeira | 4 | 0,8 | 2 | 0,5 | 2 | 0,3 | — | — | 2 | 0,5 | — | — |
| Finlande | 46 | 10,5 | — | — | 36 | 9,5 | 9 | 0,9 | 1 | 0,1 | — | — |
| Manner-Suomi | 46 | 10,5 | — | — | 36 | 9,5 | — | — | 1 | 0,1 | — | — |
| Suède | 48 | 14,8 | — | — | 16 | 4,7 | 32 | 10,1 | — | — | — | — |
| Royaume-Uni | 794 | 248,8 | 1 | 0,1 | 422 | 139,6 | 370 | 109,1 | 2 | 0,1 | — | — |
| South East | 136 | 47,5 | — | — | 10 | 4,1 | 128 | 43,8 | — | — | — | — |
| North West | 94 | 46,8 | — | — | 77 | 40,1 | 20 | 6,8 | — | — | — | — |
| West Midlands | 111 | 23,4 | — | — | 79 | 16,8 | 31 | 6,5 | 1 | 0,1 | — | — |
| Yorkshire and Humberside | 106 | 22,4 | — | — | 72 | 16,0 | 34 | 6,4 | — | — | — | — |
| Northern Ireland | 61 | 21,8 | 1 | 0,1 | 60 | 21,8 | — | — | 1 | 0,1 | — | — |
| Wales | 39 | 17,4 | — | — | 32 | 14,5 | 7 | 2,9 | — | — | — | — |
| East Midlands | 81 | 17,3 | — | — | 20 | 5,7 | 61 | 11,6 | — | — | — | — |
| North | 55 | 16,0 | — | — | 38 | 11,3 | 12 | 4,1 | — | — | — | — |
| East Anglia | 30 | 15,2 | — | — | 5 | 0,6 | 25 | 14,6 | — | — | — | — |
| South West | 50 | 12,7 | — | — | 7 | 1,4 | 43 | 11,3 | — | — | — | — |
| Scotland | 31 | 8,4 | — | — | 22 | 7,1 | 9 | 1,2 | — | — | — | — |
| Total général | 13 801 | 4 353,7 | 1 350 | 787,4 | 7 094 | 1 929,2 | 4 651 | 968,8 | 1 752 | 1 246,7 | 28 | 56,2 |

Tableau J : Crédits accordés de 1991 à 1995 sur des prêts globaux en cours
Répartition par région et par objectif
(certains crédits répondant à plusieurs objectifs, le total des différentes rubriques n'est pas cumulable)

(montants en millions d'écus)

| | Total | | Développement régional | | | | Hors zones assistées | | Energie, environnement | | Infrastructures européennes de communication | |
|---------------------|--------------|--------------|------------------------|-------------|------------|--------------|----------------------|--------------|------------------------|-------------|--|------------|
| | | | Infrastructures | | Industrie | | PME | | nombre | montant | nombre | montant |
| | nombre | montant | nombre | montant | nombre | montant | nombre | montant | | | | |
| Belgique | 1 659 | 879,0 | 202 | 25,4 | 465 | 266,9 | 882 | 575,1 | 156 | 17,3 | 6 | 0,6 |
| Vlaams Gewest | 1 098 | 681,8 | 104 | 15,3 | 224 | 166,1 | 688 | 490,8 | 117 | 13,8 | 1 | 0,4 |
| Région Wallonne | 505 | 158,8 | 98 | 10,0 | 241 | 100,8 | 142 | 46,1 | 35 | 3,4 | 5 | 0,2 |
| Bruxelles-Brussel | 56 | 38,4 | — | — | — | — | 52 | 38,2 | 4 | 0,2 | — | — |
| Danemark | 1 190 | 306,2 | 2 | 6,3 | 318 | 87,9 | 854 | 176,4 | 18 | 37,4 | 1 | 4,8 |
| Vest vor Storebaelt | 855 | 236,6 | — | — | 289 | 84,8 | 559 | 130,8 | 8 | 16,7 | 1 | 4,8 |
| Hovedstadsregionen | 266 | 50,7 | 2 | 6,3 | — | — | 259 | 39,8 | 6 | 10,7 | — | — |
| Oest for Storebaelt | 69 | 19,0 | — | — | 29 | 3,1 | 36 | 5,8 | 4 | 10,0 | — | — |

Tableau J : Crédits accordés de 1991 à 1995 sur des prêts globaux en cours (suite)
Répartition par région et par objectif
(certains crédits répondant à plusieurs objectifs, le total des différentes rubriques n'est pas cumulable)

(montants en millions d'euros)

| | Développement régional | | | | | | | | | | | | Hors zones assistées | | Energie, environnement | | Infrastructures européennes de communication | |
|------------------------|------------------------|---------|-----------------|---------|-----------|---------|--------|---------|--------|---------|--------|---------|----------------------|---------|------------------------|--|--|--|
| | Total | | Infrastructures | | Industrie | | PME | | | | | | | | | | | |
| | nombre | montant | nombre | montant | nombre | montant | nombre | montant | nombre | montant | nombre | montant | nombre | montant | | | | |
| Allemagne | 3 633 | 4 344,7 | 554 | 1 340,2 | 1 312 | 1 210,5 | 1 001 | 425,7 | 1 241 | 2 785,1 | 5 | 18,7 | | | | | | |
| Nordrhein-Westfalen | 976 | 1 327,5 | 120 | 281,4 | 105 | 67,1 | 385 | 160,8 | 485 | 1 079,3 | — | — | | | | | | |
| Sachsen-Anhalt | 196 | 350,1 | 43 | 113,9 | 153 | 236,1 | — | — | 51 | 171,8 | — | — | | | | | | |
| Niedersachsen | 399 | 582,7 | 148 | 308,8 | 96 | 81,5 | 90 | 42,7 | 211 | 451,9 | 1 | 0,02 | | | | | | |
| Sachsen | 371 | 388,9 | 29 | 80,9 | 342 | 308,0 | — | — | 43 | 111,7 | — | — | | | | | | |
| Brandenburg | 176 | 230,1 | 34 | 77,0 | 142 | 153,1 | — | — | 40 | 95,7 | — | — | | | | | | |
| Thüringen | 208 | 388,4 | 56 | 243,9 | 151 | 138,8 | — | — | 64 | 266,5 | — | — | | | | | | |
| Mecklenburg-Vorpommern | 163 | 162,6 | 44 | 86,4 | 118 | 75,1 | — | — | 50 | 90,1 | — | — | | | | | | |
| Baden-Württemberg | 536 | 293,2 | 2 | 2,8 | 20 | 7,7 | 297 | 122,8 | 98 | 152,1 | — | — | | | | | | |
| Schleswig-Holstein | 113 | 140,1 | 50 | 82,1 | 17 | 8,1 | 28 | 11,2 | 62 | 89,9 | 4 | 18,6 | | | | | | |
| Bayern | 213 | 169,1 | 5 | 3,5 | 68 | 37,9 | 93 | 26,9 | 55 | 110,9 | — | — | | | | | | |
| Hessen | 91 | 91,7 | — | — | 23 | 22,0 | 47 | 34,2 | 25 | 48,7 | — | — | | | | | | |
| Rheinland-Pfalz | 78 | 63,8 | 3 | 4,3 | 21 | 11,3 | 30 | 14,4 | 27 | 38,1 | — | — | | | | | | |
| Berlin | 37 | 46,0 | 1 | 2,1 | 34 | 38,8 | 2 | 5,0 | 5 | 13,3 | — | — | | | | | | |
| Hamburg | 22 | 22,2 | — | — | 5 | 8,0 | 13 | 5,5 | 8 | 13,2 | — | — | | | | | | |
| Bremen | 18 | 24,7 | 4 | 16,4 | 10 | 7,8 | 4 | 0,5 | 2 | 3,5 | — | — | | | | | | |
| Saarland | 36 | 63,6 | 15 | 36,6 | 7 | 9,1 | 12 | 1,8 | 15 | 48,3 | — | — | | | | | | |
| Grèce | 252 | 385,9 | 110 | 230,8 | 142 | 155,1 | — | — | 68 | 187,7 | 3 | 14,4 | | | | | | |
| Voreia Ellada | 70 | 133,9 | 28 | 87,4 | 42 | 46,5 | — | — | 22 | 73,6 | 3 | 14,4 | | | | | | |
| Kentriki Ellada | 69 | 131,2 | 23 | 76,1 | 46 | 55,1 | — | — | 15 | 59,8 | — | — | | | | | | |
| Nisia | 80 | 70,8 | 56 | 48,4 | 24 | 22,4 | — | — | 29 | 35,8 | — | — | | | | | | |
| Attiki | 33 | 49,9 | 3 | 18,9 | 30 | 31,1 | — | — | 2 | 18,4 | — | — | | | | | | |
| Espagne | 3 007 | 948,8 | 197 | 268,3 | 1 606 | 432,4 | 1 195 | 244,2 | 9 | 3,8 | 2 | 0,7 | | | | | | |
| Cataluña | 776 | 144,9 | 1 | 2,3 | 4 | 3,5 | 770 | 138,9 | 1 | 0,1 | — | — | | | | | | |
| Comunidad Valenciana | 542 | 154,9 | 13 | 26,0 | 511 | 126,1 | 18 | 2,7 | — | — | — | — | | | | | | |
| Castilla León | 259 | 107,6 | 49 | 58,0 | 198 | 43,7 | 12 | 6,0 | 1 | 0,5 | — | — | | | | | | |
| Castilla la Mancha | 184 | 59,5 | 21 | 27,8 | 159 | 31,1 | 4 | 0,6 | — | — | — | — | | | | | | |
| Cantabria | 55 | 12,4 | 1 | 1,0 | 54 | 11,5 | — | — | — | — | — | — | | | | | | |
| Aragón | 97 | 32,6 | 4 | 3,4 | 24 | 14,8 | 66 | 13,6 | 1 | 0,1 | 2 | 0,7 | | | | | | |
| Andalucía | 292 | 168,9 | 49 | 58,5 | 232 | 99,2 | 11 | 11,2 | — | — | — | — | | | | | | |
| Asturias | 50 | 12,8 | 1 | 4,1 | 49 | 8,7 | — | — | — | — | — | — | | | | | | |
| Extremadura | 42 | 24,6 | 6 | 15,6 | 34 | 8,7 | 2 | 0,3 | — | — | — | — | | | | | | |
| Murcia | 82 | 32,2 | 3 | 6,0 | 75 | 23,1 | 4 | 3,0 | 1 | 0,2 | — | — | | | | | | |
| Madrid | 213 | 51,6 | — | — | — | — | 210 | 49,5 | 3 | 2,1 | — | — | | | | | | |
| País Vasco | 198 | 42,0 | 1 | 0,8 | 163 | 34,4 | 34 | 6,8 | — | — | — | — | | | | | | |
| Galicia | 78 | 56,1 | 21 | 45,5 | 57 | 10,5 | — | — | — | — | — | — | | | | | | |
| Canarias | 68 | 25,4 | 25 | 17,1 | 43 | 8,3 | — | — | — | — | — | — | | | | | | |
| La Rioja | 30 | 5,3 | 1 | 0,2 | — | — | 29 | 5,1 | — | — | — | — | | | | | | |
| Navarra | 28 | 8,1 | 1 | 1,9 | — | — | 25 | 5,2 | 2 | 0,9 | — | — | | | | | | |
| Baleares | 13 | 10,0 | — | — | 3 | 8,7 | 10 | 1,3 | — | — | — | — | | | | | | |
| France | 25 360 | 3 883,2 | 2 893 | 1 635,6 | 13 484 | 1 256,9 | 8 484 | 772,5 | 1 975 | 623,0 | 31 | 19,6 | | | | | | |
| Rhône-Alpes | 3 389 | 454,5 | 369 | 162,2 | 1 331 | 131,9 | 1 638 | 138,0 | 148 | 49,8 | 1 | 0,5 | | | | | | |
| Bretagne | 1 784 | 346,6 | 567 | 209,5 | 1 210 | 136,3 | 6 | 0,7 | 225 | 50,9 | — | — | | | | | | |
| Provence-Côte d'Azur | 1 777 | 312,1 | 170 | 155,5 | 1 563 | 130,1 | 4 | 2,1 | 81 | 43,2 | 3 | 0,3 | | | | | | |
| Midi-Pyrénées | 999 | 200,5 | 182 | 130,5 | 774 | 64,6 | 31 | 3,2 | 111 | 21,3 | 2 | 0,2 | | | | | | |
| Nord - Pas-de-Calais | 1 746 | 263,4 | 146 | 107,2 | 1 597 | 156,1 | 3 | 0,1 | 55 | 9,1 | 1 | 0,1 | | | | | | |
| Pays de la Loire | 1 511 | 261,2 | 157 | 124,0 | 1 171 | 121,9 | 181 | 14,6 | 84 | 41,4 | — | — | | | | | | |
| Ile-de-France | 3 114 | 356,4 | — | — | — | — | 3 040 | 294,1 | 73 | 61,9 | 1 | 0,4 | | | | | | |
| Lorraine | 1 215 | 217,4 | 182 | 110,2 | 994 | 102,2 | 39 | 5,0 | 101 | 45,3 | — | — | | | | | | |
| Aquitaine | 1 291 | 240,1 | 199 | 158,5 | 1 066 | 79,7 | 21 | 1,2 | 151 | 42,1 | 2 | 0,3 | | | | | | |
| Alsace | 1 236 | 148,0 | 55 | 10,7 | 484 | 46,8 | 656 | 71,2 | 121 | 32,7 | 3 | 1,6 | | | | | | |
| Franche-Comté | 641 | 92,9 | 22 | 17,4 | 185 | 15,6 | 416 | 51,2 | 43 | 26,4 | — | — | | | | | | |
| Poitou-Charentes | 699 | 99,0 | 130 | 56,2 | 568 | 42,8 | 1 | 0,03 | 95 | 24,0 | 3 | 0,3 | | | | | | |
| Centre | 921 | 106,7 | 43 | 4,8 | 89 | 7,5 | 672 | 61,3 | 159 | 37,6 | 3 | 0,8 | | | | | | |
| Basse-Normandie | 635 | 91,1 | 66 | 48,6 | 292 | 21,2 | 267 | 17,4 | 41 | 16,3 | — | — | | | | | | |
| Languedoc-Roussillon | 742 | 172,3 | 229 | 136,2 | 510 | 36,0 | 3 | 0,2 | 191 | 29,7 | 2 | 0,7 | | | | | | |
| Picardie | 794 | 88,8 | 30 | 19,2 | 233 | 17,3 | 493 | 34,3 | 57 | 29,8 | 1 | 1,8 | | | | | | |
| Bourgogne | 681 | 72,6 | 44 | 13,2 | 230 | 19,6 | 366 | 31,3 | 82 | 21,1 | 3 | 0,7 | | | | | | |
| Haute-Normandie | 631 | 74,3 | 17 | 18,5 | 164 | 20,4 | 430 | 30,4 | 24 | 5,8 | 6 | 12,0 | | | | | | |
| Champagne-Ardenne | 575 | 44,8 | 10 | 3,1 | 393 | 23,0 | 156 | 11,7 | 26 | 10,1 | — | — | | | | | | |
| DOM | 254 | 96,8 | 110 | 61,6 | 142 | 34,9 | 2 | 0,3 | 8 | 5,6 | — | — | | | | | | |
| Auvergne | 483 | 96,2 | 108 | 57,3 | 303 | 33,1 | 59 | 4,1 | 74 | 13,4 | — | — | | | | | | |
| Limousin | 220 | 46,0 | 56 | 31,0 | 164 | 14,9 | — | — | 24 | 5,2 | — | — | | | | | | |
| Corse | 22 | 1,4 | 1 | 0,4 | 21 | 1,0 | — | — | 1 | 0,4 | — | — | | | | | | |
| Irlande | 389 | 98,6 | 1 | 0,6 | 388 | 97,9 | — | — | — | — | — | — | | | | | | |

Tableau J : Crédits accordés de 1991 à 1995 sur des prêts globaux en cours (suite)
Répartition par région et par objectif
(certains crédits répondant à plusieurs objectifs, le total des différentes rubriques n'est pas cumulable)

(montants en millions d'écus)

| | Total | | Développement régional | | | | Hors zones assistées | | Energie, environnement | | Infrastructures européennes de communication | |
|---|---------------|-----------------|------------------------|----------------|---------------|----------------|----------------------|----------------|------------------------|----------------|--|-------------|
| | | | Infrastructures | | Industrie | | PME | | nombre | montant | nombre | montant |
| | nombre | montant | nombre | montant | nombre | montant | nombre | montant | | | | |
| Italie * | 7 199 | 4 208,3 | 41 | 59,1 | 5 487 | 2 648,1 | 1 441 | 1 052,0 | 246 | 453,4 | 3 | 16,2 |
| Emilia-Romagna | 613 | 567,5 | 2 | 5,6 | 306 | 266,7 | 255 | 201,5 | 42 | 63,3 | 2 | 6,8 |
| Lombardia | 642 | 610,0 | 1 | 1,4 | 173 | 149,6 | 396 | 321,3 | 58 | 103,4 | 1 | 9,4 |
| Toscana | 556 | 325,7 | 3 | 2,7 | 410 | 212,5 | 134 | 83,3 | 15 | 36,2 | — | — |
| Veneto | 447 | 382,3 | 1 | 1,9 | 157 | 153,0 | 276 | 190,7 | 15 | 41,0 | — | — |
| Valle d'Aosta | 2 | 5,2 | — | — | 1 | 0,1 | — | — | 1 | 5,2 | — | — |
| Piemonte | 508 | 434,1 | 2 | 1,4 | 214 | 137,9 | 232 | 198,7 | 54 | 82,0 | — | — |
| Campania | 733 | 252,9 | 4 | 2,2 | 729 | 250,7 | — | — | 2 | 2,0 | — | — |
| Liguria | 308 | 153,7 | 2 | 3,3 | 249 | 105,4 | 52 | 26,0 | 7 | 22,4 | — | — |
| Trentino-Alto Adige | 244 | 194,7 | 4 | 6,0 | 233 | 173,1 | — | — | 11 | 21,7 | — | — |
| Umbria | 284 | 163,7 | 1 | 0,3 | 281 | 159,9 | — | — | 3 | 2,6 | — | — |
| Abruzzo | 411 | 222,3 | 1 | 0,8 | 410 | 221,5 | 1 | 2,7 | 1 | 0,8 | — | — |
| Marche | 411 | 220,9 | — | — | 410 | 220,8 | 1 | 0,1 | — | — | — | — |
| Puglia | 667 | 143,0 | 9 | 14,5 | 658 | 128,5 | — | — | 9 | 14,6 | — | — |
| Sicilia | 419 | 127,3 | 2 | 0,2 | 417 | 127,0 | — | — | 7 | 22,4 | — | — |
| Lazio | 239 | 188,3 | 5 | 4,7 | 208 | 172,3 | 23 | 5,9 | 8 | 10,3 | — | — |
| Friuli-Venezia Giulia | 102 | 47,2 | 2 | 5,6 | 20 | 8,1 | 71 | 22,0 | 11 | 17,1 | — | — |
| Sardegna | 310 | 55,9 | — | — | 310 | 55,9 | — | — | — | — | — | — |
| Molise | 50 | 36,9 | 2 | 8,4 | 48 | 28,5 | — | — | 2 | 8,4 | — | — |
| Calabria | 111 | 19,5 | — | — | 111 | 19,5 | — | — | — | — | — | — |
| Basilicata | 142 | 57,2 | — | — | 142 | 57,2 | — | — | — | — | — | — |
| * dont 29,2 millions également au titre des technologies avancées | | | | | | | | | | | | |
| Luxembourg | 3 | 2,1 | — | — | 1 | 0,5 | 2 | 1,6 | — | — | — | — |
| Pays-Bas | 746 | 399,8 | — | — | 177 | 97,6 | 560 | 278,8 | 9 | 23,4 | — | — |
| Zuid-Nederland | 186 | 129,1 | — | — | 31 | 28,8 | 150 | 84,1 | 5 | 16,3 | — | — |
| Oost-Nederland | 181 | 102,2 | — | — | 58 | 33,6 | 121 | 63,3 | 2 | 5,3 | — | — |
| West-Nederland | 305 | 136,9 | — | — | 32 | 12,5 | 271 | 122,6 | 2 | 1,8 | — | — |
| Noord-Nederland | 74 | 31,5 | — | — | 56 | 22,6 | 18 | 8,9 | — | — | — | — |
| Autriche | 33 | 16,2 | — | — | 24 | 10,5 | 9 | 5,6 | — | — | — | — |
| Ostösterreich | 6 | 2,0 | — | — | 5 | 1,8 | 1 | 0,2 | — | — | — | — |
| Südösterreich | 4 | 4,7 | — | — | 3 | 2,4 | 1 | 2,3 | — | — | — | — |
| Westösterreich | 23 | 9,5 | — | — | 16 | 6,3 | 7 | 3,2 | — | — | — | — |
| Portugal | 882 | 374,3 | 237 | 112,1 | 645 | 262,2 | — | — | 62 | 56,7 | — | — |
| Norte | 360 | 145,6 | 101 | 50,8 | 259 | 94,8 | — | — | 25 | 24,8 | — | — |
| Lisboa e Vale do Tejo | 238 | 123,8 | 42 | 32,5 | 196 | 91,4 | — | — | 18 | 24,4 | — | — |
| Madeira | 8 | 12,6 | 2 | 0,5 | 6 | 12,0 | — | — | 2 | 0,5 | — | — |
| Centro | 198 | 71,1 | 44 | 18,0 | 154 | 53,1 | — | — | 12 | 6,0 | — | — |
| Açores | 13 | 3,7 | 11 | 2,7 | 2 | 0,9 | — | — | — | — | — | — |
| Algarve | 23 | 11,2 | 12 | 5,3 | 11 | 5,9 | — | — | 3 | 0,7 | — | — |
| Alentejo | 42 | 6,3 | 25 | 2,3 | 17 | 4,0 | — | — | 2 | 0,3 | — | — |
| Finlande | 46 | 10,5 | — | — | 36 | 9,5 | 9 | 0,9 | 1 | 0,1 | — | — |
| Manner-Suomi | 46 | 10,5 | — | — | 36 | 9,5 | 9 | 0,9 | 1 | 0,1 | — | — |
| Suède | 48 | 14,8 | — | — | 16 | 4,7 | 32 | 10,1 | — | — | — | — |
| Royaume-Uni | 1 121 | 419,4 | 3 | 1,0 | 549 | 218,5 | 567 | 198,0 | 3 | 1,9 | — | — |
| South East | 194 | 74,1 | — | — | 10 | 4,1 | 184 | 70,0 | — | — | — | — |
| Yorkshire and Humberside | 146 | 42,2 | — | — | 94 | 31,5 | 52 | 10,7 | — | — | — | — |
| North West | 146 | 86,8 | 1 | 0,4 | 110 | 62,8 | 35 | 23,6 | — | — | — | — |
| East Midlands | 130 | 33,9 | — | — | 27 | 11,8 | 103 | 22,0 | — | — | — | — |
| North | 71 | 28,5 | 1 | 0,6 | 55 | 23,4 | 15 | 4,5 | — | — | — | — |
| South West | 67 | 23,2 | — | — | 9 | 1,7 | 58 | 21,5 | — | — | — | — |
| West Midlands | 139 | 37,7 | — | — | 97 | 23,8 | 41 | 13,8 | 1 | 0,1 | — | — |
| Wales | 71 | 37,5 | — | — | 53 | 27,9 | 18 | 9,6 | — | — | — | — |
| East Anglia | 57 | 23,2 | — | — | 5 | 0,6 | 51 | 20,8 | 1 | 1,8 | — | — |
| Scotland | 36 | 10,0 | — | — | 26 | 8,6 | 10 | 1,4 | — | — | — | — |
| Northern Ireland | 64 | 22,2 | 1 | 0,1 | 63 | 22,2 | — | — | 1 | 0,1 | — | — |
| Total général | 45 568 | 16 291,7 | 4 240 | 3 679,5 | 24 650 | 6 759,1 | 15 036 | 3 741,0 | 3 788 | 4 189,8 | 51 | 75,0 |

Tableau K : Financements dans les Etats ACP et les PTOM de 1991 à 1995 (Convention de Lomé IV) *

Répartition par pays et secteur

* Les financements accordés sous les Conventions de Lomé I, II et III ont été présentés dans le Rapport annuel 1994.
De 1991 à 1995, ils se sont élevés à 154 millions dont 152,5 millions au titre de Lomé III.

(millions d'écus)

| | Total | Ressources | | Energie | Transports | Télécommunications | Gestion des eaux et divers | Industrie Services | Prêts globaux | Secteur |
|------------------------------|----------------|--------------|--------------|--------------|-------------|--------------------|----------------------------------|-----------------------|------------------|---------|
| | | propres | budgétaires | | | | | | | |
| Ensemble des Pays ACP | 77,6 | 70,0 | 7,6 | — | — | — | — | — | 77,6 | |
| AFRIQUE | 1 210,2 | 655,1 | 555,1 | 458,4 | 74,1 | 73,0 | 144,3 | 208,0 | 252,4 | |
| <i>Occidentale</i> | <i>489,1</i> | <i>311,0</i> | <i>178,1</i> | <i>211,8</i> | <i>21,4</i> | <i>15,5</i> | <i>27,3</i> | <i>132,0</i> | <i>81,1</i> | |
| Nigéria | 132,5 | 130,0 | 2,5 | 55,0 | — | — | — | — | 77,5 | |
| Guinée | 65,0 | 16,5 | 48,5 | 26,0 | — | — | 8,0 | 31,0 | — | |
| Ghana | 61,7 | 60,0 | 1,7 | 60,0 | — | — | — | 0,7 | 1,0 | |
| Côte d'Ivoire | 57,1 | 41,5 | 15,6 | 37,6 | 6,0 | — | — | 13,5 | — | |
| Mali | 51,0 | 35,0 | 16,0 | — | — | — | — | 51,0 | — | |
| Sénégal | 32,0 | 13,0 | 19,0 | — | 3,4 | 13,0 | 15,0 | — | 0,6 | |
| Mauritanie | 25,0 | 15,0 | 10,0 | — | — | — | — | 25,0 | — | |
| Burkina Faso | 22,0 | — | 22,0 | 12,8 | 7,0 | — | — | 2,2 | — | |
| Cap-Vert | 12,4 | — | 12,4 | 5,4 | 5,0 | — | — | 2,0 | — | |
| Guinée-Bissau | 12,0 | — | 12,0 | 7,0 | — | 2,5 | — | 2,5 | — | |
| Sierra Leone | 8,0 | — | 8,0 | 8,0 | — | — | — | — | — | |
| Gambie | 4,3 | — | 4,3 | — | — | — | 4,3 | — | — | |
| Régional | 4,2 | — | 4,2 | — | — | — | — | 4,2 | — | |
| Bénin | 2,0 | — | 2,0 | — | — | — | — | — | 2,0 | |
| <i>Centrale-équatoriale</i> | <i>35,2</i> | <i>9,5</i> | <i>25,7</i> | <i>33,1</i> | — | — | <i>1,5</i> | <i>0,6</i> | — | |
| Cameroun | 22,6 | 9,5 | 13,1 | 20,5 | — | — | 1,5 | 0,6 | — | |
| Zaire | 7,0 | — | 7,0 | 7,0 | — | — | — | — | — | |
| São Tomé e Príncipe | 5,6 | — | 5,6 | 5,6 | — | — | — | — | — | |
| <i>Orientale</i> | <i>187,0</i> | <i>35,0</i> | <i>152,0</i> | <i>28,5</i> | <i>26,7</i> | <i>30,8</i> | — | <i>1,7</i> | <i>99,3</i> | |
| Kenya | 65,8 | 35,0 | 30,8 | 5,5 | — | — | — | — | 60,3 | |
| Tanzanie | 52,2 | — | 52,2 | 23,0 | 11,0 | — | — | 0,2 | 18,0 | |
| Ethiopie | 35,7 | — | 35,7 | — | 15,7 | 20,0 | — | — | — | |
| Ouganda | 20,4 | — | 20,4 | — | — | — | — | 1,4 | 19,0 | |
| Erythrée | 8,0 | — | 8,0 | — | — | 8,0 | — | — | — | |
| Djibouti | 2,8 | — | 2,8 | — | — | 2,8 | — | — | — | |
| Seychelles | 2,0 | — | 2,0 | — | — | — | — | — | 2,0 | |
| <i>Australe</i> | <i>485,0</i> | <i>285,6</i> | <i>199,4</i> | <i>185,0</i> | <i>12,0</i> | <i>26,7</i> | <i>115,5</i> | <i>73,8</i> | <i>72,0</i> | |
| Zimbabwe | 137,7 | 120,0 | 17,7 | 85,0 | — | — | 15,0 | 12,7 | 25,0 | |
| Botswana | 67,3 | 62,8 | 4,5 | 7,0 | — | — | 50,4 | 3,4 | 6,5 | |
| Maurice | 59,1 | 54,0 | 5,1 | — | 12,0 | 14,0 | 28,0 | 5,1 | — | |
| Mozambique | 55,4 | 20,0 | 35,4 | 40,0 | — | — | — | 15,4 | — | |
| Zambie | 52,5 | — | 52,5 | 18,0 | — | — | — | 16,0 | 18,5 | |
| Namibie | 30,2 | 23,8 | 6,4 | — | — | 12,7 | 14,1 | 3,4 | — | |
| Malawi | 29,8 | — | 29,8 | 15,0 | — | — | 8,0 | 0,3 | 6,5 | |
| Lesotho | 23,0 | 5,0 | 18,0 | 20,0 | — | — | — | — | 3,0 | |
| Swaziland | 13,0 | — | 13,0 | — | — | — | — | 4,5 | 8,5 | |
| Madagascar | 12,0 | — | 12,0 | — | — | — | — | 10,0 | 2,0 | |
| Angola | 3,1 | — | 3,1 | — | — | — | — | 3,1 | — | |
| Comores | 2,0 | — | 2,0 | — | — | — | — | — | 2,0 | |
| Projet multirégional | 14,0 | 14,0 | — | — | 14,0 | — | — | — | — | |
| CARAIBES | 198,7 | 117,5 | 81,2 | 27,5 | 11,0 | — | 44,0 | 54,2 | 62,1 | |
| Trinité-et-Tobago | 50,6 | 46,5 | 4,1 | — | — | — | — | 46,5 | 4,1 | |
| Jamaïque | 50,0 | 45,0 | 5,0 | 9,0 | — | — | 7,0 | — | 34,0 | |
| République dominicaine | 26,0 | — | 26,0 | 15,0 | — | — | — | — | 11,0 | |
| Bahamas | 14,0 | 14,0 | — | — | — | — | 14,0 | — | — | |
| Guyane | 13,3 | — | 13,3 | — | — | — | 7,8 | 5,0 | 0,5 | |
| Barbade | 10,0 | 10,0 | — | — | — | — | 10,0 | — | — | |
| Régional | 7,0 | — | 7,0 | — | 4,0 | — | — | — | 3,0 | |
| St-Vincent-Grenadines | 5,0 | — | 5,0 | — | 5,0 | — | — | — | — | |
| Haïti | 4,0 | — | 4,0 | — | — | — | — | — | 4,0 | |
| Belize | 3,5 | — | 3,5 | 3,5 | — | — | — | — | — | |
| Sainte-Lucie | 3,5 | 2,0 | 1,5 | — | — | — | — | 0,5 | 3,0 | |
| Antigua | 3,4 | — | 3,4 | — | — | — | 3,4 | — | — | |
| Grenade | 3,3 | — | 3,3 | — | — | — | 1,8 | 1,5 | — | |
| Dominique | 2,5 | — | 2,5 | — | — | — | — | — | 2,5 | |
| Saint-Kitts-et-Nevis | 2,0 | — | 2,0 | — | 2,0 | — | — | — | — | |
| Surinam | 0,7 | — | 0,7 | — | — | — | — | 0,7 | — | |
| PACIFIQUE | 82,5 | 55,0 | 27,5 | 12,0 | 5,0 | 8,0 | — | 46,0 | 11,5 | |
| Papouasie-Nouvelle-Guinée | 64,0 | 41,0 | 23,0 | 12,0 | — | — | — | 46,0 | 6,0 | |
| Fidji | 13,0 | 13,0 | — | — | 5,0 | 8,0 | — | — | — | |
| Salomon | 2,0 | — | 2,0 | — | — | — | — | — | 2,0 | |
| Tonga | 2,0 | 1,0 | 1,0 | — | — | — | — | — | 2,0 | |
| Samoa occidentales | 1,5 | — | 1,5 | — | — | — | — | — | 1,5 | |
| Total Etats ACP | 1 569,1 | 897,6 | 671,5 | 497,9 | 90,1 | 81,0 | 188,3 | 308,2 | 403,6 | |

Tableau K : Financements dans les Etats ACP et les PTOM de 1991 à 1995 (Convention de Lomé IV) (suite)

Répartition par pays et secteur

(millions d'écus)

| | Total | Ressources | | Energie | Transports | Télécommunications | Gestion des eaux et divers | Industrie Services | Prêts globaux |
|---------------------------|----------------|--------------|--------------|--------------|-------------|--------------------|----------------------------|--------------------|---------------|
| | | propres | budgétaires | | | | | | |
| PTOM | 39,5 | 25,0 | 14,5 | 7,5 | — | — | 2,0 | 5,0 | 25,0 |
| Nouvelle-Calédonie | 10,0 | 4,0 | 6,0 | — | — | — | — | 2,0 | 8,0 |
| Polynésie française | 10,0 | 5,0 | 5,0 | — | — | — | — | — | 10,0 |
| Antilles néerlandaises | 9,5 | 8,0 | 1,5 | 4,0 | — | — | — | 3,0 | 2,5 |
| Aruba | 2,5 | 2,0 | 0,5 | — | — | — | — | — | 2,5 |
| Iles Falkland | 2,5 | 2,5 | — | 2,5 | — | — | — | — | — |
| Iles Caïmans | 2,0 | 2,0 | — | — | — | — | 2,0 | — | — |
| Iles Vierges britanniques | 2,0 | 1,5 | 0,5 | — | — | — | — | — | 2,0 |
| Mayotte | 1,0 | — | 1,0 | 1,0 | — | — | — | — | — |
| Iles Turks et Caïcos | 0,1 | — | 0,1 | — | — | — | — | 0,1 | — |
| Total général | 1 608,6 | 922,6 | 686,0 | 505,4 | 90,1 | 81,0 | 190,3 | 313,2 | 428,6 |

Tableau L : Financements dans les pays du bassin méditerranéen de 1991 à 1995

Répartition par pays et secteur

(millions d'écus)

| | Total | Ressources | | Energie | Transports | Télécommunications | Gestion des eaux et divers | Industrie Services | Prêts globaux |
|------------------|----------------|----------------|-------------|--------------|--------------|--------------------|----------------------------|--------------------|---------------|
| | | propres | budgétaires | | | | | | |
| Maroc | 635,0 | 615,0 | 20,0 | 140,0 | 165,0 | 80,0 | 140,0 | — | 110,0 |
| Egypte | 607,9 | 591,4 | 16,5 | 130,4 | — | — | 45,0 | 396,5 | 36,0 |
| Algérie | 584,0 | 581,0 | 3,0 | 300,0 | 131,0 | — | 150,0 | 0,9 | 2,2 |
| Tunisie | 315,0 | 300,0 | 15,0 | 15,0 | 58,0 | — | 152,0 | — | 90,0 |
| Liban | 259,0 | 256,0 | 3,0 | 45,0 | 135,0 | — | 76,0 | — | 3,0 |
| Jordanie | 149,0 | 146,0 | 3,0 | 20,0 | 15,0 | 45,0 | 50,0 | 3,0 | 16,0 |
| Israël | 108,0 | 108,0 | — | — | — | — | 35,0 | — | 73,0 |
| Turquie | 93,5 | 93,5 | — | 13,5 | — | — | 80,0 | — | — |
| Chypre | 59,0 | 54,0 | 5,0 | — | — | — | 27,0 | 1,0 | 31,0 |
| Malte | 30,5 | 28,0 | 2,5 | — | 6,0 | — | 22,0 | — | 2,5 |
| Gaza/Cisjordanie | 26,0 | 20,0 | 6,0 | — | — | — | — | — | 26,0 |
| Syrie | 20,4 | 20,4 | — | — | — | — | 20,4 | — | — |
| Total | 2 887,3 | 2 813,3 | 74,0 | 663,9 | 510,0 | 125,0 | 797,4 | 401,4 | 389,7 |

Tableau M : Financements dans les pays d'Europe centrale et orientale de 1991 à 1995

Répartition par pays et secteur

(millions d'écus)

| | Total | Energie | Transports | Télécommunications | Gestion des eaux et divers | Industrie | Prêts globaux |
|---------------------|----------------|--------------|----------------|--------------------|----------------------------|--------------|---------------|
| | | | | | | | |
| Pologne | 931,0 | — | 415,0 | 220,0 | 58,0 | — | 238,0 |
| République tchèque | 737,0 | 300,0 | 185,0 | 95,0 | — | 100,0 | 57,0 |
| Hongrie | 617,0 | 55,0 | 142,0 | 150,0 | — | — | 270,0 |
| Roumanie | 385,0 | 135,0 | 140,0 | 80,0 | — | — | 30,0 |
| Bulgarie | 286,0 | 45,0 | 141,0 | 70,0 | — | — | 30,0 |
| République slovaque | 253,0 | 85,0 | 25,0 | 65,0 | — | — | 78,0 |
| Slovénie | 120,0 | — | 120,0 | — | — | — | — |
| Estonie | 52,0 | 7,0 | 35,0 | — | — | — | 10,0 |
| Albanie | 34,0 | — | 29,0 | — | — | — | 5,0 |
| Lituanie | 29,0 | — | 24,0 | — | — | — | 5,0 |
| Lettonie | 5,0 | — | — | — | — | — | 5,0 |
| Total | 3 449,0 | 627,0 | 1 256,0 | 680,0 | 58,0 | 100,0 | 728,0 |

Tableau N : Financements dans les pays d'Amérique latine et d'Asie de 1993 à 1995

Répartition par pays et secteur

(millions d'écus)

| | Total | Energie | Transports | Télécommunications | Gestion des eaux et divers | Industrie |
|--------------|--------------|--------------|-------------|--------------------|----------------------------|-------------|
| | | | | | | |
| Argentine | 122,0 | 46,0 | — | — | 76,0 | — |
| Chili | 75,0 | — | — | 75,0 | — | — |
| Pakistan | 60,0 | 60,0 | — | — | — | — |
| Thaïlande | 58,0 | 58,0 | — | — | — | — |
| Chine | 55,0 | 55,0 | — | — | — | — |
| Inde | 55,0 | 55,0 | — | — | — | — |
| Philippines | 48,0 | — | 25,0 | — | — | 23,0 |
| Indonésie | 46,0 | 46,0 | — | — | — | — |
| Costa Rica | 44,0 | 44,0 | — | — | — | — |
| Pérou | 27,0 | — | 27,0 | — | — | — |
| Paraguay | 17,0 | — | — | — | 17,0 | — |
| Total | 607,0 | 364,0 | 52,0 | 75,0 | 93,0 | 23,0 |

Tableau O : Ressources collectées en 1995

| Mois d'émission | Lieu d'émission | Monnaie de souscription | Montant (en millions) Monnaie | Montant (en millions) ECU | Durée (années) | Taux nominal (%) | |
|--|--------------------|----------------------------|----------------------------------|------------------------------|-------------------|---------------------|----------|
| I. Opérations à long et moyen terme (avant échanges) | | | | | | | |
| EMPRUNTS PUBLICS | | | | | | | |
| Janvier | Allemagne | DEM | 1 000 | 524,8 | 10 | 7,750 | |
| | Espagne | ESP | 15 000 | 92,6 | 15 | 11,600 | |
| | Luxembourg | LUF | 2 500 | 63,8 | 8 | 7,875 | |
| | Luxembourg | JPY | 75 000 | 611,5 | 6 | 4,250 | |
| | Luxembourg | ITL | 1 000 000 | 500,6 | 3 | variable | |
| Février | Espagne | ESP | 25 000 | 154,3 | 3 | 11,200 | |
| | Luxembourg | FRF | 1 500 | 228,1 | 10 | 8,500 | |
| | Luxembourg | ECU | 400 | 400,0 | 5 | 8,250 | |
| | Royaume-Uni | GBP | 500 | 635,3 | 23 | 8,750 | |
| | Mars | Espagne | ESP | 15 000 | 92,6 | 5 | 11,250 |
| Grèce | | GRD | 20 000 | 67,7 | 5 | variable | |
| Luxembourg | | FRF | 750 | 114,1 | 10 | 7,660 | |
| Luxembourg | | USD | 200 | 162,6 | 2 | 7,375 | |
| Luxembourg | | USD | 300 | 243,9 | 5 | 7,625 | |
| Avril | Luxembourg | ITL | 600 000 | 300,4 | 4 | 10,800 | |
| | Luxembourg | ITL | 150 000 | 75,1 | 4 | 10,800 | |
| | Luxembourg | LUF | 2 500 | 63,8 | 7 | 8,000 | |
| | Portugal | PTE | 30 000 | 153,2 | 10 | variable | |
| | Espagne | ESP | 25 000 | 146,8 | 10 | 12,450 | |
| | Luxembourg | ITL | 500 000 | 218,2 | 4 | 10,800 | |
| | Luxembourg | LUF | 2 500 | 65,7 | 8 | 7,750 | |
| | Royaume-Uni | GBP | 100 | 120,5 | 6 | 8,750 | |
| | Mai | Luxembourg | ITL | 1 000 000 | 436,5 | 5 | variable |
| | | Pays-Bas | NLG | 300 | 144,7 | 10 | 7,250 |
| Juin | | Espagne | ESP | 15 000 | 88,1 | 5 | 11,250 |
| | Luxembourg | ITL | 300 000 | 130,9 | 5 | 10,450 | |
| | Portugal | PTE | 30 000 | 153,4 | 10 | variable | |
| Juillet | Royaume-Uni | GBP | 100 | 120,5 | 7 | 8,500 | |
| | Allemagne | DEM | 1 500 | 806,2 | 5 | 6,000 | |
| | Italie | ITL | 1 000 000 | 454,1 | 4 | variable | |
| Août | Luxembourg | ITL | 500 000 | 227,1 | 7 | 11,250 | |
| | Luxembourg | CAD | 150 | 81,1 | 10 | 8,500 | |
| | Suisse | CHF | 225 | 145,5 | 5 | 4,500 | |
| | Suisse | CHF | 200 | 129,3 | 3 | 3,750 | |
| Septembre | Luxembourg | LUF | 3 000 | 78,4 | 10 | 7,125 | |
| | Portugal | PTE | 10 000 | 50,8 | 5 | 10,800 | |
| | Suisse | CHF | 500 | 323,3 | 12 | 5,000 | |
| Octobre | Espagne | ESP | 15 000 | 92,2 | 5 | 10,125 | |
| Novembre | Allemagne | DEM | 2 000 | 1 065,6 | 7 | 6,125 | |
| | Japon | JPY | 35 000 | 268,8 | 3 | 6,100 | |
| | Japon | JPY | 25 000 | 192,0 | 3 | 4,650 | |
| | Japon | JPY | 40 000 | 307,2 | 3 | 6,000 | |
| | Luxembourg | ITL | 650 000 | 305,9 | 3 | variable | |
| | Luxembourg | AUD | 100 | 57,3 | 3 | 7,000 | |
| | Portugal | PTE | 10 000 | 50,7 | 5 | 10,800 | |
| | Décembre | Espagne | ESP | 15 000 | 92,2 | 10 | 10,350 |
| | | Espagne | ESP | 10 000 | 61,5 | 5 | 10,125 |
| | | Grèce | GRD | 25 000 | 81,8 | 4 | variable |
| Luxembourg | | LUF | 2 000 | 51,8 | 5 | 6,125 | |
| Portugal | | PTE | 50 000 | 253,6 | 3 | variable | |
| 50 opérations | | | 11 286,0 | | | | |
| EMPRUNTS PRIVÉS | | | | | | | |
| | 3 | JPY | 18 000 | 154,7 | 10-12 | 3,040-3,050 | |
| | 2 | PTE | 20 000 | 101,7 | 5-8 | var-11,300 | |
| | 2 | USD | 52 | 39,4 | 12-15 | variable | |
| | 1 | FIM | 100 | 17,8 | 7 | 6,910 | |
| 8 opérations | | | 313,6 | | | | |
| Total (I) | | | | 11 599,6 | | | |
| II. Notes à moyen terme | | | | | | | |
| | 5 | IEP | 110 | 134,7 | 4-20 | 7-9 | |
| | 5 | ITL | 1 500 000 | 694,4 | 2-10 | 10,25-10,875 | |
| 10 opérations | | | 829,0 | | | | |
| Total général | | | | 12 428,6 | | | |

Tableau P : Ressources collectées de 1991 à 1995

(montants en millions d'écus)

| | 1991 | | 1992 | | 1993 | | 1994 | | 1995 | |
|------------------------------------|---------------|--------------|---------------|--------------|---------------|--------------|---------------|--------------|---------------|--------------|
| | montant | % | montant | % | montant | % | montant | % | montant | % |
| Monnaies communautaires | | | | | | | | | | |
| ECU | 2 500 | 18,3 | 1 937 | 14,9 | 960 | 6,8 | 300 | 2,1 | 400 | 3,2 |
| DEM | 1 198 | 8,8 | 1 583 | 12,2 | 1 948 | 13,7 | 2 051 | 14,5 | 2 397 | 19,3 |
| FRF | 1 378 | 10,1 | 1 461 | 11,3 | 1 811 | 12,7 | 1 153 | 8,1 | 342 | 2,8 |
| GBP | 1 837 | 13,4 | 1 428 | 11,0 | 2 639 | 18,6 | 1 518 | 10,7 | 996 | 8,0 |
| ITL | 1 466 | 10,7 | 1 326 | 10,2 | 2 039 | 14,3 | 2 560 | 18,1 | 3 343 | 27,0 |
| BEF | 166 | 1,2 | 238 | 1,8 | — | — | 752 | 5,3 | — | — |
| NLG | 369 | 2,7 | 303 | 2,3 | 227 | 1,6 | 661 | 4,7 | 145 | 1,2 |
| DKK | — | — | — | — | — | — | 53 | 0,4 | — | — |
| IEP | — | — | — | — | 125 | 0,9 | 177 | 1,2 | 135 | 1,1 |
| LUF | 24 | 0,2 | 49 | 0,4 | 100 | 0,7 | 201 | 1,4 | 193 | 1,6 |
| GRD | — | — | — | — | — | — | 36 | 0,3 | 149 | 1,2 |
| ESP | 813 | 5,9 | 648 | 5,0 | 1 241 | 8,7 | 948 | 6,7 | 1 574 | 12,7 |
| PTE | 250 | 1,8 | 85 | 0,7 | 243 | 1,7 | 584 | 4,1 | 1 004 | 8,1 |
| ATS | — | — | — | — | — | — | 59 | 0,4 | — | — |
| SEK | — | — | — | — | — | — | — | — | 77 | 0,6 |
| FIM | — | — | — | — | — | — | — | — | 18 | 0,1 |
| Total | 10 002 | 73,2 | 9 058 | 69,8 | 11 333 | 79,7 | 10 994 | 77,7 | 10 774 | 86,9 |
| dont fixe | 6 812 | 49,8 | 5 962 | 46,0 | 9 886 | 69,5 | 8 188 | 57,9 | 5 720 | 46,1 |
| dont variable | 3 190 | 23,3 | 3 096 | 23,9 | 1 447 | 10,2 | 2 806 | 19,8 | 5 054 | 40,8 |
| Monnaies non communautaires | | | | | | | | | | |
| USD | 2 262 | 16,5 | 1 529 | 11,8 | 1 502 | 10,6 | 1 659 | 11,7 | 528 | 4,3 |
| CHF | 782 | 5,7 | 947 | 7,3 | 453 | 3,2 | 856 | 6,0 | 323 | 2,6 |
| JPY | 627 | 4,6 | 1 440 | 11,1 | 657 | 4,6 | 580 | 4,1 | 771 | 6,2 |
| CAD | — | — | — | — | 278 | 2,0 | — | — | — | — |
| Total | 3 670 | 26,8 | 3 916 | 30,2 | 2 891 | 20,3 | 3 154 | 22,3 | 1 622 | 13,1 |
| dont fixe | 3 413 | 25,0 | 2 924 | 22,5 | 2 808 | 19,7 | 2 448 | 17,3 | 1 338 | 10,8 |
| dont variable | 257 | 1,9 | 992 | 7,6 | 83 | 0,6 | 706 | 5,0 | 284 | 2,3 |
| Total général | 13 672 | 100,0 | 12 974 | 100,0 | 14 224 | 100,0 | 14 148 | 100,0 | 12 395 | 100,0 |
| dont fixe | 10 225 | 74,8 | 8 886 | 68,5 | 12 695 | 89,2 | 10 636 | 75,2 | 7 058 | 56,9 |
| dont variable | 3 447 | 25,2 | 4 087 | 31,5 | 1 529 | 10,8 | 3 512 | 24,8 | 5 338 | 43,1 |

Tableau Q : Collecte en écu de 1981 à 1995

(montants en millions d'écus)

| Année | Emprunts à taux fixe | | Emprunts à taux variables | | | | Collecte en écu (A) | Collecte totale (B) | A/B en % |
|--------------|----------------------|-----------------|---------------------------|-------------------|----------------------|----------------|---------------------|---------------------|-------------|
| | Avant échanges | Après échanges | Après échanges | Papier commercial | Certificats de dépôt | Total | | | |
| 1981 | 85,0 | 85,0 | — | — | — | — | 85,0 | 2 309,7 | 3,7 |
| 1982 | 112,0 | 112,0 | — | — | — | — | 112,0 | 3 205,2 | 3,5 |
| 1983 | 230,0 | 230,0 | — | — | — | — | 230,0 | 3 619,4 | 6,4 |
| 1984 | 455,0 | 455,0 | — | — | 100,0 | 100,0 | 555,0 | 4 360,9 | 12,7 |
| 1985 | 720,0 | 720,0 | — | — | — | — | 730,6 | 5 709,1 | 12,8 |
| 1986 | 827,0 | 897,0 | — | — | — | — | 897,0 | 6 785,5 | 13,2 |
| 1987 | 675,0 | 807,4 | — | — | — | — | 807,4 | 5 592,7 | 14,4 |
| 1988 | 959,0 | 993,0 | 82,9 | — | 252,5 | 335,4 | 1 328,4 | 7 666,1 | 17,3 |
| 1989 | 1 395,0 | 1 526,0 | 75,1 | 200,0 | 37,5 | 312,6 | 1 838,6 | 9 034,5 | 20,4 |
| 1990 | 1 271,8 | 1 254,9 | — | 500,0 | 10,0 | 510,0 | 1 764,9 | 10 995,6 | 16,1 |
| 1991 | 1 550,0 | 1 550,0 | 450,0 | 500,0 | — | 950,0 | 2 500,0 | 13 672,3 | 18,3 |
| 1992 | 1 130,0 | 1 130,0 | 806,5 | — | — | 806,5 | 1 936,5 | 12 973,6 | 14,9 |
| 1993 | 650,0 | 500,0 | 460,2 | — | — | 806,5 | 960,2 | 14 223,8 | 6,8 |
| 1994 | 300,0 | — | 300,0 | — | — | 300,0 | 300,0 | 14 148,0 | 2,1 |
| 1995 | 400,0 | 200,0 | 200,0 | — | — | 200,0 | 400,0 | 12 395,4 | 3,2 |
| Total | 10 759,8 | 10 460,3 | 2 374,8 | 1 200,0 | 400,0 | 4 321,1 | 14 445,6 | 126 691,8 | 11,4 |

Pour 1985, y compris 10,6 millions de participations de tiers au financement de prêts

NOTES AU LECTEUR

1. Définitions :

a) **Activité** : La BEI accorde des prêts individuels et des prêts globaux ainsi que quelques garanties.

Les prêts globaux sont conclus avec des instituts financiers qui utilisent les fonds sous forme de crédits en faveur d'investissements de petite ou moyenne dimension.

La présentation de l'activité de la BEI dans l'Union européenne porte :

- d'une part, comme par le passé, sur les **contrats de prêts signés** : prêts individuels (et garanties, le cas échéant) et prêts globaux;
- d'autre part, sur les **financements accordés**, données de caractère opérationnel regroupant les prêts individuels et les crédits affectés sur les prêts globaux en cours.

b) **Ressources propres** : le produit des emprunts sur les marchés des capitaux constitue pour l'essentiel ce que la BEI appelle ses ressources propres, qui comprennent également les fonds propres (capital versé et réserves). Ce libellé, "ressources propres", a été adopté pour distinguer ces fonds des ressources mises en œuvre sur mandat de l'Union ou des pays membres. Alors que les opérations sur ressources propres sont inscrites au bilan, les opérations sur mandat, qui font également partie intégrante de l'activité de la Banque, figurent dans un compte de gestion fiduciaire : la "Section spéciale".

2. **Ecu** : Tous les montants cités dans le rapport sont, sauf indications contraires, exprimés en écus.

Unité de compte : Conformément à l'article 4 des statuts, l'unité de compte de la BEI est définie comme étant l'écu utilisé par les Communautés européennes, cf. aussi Etats financiers, note A point 1.

3. **Normes ISO** : La BEI utilise comme abréviations les normes retenues par "l'International Organization for Standardization" (ISO). Pour les références aux pays et pour l'expression des unités monétaires voir les tableaux ci-après :

| | | | | | | | | | | | |
|-----------|----|---------|----|------------|----|----------|----|-------------|----|------------|----|
| Belgique | BE | Grèce | GR | Irlande | IE | Pays-Bas | NL | Finlande | FI | Etats-Unis | US |
| Danemark | DK | Espagne | ES | Italie | IT | Autriche | AT | Suède | SE | Suisse | CH |
| Allemagne | DE | France | FR | Luxembourg | LU | Portugal | PT | Royaume-Uni | GB | Japon | JP |

4. Taux de conversion

a) **Statistique** : Pour l'établissement des statistiques relatives à ses opérations de financement, signatures et versements, comme de collecte des ressources, la BEI utilise durant chaque trimestre les taux de conversion constatés le dernier jour ouvrable du trimestre précédent, à savoir en 1995 :

| | | 1er trimestre (au 31.12.1994) | 2ème trimestre (au 31.03.1995) | 3ème trimestre (au 30.06.1995) | 4ème trimestre (au 30.09.1995) |
|-----------------------|-----|----------------------------------|-----------------------------------|-----------------------------------|-----------------------------------|
| 1 écu = | ECU | | | | |
| Franc belge | BEF | 39,1614 | 38,0760 | 38,2575 | 38,5982 |
| Couronne danoise | DKK | 7,48233 | 7,34932 | 7,26472 | 7,29574 |
| Deutsche Mark | DEM | 1,90533 | 1,85173 | 1,86067 | 1,87684 |
| Drachme | GRD | 295,480 | 302,719 | 302,541 | 305,779 |
| Peseta espagnole | ESP | 162,070 | 170,305 | 162,914 | 162,659 |
| Franc français | FRF | 6,57579 | 6,49478 | 6,51736 | 6,47961 |
| Livre irlandaise | IEP | 0,795061 | 0,827969 | 0,818476 | 0,815884 |
| Lire italienne | ITL | 1997,45 | 2291,05 | 2202,07 | 2124,94 |
| Franc luxembourgeois | LUF | 39,1614 | 38,0760 | 38,2575 | 38,5982 |
| Florin néerlandais | NLG | 2,13424 | 2,0726 | 2,08427 | 2,10151 |
| Schilling autrichien | ATS | 13,4074 | 13,0311 | 13,0844 | 13,2058 |
| Escudo portugais | PTE | 195,884 | 195,553 | 196,689 | 197,164 |
| Mark finlandais | FIM | 5,82915 | 5,81302 | 5,74919 | 5,62063 |
| Couronne suédoise | SEK | 9,17793 | 9,92232 | 9,78410 | 9,16362 |
| Livre sterling | GBP | 0,787074 | 0,829611 | 0,841979 | 0,834473 |
| Dollar des Etats-Unis | USD | 1,23004 | 1,33941 | 1,34296 | 1,31847 |
| Franc suisse | CHF | 1,61320 | 1,52786 | 1,54641 | 1,51294 |
| Yen japonais | JPY | 122,659 | 116,796 | 113,950 | 130,225 |

b) **Comptable** : Le bilan et les états financiers sont établis sur la base des taux de conversion au 31 décembre de l'exercice concerné.

5. Activité dans l'Union européenne

- a) **Statistiques** : pour assurer une continuité statistique, les comparaisons avec les périodes antérieures sont faites selon des critères identiques; de ce fait, certaines données des rapports annuels publiés depuis 1988 diffèrent de celles figurant dans les rapports précédents.
- b) **Objectifs de politique communautaire** : les financements dans l'Union européenne doivent répondre à un ou plusieurs de ces objectifs; les données des tableaux correspondant à des objectifs différents ne peuvent donc être cumulées.
- c) **Ordre des pays** : en règle générale, les tableaux sur l'activité dans l'Union européenne présentent les pays dans l'ordre alphabétique sur base de leur dénomination dans leur langue.
- d) **Autres** : financements assimilés à des opérations dans l'Union européenne. Les projets localisés en dehors du territoire européen des Etats membres et présentant un intérêt pour l'Union européenne sont assimilés à des projets dans l'Union européenne. Le Conseil des gouverneurs peut en autoriser, cas par cas, le financement en vertu de l'article 18 (1) deuxième alinéa des statuts de la Banque. *Cet article permet également les financements en dehors de l'Union européenne, dans le cadre d'accords et protocoles spécifiques.*

6. **Ajustements, cumuls et arrondis** : Du fait d'ajustements statistiques, les montants concernant des exercices passés peuvent comporter de légères différences avec ceux publiés antérieurement.

Les montants sont donnés aux prix et aux taux de change courants; leur **cumul**, sur une longue période, doit être interprété avec prudence. En effet, la signification des données relatives aux différentes années est affectée par le mouvement des prix et par les variations des taux de change intervenus au cours des années.

Les différences qui pourraient être relevées en comparant les totaux indiqués et ceux qui s'obtiennent par addition des montants individuels sont dues au jeu de l'**arrondi**.

7. **Déflateur** : Le déflateur applicable à l'activité de la Banque est un indice synthétique de la variation des indices nationaux de prix dérivés de la formation brute de capital fixe (FBCF) corrigés par l'indice de variation des taux de conversion, des monnaies nationales en écus et pondérés par la part de chacun des pays membres dans les financements de la Banque sur ressources propres. Ce déflateur peut être estimé à 0,4% pour l'année 1995.

Abréviations et sigles utilisés dans le texte

| | |
|------------------|--|
| Union ou UE | = Union européenne |
| Communauté ou CE | = Communauté européenne |
| Commission | = Commission de l'Union européenne |
| Conseil | = Conseil de l'Union européenne |
| BERD | = Banque européenne pour la reconstruction et le développement |
| OCDE | = Organisation de coopération et de développement économiques |
| JO | = Journal officiel des Communautés européennes |
| FBCF | = Formation brute de capital fixe |
| PIB/PNB | = Produit intérieur brut/Produit national brut |
| PME | = Petites et moyennes entreprises |
| AELE | = Association européenne de libre échange |
| EEE | = Espace économique européen |
| ACP | = Afrique, Caraïbes, Pacifique |
| PTOM | = Pays et territoires d'outre-mer |
| PECO | = Pays d'Europe centrale et orientale |
| ALA | = Amérique latine, Asie |
| FEDER | = Fonds européen de développement régional |
| FEI | = Fonds européen d'investissement |
| METAP | = Programme d'assistance technique pour l'environnement dans la Méditerranée |

Pour de plus amples informations sur les activités de la BEI, veuillez prendre contact avec le département Information et communication, Sabine Parisse (tél. : 4379-3138), fax : 4379-3189.

Ce département, ainsi que les bureaux extérieurs de la BEI, tiennent notamment à disposition les publications suivantes, éditées dans les différentes langues officielles de l'Union européenne : rapport annuel, brochure annuelle, "BEI-Informations" (bulletin trimestriel), brochures thématiques ou opérationnelles sur les possibilités de financement à l'intérieur ou à l'extérieur de l'Union européenne, dépliant général d'information. Un film vidéo sur les objectifs et activités de la BEI est également disponible sur demande.

La BEI remercie les promoteurs pour les prises de vues illustrant ce rapport : Banverket/Thomas Fahlander (couverture et p. 3), GRYAAB (p. 22), E.E.C. (pp. 31, 36, 43), La Vie du Rail/C.Recoura (p. 33), Wijkertunnel/Dick Sellenraad (p. 40), Affaldskontoret, Århus (p. 44), Loufti Abou-Zeid (p. 50), Gas Natural Ban (p. 54); autres documents photographiques et illustrations : Photothèque BEI.

Ce rapport est également disponible
dans les langues suivantes :

| | | |
|----|------|---------------|
| DA | ISBN | 92-827-6300-5 |
| DE | ISBN | 92-827-6301-3 |
| EN | ISBN | 92-827-6303-X |
| ES | ISBN | 92-827-6299-8 |
| GR | ISBN | 92-827-6302-1 |
| IT | ISBN | 92-827-6305-6 |
| NL | ISBN | 92-827-6306-4 |
| PT | ISBN | 92-827-6307-2 |
| FI | ISBN | 92-827-6308-0 |
| SV | ISBN | 92-827-6309-9 |

LA BANQUE EUROPÉENNE D'INVESTISSEMENT

Institution financière de l'Union européenne, la Banque européenne d'investissement (BEI), créée par le Traité de Rome, a vu son rôle confirmé par le Traité sur l'Union européenne. Ses statuts constituent un protocole annexé au Traité. ♦ Dotée de la personnalité juridique et de l'autonomie financière au sein du système communautaire, la BEI a pour membres les Etats formant l'Union. Ceux-ci ont souscrit conjointement son capital. ♦ La BEI a pour mission de soutenir la réalisation des objectifs de l'Union européenne en finançant à long terme des projets concrets, tout en respectant les règles d'une gestion bancaire rigoureuse. ♦ Comme **Institution communautaire**, la BEI adapte en permanence son action à l'évolution des politiques communautaires. ♦ Elle contribue ainsi à la construction européenne, notamment à l'intégration économique et au renforcement de la cohésion économique et sociale. ♦ Comme **Banque**, elle travaille en étroite collaboration avec la communauté bancaire, tant pour ses emprunts sur les marchés des capitaux, que pour le financement d'investissements. ♦ La BEI accorde des prêts, pour l'essentiel, à partir de ressources empruntées ; celles-ci, auxquelles s'ajoutent les fonds propres (capital versé et réserves), constituent ses ressources propres. ♦ En dehors de l'Union européenne, la BEI intervient principalement sur ses ressources propres mais aussi sur mandat, à partir de ressources budgétaires de l'Union ou des Etats membres.

LES OBJECTIFS

Dans l'Union européenne, les investissements pouvant être pris en considération par la BEI doivent contribuer à un ou plusieurs des objectifs suivants :

- le développement économique des régions moins favorisées ;
- l'amélioration des infrastructures d'intérêt européen en matière de transport et de télécommunication ;
- la protection de l'environnement et du cadre de vie, l'aménagement urbain, ainsi que la sauvegarde du patrimoine architectural ou naturel ;
- la réalisation des objectifs communautaires dans le domaine de l'énergie ;

- le renforcement de la compétitivité internationale de l'industrie et de son intégration au plan communautaire ;

- le soutien de l'activité des petites et moyennes entreprises.

En dehors de l'Union, la BEI contribue aux politiques européennes d'aide et de coopération au développement selon les modalités prévues par les différents accords liant l'Union avec plus de 120 pays tiers, en Europe centrale et orientale, dans le Bassin méditerranéen, en Afrique, dans les Caraïbes et dans le Pacifique ainsi qu'en Afrique du Sud, en Amérique latine et en Asie.

l'institution financière de l'Union

LES INVESTISSEMENTS FINANÇABLES

QUELS PROJETS?

Ses emprunteurs peuvent être publics ou privés et les projets relever de tous les secteurs de l'économie qu'il s'agisse des infrastructures de communication, d'environnement et d'énergie, ou de l'industrie, des services et de l'agriculture.

La BEI finance les investissements de grande dimension (à partir de 25 millions d'écus) par des **prêts individuels** conclus directement avec le promoteur ou avec un intermédiaire financier.

Les investissements de petite ou moyenne dimension sont financés indirectement au travers de **prêts globaux**, accordés à des banques ou à des institutions financières opérant au niveau européen, national ou régional.

DE QUELLE FAÇON?

Source complémentaire, la BEI ne finance qu'une partie du coût des investissements (en règle générale jusqu'à 50 %), en complément des fonds propres de l'emprunteur et d'autres sources de financement.

La BEI facilite le financement de programmes d'investissement en liaison avec les interventions des Fonds structurels et des autres instruments financiers communautaires. Les prêts peuvent être utilisés conjointement avec des subventions nationales ou communautaires, notamment en zone de développement régional.

SELON QUELS CRITÈRES?

La BEI évalue la cohérence de l'investissement envisagé avec les politiques communautaires, sa viabilité technique et financière ainsi que son intérêt économique. Le respect de l'environnement et des appels à la concurrence sont également vérifiés. La situation financière du promoteur, les perspectives de cash-flow et les garanties sont examinées attentivement.

LES PRÊTS

QUELLES PROCÉDURES DE DÉCISION?

A l'issue de l'instruction, le Conseil d'administration de la BEI décide sur proposition du Comité de direction de l'octroi du financement, après avis formulé par l'Etat membre concerné et par la Commission européenne.

QUELLES DURÉES?

La BEI octroie des prêts à moyen et à long terme (jusqu'à 20 ans ou plus) dont la durée et la possibilité d'un différé de remboursement dépendent du type et de la vie technique du projet. Pour certains projets présentant un intérêt européen et une ampleur exceptionnels, la BEI peut, si nécessaire, adapter ses conditions de façon appropriée.

QUELLES MONNAIES?

En fonction des disponibilités de la BEI et des souhaits de l'emprunteur, le prêt est versé en une ou plusieurs des monnaies de l'Union, en écu, ou en monnaies de pays tiers utilisées par la Banque.

QUELS TAUX D'INTÉRÊT?

Sa cote de crédit de premier ordre («AAA») permet à la BEI d'emprunter aux meilleures conditions du moment.

Intermédiaire financier sans but lucratif, la BEI reprête les fonds qu'elle a empruntés à un taux qui, majoré d'une faible marge de fonctionnement, reflète son excellente position sur les marchés. Les prêts sont décaissés au pair.

Les taux (fixe, le plus souvent, révisable, variable ou éventuellement convertible) peuvent être définis à la signature du contrat ou lors de chaque décaissement (contrat à taux ouvert). Le mode de fixation des taux est identique pour l'ensemble des pays et secteurs. La BEI n'accorde pas de bonifications d'intérêt ; celles-ci peuvent toutefois être consenties par des instances tierces.

DEN EUROPÆISKE INVESTERINGSBANK
EUROPÄISCHE INVESTITIONSBANK
ΕΥΡΩΠΑΪΚΗ ΤΡΑΠΕΖΑ ΕΠΕΝΔΥΣΕΩΝ
EUROPEAN INVESTMENT BANK
BANCO EUROPEO DE INVERSIONES
BANQUE EUROPEENNE D'INVESTISSEMENT
BANCA EUROPEA PER GLI INVESTIMENTI
EUROPESE INVESTERINGSBANK
BANCO EUROPEU DE INVESTIMENTO
EUROOPAN INVESTOINTIPANKKI
EUROPEISKA INVESTERINGSBANKEN